Sous la direction de
Jean **Lopez**
& Olivier **Wieviorka**

LES GRANDES ERREURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE



PERRIN GUERRES & Histoire

Sous la direction de
Jean Lopez et Olivier Wieviorka

LES GRANDES ERREURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

PERRIN

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

ISBN : 978-2-262-08135-5

Crédit couverture :
Adolf Hitler pendant une réunion au Berghof le 30 avril 1942.
Photographie de Walter Frentz.
© Ullstein Bild – Walter Frentz

Sommaire

Couverture

Titre

Copyright

Introduction

1. L'apaisement, une erreur

2. L'invasion de la Chine

3. L'alliance de Hitler avec l'Italie (1936-1941)

4. La manœuvre « Dyle-Bréda » (10-15 mai 1940) : un plan trop loin ?

5. L'arrêt des panzers devant Dunkerque : une erreur irréparable de Hitler ?

6. L'armistice de 1940

7. L'intervention italienne en Grèce

8. La surprise de « Barbarossa » : la raison du plus fou

9. Ne pas capturer Malte

10. Dieppe, le nadir des armes britanniques

11. La défense de Singapour

12. Le débarquement en Afrique du Nord

13. Midway : la mauvaise bataille au mauvais endroit

14. Hitler et le Moyen-Orient : une occasion manquée ?

15. Le bombardement de Monte Cassino, une erreur stratégique et politique

16. Stalingrad, la bataille qu'il ne fallait pas livrer

17. Le bombardement stratégique

18. La capitulation inconditionnelle : erreur évitable ou condition préalable à la victoire alliée ?

19. L’échec de l’insurrection de Varsovie

20. « Market Garden » (septembre 1944) : les dessous d’un « magnifique désastre »

Notices biographiques des auteurs

Notes

Introduction

La Seconde Guerre mondiale a offert – et offre encore – un fabuleux terrain d'expérimentation aux stratèges de salon. Forts du recul que procurent les ans, ceux-ci aiment à rejouer la stratégie appliquée pendant le conflit, pointer les erreurs commises et proposer des scénarios alternatifs. Dans sa version la plus sommaire, cette approche ne dépasse pas la discussion de comptoir. Dans sa version la plus élaborée, elle a engendré un genre à part entière, l'histoire dite « contrefactuelle ». Également baptisée « uchronie », elle propose, en usant ou en abusant des « et si », des pistes qui, empruntées, auraient garanti la victoire à leurs promoteurs.

L'ouvrage que nous proposons, pourtant, ne vise pas à marcher sur ces brisées. Il n'entend pas céder aux vertiges de la science-fiction, en explorant les voies de ce qui aurait pu devenir ou advenir. Il a l'ambition, plus prosaïquement, de réfléchir sur quelques erreurs commises pendant un terrible conflit qui s'est éternisé six années durant.

Le terme « erreur » peut cependant prêter à confusion. En s'opposant à celui de « vérité », dont il est l'antonyme, il suggère que les acteurs dont nous scrutons les faits et gestes se seraient inscrits dans le registre du faux, de l'erroné, de l'inexact, ce qui reviendrait *in fine* à porter un jugement moral sur les événements que nous retraçons. Tel n'est pas notre objectif. Nous avons préféré considérer les erreurs comme des « actions regrettables », dont le résultat a déçu les attentes de leurs initiateurs.

À ce titre, la vingtaine d'exemples que nous examinons offrent un florilège de choix erronés qui, loin de conduire au succès, ont souvent mené au désastre. Mais notre réflexion ne vise pas à distribuer les bons et les mauvais points. Elle cherche plutôt à comprendre les motifs qui ont présidé aux décisions dont l'issue

s’est révélée souvent néfaste et parfois désastreuse. Motifs assurément pluriels, sauf à supposer que les dirigeants alors en responsabilité aient été d’une stupidité crasse ou animés des plus noirs desseins. De sorte que la question doit être reformulée : pourquoi ces hommes (jamais des femmes, notons-le) ont-ils pris de mauvaises décisions ?

Plusieurs facteurs sont intervenus. Les chefs se fondent, tout d’abord, sur les informations dont ils disposent. Faute de renseignements exacts, ils peuvent surestimer la puissance de leur adversaire, ou la mésestimer – à l’instar des décisions prises lors de l’opération « Market Garden » par le maréchal Montgomery. Les dirigeants décident également en fonction de leurs anticipations, et de celles qu’ils prêtent à leurs adversaires. Si leur appréciation se fonde sur l’examen des données en leur possession, elle dépend aussi largement de leurs biais psychologiques ou idéologiques. Staline avait été alerté de l’imminence de « Barbarossa » ; il refusa cependant de voir une réalité qui ne correspondait pas à sa vision du monde. Les Japonais attaquèrent la Chine parce qu’ils méprisaient l’empire du Milieu et sous-estimaient sinon sa puissance, du moins sa capacité de résistance. L’alliance que Hitler maintint, contre vents et marées, avec Rome découlait non des avantages, fort limités, que l’Italie pouvait lui offrir, mais d’une approche somme toute sentimentale, dans laquelle la rationalité tenait au fond peu de place. Bien que cette alliance ait coûté fort cher à l’Allemagne, le Führer la maintint au-delà du raisonnable, soutenant le Duce jusqu’au bout. Mais la décision dépend aussi des moyens que l’on possède pour tenter d’imposer sa volonté. La pauvreté en hommes ou en matériels, c’est là une évidence, limite les options. Si les Allemands avaient eu des avions, des troupes, notamment aéroportées, et des bâtiments, ils auraient pu s’emparer de Malte. Un objectif auquel ils durent renoncer faute de moyens qu’ils préférèrent précisément affecter sur d’autres théâtres.

Cet exemple suggère que les contraintes dictèrent leur loi. Elles pesèrent parfois si lourd que le choix relevait du non-choix, s’imposant comme une évidence, même si le désastre, d’emblée, se profilait. L’insurrection de Varsovie avait peu de chances de réussir. Son promoteur, pourtant, tenta l’aventure, parce que sa population, épuisée par cinq années d’une occupation barbare, entrevoyait le soleil de la libération. Que les Alliés occidentaux l’aident ou non, que les Soviétiques, cantonnant de l’autre côté de la Vistule, l’appuient ou non, il devait courir le risque.

Toutes ces situations confirment la complexité des choix et expliquent la nature des erreurs commises. Elles montrent, surtout, que les décisions furent

loin de toujours reposer sur des critères rationnels. Le désir de gloire de Montgomery, l'hybris animant une partie des officiers japonais, la paranoïa de Staline… influencèrent les décisions prises. Tout cela pourrait prêter à sourire si les erreurs commises n'avaient eu des conséquences tragiques. Elles ne firent en effet qu'allumer de nouveaux brasiers et surtout allongèrent inutilement un bien trop long conflit, infligeant des souffrances supplémentaires aux troupes et aux civils, prélevant un tribut aussi sanglant qu'inutile. Le lecteur découvrira ainsi, au fil des pages, que ni la diplomatie, ni la politique, ni l'art militaire ne sont des sciences exactes. Au vrai, il s'en doutait un peu.

Jean LOPEZ et Olivier WIEVIORKA

1

L’apaisement, une erreur

par Raphaële Ulrich-Pier

Apaisement ou appeasement *? Si les deux mots sont utilisés, le terme anglais renvoie plus immédiatement à une période singulière – la seconde moitié des années 1930 – et à une politique identifiable, menée par les dirigeants britanniques et français face aux dictateurs européens Hitler et Mussolini. Il semble aussi faire porter à Londres la responsabilité d’une ligne qui se révéla en fin de compte néfaste. Cette politique, dans notre perception contemporaine, paraît avoir culminé lors de la conférence de Munich (29-30 septembre 1938) où Daladier et Chamberlain acceptèrent que Hitler annexe les Sudètes, une riche région de la Tchécoslovaquie. Nul, aujourd’hui, ne se hasarderait à défendre les accords conclus. L’apaisement visait la paix ; le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le 1er septembre 1939 prouve son échec.*

La cause est entendue : l’apaisement a échoué parce que Hitler n’était jamais satisfait des concessions offertes pour maintenir la paix, parce qu’il souhaitait la guerre pour assurer sa domination et prouver la supériorité des Aryens sur les autres peuples européens. Si les Britanniques et les Français avaient d’emblée compris ces mécanismes, ils n’auraient pas persisté dans leur stérile volonté d’apaisement et auraient peut-être consenti à la guerre plus tôt. Mais plutôt que de reconstruire l’histoire, il faut tenter de comprendre comment cette politique a pu être considérée comme raisonnable, efficace et morale par ses promoteurs et saisir les postulats erronés qui les inspiraient. Il faut aussi

s'interroger sur les opinions publiques et le soutien qu'elles pouvaient, ou non, apporter à cette politique.

Si la politique d'apaisement culmine lors de la conférence de Munich, ledit apaisement s'étend sur une période plus longue que cette seule année. Il débute dès l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933. Il s'agit alors d'employer tous les moyens pour préserver la paix, un bien d'autant plus précieux que les plaies de la Première Guerre mondiale saignent encore. Le fondement le plus évident et, semble-t-il, le plus légitime de l'apaisement des années 1930 réside dans le « plus jamais ça » – l'idée que la Grande Guerre doit être la « der des ders ». Ainsi est-ce parce que les peuples européens, particulièrement les Français et les Britanniques, ne voulaient pas revivre les horreurs de la guerre qu'ils étaient prêts à rechercher tous les moyens pour en éviter le retour.

Le souhait de se réconcilier avec l'Allemagne en acceptant des concessions raisonnables précède l'accession du Führer à la chancellerie. De fait, aux yeux des dirigeants britanniques (notamment Austen Chamberlain) et français (Édouard Herriot, Aristide Briand), la république de Weimar (1919-1933) est progressivement redevenue un partenaire avec lequel il faut compter. Les dispositions du traité de Versailles sont donc amendées ou contournées au fil du temps. Les traités de Locarno (octobre 1925) accordent ainsi à l'Allemagne des satisfactions moyennant certaines restrictions : c'est une forme d'apaisement, contractuel, entre États qui estiment pouvoir se faire confiance et espèrent améliorer l'atmosphère européenne. Mais le réarmement de l'Allemagne est largement entamé avant 1933 ; le nombre d'hommes, la quantité et le type de matériels (notamment aériens) de la Reichswehr outrepassent les dispositions de Versailles, ce que les responsables français et britanniques savent bien. Dans la seconde moitié des années 1920, ils contrôlent ce qu'ils peuvent, protestent parfois, montrent qu'ils ne sont pas dupes, mais ils ne sont pas prêts à aller jusqu'à des sanctions, encore moins à tenter une occupation partielle ou un conflit préventif. La Grande-Bretagne ne se sent pas menacée par l'armée allemande et est plus encline à fermer les yeux sur ces entorses, d'autant que la démilitarisation de la Rhénanie offre un glacis protecteur au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, à la Belgique et à la France. Cette politique assumée d'apaisement, même si elle n'en porte pas le nom, vise à conforter le régime démocratique et la bonne volonté de la jeune République allemande.

Le 30 janvier 1933 ne modifie pas aussitôt la politique suivie. En 1933 et 1934, cependant, Londres et Paris observent avec inquiétude l'évolution de la

situation : l’arrestation d’opposants, les premières persécutions contre les Juifs, la Nuit des longs couteaux sont connues et analysées par des hommes politiques, des journalistes, des diplomates, sur les deux rives de la Manche. Les lecteurs de *Mein Kampf* s’interrogent. Les uns pensent que le livre annonce un programme, d’autres qu’il ne constitue qu’un écrit de jeunesse exalté d’un homme qui ne tardera pas à s’assagir. Les uns se félicitent de l’anticommunisme du IIIe Reich, rempart contre une éventuelle menace soviétique, les autres s’alarment de la renaissance du nationalisme allemand. Bref, la condamnation du régime nazi n’est ni immédiate ni universelle, même si ses premiers coups de force – notamment le départ de la Société des Nations (SDN) et de la conférence du désarmement (octobre 1933) – alarment.

La politique qui finira par être désignée comme l’apaisement ne s’élabore pas immédiatement. France et Grande-Bretagne réagissent peu au départ de l’Allemagne de la SDN. Elles n’ont pas non plus condamné fortement les attaques japonaises contre la Chine en Mandchourie depuis la fin de 1931 ni l’agression italienne contre l’Éthiopie en 1935. Paris ne souhaite pas s’aliéner Rome alors que l’Allemagne devient menaçante. La conférence de Stresa (avril 1935) traduit cette volonté partagée de l’autre côté des Alpes qui consiste à s’associer l’Italie pour résister à l’Allemagne, quitte à « apaiser » la première en évitant de s’opposer à sa politique en Afrique. La politique d’apaisement a donc pu être pratiquée à l’égard de l’Italie ; elle consiste ici à fermer les yeux sur des violations du droit international commises sur le continent africain pour préserver les chances d’une entente avec Rome ou conjurer le rapprochement des deux dictatures.

Cette politique conciliante envers l’Italie échoue malgré plusieurs tentatives : le front de Stresa, les accords Laval-Hoare reconnaissant secrètement la conquête italienne de l’Éthiopie, mais dont la divulgation provoque un scandale (décembre 1935)[1], le rapprochement anglo-italien, qui entraîne la démission d’Anthony Eden du Foreign Office (février 1938), déplaît beaucoup aux Français, mais aboutit à l’« accord de Pâques » anglo-italien en avril. Cette vision était-elle erronée ? On peut encore se demander s’il était possible d’opposer à l’Allemagne nazie un front franco-anglo-italien et s’il était justifié pour les démocraties de s’allier à une dictature avérée : ces questions ont suscité bien des débats parmi les responsables. Mais cet apaisement n’a pas été poussé jusqu’à son terme et n’a pas empêché la constitution de l’axe Rome-Berlin.

La politique d’apaisement s’adresse néanmoins plutôt à l’Allemagne nazie après 1933 et est d’abord élaborée par Londres. Les Premiers ministres Ramsay

MacDonald (novembre 1931-juin 1935), Stanley Baldwin (juin 1935-mai 1937) puis Neville Chamberlain (mai 1937-10 mai 1940) la mènent en partie pour satisfaire une opinion publique majoritairement pacifiste qui a foi en la sécurité collective et en la SDN (au moins jusqu'à l'échec d'une solution à l'affaire éthiopienne). De plus, la crise économique amène à rogner les dépenses militaires. Les dirigeants britanniques font la politique d'un pays qui ne se sent pas directement menacé par l'Allemagne, qui compte sur sa flotte et son empire et qui juge que les Français, avec leurs récriminations perpétuelles sur la sécurité, sont des obstacles sur le chemin de la réconciliation européenne. Plus encore, des aristocrates et des patrons de presse britanniques défendent un rapprochement avec Berlin. L'accord naval anglo-allemand de juin 1935 – les Britanniques consentent à ce que la flotte allemande de surface atteigne 35 % de la Royal Navy – est un premier exemple d'une stratégie consistant à offrir des avantages substantiels à Hitler dans l'espoir de stabiliser une situation générale qui ne menace alors pas les intérêts britanniques. Les Français, ulcérés car ils n'ont pas été consultés (pas plus que les Italiens), ont le sentiment que l'Angleterre se désintéresse des affaires continentales pour privilégier sa position insulaire et maritime. L'incapacité à gérer, dans le cadre de la SDN, la guerre d'Éthiopie amplifie les divergences entre les deux alliés.

C'est en 1936 et surtout en 1938 que la politique d'apaisement atteint son apogée. Mais s'agit-il, en 1936, d'une politique définie ? Lorsque le 7 mars Hitler envoie ses troupes se réinstaller dans la zone démilitarisée de Rhénanie, ni la France, ni la Grande-Bretagne, ni d'ailleurs la Belgique ou l'Italie ne sont prêtes à entrer en guerre pour maintenir cette clause du traité de Versailles. La France et la Belgique sont les premières concernées parce que la présence de la Wehrmacht sur la rive gauche du Rhin menace directement leur sécurité. La France devrait donc taper du poing sur la table. Mais ni les ministres français, ni les chefs militaires, ni l'opinion publique – vingt ans à peine après la terrible bataille de Verdun – ne sont prêts à entrer en guerre pour faire reculer les Allemands, alors que ces derniers sont sur leur territoire et que les clauses militaires du traité de Versailles sont presque restées lettre morte. Sans exactement parler d'apaisement (il n'y a pas eu de concessions explicites), la crise de mars 1936 se conclut plutôt par une absence de réaction. On sait pourtant que l'Allemagne n'avait en aucun cas les moyens militaires de résister à une offensive alliée. Une belle occasion d'infliger à Hitler sinon une défaite, du moins un camouflet a été perdue.

En 1938, le régime allemand s'est consolidé sans avoir renoncé à aucun de ses objectifs. En revanche, la SDN semble avoir prouvé son impuissance à garantir le système européen des années 1920. La France, quant à elle, se débat dans une crise économique durable et des divisions politiques qui s'exacerbent (rupture du Front populaire, trois changements de gouvernement en janvier, mars et avril 1938). Au contraire, le gouvernement britannique conservateur mené depuis mai 1937 par Neville Chamberlain, stable, dispose d'une large majorité aux Communes. Le ministre des Affaires étrangères, Lord Halifax, comme le Premier ministre appliquent alors la politique la plus caractéristique de l'*appeasement*. Chamberlain voit en Hitler le dirigeant raisonnable d'une grande nation européenne qu'on ne peut bloquer indéfiniment dans sa volonté de puissance. Il est convaincu que son aspiration à rassembler au sein du Reich les peuples allemands, en commençant par les Autrichiens et les Allemands des Sudètes, se justifie ; en négociant, l'Allemagne obtiendra des satisfactions qui en feront un partenaire fiable. Le Premier ministre croit surtout en sa capacité à discuter avec le Führer et à le convaincre de renoncer à la guerre. Ces considérations peuvent alors apparaître assez raisonnables, en effet, et cette politique reçoit un assez large consensus. La soutiennent ceux qui sont assez ou très favorables au régime nazi – l'aristocratie et la presse britanniques comptent des gens qui admirent le régime –, ceux qui veulent éviter toute implication dans les complexités de l'Europe centrale et les pacifistes traumatisés par la Première Guerre mondiale. En revanche, avant Munich, les partisans de la fermeté sont très minoritaires. Si Winston Churchill commence à donner de la voix, il ne dispose pas de soutiens suffisants pour inquiéter le Premier ministre et le secrétaire au Foreign Office.

En France, on l'a vu, la crise économique et les divisions politiques limitent la capacité de manœuvre des dirigeants. Président du Conseil de juin 1936 à juin 1937, Léon Blum croit encore en l'internationalisme et n'est pas un va-t-en-guerre. Redevenu brièvement président du Conseil en mars 1938, au moment de l'Anschluss, il souhaiterait plus de fermeté à l'égard de l'Allemagne, mais ne dispose ni des moyens financiers ni de l'outil militaire pour imposer ses vues. Surtout, l'accueil triomphal que les Viennois réservent à Hitler peut conforter le sentiment que l'indépendance de l'Autriche n'est pas une cause méritant des sacrifices de la part de Londres ou de Paris. Pourtant, l'Anschluss suscite de nouvelles inquiétudes quant à la stabilité du système européen, parce que la sécurité de la Tchécoslovaquie, alliée de la France, paraît alors plus menacée et que d'autres pays d'Europe centrale (Hongrie, Yougoslavie) semblent de moins

en moins enclins à résister aux sollicitations allemandes en matière économique et politique.

L'apaisement culmine en 1938 avec la crise tchécoslovaque. Hitler réclame les Sudètes, où la majorité des habitants sont de langue allemande, pour aussi écraser la Tchécoslovaquie, le plus solide des alliés orientaux de la France – à plus long terme, il vise à dominer l'Europe centrale et orientale, économiquement et si possible politiquement. Les Français, pour leur part, savent que la Tchécoslovaquie représente un élément important de leur système d'alliances en Europe centrale ; mais ils savent aussi que leur économie chancelle et que leur réarmement est insuffisant pour tenir l'Allemagne en respect. Circonstance aggravante, les services de renseignements français tendent à surestimer la puissance allemande, lui accordant une supériorité aérienne exagérée et minimisant en retour les forces aériennes anglaise et française[2]. Les Britanniques se jugent également mal armés et incapables de résister à une éventuelle attaque aérienne allemande. Surtout, Chamberlain, par optimisme et confiance en lui, pense que l'on peut discuter avec le Führer. Telles sont les considérations sur lesquelles se fonde la politique des Français et des Britanniques lors des crises décisives de 1938.

Entre mars et septembre, ce sont les Anglais qui mènent la danse. Chamberlain s'arrange pour tenir ses homologues français à l'écart de sa diplomatie. Il ne tient d'ailleurs pas toujours informé l'ensemble du cabinet britannique et ne s'appuie que sur une garde rapprochée : Halifax, quelques proches conseillers, voire des émissaires officieux. Lorsque Hitler formule des demandes impérieuses, à la mi-septembre 1938, il décide seul de prendre l'avion pour aller discuter directement avec lui. La crise de fin septembre débouche sur des mobilisations partielles en Tchécoslovaquie, en France et en Grande-Bretagne ; les opinions publiques semblent prêtes à entrer en guerre. Mais seraient-elles passées à l'action ? Quoi qu'il en soit, Chamberlain saisit l'idée de faire appel à Mussolini ; la conférence de Munich est montée à la hâte, entre quatre puissances – sans la Tchécoslovaquie, donc, le pays pourtant le plus directement concerné. Le Reich reçoit une vaste portion du territoire tchécoslovaque ; Prague perd des fortifications puissantes et une partie de sa richesse agricole et industrielle ; Londres et Paris abandonnent un fidèle allié. Triste bilan !

Convaincu d'avoir gagné la « paix pour notre époque », Chamberlain rentre triomphalement en Angleterre. Daladier, lui, s'est laissé consciemment forcer la main. Il a estimé que la France ne pouvait combattre l'Allemagne sans le soutien

britannique et n’a guère fait d’efforts pour obtenir un engagement de l’URSS, alliée de la Tchécoslovaquie. Il a laissé Chamberlain prendre la tête non parce qu’il estime que Hitler a étanché sa soif de revendications, mais parce qu’il espère renforcer l’entente franco-anglaise et gagner du temps pour réarmer et renforcer économiquement le pays[3]. Si Munich a été une rencontre funeste, il faut distinguer, pour l’analyse, les considérations propres à 1938 des connaissances actuelles. Fin 1938, les finances françaises sont exsangues et le réarmement insuffisant. L’Italie et la France étant en mauvais termes, Paris ne peut compter que sur le soutien – plutôt vacillant – de Londres. Au Royaume-Uni, l’aviation, la coordination interarmes et les préparatifs pour un éventuel corps expéditionnaire ne sont pas non plus au point. Dans les deux pays, les chefs militaires sont incapables de présenter aux responsables politiques un outil militaire en état de marche, d’autant que les Français tablent sur la ligne Maginot, qui doit les protéger d’une attaque allemande. Le sentiment pacifiste, vingt ans après la fin de la Grande Guerre, influence encore les citoyens, les anciens combattants, les journalistes. Et ce pacifisme favorise le maintien d’une doctrine militaire purement défensive. Certes, on peut mener une politique de paix tout en disposant d’une armée offensive, mais seuls quelques militaires français inclinent alors en ce sens. Bref, rien ne pousse dans l’armée, le renseignement, la diplomatie ou l’opinion publique, à provoquer une guerre contre l’Allemagne hitlérienne. Selon le degré d’optimisme des individus, le soulagement de Munich assure soit la paix, soit un répit.

On peut cependant juger plus sévèrement Munich, en mesurant que le regard porté aujourd’hui intègre des informations dont les décideurs ne disposaient pas à l’époque. Du point de vue militaire, la balance entre Franco-Britanniques et Allemands n’était pas si déséquilibrée, d’autant que les services de renseignements, on l’a dit, surestimaient la puissance militaire du Reich. Ainsi ce dernier ne disposait-il pas, en 1938, d’une force aérienne susceptible d’écraser les grandes villes anglaises – et encore moins de garantir le succès d’un débarquement. Les fortifications à l’ouest restaient inachevées, les forces terrestres, inférieures aux effectifs que la France pouvait aligner. Avant Munich, par ailleurs, l’armée tchécoslovaque, bien organisée, avec un bon moral, disposait de solides fortifications dans la région des Sudètes : les Tchèques auraient pu fixer une partie non négligeable de la Wehrmacht, obligeant l’Allemagne à mener une guerre sur deux fronts si Paris puis Londres s’étaient portées au secours de Prague. Les chefs militaires allemands, à l’inverse de Hitler, étaient hostiles à la guerre à l’automne 1938, car ils ne croyaient pas

l'Allemagne alors en position de l'emporter face à une alliance de trois pays. Mussolini, lui, ne comptait pas intervenir à ce moment-là, estimant également que son pays n'était pas prêt.

Dans les derniers jours de septembre, juste avant la conférence de Munich, l'opinion publique des trois pays démocratiques s'était un peu raidie et le nombre de gens favorables à la fermeté envers Hitler croissait, comme le révèlent des sondages de l'époque. Il est difficile de savoir ce qu'auraient fait les États-Unis et l'Union soviétique si la France et la Grande-Bretagne étaient entrées en guerre. Mais l'URSS était alors liée à la Tchécoslovaquie, et le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, Litvinov, considérait l'Allemagne comme le danger principal. En n'invitant pas Staline à Munich, la France et le Royaume-Uni renforcèrent la défiance du maître du Kremlin, qui remplaça Litvinov par Molotov, ouvrant ainsi la voie au pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. Pour sa part, Roosevelt était tenu par la politique isolationniste de son pays ; mais il avait exprimé un soutien moral aux Franco-Britanniques. Sans verser dans la politique-fiction, on peut admettre que l'option « guerre » était loin d'être déraisonnable en septembre 1938 ; tout bien considéré, l'avantage militaire et stratégique ne pesait pas forcément en faveur du belliqueux régime hitlérien. La France et la Grande-Bretagne se jugeaient mal préparées à la guerre, mais l'Allemagne ne l'était guère mieux.

Du point de vue politique et diplomatique, il semble qu'une grande erreur est à porter au compte de Chamberlain. Il a pensé, jusqu'au bout (au moins jusqu'à l'invasion de la Bohême-Moravie, en mars 1939), que Hitler pouvait être raisonné et amené à renoncer à la guerre, que celle-ci n'était pas son option principale mais le moyen de faire avancer ses revendications. Or ce dernier voulait bel et bien la guerre, au point qu'il avait été déçu par la conférence de Munich qui le frustrait de cette option. Le Führer entendait mener sa politique de domination européenne par le fer et par le sang. Aucune concession, aucune politique d'apaisement n'eût alors pu le faire changer d'avis.

Bibliographie sélective

Tim Bouverie, *Apaiser Hitler. Ils voulaient la paix, ils eurent le déshonneur. Et la guerre*, Paris, Flammarion, 2019.

Robert Boyce (dir.), *French Foreign and Defence Policy, 1918-1940. The Decline and Fall of a Great Power*, Londres/New York, Routledge/London School of Economics, 1998.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale/Seuil, « Points », « Politique étrangère de la France », 1979.

R. A. C. PARKER, *Chamberlain and Appeasement. British Policy and the Coming of the Second World War*, Londres/Basingstoke, Macmillan, 1993.

Zara STEINER, *The Triumph of the Dark. European International History 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

2

L'invasion de la Chine

par Benoist Bihan

*L'invasion de la Chine par le Japon en juillet 1937 est généralement considérée comme une erreur stratégique de premier ordre. Elle aurait été une entreprise au-delà des forces japonaises. Pis encore, elle leur aurait coûté la victoire dans le Pacifique en engloutissant des unités et des ressources qui lui manqueraient face au rouleau compresseur allié. L'historiographie de la guerre du Pacifique méconnaît bien souvent les ressorts du conflit sino-japonais et lui réserve une place secondaire. Elle y projette implicitement l'image d'autres invasions. La Chine serait ainsi au Japon ce que l'URSS sera au III*e *Reich : une immensité géographique impossible à conquérir face à un ennemi inférieur, certes, mais à la masse innombrable*[1]*. Les perspectives stratégiques de Tokyo, comme celles de Berlin, s'y seraient évanouies. Autre type de projection : les conflits américains postérieurs, en Corée et au Vietnam. En somme, comme les États-Unis après lui, le Japon aurait commis l'erreur de s'engager dans une guerre continentale en Asie, proposition présumée perdante indépendamment de tout contexte politique et stratégique.*

Tout n'est pas faux, loin de là, dans ces jugements et ces comparaisons. Mais si, par erreur stratégique, il faut entendre une mauvaise décision prise dans le cadre de l'élaboration ou de la mise en œuvre d'une stratégie, *alors la décision japonaise d'envahir la Chine ne relève pas de cette catégorie d'erreurs.*

Il est par ailleurs difficile d'affirmer que la Chine a fait perdre la guerre du Pacifique au Japon. Les vraies causes de la défaite sont autres.

Le premier point à instruire est la décision d'envahir. Considérée *a posteriori*, elle a conduit à un résultat indéniablement désastreux. Sans s'attarder sur le terrifiant coût humain – 15 à 20 millions[2] de Chinois tués, la plupart civils, tant par la guerre que par la maladie et la famine –, les Japonais obtiennent en 1945 l'inverse de ce qu'ils cherchaient en 1937. Ils voulaient dominer l'Asie : ils n'y sont plus rien ; ils s'inquiétaient du nationalisme chinois : ils provoquent indirectement le triomphe du communisme chinois, un péril qu'ils redoutaient encore plus. Certes, les empires coloniaux européens disparaissent conformément à leurs souhaits, mais la puissance russo-soviétique est restaurée, tous les acquis de la victoire de 1905 sont annulés et au-delà : de Hokkaido, l'on peut apercevoir par temps clair Sakhaline redevenue tout entière russe. Enfin, l'autre grand rival de Tokyo, les États-Unis, sort de la guerre renforcé au point d'avoir en poche les clés de l'espace Indo-Pacifique, à l'exception notable toutefois de… la Chine, après 1949.

Indéniablement, le bilan est calamiteux. Toutefois, si l'invasion de 1937 constitue le point de départ de la trajectoire qui mène le Japon à la ruine, origine ne signifie pas cause. Il n'existe pas entre le 7 juillet 1937 et la reddition du 2 septembre 1945 un unique et tragique enchaînement de décisions et d'événements. Savoir si l'invasion de 1937 était *en soi* une erreur stratégique suppose de procéder différemment : en évaluant les bénéfices attendus et les chances de parvenir à les atteindre.

Cela permet de mettre en évidence la première erreur des Japonais, et certainement la plus grave : la décision d'envahir la Chine est, d'une certaine manière, une non-décision, et Tokyo n'en attend aucun bénéfice clair. L'attaque n'obéit pas à un plan mûrement réfléchi. Elle est plutôt l'aboutissement d'un processus de lent pourrissement des relations entre les deux pays depuis la fin du XIXe siècle. Un pourrissement nourri d'antagonismes réels, mais aussi d'incompréhensions et de malentendus. Deux guerres marquent l'émergence du Japon moderne et son entrée dans le cercle des grandes puissances. La première est gagnée contre la Chine, alors empire décadent, en 1894-1895, victoire qui participe d'ailleurs largement de la disparition des institutions impériales chinoises, actée en 1911. La seconde voit le Japon l'emporter sur la Russie, autre empire en déliquescence, en 1905. Cette guerre se résout également aux dépens de la Chine, à laquelle ni les Japonais ni les Russes ne demandent son avis à

propos de territoires qui, pourtant, sont sous sa suzeraineté depuis longtemps. La Première Guerre mondiale détériore un peu plus les relations. Car si c'est bien au gouvernement de la jeune république de Chine que le Japon adresse, en 1915, ses « vingt et une demandes » destinées à lui accorder privilèges commerciaux et avantages stratégiques, c'est des puissances de l'Entente que Tokyo obtient la rétrocession des possessions allemandes en Chine, notamment la péninsule du Shandong (Kwantung pour les Japonais) et son grand port de Tsingtao.

L'humiliation commune des deux États lors des discussions du traité de Versailles ne les réunit que temporairement : à l'insistance anglo-américaine, la charte de la future Société des Nations n'inclut pas la clause d'« égalité des races[3] » demandée par Tokyo et Pékin. Ce coude-à-coude aurait-il pu amorcer une entente plus large ? Sans doute pas : la Chine est politiquement trop faible pour figurer parmi les alliés crédibles du Japon. Elle passe plutôt à ses yeux pour une victime potentielle des appétits occidentaux puis, à partir de la fin des années 1920, de l'Union soviétique. Mais le Japon est lui aussi affaibli au plan politique. La transformation du modernisme autoritaire de l'ère Meiji[4] en démocratie parlementaire échoue, pour des raisons complexes au rang desquelles la constitution de l'armée et de la marine en factions politiques, elles-mêmes éclatées en coteries, joue un rôle clé. L'autonomisation des militaires conduit à un événement proprement impensable sous d'autres cieux. En 1931, en effet, un clan d'officiers de l'armée du Kwantung prend l'initiative d'une intervention en Mandchourie sans l'aval du gouvernement, qui est placé devant le fait accompli. La région est bientôt transformée en un État vassal, le Mandchoukouo, à la tête duquel – au grand dam des Chinois – Tokyo installe leur dernier empereur déchu, Pu Yi. Cinq ans plus tard, en février 1936, le pouvoir civil est définitivement marginalisé à Tokyo. Certes, la tentative de coup d'État menée par quelques officiers subalternes est réprimée, mais elle place le gouvernement sous tutelle du haut commandement. Cette situation ne se traduit pas par une centralisation accrue des décisions. Au contraire : elle aggrave la propension des officiers à agir de leur propre initiative. C'est bien ce qui se produit en juillet 1937, d'abord autour de Pékin, puis à Shanghai, deux villes où le Japon entretient des garnisons[5]. L'encadrement militaire prend sur lui d'engager des combats dont il n'attend guère, initialement, que des avantages locaux. Si Tokyo y ajoute la demande d'avantages politiques, d'ailleurs largement symboliques, il n'existe aucun plan japonais cohérent. Personne n'a pensé la guerre avec la Chine, encore moins sa conquête. Tout au plus espère-t-on y renforcer les positions du Japon face à la perception d'une menace communiste – d'origine

principalement soviétique[6] –, les communistes chinois ayant subi des coups terribles de la part du régime nationaliste, contraignant Mao à sa « Longue Marche », en fait une piteuse anabase.

L'invasion va se déclencher à l'initiative des Chinois, plus particulièrement du principal dirigeant de la République, Chiang Kai-shek. C'est lui qui opte pour l'intransigeance face aux demandes nippones, lui qui déploie devant Shanghai ses meilleures troupes, alors que c'est autour de Pékin que se produisent les incidents du 7 juillet. Lui enfin qui précipite sciemment la transformation d'un affrontement localisé en guerre générale. Le président et futur « généralissime » chinois agit avant tout pour des motifs de politique intérieure. Il veut tirer parti d'un affrontement sino-japonais pour unifier le peuple et les différents pouvoirs régionaux. Ceux-ci ne sont que les faux nez des fameux « seigneurs de guerre » dont la République, incapable de les mater, a légitimé le pouvoir local en les nommant gouverneurs et en agglomérant, sur le papier, leurs armées privées à l'ordre de bataille nationaliste. Le Japon, quant à lui, est pris au piège de sa rhétorique martiale. Chiang l'a placé devant une alternative désastreuse : un recul humiliant ou une guerre incertaine. Que la résistance chinoise initiale surprenne les Japonais, de même que la qualité relative d'une partie des unités nationalistes, constitue une justification supplémentaire pour les pousser à intensifier les hostilités. On considère de part et d'autre l'affrontement comme inévitable, tôt ou tard. Une « autre politique » vis-à-vis de la Chine est sans doute hors d'atteinte des dirigeants japonais – et il est loin d'être acquis que Chiang eût accepté un accommodement. Que Tokyo ait cherché à mettre en place un autre dirigeant chinois constitue un but de guerre qui n'a rien d'absurde. Aligner les diplomaties chinoise et japonaise serait, au contraire, de la plus haute importance pour faire face à l'URSS et aux Anglo-Américains.

La difficulté tient à ce que ce raisonnement politique rationnel ne semble pas plus avoir éclos au sein du cabinet de Tokyo que dans le haut commandement japonais en Chine. Aucun des deux pouvoirs ne fixe de buts à la guerre. Évacuons d'emblée l'idée de la conquête territoriale : même si l'absorption de la Chine dans un empire panasiatique est fantasmée par certains, l'idée n'est jamais apparue crédible et les moyens militaires alloués étaient hors d'état de l'obtenir. Ces moyens, dans un premier temps, sont relativement réduits. Les unités de réservistes dominent. Le fer de lance de l'armée japonaise demeure l'arme au pied face aux Soviétiques en Mandchourie, jusqu'après l'attaque de Pearl Harbor. À y regarder de près, la guerre avec la Chine revêt d'abord le caractère d'une expédition punitive, sans autre visée. Et c'est la Chine qui impose son

rythme. En résistant d’août à novembre 1937 devant Shanghai, l’armée de Chiang fait échec aux intentions de son ennemi. Certes, l’armée impériale sort victorieuse des combats et inflige à son adversaire nationaliste une défaite qui lui coûte ses meilleures unités et la crème de ses officiers, mais l’expédition punitive a bel et bien échoué. Il faut d’urgence élaborer une véritable stratégie.

Le problème se déplace ici sur le terrain doctrinal. Le commandement japonais a été formé à l’école stratégique européenne du XIXe siècle, tout particulièrement prussienne. Ses enseignements ont paru être validés par les deux guerres de 1894-1895 et 1904-1905. Ces conflits à buts limités, dans un cadre diplomatique précis, ont en effet été résolus assez vite à la suite de batailles jugées décisives sur le moment : le Yalu, Mukden, Tsushima. Le rôle des facteurs politiques dans l’arrêt des combats n’a jamais été pris en compte : c’est le défaut fondamental de la pensée prusso-allemande acclimatée au Japon. À la fin de 1937, les Japonais cherchent donc leur « bataille décisive ». Ils la croient gagnée devant Nankin. Mais ils se retrouvent face à une situation politique inchangée : Chiang refuse de céder. La situation n’est pas sans rappeler celle de Hitler après l’effondrement de la France : en réalité, sa victoire « décisive » a jeté à bas son plan stratégique dès lors que Churchill refuse de discuter.

Tokyo réagit à la frustration de la pire des manières. Il croit en effet possible de contourner l’obstacle politique en « brisant » la résistance chinoise par la terreur. Une culture de la brutalité maquillée en éthique martiale facilite la systématisation des exactions et des crimes, qui rendent irrémédiable la guerre totale. Un autre comportement était possible : la première guerre sino-japonaise et la guerre russo-japonaise avaient vu l’armée impériale soigner les blessés et prisonniers chinois puis russes de la même façon que les siens, et protéger les populations civiles, ce qui avait valu à Tokyo les louanges occidentales. En Chine, cela aurait peut-être permis de trouver un autre choix politique que Chiang en suscitant un pouvoir chinois ami. C’est la solution qui sera recherchée à partir de 1939 – trop tard. Après le « viol de Nankin » et bien d’autres crimes moins connus, après le début des bombardements aériens de villes non défendues, cette option n’est plus possible. Dès lors, le pouvoir impérial entre, quoiqu’il en ait, dans la logique de l’adversaire, celle de la guerre d’usure. Il tente d’étouffer Chiang en s’emparant des littoraux et des frontières par où arrive l’aide étrangère ; il l’assiège dans ses réduits, moins pour le ruiner économiquement que pour le faire désespérer de l’issue, et le contraindre à se rendre. En vain. L’impasse est complète dès 1940. La véritable erreur stratégique

est commise bien avant : ne pas s’être fixé de buts précis *et atteignables* au début du conflit, puis avoir conduit la guerre de façon qu’il devienne impossible de s’en fixer de raisonnables. Une victoire *en* Chine n’était pas, en 1937, hors de portée du Japon ; une victoire *contre* la Chine l’était évidemment.

Pour autant, l’invasion de la Chine a-t-elle privé Tokyo de la victoire dans le Pacifique ? Certes, le coût de la guerre continentale ne peut être négligé. Les combats et les mauvaises conditions sanitaires tuent 480 000 militaires nippons entre 1937 et 1945. Ce nombre représente entre un quart et un cinquième du total des tués, dont une large partie dans les premières années de la guerre (1937-1940) qui sont celles de la plupart des grandes opérations (il faudra ensuite attendre 1944 pour que se déclenchent de nouvelles offensives majeures sur le sol chinois). Cinquante mille tués par an, et surtout de troupes médiocres, ne constituent pas, pour un Japon de 75 millions d’habitants, un handicap rédhibitoire dans la lutte contre les États-Unis. La Chine ne concentre pas l’essentiel des moyens japonais, et certainement pas ceux qui sont les plus utiles dans le Pacifique. Si, en 1941, 27 divisions japonaises sur 51 sont déployées en Chine[7], les moyens aériens qui les accompagnent, essentiellement une aviation de coopération terrestre, sont inadaptés à la guerre aéronavale du Pacifique. Rien de ce qui est investi en Chine ne manquera à Midway ou à Guadalcanal.

Il n’est pas non plus possible d’affirmer que le coût financier de la guerre en Chine est la cause première de l’incapacité industrielle du Japon à faire face aux États-Unis. Plus important est un de ses effets pervers : la modification de la structure des forces nippones dans un sens contraire à ce qui leur était vraiment nécessaire. Pour tenir l’espace chinois, l’armée privilégie les unités d’infanterie, bien moins coûteuses que ne l’auraient été les unités mécanisées nécessaires pour faire face à l’URSS en Mandchourie. Elle focalise aussi l’aviation sur les aspects tactiques, au détriment d’une conception élargie de son usage incluant l’interdiction de théâtre, la conquête de la suprématie aérienne générale et l’action dans la profondeur avec des appareils à long rayon d’action. La marine finit par fournir l’essentiel de ces capacités aériennes à longue portée (au point de reprendre à son compte une partie des missions de bombardement en Chine en 1939-1940). Elle ne peut cependant à la fois développer sa flotte, son aviation de coopération – l’aéronavale embarquée et ses unités terrestres dédiées à l’appui des escadres – et suppléer au manque d’une véritable force aérienne stratégique. Il lui manque pour ce faire budget et influence politique. Ce point est décisif dans l’échec militaire du Japon, qui ne dispose jamais de la capacité à mener de véritables offensives aériennes, essentielles pour entraver la contre-

offensive alliée. Il n’a que peu à voir avec la guerre en Chine, car il est douteux que, sans elle, le Japon ait été davantage en mesure de se doter des moyens qui lui manquaient.

Dans la lutte pour le contrôle de l’Asie et du Pacifique occidental, dans les années 1930, le Japon a deux vrais adversaires, l’URSS et les États-Unis. Militairement, avons-nous dit, il a besoin pour vaincre la première d’une force aéroterrestre mécanisée ; pour battre les seconds, d’une force aéronavale capable d’assurer le contrôle du Pacifique. La composante aérienne est le point commun à ces deux forces. C’est aussi celle qui est la plus soumise à l’attrition matérielle et dont la capacité de renouvellement est la plus difficile sur le plan humain – les pilotes sont une ressource longue à former. Dès le milieu des années 1920 et plus encore à partir de la crise économique de 1929[8], le véritable problème stratégique du Japon est qu’il n’a pas les moyens de disposer de l’ensemble de ces ressources. Ce qui ne l’empêche pas de se doter d’un outil militaire redoutable et mené avec brio : les Japonais parviennent ainsi presque toujours, au début de la guerre du Pacifique, à obtenir des rapports de force localement favorables, ou au moins équilibrés, et ce, presque jusqu’au milieu de 1943. Ce n’est pas suffisant pour compenser le *manque d’endurance* de l’outil militaire, et le fait qu’une mécanisation complète des forces terrestres est absolument hors de portée du pays.

Les Japonais, il faut le noter, en sont conscients. C’est d’ailleurs l’une des raisons sous-jacentes à leur engagement dans l’espace chinois : à long terme, certains espèrent pouvoir y créer un géant industriel capable de faire pièce tant aux Soviétiques qu’aux Américains. Dans l’esprit de ses promoteurs, le Mandchoukouo devait être la première pierre de cette construction. Cette vision, cependant, n’est réalisable qu’à très long terme et suppose un alignement politique sino-japonais. Sur ce dernier point, l’erreur est politique plutôt que stratégique. Et elle n’est pas uniquement japonaise : il est possible d’argumenter qu’un rapprochement des nationalistes chinois avec Tokyo aurait été de leur intérêt commun. Mais cela aurait supposé une autre politique de la part du Japon dès le lendemain de la proclamation de la république de Chine, en 1911, en tout cas avant les « vingt et une demandes » qui jouent un rôle clé dans la cristallisation des mouvements nationalistes (et communistes) en Chine. Ce qui aurait aussi supposé que les gouvernements successifs négligent la fragmentation du pouvoir chinois, ou aient la vision suffisante pour miser sur Chiang, qui, au temps où il y étudiait, admirait l’empire du Soleil levant. Cela relève de la fiction. Une autre option, l’abandon pur et simple de l’idée d’un impérialisme

asiatique pour faire du Japon une démocratie mercantile, sur le modèle britannique (ce que deviendra le pays après guerre), aurait été difficile à réaliser dans le contexte de contraction des échanges internationaux postérieur à la crise de 1929, et aurait supposé cette fois une autre politique britannique et américaine à l'égard du Japon[9]. Rien de tout cela n'est crédible : les histoires alternatives qui évitent la guerre du Pacifique font prendre aux puissances impliquées des décisions contradictoires avec leur situation et leur logique politique de l'époque.

En réalité, la situation stratégique du Japon est très difficile bien avant 1937. Ses moyens militaires sont limités, ses capacités industrielles insuffisantes du fait d'une économie en crise et d'un manque de ressources naturelles. L'invasion de la Chine ne change pas cet état de fait. Avant 1940, elle ne l'aggrave pas non plus substantiellement. L'erreur fatale, celle qui précipite réellement la guerre du Pacifique, est en effet la mainmise sur l'Indochine, qui provoque la dégradation fatale des relations avec Washington et Londres. L'occupation n'est que partiellement liée à la guerre en Chine : si la présence japonaise dans le nord de la colonie française renforce bien son encerclement de la Chine, l'implantation d'unités dans le sud de l'Indochine vise déjà l'acquisition de bases de départ pour des opérations vers la Malaisie et l'Insulinde. Ne pas envahir la Chine n'aurait probablement pas permis d'éviter une guerre du Pacifique que les logiques propres à chacune des puissances antagonistes rendaient quasi certaine. Cela n'aurait pas non plus amélioré la position de départ de Tokyo tant sur le plan économique et politique que sur le plan militaire : l'Asie du Sud-Est est en effet plus à portée depuis les positions avancées acquises entre 1937 et 1940.

Bibliographie sélective

James Hsiung et Steven Levine, *China's Bitter Victory : The War with Japan 1937-1945*, New York, Armonk, 1992.

Akira Iriye, *The Origins of the Second World War in Asia and the Pacific*, Londres, Routledge, 1987.

Rana Mitter, *Forgotten Ally : China's World War II, 1937-1945*, Boston & New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2013.

S. C. M. Paine, *The Japanese Empire : Grand Strategy from the Meiji Restoration to the Pacific War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

Mark Peattie, Edward Drea et Hans van de Ven (dir.), *The Battle for China : Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945*, Stanford, Stanford University Press, 2011.

3

L’alliance de Hitler avec l’Italie (1936-1941)[1]

par Felix et Roman TÖPPEL

En 1940, le film de Charlie Chaplin devenu légendaire, Le Dictateur*, sort sur les écrans américains. Chaplin l’ignore alors mais l’année 1940 est celle qui voit l’alliance germano-italienne connaître à la fois son sommet et son tournant. À l’écran, Benzino Napaloni dame le pion à son allié et en même temps concurrent Adenoïd Hynkel, le maître de la Tomainia. Hynkel, parodie d’Adolf Hitler, n’a pas la moindre chance de s’imposer avec ses démonstrations de force face à la caricature de Benito Mussolini. La réalité est cependant tout autre. Lorsque Mussolini vient en Allemagne en septembre 1937, il est profondément impressionné par la puissance à la fois militaire et politique que déploient devant lui le III*^e^ *Reich et Hitler. Quand le Führer lui retourne la politesse sept mois plus tard, à Rome, il s’enthousiasme pour les trésors artistiques qu’on lui montre mais non pour le système politique qu’il découvre. Julius Schaub, l’aide de camp personnel de Hitler, remarquera plus tard à ce propos : « Il était allé à Rome visiter le Duce et il a trouvé… le roi*[2]*. »*

Hitler rêve d’une alliance avec l’Italie depuis que le roi Victor-Emmanuel III a nommé le chef fasciste Mussolini chef du gouvernement, en octobre 1922. Le 14 novembre suivant, lors d’un meeting du NSDAP à Munich, il réclame que

l’Allemagne fasse cause commune avec une Italie « qui vit sa renaissance nationale et possède un grand avenir[3] ». Trois ans plus tard, dans *Mein Kampf*, il développe l’idée qu’il ne peut y avoir que deux alliés pour l’Allemagne : l’Angleterre et l’Italie[4]. Selon lui, une alliance avec ces deux pays non seulement libérerait l’Allemagne de sa situation stratégique défavorable, mais garantirait en outre la « sécurité totale de nos approvisionnements en produits alimentaires et en matières premières ». Mieux : l’alliance désirée inclut des États « qui disposent de capacités techniques quasiment complémentaires à de nombreux points de vue. Pour la première fois, l’Allemagne aurait des alliés qui ne se nourriraient pas de son économie comme des sangsues mais qui pourraient et devraient au contraire apporter leur contribution à l’enrichissement de ses armements[5] ».

Ainsi qu’il le déclare toujours plus ouvertement, pour obtenir l’alliance de l’Italie Hitler serait prêt à renoncer définitivement au Tyrol du Sud. Et comme cela fait scandale en Allemagne, il est contraint de justifier sans cesse ce sacrifice qu’il consent à l’amitié de Mussolini. Il le fait très en détail dans le « Second Livre » qu’il écrit à l’été 1928. Si l’on en croit ce qu’en dira ultérieurement Julius Schaub, cet ouvrage devait avoir pour titre « Mon alliance avec l’Angleterre[6] ». Mais à qui lit les déclarations de Hitler dans ce Second Livre, il ne fait aucun doute qu’il se serait intitulé « Mon alliance avec l’Italie » s’il avait été publié de son vivant.

Le Führer et le Duce se rencontrent pour la première fois en juin 1934 à Venise. Il s’agit d’une courte visite qui ne laissera pas d’impression marquante, d’autant qu’elle s’est déroulée dans une atmosphère gâtée par les différends politiques, notamment à propos de l’Autriche. C’est seulement en mai 1938 que Hitler peut sentir que la position de Mussolini en Italie est loin de correspondre à ses propres représentations comme aux vœux du Duce. Le rôle prééminent du roi et de l’aristocratie italienne a déconcerté Hitler et son entourage. Le chef de l’État en titre est bel et bien Victor-Emmanuel III, non le Duce. La Cour fait d’ailleurs clairement sentir cette hiérarchie au chef fasciste ainsi qu’à ses hôtes allemands.

La puissance industrielle de l’Italie, pour laquelle Hitler s’est emballé dans *Mein Kampf*, se révèle être une chimère. Certes, le pays a connu un boom économique dans les premiers temps du gouvernement Mussolini, mais cela n’a rien changé à la réalité : le pays stagne globalement à un bas niveau de développement industriel et dépend fortement d’importations de matières premières de toutes sortes. Le secteur industriel compte bien quelques grandes

firmes, mais il s’appuie pour l’essentiel sur de nombreuses petites entreprises inefficaces. Face au III[e] Reich, il a entre trente et cinquante ans de retard. La mauvaise gestion et la corruption sont monnaie courante. Hitler ne mesure sans doute pas l’ampleur de cette faiblesse économique. Mais, dès mai 1937, le ministère allemand de la Guerre conclut qu’en cas de guerre l’Italie sera un fardeau économique pour ses alliés si elle se voit incapable de sécuriser suffisamment ses approvisionnements en matières premières.

La plus grande erreur d’appréciation de Hitler concerne l’armée italienne. Le Führer la croit forte et combative, d’autant plus que la politique extérieure de Mussolini prend un tour très agressif. En 1932, ses troupes concluent victorieusement une guerre coloniale en Libye. Quatre ans plus tard, elles conquièrent l’Abyssinie au terme d’une campagne extrêmement brutale. Bien que les Italiens aient laissé entrevoir des faiblesses, Hitler tient cette guerre pour une démonstration de force réussie. Quelques mois plus tard, Rome s’immisce dans la guerre civile espagnole en apportant un important soutien en armes et en hommes aux franquistes. Que les caisses de l’Italie soient vides après cette nouvelle guerre et que son armée ait montré de multiples faiblesses techniques et structurelles, les Allemands n’en sont pas pleinement conscients avant 1940.

Les forces italiennes ne sont tout simplement pas adaptées à une guerre moderne de mouvement. Elles accordent toujours la primauté à la quantité sur la qualité. Ses chefs considèrent encore la supériorité numérique de l’infanterie comme le facteur principal de la victoire sur terre. L’infanterie est mal instruite, mal armée et peu motivée. L’armée manque d’ingénieurs et de techniciens, ce qui n’est pas sans rapport avec les insuffisances du système éducatif en général, qui forme trop peu de spécialistes. Beaucoup de troupiers ne savent même pas lire ni écrire. L’armée n’est que faiblement motorisée, l’arme blindée négligée. Même l’artillerie est vétuste : elle repose pour l’essentiel sur des modèles de la Première Guerre mondiale qui ont été modernisés. Ainsi que l’historien britannique Ian Kershaw l’a résumé, au début de la Seconde Guerre mondiale Mussolini se trouve « à la tête de forces armées mal commandées, à peine coordonnées, pas assez modernisées et non préparées à des combats de forte intensité[7] ».

Les Allemands placent certains de leurs espoirs dans la marine italienne. Mais si elle peut impressionner par le nombre, elle n’a pas de porte-avions. Elle a sous-estimé l’importance de la détection électromagnétique, ce qui par la suite s’avérera un handicap fatal face aux Britanniques en Méditerranée. Lorsque, dans un discours du 4 février 1939, Mussolini annonce ses ambitions

océaniques, les Allemands savent que ses forces navales n'ont pas de plan d'opérations, qu'il leur manque les bâtiments nécessaires et un corps d'officiers bien formés. Malgré cela, même le haut commandement de la Kriegsmarine pense que la Regia Marina sera bientôt en situation de pouvoir dominer la Méditerranée.

Au printemps 1939, le climat politique se durcit avec l'entrée des troupes allemandes à Prague et l'occupation du territoire tchèque. Mussolini, que Hitler n'a pas prévenu de son action, fait occuper l'Albanie trois semaines plus tard, lui aussi sans informer préalablement son partenaire de l'Axe. Cela a pour effet de renforcer chez Hitler l'impression que le Duce ne craint pas d'affronter les puissances occidentales et qu'il continuera à mener une politique extérieure agressivement révisionniste si l'occasion se présente – ou si le Reich l'y contraint.

Le 22 mai 1939, l'Allemagne et l'Italie concluent le pacte d'Acier. Les deux parties se promettent une assistance militaire illimitée, même dans le cas d'une guerre provoquée. Le jour de la signature, Hitler informe ses généraux de l'attaque de la Pologne, mais ordonne expressément de n'en rien dire aux Italiens. Il s'agit moins là de son obsession des fuites et de la trahison que de dissimulation. Le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop n'assure-t-il pas à Mussolini que le Reich compte encore sur quatre à cinq années de paix ? L'Italie aurait ainsi tout le temps de conclure ses préparatifs de guerre, ce qui est précisément le vœu de son interlocuteur. Le Duce veut à tout prix une guerre pour établir la domination italienne sur la Méditerranée et contrôler les Balkans. Cependant, à ses yeux, celle, inévitable, avec la Grande-Bretagne et la France ne pourrait commencer au plus tôt qu'en 1943.

Avec ce pacte d'Acier, Hitler ne trompe pas seulement son partenaire, il se trompe lui-même et dans une mesure plus grande encore. Car les Italiens ne sont en aucun cas prêts à convertir leur économie à une guerre imminente. Ils veulent d'abord disposer de temps et de livraisons allemandes de matières premières pour consolider durablement leur effort. Leur économie possède une base bien trop étroite pour se lancer dans un armement forcé, ce que les militaires allemands reconnaissent aussi à l'été 1939. En outre, l'Italie souffre d'une telle pénurie de devises qu'elle doit, malgré toute sa propagande guerrière, entamer des pourparlers commerciaux avec la France et la Grande-Bretagne. Son industrie d'armement est très désorganisée, ses livraisons demeurent très faibles, en chiffres absolus comme en comparaison avec les autres puissances. Mussolini veut d'autant moins imposer à son peuple un lourd fardeau qu'il sait l'alliance

avec l’Allemagne et la perspective d’une guerre impopulaires. Beaucoup d’Italiens demeurent marqués par la propagande antiallemande de la Première Guerre mondiale et auraient préféré une alliance avec Londres. Le pape et le roi, très respectés, rejettent Hitler et le national-socialisme, une attitude qui ne manque pas d’influencer les militaires, beaucoup d’officiers étant fidèles à la monarchie et bien peu se reconnaissant dans le fascisme. Même parmi les fascistes italiens, l’axe Rome-Berlin compte de nombreux critiques. Finalement, l’alliance repose presque entièrement sur la sympathie de Mussolini pour Hitler et le désir de puissance du Duce.

Pour leur part, les Allemands entretiennent aussi de forts préjugés contre les Italiens. À cet égard, la « trahison » de 1915 joue un rôle central. Encore en 1939, Hermann Göring lui-même pense que l’Italie pourrait entrer dans le conflit du côté des adversaires de l’Allemagne, comme pendant la Grande Guerre. La question du Tyrol du Sud demeure en outre un point sensible. Hitler a bien assuré en mai 1938, lors de sa visite à Rome, qu’il renonçait définitivement à cette région, mais cette annonce n’a été suivie d’aucune mesure politique et administrative concrète pour déplacer les Tyroliens du Sud. Aussi les Italiens doutent-ils du sérieux de cette promesse. Ce scepticisme se comprend d’autant plus facilement que le Führer a donné maintes preuves du peu de cas qu’il fait des traités internationaux.

Hitler se trompe également en estimant que les intérêts de l’Italie et de l’Allemagne n’entrent pas en collision. Dans son « Second Livre », il avait écrit : « Que l’Italie figure aujourd’hui parmi les tout premiers prétendants à une alliance avec l’Allemagne tient au fait que, dans ce seul pays, la politique intérieure et extérieure dépend seulement des intérêts nationaux italiens. Ces intérêts nationaux italiens sont les seuls qui ne contrarient pas les intérêts allemands et, à l’inverse, qui ne sont pas contrariés par les intérêts allemands[8]. » En réalité, les intérêts allemands et italiens s’opposent non seulement au Tyrol, mais aussi dans les Balkans. Les deux États sont en effet intéressés par l’importation de pétrole roumain, et enclins à ne laisser aucun concurrent devenir trop puissant dans le sud-est de l’Europe. De ce point de vue, le rapprochement germano-soviétique de 1939-1940 est une pierre dans le jardin des Italiens, qui craignent que Hitler et Staline ne règlent à leurs dépens leur différend dans les Balkans. C’est la raison pour laquelle Mussolini essaie d’attiser les tensions entre l’Allemagne et l’Union soviétique. Après l’occupation de la Yougoslavie par les troupes allemandes et italiennes en 1941, ces dernières vont jusqu’à livrer

des armes aux partisans antiallemands pour affaiblir la position du Reich dans la région.

En dépit d'une sincère estime réciproque et d'une amitié personnelle, les deux dictateurs n'entretiennent pas de relations de confiance dès lors qu'il s'agit de politique extérieure. Ni Hitler ni Mussolini ne veulent abandonner leurs objectifs à long terme. C'est pourquoi ils ne parviennent à s'accorder ni sur des buts de guerre ni sur une coopération militaire étroite. La manie du secret de Hitler n'est pas seule à entretenir la méfiance. Lorsque à la fin de 1939 se répand en Allemagne une humeur italophobe, parce que Mussolini n'a pas honoré ses engagements, celui-ci, sous l'emprise de la colère, fait discrètement prévenir les Belges et les Hollandais qu'ils sont à la veille d'une attaque allemande à l'ouest. Même après son entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne, le Duce laisse se poursuivre à grands frais la fortification de la frontière du Brenner. Bien qu'ils soient dépendants des exportations allemandes, en particulier de charbon, de mazout et d'acier, les Italiens ne cherchent pas à débarrasser de toute entrave le trafic commercial avec leur voisin, mais maintiennent autant que possible leur politique autarcique, même à l'égard de l'Allemagne. Enfin, Mussolini ne se montre pas initialement intéressé par des opérations militaires communes. Il veut mener une « guerre parallèle » indépendante et au service exclusif de ses intérêts impérialistes.

Le manque de confiance, la tendance à garder le secret et l'esprit de concurrence sont, en définitive, les raisons majeures des plus graves erreurs des puissances de l'Axe durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans l'après-midi du 25 août 1939, Hitler donne l'ordre aux unités de la Wehrmacht d'attaquer la Pologne le lendemain à 4 h 30. Dans la soirée, on apprend à Berlin que le pacte d'assistance entre la Grande-Bretagne et la Pologne a été ratifié. Une heure plus tard, les forces allemandes déjà sur la frontière polonaise reçoivent cet ordre : « Interdiction d'ouvrir les hostilités ! Retenir immédiatement les troupes[9] ! »

Hitler doit alors gagner du temps pour pouvoir mieux préparer, sur les plans de la diplomatie et de la propagande, une attaque de toute façon décidée. Il espère également pousser un Mussolini hésitant à s'engager du côté allemand. Mais, le 26 août, ce dernier fait savoir à son allié que l'Italie ne pourra pas entrer en guerre avant que le Reich ne lui ait livré des quantités considérables de matériels de guerre et de matières premières – exigences qui ne peuvent être satisfaites. Le chef de l'état-major général de l'armée de terre, le colonel-général

Franz Halder, note dans son journal de guerre que Hitler est « effondré » à l'annonce de cette reculade[10]. Le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, abonde dans ce sens, consignant lui aussi dans son journal que c'est un « coup très dur[11] » pour Hitler. Et d'ajouter, quelques jours plus tard, que le comportement italien est une « trahison complète[12] ».

Hitler comptait comme certain que Mussolini combattrait aux côtés de l'Allemagne dès lors que le pacte d'Acier lui en faisait l'obligation. Mussolini y aurait été tout à fait prêt. Il en a été empêché par la faiblesse économique de son pays, plus encore par l'opposition de la majorité des Italiens et par le veto du roi. Hitler fait alors contre mauvaise fortune bon cœur et libère son allié de son devoir d'assistance, sans aigreur apparente. En réalité, il est non seulement déçu, mais aussi en colère, d'autant plus que les Italiens informent les puissances occidentales de leur décision de se tenir à l'écart dès le 1er septembre.

Sans doute est-il rapidement apparu que Mussolini attendait le moment propice pour faire marcher ses troupes contre les Alliés. Ce moment semble venu lorsque au printemps 1940 la Wehrmacht défait, en une campagne spectaculairement rapide, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France. Ce succès fait basculer, au moins en partie, l'opinion italienne de l'hostilité à l'enthousiasme pour la guerre. Du jour au lendemain, que l'Italie soit en quasi-banqueroute ne joue plus aucun rôle. C'est que Mussolini craint que la France mais aussi la Grande-Bretagne ne s'effondrent bientôt sous les coups de la Wehrmacht et ne demandent la paix avant que l'Italie n'ait pris part aux hostilités : les plénipotentiaires italiens seraient alors repartis les mains vides d'une conférence de la paix.

Sans décréter la mobilisation générale et sans plan d'opérations, l'Italie déclare la guerre aux puissances occidentales le 10 juin 1940. Onze jours plus tard, après que la France eut déjà demandé un armistice, les troupes de Mussolini déclenchent une offensive dans les Alpes. Elle s'achève par une défaite sans appel : les Italiens progressent à peine et connaissent des pertes dix-sept fois plus lourdes que les Français. Pis encore, l'Italie paie son entrée en guerre précipitée par la perte de tous les navires de commerce qui mouillaient en dehors de la Méditerranée, soit quelque 35 % de sa flotte marchande. Cela coûtera cher aux forces de l'Axe lorsqu'il faudra, un peu plus tard, ravitailler leurs contingents en Afrique du Nord.

En dépit de ce début peu prometteur, Hitler se réjouit de l'entrée en guerre de l'Italie. Il espère en effet qu'elle se concentrera sur la Méditerranée afin d'y neutraliser la flotte anglaise et de conquérir l'Égypte. Le Führer offre même le

soutien de forces allemandes. Les Italiens déclinent et entament sans aide leur offensive contre l'Égypte, le 13 septembre 1940. En énorme infériorité numérique, les Britanniques doivent reculer dans un premier temps, ce qui permet aux Italiens d'atteindre leur premier objectif opérationnel, Sidi Barrani. Ayant subi des pertes dix fois supérieures à celles des Britanniques, ils s'accordent une pause au lieu d'exploiter leur succès contre des positions adverses encore faibles.

Au lieu de concentrer toutes ses forces sur le théâtre africain, juge Ian Kershaw, Mussolini « commet l'erreur la plus catastrophique de toutes celles qu'il commettra jamais[13] ». Frustré de nouveaux succès en Afrique du Nord et enragé par l'envoi de troupes allemandes en Roumanie, il ordonne, en octobre 1940, d'attaquer la Grèce. Hitler avait pourtant toujours déclaré vouloir à tout prix que le calme règne dans les Balkans, et voilà que, le 28 octobre, les Italiens frappent à partir de l'Albanie. Les troupes de Mussolini connaissent sur ce nouveau théâtre un véritable fiasco. Le 14 novembre, les Grecs passent à la contre-offensive et les repoussent loin à l'intérieur de l'Albanie. Environ trois semaines plus tard, le 9 décembre, les Britanniques déclenchent à leur tour une contre-offensive en Afrique du Nord et infligent aux Italiens une nouvelle et lourde défaite. Car l'attaque contre la Grèce a eu cette autre conséquence que l'Italie a envoyé le gros de ses troupes et de son matériel en Albanie pour stabiliser le front. L'Afrique du Nord devient dès lors pour elle un théâtre secondaire, ce qui contraint des unités aériennes et blindées allemandes à s'y impliquer afin de lui éviter une défaite complète.

Au printemps 1941, Hitler est contraint de retarder l'attaque prévue contre l'Union soviétique pour nettoyer d'abord la situation dans les Balkans – une campagne, déclare-t-il fin mars selon son aide de camp Terre, Gerhard Engel, qui « jette l'ensemble de sa vision par-dessus les moulins, [car] les objectifs majeurs doivent tous être reportés et attaquer l'Union soviétique dans la seconde moitié de mai sera impossible[14] ». Le 21 avril 1941, selon Walther Hewel, l'homme de liaison entre Hitler et Ribbentrop, une « colère générale » est à relever contre les Italiens, « même chez le Führer »[15].

Ce ne sera pas la dernière fois que Hitler se mettra en colère contre son allié, tant, du point de vue allemand, l'alliance italienne s'avère une suite ininterrompue de déceptions. Au vu de la piètre prestation de Mussolini en Afrique du Nord, Goebbels écrit le 20 juin 1941 dans son journal : « Nous avons le pire allié qui se puisse concevoir[16]. » N'était-il pas déjà trop tard pour en prendre conscience ? Très probablement, dès lors que Hitler s'était décidé pour

l'attaque contre l'Union soviétique et qu'il n'avait plus aucun autre allié à sa disposition.

Bibliographie sélective

James H. BURGWYN, *Mussolini Warlord. Failed Dreams of Empire 1940-1943*, New York, Enigma Books, 2012.

Christian GOESCHEL, *Mussolini und Hitler. Die Inszenierung einer faschistischen Allianz*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2019.

Ian KERSHAW, *Choix fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2014 [2009].

Lutz KLINKHAMMER, Amedeo OSTI GUERRAZZI et Thomas SCHLEMMER (dir.), *Die « Achse » im Krieg. Politik, Ideologie und Kriegführung 1939-1945*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2010.

MacGregor KNOX, *Mussolini Unleashed 1939-1941. Politics and Strategy in Fascist Italy's Last War*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1982.

—, *Common Destiny. Dictatorship, Foreign Policy, and War in Fascist Italy and Nazi Germany*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2000.

Malte KÖNIG, *Kooperation als Machtkampf. Das faschistische Achsenbündnis Berlin-Rom im Krieg 1940/41*, Cologne, SH, 2007.

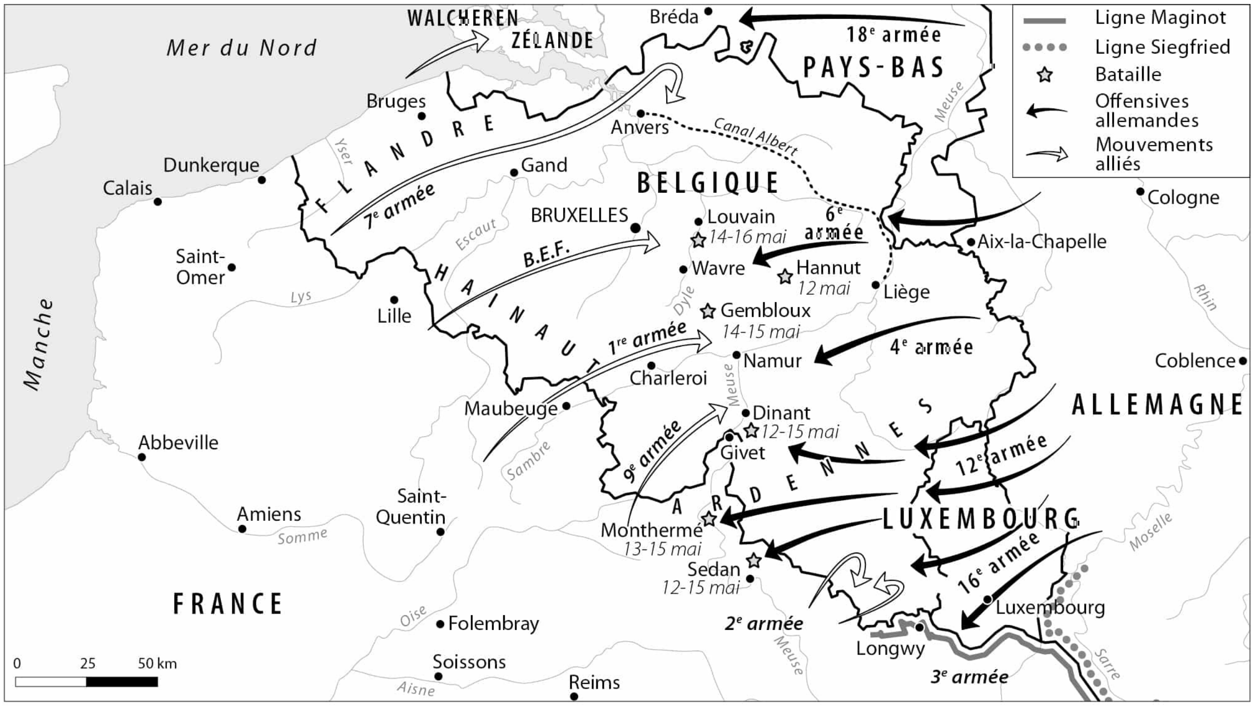
Paolo Emilio PETRILLO, *Der Riss, 1915-1943. Die ungelösten Verflechtungen zwischen Italien und Deutschland*, Klagenfurt, Drava, 2016.

4

La manœuvre « Dyle-Bréda » (10-15 mai 1940) : un plan trop loin ?

par Vincent BERNARD

Folembray, dans l'Aisne, près de Soissons, le 10 mai 1940. Il est 6 h 35 lorsque le groupe d'armées (GA) n° 1 du général Gaston Billotte reçoit du général Alphonse Georges, commandant le théâtre d'opérations du Nord-Est (TONE), l'ordre d'exécuter la manœuvre « Dyle », du nom d'une petite rivière belge à l'est de Bruxelles. Est également déclenchée la variante « Bréda », renvoyant à une ville de Zélande (Pays-Bas) au nord-est d'Anvers. Cinq minutes plus tôt, Georges en a lui-même reçu l'ordre depuis Vincennes, dans l'Est parisien, du général Maurice Gamelin, commandant en chef depuis 1935. Ce dernier fait suite à la demande d'aide officielle transmise un peu plus tôt au Quai d'Orsay par les gouvernements belge et néerlandais. Après une dizaine de fausses alertes successives au cours des huit mois précédents, des parachutistes allemands sont cette fois signalés en divers points tandis que des éléments terrestres ont franchi partout les frontières au cœur de la nuit. Le petit Luxembourg semble même d'ores et déjà entièrement occupé. Personne ne s'en doute alors, mais viennent de débuter les « soixante jours qui ébranlèrent l'Occident » qui donneront leur titre à un célèbre ouvrage de Jacques Benoist-Méchin.



Sur le terrain, l’énorme machine se met en marche. Moins d’une heure après la mise en alerte du GA1, le capitaine Métivier quitte Saint-Quentin à la tête d’un petit détachement avancé appartenant au corps de cavalerie du général René Prioux, formation qui comme son nom ne l’indique pas est moderne et entièrement mécanisée[1]. Sa mission : prendre à l’ouest de Liège liaison avec le 3e corps d’armée belge et sonder l’état des défenses – dont on n’a qu’une vague idée – dans le secteur dit de la « trouée de Gembloux », clé de la réussite de tout le plan français. Cette reconnaissance est le prélude à un mouvement de l’essentiel du groupe d’armées en Belgique, entrepris « avec prudence et méthode » mais le plus rapidement possible : la 1re armée française (général Blanchard) doit prendre position entre Namur, sur la Meuse et la Dyle ; le corps expéditionnaire britannique (*British Expeditionary Force*, BEF) du général Gort viendra s’établir à sa gauche sur une ligne courte Louvain-Wavre, à l’est de Bruxelles. L’ordre « Bréda » y ajoute, au nord de la Lys et de l’Escaut, la 7e armée (général Giraud), fortement motorisée, qui doit filer en direction d’Anvers *via* Gand et se projeter au-delà de la frontière hollandaise, en Zélande. En outre, 5 divisions rapides de la 9e armée (général Corap) doivent se « jeter en garde » sur la rive gauche de la Meuse belge, de Namur à Givet *via* Dinant, face aux Ardennes. Ici s’arrête la liste des unités qui montent vers le nord. La 9e armée se prolonge en effet vers l’est par deux de ses divisions fixes puis par la

2e armée (général Huntziger), de la région de Sedan à celle de Longwy. Au total, cette masse de manœuvre mobilise près de 40 divisions, le meilleur tiers des troupes alliées, notamment les plus puissantes et les plus mobiles : les 3 divisions légères mécaniques (DLM) existantes et 6 divisions motorisées sur 7. Selon les prévisions du général Gamelin, plus sûr de la victoire que jamais, la manœuvre nécessite un délai de cinq à sept jours – soit jusqu'au 14 ou 16 mai – pour être accomplie. On compte donc, pour gagner ce précieux délai, sur des actions énergiques de retardement : les Belges sur le canal Albert et dans les Ardennes ; la « cavalerie blindée » dans la trouée de Gembloux, 5 divisions légères de cavalerie (DLC[2]) entre Meuse et Moselle.

Objectifs de l'ensemble de la manœuvre : devancer les Allemands en Belgique et dans le sud des Pays-Bas, souder en un front défensif solide les armées franco-britanniques aux 22 divisions belges et aux 10 divisions hollandaises, préserver les côtes et les ports de la mer du Nord ainsi que les départements français exposés, de même que la Belgique « utile » ; en un mot, briser l'offensive allemande, gagner du temps et une position d'où, un jour, pourra partir la contre-attaque alliée décisive…

Brossée ici à gros traits, l'ambitieuse manœuvre « Dyle-Bréda » est décrite en détail dans une foule d'ouvrages consacrés à 1940. On connaît la suite : sans être décisifs, les premiers combats notamment à Hannut, le 12, et à Gembloux, les 14 et 15 mai, sont difficiles mais infirment, tout au moins, les craintes d'une désastreuse bataille de rencontre. Seul véritable échec, la 7e armée est devancée à Bréda par une Wehrmacht tout aussi étonnée de la rencontre mais plus rapide et doit se retirer. Le 15 mai, la « soudure » hollandaise a irrémédiablement échoué et le pays, assommé, a déjà capitulé. La soudure belge, en revanche, a plutôt bien pris, entre Anvers et la Meuse. La situation est certes fragile mais pas catastrophique.

Et pour cause : la véritable partie se joue ailleurs. Pendant que les yeux alliés sont rivés à la plaine belge, les signes de plus en plus nets d'une offensive bien plus massive et rapide qu'imaginée à travers les Ardennes ne sont que très tardivement décelés ou pris au sérieux. Alors que « Bréda » a avorté et que « Dyle » s'achève, la messe est presque dite sur la Meuse, où, après une traversée des Ardennes d'une stupéfiante rapidité, les Allemands ont établi une inquiétante tête de pont à Dinant, et, surtout, brutalement rompu le front à Sedan. La situation est d'ores et déjà jugée extrêmement grave et les réactions françaises, dramatiquement lentes et décousues, sont inefficaces faute de réserves correctement positionnées et coordonnées. Cinq jours plus tard, les

panzers atteignent les côtes de la Manche dans le dos des armées engagées en Belgique. Encore quelques jours et toutes seront contraintes de capituler, ou au mieux d'évacuer en catastrophe et sans matériel à Dunkerque. Échec. Presque mat. En offrant au « coup de faux » les meilleures forces alliées, le plan « Dyle » semble, au moins indirectement, sceller le sort de la guerre. « La défaite de mai-juin 1940 a été une catastrophe pour l'Ouest, écrit un historien américain, elle a donné à Adolf Hitler la confiance et l'occasion de faire s'épanouir le nazisme – avec toutes ses horreurs – sur presque tout le continent européen, plongeant le monde dans une deuxième guerre mondiale… C'est de la défaite de 1940 que date la fin de la domination mondiale de l'Europe. Pour la France, l'effondrement de son armée prestigieuse en six semaines fut une humiliation sans précédent… Qui en était le chef militaire français responsable ? C'était sans aucun doute le général Maurice Gamelin[3]. »

Erreur magistrale, donc, imputable en apparence à un homme et qui par ses incommensurables conséquences devrait figurer au rang des fameux « choix fatidiques » de la Seconde Guerre mondiale déclinés par l'historien britannique Ian Kershaw. Reste toutefois que, sauf à abuser des facilités d'une reconstruction des événements, les choses ne sont peut-être pas aussi simples, et de nombreuses questions se posent. Fallait-il entrer en Belgique ? Dans quelle mesure pouvait-on faire autrement ? Loin d'être un projet propre à Gamelin, l'idée est au contraire très antérieure, et demeure une constante. « Après la victoire de 1918, le précédent de 1914 est dans toutes les mémoires, écrit Bruno Chaix. Français comme Belges souhaitent organiser une défense coordonnée en Belgique[4]. » Et pour cause : en 1914, le déferlement allemand dans la plaine belge, boulevard d'invasions depuis des siècles, avait par son ampleur et sa rapidité permis de tourner l'ensemble de l'armée française par son aile gauche, provoquant une dramatique retraite qui ne s'était achevée, début septembre, que sur la Marne ; un vrai « miracle », avait-on dit, mais payé au prix fort, par quatre ans d'une douloureuse occupation de la quasi-totalité de la Belgique et d'une dizaine de départements français ravagés.

En 1918, en dépit du prestige de la récente victoire où elle a joué une part essentielle, la France, traumatisée et exsangue, sait parfaitement ne pas pouvoir se défendre seule dans la perspective d'un réarmement allemand – inévitable à plus ou moins long terme – et d'un futur conflit, toujours possible. Démographiquement (39 millions d'habitants contre 62 millions à l'Allemagne en 1920 ; 41 millions contre 65 en 1930 ; 40,5 millions contre 70 en 1940 !), la France ne fait pas le poids, même en comptant sur l'apport, précieux mais limité,

de son empire colonial[5]. Il lui faut des alliances sûres et solides en Europe, à commencer par celle de l'Angleterre, maîtresse des mers, mais aussi un système défensif capable de sanctuariser le territoire et d'économiser des vies. C'est dès cette époque que commence à être imaginé un système de sécurité articulé en deux éléments distincts que, dans ses diverses interventions au Conseil supérieur de la guerre, le général Gamelin décrit très simplement : d'un côté, un vaste « bouclier » fixe, la ligne Maginot, dont l'essentiel est construit de 1929 à 1935, donnant « à notre frontière de Bâle à Longwy un aspect inviolable » ; un bouclier non pas invulnérable, mais virtuellement imperméable à tout risque d'invasion brusquée. Si l'Allemagne veut l'attaquer, il lui faudra y consacrer du temps, d'énormes moyens matériels et de nombreuses vies humaines ; de l'autre côté, une « épée », un « outil de manœuvre » motorisé, peu à peu constitué[6], devant permettre de contrer un débordement attendu par la Belgique, voire la Hollande. Est rejetée toutefois toute idée de créer un véritable corps mécanisé d'élite professionnalisé[7], assimilé alors au risque de créer une véritable « garde prétorienne » politiquement dangereuse.

Dans les années 1920, les accords secrets franco-belges prévoient qu'en cas de conflit l'armée française se concentrerait directement sur la rive gauche du Rhin à travers la Belgique. Des perspectives planifiées par l'état-major français (plans A et B) qui doivent être drastiquement revues en 1930 lorsque la zone d'occupation rhénane est abandonnée. Se succèdent entre 1931 et 1935 une série de plans défensifs (C et D) prévoyant l'intervention immédiate d'un groupe d'armées français en Belgique, considérée comme le véritable glacis. « Notre intérêt, à tout point de vue, militaire, politique ou économique, serait d'appuyer la résistance des forces belges d'aussi bonne heure et aussi en avant que possible », déclare un rapport d'état-major de 1932 : raccourcir le front, protéger le Nord industriel, bénéficier de l'apport militaire belge… Ces atouts sont toujours présents en 1940. Faut-il entrer en Belgique en cas d'attaque allemande ? Une évidence stratégique… si on le peut.

Dès cette époque, les premières incertitudes naissent à mesure que la Belgique renâcle à coordonner ses plans et à accepter une intervention française automatique. Il faut dire que l'impuissance de plus en plus évidente de Paris à organiser et garantir un système de sécurité collective efficace en Europe y est pour beaucoup. Bruxelles envisage donc désormais une défense autonome et en profondeur s'appuyant sur une ligne Anvers-Liège et le canal Albert, alors en construction, puis un retrait progressif jusqu'à la Lys, affluent de l'Escaut. La région ardennaise est jugée par l'état-major belge indéfendable mais un

nécessaire compromis de politique intérieure la fait finalement couvrir par des éléments de « chasseurs ardennais » dont le rôle, à l'instar de la cavalerie française, doit être d'opérer des destructions de retardement. En 1936, les Belges, refroidis par le manque de réaction française face à la remilitarisation de la Rhénanie par le Reich, franchissent encore un pas en reprenant leur complète neutralité « armée ». Désormais, le pays prétend assurer seul sa sécurité, y compris contre une éventuelle menace venant… de France. En 1937, l'indépendance du pays est toutefois officiellement garantie par Londres et Paris, qui s'engagent à intervenir sur demande.

Dès lors, la question de l'entrée en Belgique, si elle ne perd rien de sa pertinence, devient beaucoup plus complexe. En 1936-1937, le Conseil supérieur de la guerre teste justement sur carte l'hypothèse d'une attaque allemande brusquée en Belgique et aux Pays-Bas. Résultat : malgré une ligne de défense prudemment installée sur l'Escaut, le camp « allemand » parvient presque à percer entre Maubeuge et Sedan à la suite d'une traversée rapide des Ardennes. En qualifiant ce scénario de « roman », Gamelin suit les pas du maréchal Pétain qui avait jugé le massif boisé non pas « infranchissable » mais impropre à une offensive mécanique majeure : la progression y serait nécessairement lente, entravée par les destructions, et cauchemardesque sur le plan logistique. De plus, la Meuse bordant le massif constituerait un obstacle majeur à tout débouché, une impasse opérationnelle, laissant au commandement français le temps de réagir. Dans le pire des cas, « on les pincera à la sortie ».

C'est avec ces idées et dans ce contexte qu'est adopté le plan E en 1937-1938[8]. Prudent, il prévoit par défaut une mobilisation sanctuarisant le territoire, une défense frontalière de Dunkerque à Nice avec, selon les circonstances, deux variantes. L'une serait une offensive dans la Sarre d'abord, pour soutenir un allié engagé en Europe de l'Est (à cette date la Tchécoslovaquie). L'autre serait une intervention directe en Belgique, entièrement dépendante d'un appel des Belges. De ce fait, la profondeur de la pénétration vers le nord dépendra du délai accordé : l'on ira seulement jusqu'à l'Escaut si l'appel vient trop tard. Lorsque la guerre éclate en septembre 1939, la Pologne a remplacé la Tchécoslovaquie en tant qu'allié « de revers », mais le plan E conserve sa pertinence. La mobilisation générale s'effectue sans heurts ; on compte moins de 4 000 réfractaires sur 5 millions de mobilisés, dont 2,3 millions au front. Varsovie affirme quant à elle avoir 2 millions d'hommes en ligne et pouvoir tenir plusieurs mois ; lourdes exagérations, vite infirmées. Le 7 septembre, la variante « Sarre » est déclenchée. En pratique, ce n'est qu'une démonstration de quelques jours

destinée à inquiéter l’Allemagne et à soutenir le moral polonais. Piètre secours : la progression est arrêtée dès le 12 après 8 km et sans chercher à aborder les défenses du Westwall (la « ligne Siegfried »). L’état d’esprit qui prévaut est résumé par une note du 10 septembre émanant du commandant de Villelume, alors officier de liaison du GQG : « Le général Georges m’assure qu’il donnerait sa démission si on voulait lui imposer une offensive contre la ligne Siegfried[9]. »

La chute rapide de la Pologne élimine tout bénéfice d’une guerre sur deux fronts et laisse l’incertitude belge au cœur des préoccupations alliées. Londres, consciente de la faiblesse de sa participation initiale (5 divisions fin 1939, 10 au printemps suivant contre une vingtaine, à délais identiques, en 1915), ne prétend en rien faire pression sur le commandement français mais souligne l’intérêt vital d’empêcher l’Allemagne de s’emparer de la Belgique et de la Hollande. Au fil des mois, on envisage et on discute toutes les solutions, y compris la possibilité d’un ultimatum à Bruxelles pour occuper préventivement une ligne de défense le plus à l’est possible. Si, début novembre 1939, on privilégie encore la prudente « hypothèse Escaut », une pénétration plus profonde n’étant envisagée qu’en cas de conditions favorables, celles-ci semblent peu à peu s’établir. Une série d’« alertes » pendant l’automne et l’hiver laissent croire – à juste raison[10] – à une offensive allemande imminente, et permettent de clarifier les enjeux. Le renforcement du dispositif belge face à l’Allemagne, la confirmation des soupçons d’une attaque contre les Pays-Bas, l’effort matériel français qui commence à porter ses fruits et permet de renforcer le GA1 sont autant de raisons de revoir les ambitions à la hausse. À partir de janvier 1940, les priorités sont renversées alors même – on l’ignore évidemment – que le plan Jaune allemand connaît lui aussi ses dernières évolutions faisant des Ardennes le centre de gravité de l’offensive. Côté allié, « Escaut » devient le plan de secours et c’est bien l’hypothèse « Dyle » qui est dorénavant privilégiée. Plus encore, celle-ci est étendue par une « hypothèse Hollande » étudiée dès l’automne 1939 et qui devient en 1940 la variante « Bréda ». Pour cette dernière, il faut des moyens adaptés. L’unique candidate est la 7e armée du général Giraud, seule grande formation opérationnelle en réserve générale. Mi-avril 1940, malgré des réticences, notamment celles du général Georges, la version finale de « Dyle-Bréda » est adoptée et validée par les gouvernements alliés. Pas question d’abandonner la Belgique et les Pays-Bas : l’opération « Dyle-Bréda » est lancée au matin du 10 mai 1940. *Alea jacta est !*

Par sa conception, sa philosophie générale et les avantages à en attendre, la manœuvre « Dyle » peut difficilement être assimilée à une erreur. Elle aurait

évidemment bien mieux réussi si les Alliés avaient pu profiter des mois de « drôle de guerre » pour s'installer en Belgique. Dans le contexte risqué du printemps 1940, elle apparaît en tout cas comme la meilleure réponse pour espérer « faire bloc », compenser l'infériorité alliée et entraver sérieusement un déferlement allemand par les plaines de Flandre et du Hainaut. En 1939 et jusqu'en février 1940, cette réponse est d'ailleurs globalement la bonne, correspondant peu ou prou à ce qu'est alors le plan allemand. Si l'ampleur de cette manœuvre a sans doute facilité l'enveloppement allié par les divisions de panzers, une défense limitée à l'Escaut ou même campée sur la frontière n'aurait à cet égard pas fondamentalement changé les données du problème.

« Le général Gamelin paie très chèrement le prix d'avoir adopté la manœuvre "Bréda" qui le prive de son armée de réserve », souligne à juste titre le général et historien Jean Delmas[11]. Les vraies erreurs ne sont pas au premier chef la manœuvre elle-même, mais son application rigide jusqu'au 15 mai, l'incapacité à détecter l'axe principal de l'effort allemand et la dispersion des seuls moyens qui auraient pu, éventuellement, essayer de contenir la percée. L'« aventure » de la 7e armée vers la Hollande prive en effet Gamelin et Georges du seul organe de commandement et d'une partie des unités (notamment la 1re DLM ainsi que les 9e et 15e divisions motorisées) capables de conduire une manœuvre rapide et coordonnée. Avec l'appui de quelques solides divisions d'infanterie et d'une ou plusieurs des divisions cuirassées puisées dans la réserve générale, il y avait là, en tout cas, une vraie masse de manœuvre susceptible d'infléchir, à défaut de renverser, le cours des événements. En lieu et place, il faudra se contenter de jeter de façon décousue sur le « couloir des panzers » quelques formations isolées, telle la 4e division cuirassée (DCr) du colonel de Gaulle à Montcornet. Efforts courageux mais vains.

Peut-être même pouvait-on maintenir l'option « Bréda » sans sacrifier la réserve. On peut imaginer aisément la récupération de quelques divisions et d'éléments blindés sur le GA2, protégé par la ligne Maginot et sans doute trop bien doté. Mais la piste la plus intéressante réside dans une utilisation plus rationnelle des forces britanniques, entièrement motorisées et notoirement sous-employées en 1940. Trop faible à l'automne 1939 pour accomplir à la fois une mission de couverture de la région de Bruxelles et une expédition en direction de la Hollande, le renforcement sensible du BEF au printemps 1940, notamment par l'arrivée de la toute nouvelle 1re division blindée, aurait sans doute pu lui permettre d'élargir sa zone d'action jusqu'à la région d'Anvers, si ce n'est au-delà, zone intéressant par ailleurs au premier chef Londres au plan stratégique.

Au lieu de cela, le front court prévu à l'origine est maintenu. En mai 1940, entre Louvain et Wavre, se déploient ainsi 4 divisions britanniques en ligne, et 5 en réserve : une densité luxueuse que les Alliés ne pouvaient se permettre.

Tout cela est-il suffisant pour prétendre réécrire toute l'histoire ? En aucun cas. « La défaite, qui se joue véritablement en dix ou vingt jours seulement, écrit Philippe Garaud, ne découle pas mécaniquement et uniquement de la doctrine opérationnelle française en tant que telle mais est plus largement le produit de la mise en œuvre et de la confrontation en pratique de deux conceptions radicalement différentes de la guerre, l'une excessivement prudente, méthodique et lente ; l'autre subordonnant tout à la vitesse et au mouvement mais prenant des risques considérables[12]. » Quelles que soient les options choisies par Gamelin et l'ensemble du commandement français, « au 10 mai 1940, les capacités opérationnelles offensives des forces allemandes l'emportaient largement sur les capacités défensives des Alliés… laissant peu de chance à n'importe lequel de nos plans », résume encore Bruno Chaix. Alors, « Dyle-Bréda » était-elle une erreur ? Plutôt un risque aux conséquences lourdes, mais non dénué de logique. Et qui, quoi qu'il en soit, ne peut suffire à expliquer la faillite globale de l'appareil militaire allié en général, et français en particulier.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Martin ALEXANDER, *The Republic in Danger, Général Maurice Gamelin and the Politics of French Defence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Bruno CHAIX, *En mai 1940, fallait-il entrer en Belgique ?*, Paris, Economica, 2005.

Jeffrey GUNSBURG, *Divided and Conquered, the French High Command and the Defeat of the West*, Greenwood, Praeger, 1979.

Christine LEVISSE-TOUZÉ (dir.), *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001.

Claude PAILLAT, *La Guerre éclair, 10 mai-24 juin 1940*, Paris, Robert Laffont, 1985.

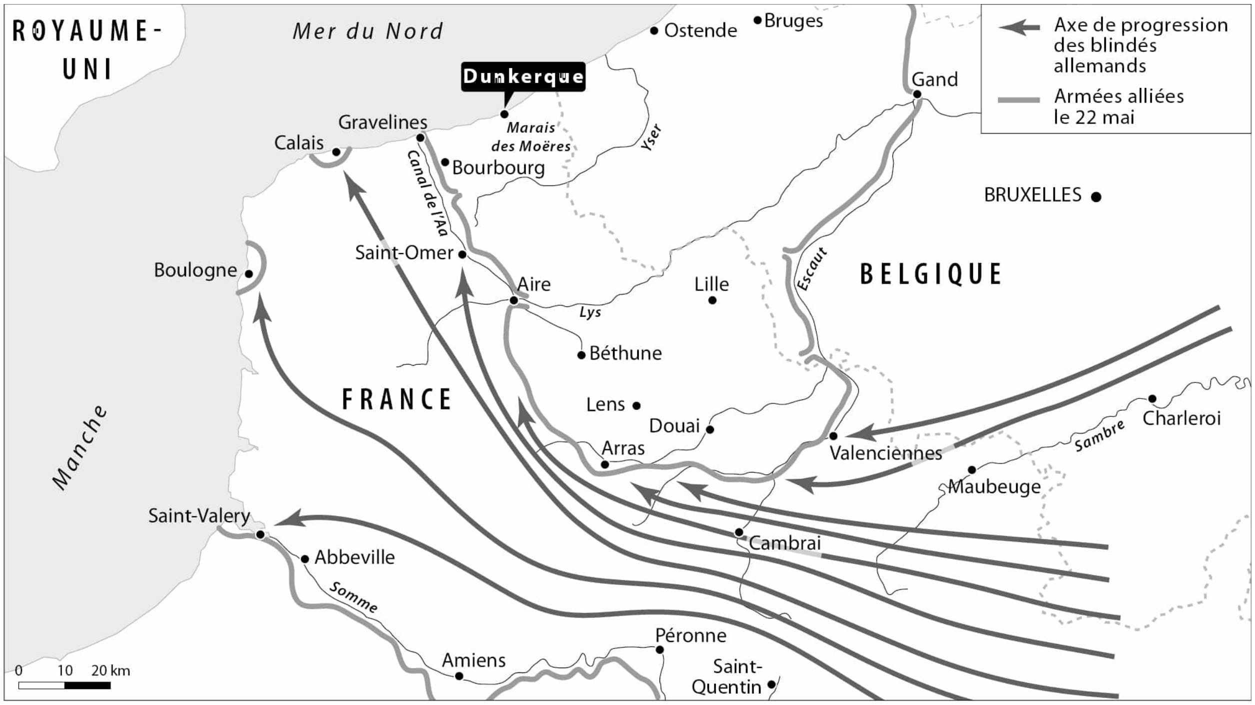
5

L’arrêt des panzers devant Dunkerque : une erreur irréparable de Hitler ?

par Jean Lopez

Le 24 mai 1940 à l’aube, 7 divisions de panzers, une division motorisée et 3 régiments SS également motorisés s’alignent entre Gravelines, sur la mer du Nord, et Lens, 100 km au sud-est. L’aile gauche de cette masse formidable, constituée de la 1re division panzer et de deux régiments d’élite – Grossdeutschland *et* Leibstandarte SS Adolf Hitler *–, se trouve à 20 km de Dunkerque à vol d’oiseau. Elle a même conquis, au-delà du canal de l’Aa, plusieurs petites têtes de pont, notamment à Bourbourg, à 19 km de la place Jean-Bart par la route. Comme Boulogne et Calais, isolées, sont en passe d’être enlevées, le port flamand demeure la seule porte de sortie à disposition des forces alliées aventurées en Belgique et en cours d’encerclement. Ostende, à 50 km au nord, est encore belge mais trop excentrée. Le gros des unités britanniques et françaises se situe en moyenne à 40 ou 50 km de Dunkerque, deux à trois fois plus loin de la ville que leur adversaire. En face de la 1re division panzer ne se trouvent, ce jour-là, que les unités du secteur fortifié des Flandres, qui ne mérite son qualificatif de « fortifié » que face à la frontière belge et non au sud-ouest, par où l’ennemi se présente le 24 mai : un régiment d’infanterie de la 21e DI, trois régiments régionaux de travailleurs, un bataillon des douanes, une batterie d’artillerie de marine mobile, des pièces côtières.*

Laissées seules, ces unités ne peuvent interdire aux panzers d'être sur les quais de Dunkerque dans la journée. La Wehrmacht est donc en mesure, ce 24 mai 1940, de réussir un coup de main sur la cité corsaire, refermant ainsi la nasse des Flandres sur la 1re armée française, une partie de la 7e et le corps expéditionnaire britannique (BEF).



Il n’en a pourtant rien été. À 12 h 31, le 24 mai, un coup de téléphone émanant du QG du groupe d’armées A, commandé par le général von Rundstedt, ordonne aux chefs d’unités blindées de ne pas dépasser la ligne sur laquelle ils cantonnent : Gravelines-Saint-Omer-Aire-Béthune-Lens. Les unités qui ont déjà franchi la « ligne du canal » entre Gravelines et Aire sont même priées de revenir sur leurs pas. Les commandants des divisions panzer ont beau manifester leur incompréhension, cet « ordre d’arrêt » – *Haltbefehl* en allemand – est un ordre du Führer, qui doit être obéi sans discussion. Les unités blindées doivent être mises au repos pour préparer la seconde phase de la campagne de France. La prise, ou la neutralisation, de Dunkerque est déléguée à la Luftwaffe, à l’artillerie à longue portée et aux divisions d’infanterie. La ville tombera le 4 juin 1940. Mais trop tard : 338 000 hommes (215 000 Britanniques et 123 000 Français) auront pu être évacués, entre le 27 mai et le 4 juin, par les marines des deux pays, à partir du port puis des plages (opération « Dynamo »). L’historien belge Jean Vanwelkenhuyzen[1] suggère même de porter le total des évacués à plus de 380 000 en y incluant 27 936 non-combattants du BEF et 16 602 soldats non comptabilisés transportés sur des navires français. Les compagnies de propagande allemandes ont beau filmer sous tous les angles les 40 000 prisonniers français, les monceaux de matériels détruits ou capturés, les 250 épaves de navires alliés, la Wehrmacht a manqué une victoire à faire pâlir

celles de Sedan ou de Tannenberg. Pour les Britanniques, l'ordre d'arrêt stupéfiant du 24 mai est à l'origine du « miracle de Dunkerque ». Pour les historiens, il constitue une source d'interrogations jamais tarie depuis quatre-vingts ans.

L'ordre d'arrêt constitue-t-il une erreur stratégique ? Comment et pourquoi a-t-il été donné ? Le plan stratégique de Hitler vise à faire sortir l'Angleterre de la guerre en lui arrachant son « épée continentale », l'armée française. Empressons-nous de dire que ce plan est bancal : la seule chose qui pourrait amener Albion à résipiscence serait la perte de ses flottes navale et aérienne. Devant Dunkerque, néanmoins, Hitler a la possibilité d'enlever à l'Anglais un second atout, une partie du noyau professionnel de son armée de terre. Celle-ci, parent pauvre de l'effort de guerre, reçoit un budget inférieur à celui de la Royal Navy, et le rétablissement trop récent de la conscription, en avril 1939, ne lui permet pas de puiser dans une réserve de personnels formés. En septembre 1939, elle n'aligne encore que 890 000 hommes, organisés autour de 230 000 professionnels, dont une partie stationne dans l'Empire. Environ 130 000 de ces soldats de métier, dont 25 000 officiers, sont intégrés dans les 10 divisions d'infanterie motorisée, 3 divisions de travailleurs, 4 brigades d'infanterie, une division blindée, une brigade blindée indépendante, 2 brigades légères de reconnaissance et 5 régiments de cavalerie (400 000 hommes au total) présents en France. Environ 235 000 entrent en Belgique le 10 mai 1940, soit 9 divisions d'infanterie motorisée et une brigade blindée. La 10e division, stationnée en Lorraine, et la 1re division blindée, qui ne débarquera en France que le 22 mai, ne sont pas concernées par l'avance en Belgique. Parmi les officiers présents dans la nasse des Flandres figurent Alan Brooke, Miles Dempsey et Bernard Montgomery – trois des chefs qui s'illustreront entre 1942 et 1945. Il ne demeure que 3 divisions d'infanterie dans l'île, ainsi qu'une brigade de chars légers. Par ailleurs, plusieurs centaines de milliers de conscrits sont en formation et en attente de matériels et de cadres.

Si les panzers avaient pris Dunkerque le 24 mai 1940, il est probable que des avions de liaison Lysander seraient venus exfiltrer Brooke, Dempsey et Montgomery, ce dernier étant sans nul doute le plus irremplaçable des trois. Mais les 25 000 officiers, les 100 000 soldats et sous-officiers professionnels auraient été perdus. Pour autant, la menace militaire sur la grande île aurait-elle été plus pressante ? Non, tant que la Royal Navy interdit toute invasion et que la RAF et ses radars tiennent la dragée haute à la Luftwaffe. Il est certain, en revanche, que l'absence de ces combattants aurait pesé sur les théâtres

périphériques où l'armée britannique sera engagée à partir de septembre 1940, en Afrique du Nord, puis, les années suivantes, en Grèce, en Sicile et en Italie. Une armée plus réduite et moins bien encadrée aurait fait, si les mots ont un sens, forcément moins bonne figure. Elle n'aurait néanmoins pas changé le cours de la guerre en Afrique et encore moins en Italie, où la présence américaine, et surtout celle du Commonwealth, aurait, en compensation, été plus forte. Dans l'immédiat, le remarquable succès de l'opération « Compass » en Libye (décembre 1940-février 1941) n'aurait pas été remis en cause par la perte du BEF. Les deux divisions d'infanterie qu'elle met en jeu sont en effet indienne et australienne, et les éléments de la 7e division blindée stationnent au Caire depuis 1938. Dunkerque ou pas, l'armée italienne aurait vécu son calvaire africain. En revanche, il est certain que si la perte du BEF avait amputé l'armée britannique de 5 ou 6 divisions pour la durée de la guerre, la voix de Churchill aurait été moins audible face à celles de Roosevelt et de Staline. Notons tout de même que, Dunkerque prise, les personnels de la 1re division blindée seraient cependant rentrés en Angleterre sains et saufs, car le 24 mai 1940 ils se trouvaient en Normandie et non dans les Flandres. Or, ce sont les 10 000 personnels de cette unité qui formeront, par essaimage, une partie des cadres des futures divisions et brigades blindées engagées en Afrique à partir de 1941. Coup dur, la perte d'une partie du BEF n'aurait pas été la catastrophe si complaisamment dépeinte.

La capture du BEF aurait-elle pesé politiquement ? Il paraît difficile de pousser cette idée très loin, même en forçant dans la veine uchronique. Sans doute le camp des ex-*appeasers*, autour de Halifax et de Chamberlain – ce dernier moins « colombe » qu'on ne l'a dit –, aurait parlé plus haut. Certainement, il se serait trouvé plus d'oreilles pour les écouter, et plus de messages auraient été envoyés vers des personnalités en lien, directement ou non, avec Berlin. En réalité, pour mettre en danger Churchill, il aurait fallu que Mussolini ou, mieux encore, Hitler fassent miroiter des propositions très raisonnables, ce qui n'a pas été le cas. Lorsque Lord Halifax évoque de possibles négociations, l'éloquence enflammée de Churchill le réduit au silence lors des séances du cabinet de guerre tenues entre le 26 et le 28 mai, c'est-à-dire durant l'opération « Dynamo » et alors que son issue est encore incertaine[2]. La perte du BEF aurait-elle entamé la détermination du Premier ministre ? C'est fort improbable. N'a-t-il pas pris les devants en expliquant à ses ministres, au début de cette opération « Dynamo », que « même si nous ne ramenions que 50 000 soldats, 100 000 étant un magnifique exploit, il serait vain de penser que, si nous essayions de faire la paix maintenant, nous obtiendrions de meilleures

conditions de l’Allemagne que si nous persistions à nous battre. Les Allemands exigeraient notre flotte […], nos bases navales, et bien d’autres choses encore. Nous deviendrions un État-esclave[3] ». Et de conclure : « Bien entendu, quoi qu’il advienne à Dunkerque, nous continuerons le combat. » Churchill appuie sa détermination sur un document clé[4] qui lui est soumis le 27 mai par le *Chiefs of Staff Committee*. Intitulé *« British Strategy in a certain Eventuality »*, il donne l’avis des militaires sur la continuation de la guerre en cas d’effondrement total de la France. La réponse est YES, même « avec la perte d’une proportion substantielle du BEF », et à condition d’obtenir un « soutien économique et financier complet » de l’Amérique. Il est en revanche plus difficile d’apprécier la façon dont l’opinion publique britannique aurait accueilli le départ brutal en captivité de 220 000 de ses garçons, un fait qui ne s’est jamais produit dans l’histoire d’Albion (180 000 tommies furent faits prisonniers durant la Première Guerre mondiale). Bref, en ne prenant pas Dunkerque et 220 000 soldats britanniques le 24 mai 1940, Hitler a manqué une victoire dont le retentissement aurait été, à notre sens, surtout psychologique. Politiquement, son espoir de voir Londres lui abandonner l’hégémonie sur l’Europe continentale n’aurait guère avancé. Dès lors, s’agit-il bien d’une erreur stratégique, si les conséquences d’une bonne décision avaient été, pour le Reich, à ce point limitées ? L’affaire de Dunkerque nous semble plutôt devoir être requalifiée en erreur opérationnelle allemande, certes grave mais non décisive.

Expliquer cette erreur offre l’intérêt de mettre au jour le fonctionnement de la Wehrmacht à ce stade de la guerre comme celui de son Führer. Pourquoi Hitler a-t-il donné son *Haltbefehl* ? Il a répondu lui-même à la question, à plusieurs reprises. Le problème est qu’il a donné des raisons différentes, qui ont varié selon l’époque et l’interlocuteur. La plus provocatrice, mais aussi celle qu’il répète dans son testament politique, quelques semaines avant son suicide, est qu’il a volontairement laissé échapper le corps expéditionnaire britannique. Le 2 juin 1940, à Charleville, au quartier général du groupe d’armées A, il avance cette thèse une première fois devant un aréopage de généraux, notamment devant le colonel Blumentritt, chef des opérations du groupe d’armées, qui rapporte ainsi sa déclaration : « Si les troupes britanniques avaient été faites prisonnières à Dunkerque, cela aurait pu donner aux Anglais le sentiment que leur honneur était souillé et demandait réparation. En les laissant échapper, Hitler espérait se les concilier[5]. » Des historiens ont mis cette magnanimité en rapport avec les déclarations anglophiles dont Hitler n’a pas été avare depuis la rédaction de *Mein Kampf*, en 1924-1925. Il a constamment répété

que, pour des raisons raciales et géopolitiques, la Grande-Bretagne était l'alliée naturelle de l'Allemagne, son empire la plus belle création de l'homme blanc, son aristocratie un modèle d'orgueil racial. En trouvant un arrangement avec Londres à l'été 1940, il aurait attendu en retour d'être laissé libre d'agir à l'Est, pour sa grande explication avec le judéo-bolchevisme. Seul le refus de Churchill d'entrer dans cette combinaison aurait réduit à néant l'ouverture diplomatique audacieuse faite à Dunkerque.

L'honnêteté de la déclaration du 2 juin peut être mise en doute en considérant son contexte. Elle intervient en effet le jour où Hitler réalise que les Britanniques ont réussi à s'échapper. Pour l'historien allemand Karl-Heinz Frieser, il ne fait pas de doute qu'il a inventé cette thèse pour dissimuler son erreur et se dédouaner. Le dictateur est trop fin politique pour se priver intentionnellement de 220 000 otages, monnaie d'échange ou moyen de pression lors d'éventuelles négociations de paix. Il était évident pour lui comme pour tout observateur sensé que le sauvetage du BEF renforcerait considérablement Churchill, qui aurait beau jeu, fort de ce qu'il présenterait comme une victoire, de refuser toute négociation. Loin d'avoir voulu faire preuve de mansuétude envers les tommies, Hitler avait l'intention de les noyer dans leur sang autour de Dunkerque. « Je vais leur administrer une correction[6] », dit-il à Göring ; « les exterminer[7] », entend son aide de camp Terre, le major Engel. Lorsqu'il apprend, par exemple, que les obus traditionnels sont peu efficaces dans les dunes, il ordonne de les remplacer par des obus de DCA à temporisation qui explosent à hauteur d'homme – il aurait tué jusqu'au dernier soldat britannique s'il l'avait pu.

Parmi les raisons d'arrêter ses chars sur le canal de l'Aa, Hitler a avancé à plusieurs reprises qu'il craignait de les voir s'enliser dans les marais. Il les connaissait bien, dit-il, pour y avoir combattu durant la Première Guerre mondiale. Keitel, chef de l'OKW (haut commandement des forces armées allemandes), vient appuyer en écho, évoquant la même expérience. Et Guderian lui-même, qui commande le 19e corps panzer, aurait déclaré : « Attaquer dans un pays de polders avec des chars est une erreur. » Les Français, c'est vrai, ont prévu d'inonder le secteur des Moëres en cas de nécessité, comme les Belges l'avaient fait en 1914. Néanmoins, l'argument aquatique ne tient pas plus que le précédent : le 24 mai 1940, le terrain autour de Dunkerque est solide après trois semaines d'un temps chaud et sec. Si Guderian prononce bien les mots cités ci-dessus, c'est le 28 mai, alors qu'il pleut depuis quatre jours. En revanche, le 23 mai, à minuit, il a bien donné l'ordre à la Ire Panzer de marcher sur

Dunkerque, sans se soucier de l'état des sols. Pour une raison simple : le réseau routier n'est pas inondable et aurait permis, s'il n'était pas défendu, une progression rapide des panzers.

Le troisième argument hitlérien en faveur du *Haltbefehl* touche au matériel. Après 350 km de chevauchée et quatorze jours de combat, les divisions panzers auraient eu besoin d'une période de repos. Les généraux von Kleist, commandant du corps blindé du même nom, et von Kluge, à la tête de la 4e armée, la plus puissante à la disposition de Rundstedt, semblent venir au secours de leur Führer en faisant rapporter le 23 mai à Halder, le chef d'état-major de l'armée de terre : « Les divisions panzers ont perdu jusqu'à 50 % de leurs chars[8]. » Or, de diverses déclarations faites après guerre, il ressort que ce nombre était très exagéré. En réalité, beaucoup de chars ne souffrent que de problèmes mineurs et ressortent vite des ateliers divisionnaires. Sur les 753 blindés totalement détruits durant la campagne à l'ouest, à peine 200 l'ont été entre le 10 et le 23 mai. Peut-être même Kluge a-t-il volontairement noirci la situation parce qu'il est alors hostile à la poursuite de l'offensive vers le nord. Quoi qu'il en soit, la 1re division panzer, la plus moderne de toutes, aurait pu parcourir 20 km et s'emparer de Dunkerque, même avec la moitié de ses 256 chars.

Si les trois principaux arguments donnés par Hitler lui-même pour justifier le *Haltbefehl* ne tiennent pas, force est de se tourner dans d'autres directions. Un retour en arrière s'impose. Si le général von Manstein a bâti l'architecture du plan Jaune qui crucifie la France, l'idée originelle vient de Hitler lui-même. Il a dû d'abord l'imposer à Brauchitsch – commandant en chef de l'armée de terre – et à Halder, avec lesquels, de ce fait, ses rapports se sont aigris, les deux têtes de l'OKH (haut commandement de l'armée de terre) le jugeant trop risqué. Extrêmement audacieux dans la conception de l'opération, Hitler va se montrer en revanche hésitant durant son exécution. Dès le 17 mai 1940, trois jours après la percée de Sedan, il trouve les panzers trop en pointe et confirme le *Haltbefehl* (déjà !) donné la veille sur le terrain par Rundstedt qui veut « laisser l'infanterie recoller aux chars ». Cette fois, les positions sont renversées : c'est Brauchitsch et Halder qui sont violemment contre, mus par cette audace qui fait maintenant défaut à Hitler et à Rundstedt.

Cette situation va se répéter quasiment à l'identique devant Dunkerque. Rundstedt, encore une fois inquiet d'une possible réaction des Franco-Britanniques sur son front sud long de 220 km et gardé par seulement 3 divisions motorisées, donne un nouveau *Haltbefehl* aux panzers le 21 mai, qu'il rapporte

le lendemain à midi[9]. Le 23 dans l'après-midi, nous l'avons dit, Kleist, qui commande 5 des 7 divisions de panzers présentes au groupe d'armées A, exprime vivement sa crainte de ne pouvoir avancer plus loin avec des formations qui ont perdu la moitié de leurs chars[10]. C'est son cri d'alarme qui déclenche la crise. Rundstedt ordonne à nouveau l'arrêt des panzers, cette fois sur le canal de l'Aa. Hitler n'est pour rien dans cette décision. Quand il apprend la nouvelle, Brauchitsch explose et ordonne, sans en informer le Führer et contre l'avis de Halder, un remaniement profond de l'ordre de bataille et, de ce fait, du concept opérationnel : la 4e armée de Kluge, dont dépend le gros des panzers, passe sous les ordres du groupe d'armées B, commandé par Bock. Ce dernier endosse la responsabilité de réduire seul la poche des Flandres, Rundstedt gardera le flanc sud, le long de la Somme, avec un groupe A diminué.

Par hasard, Hitler se trouve alors à Charleville, au QG de Rundstedt, où il apprend le remaniement décidé sans lui. Se trouvant dans le même état d'esprit que son général – c'est-à-dire inquiet d'une attaque alliée qui isolerait les panzers –, il convoque Brauchitsch et, après une entrevue orageuse, lui fait annuler son ordre de la veille. Lui-même confirme le *Haltbefehl* donné par Rundstedt. En fait, il donne à ce dernier toute liberté d'action. En clair, si Rundstedt l'avait voulu, il aurait pu lever le *Haltbefehl*. Il le fera d'ailleurs le 26 mai au soir, mais il sera alors trop tard : les Alliés auront construit un solide périmètre de défense autour de Dunkerque. On ne peut donc soutenir, comme l'a fait Frieser, que Hitler aurait voulu, par un ordre d'arrêt dont il n'est pas le premier émetteur, administrer une leçon à Brauchitsch et Halder, et réaffirmer ainsi son pouvoir sur les opérations. La leçon est ailleurs : en donnant *directement* à Rundstedt le droit de décider de la suite de la campagne, il court-circuite complètement le commandant en chef de l'armée de terre et son chef d'état-major, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant. Il le fait non par caprice de dictateur, mais parce qu'il est persuadé que c'est Rundstedt qui a raison et pas l'OKH : une réaction des Alliés est à craindre, qui pourrait compromettre l'issue de la campagne. On peut y voir l'expression d'un « syndrome de la Marne » qui a pesé sur ceux qui n'ont jamais digéré ni compris l'échec du plan Schlieffen en septembre 1914.

La clé du *Haltbefehl* se trouve donc dans l'accord entre Rundstedt et Hitler sur l'analyse de la situation militaire. Celle-ci est conditionnée par les contre-attaques alliées des jours précédents : les deux tentatives de De Gaulle à Montcornet, les 17 et 19 mai, et surtout celle des Britanniques à Arras, le 21, qui ont engagé une brigade blindée et des éléments de deux divisions d'infanterie. Si

ces trois affaires, mal exécutées (les Britanniques perdent 50 des 74 chars engagés à Arras), n'ont été que des coups d'épingle tactiques, elles ont eu néanmoins un écho disproportionné chez Rundstedt, Kluge, Kleist et, par ricochet, sur Hitler. L'excès de prudence de Rundstedt l'amène à sacrifier la progression de ses chars vers le nord. Il craint réellement que les quelques divisions qu'il engagerait vers le port flamand soient à leur tour encerclées par les Franco-Britanniques en retraite, dont les forces sont encore considérables, d'autant plus que, pour la première fois depuis le 10 mai, la RAF se montre désagréable.

Cette crainte était-elle dépourvue de fondement ? Voire. À force de répéter que les panzers étaient invincibles, n'a-t-on pas trop négligé la capacité de réaction des Alliés ? Notons d'abord que la 1re division panzer et les deux régiments motorisés qui la flanquent, pour nous borner à ce secteur, auraient été cantonnés sur les deux routes qui convergent vers Dunkerque. Or, les premiers bataillons de la 68e DI (16e corps du général Fagalde) arrivent dans le secteur le plus menacé à 21 heures, le 24 mai. Ses gros suivent le lendemain, en même temps que des éléments de la très bonne 5e division d'infanterie motorisée et une artillerie redoutable (cinq groupes de 75 mm et trois groupes de 155 mm). S'ils étaient parvenus à entrer dans Dunkerque, les panzers auraient vu converger vers eux une vingtaine de grandes unités, les meilleures du camp allié, avec une artillerie considérable. Nul doute que, pour éviter la capture du BEF, Churchill aurait lancé une partie des avions du *Fighter Command* dans la bataille et, peut-être même, fait donner les grosses pièces de la Royal Navy. C'est ce spectre d'une bataille en milieu urbain, face à un ennemi animé de l'énergie du désespoir, qui hante Rundstedt et son chef d'état-major, Sodenstern. Aussi, au lieu de tenter le coup de main sur le port, les deux hommes choisissent-ils d'assainir d'abord la situation autour d'Arras, puis d'attendre que toutes les divisions de panzers soient rassemblées et, enfin, que l'infanterie ait « recollé ». Ils privilégient le renforcement lent mais certain de la face sud de la poche, au détriment de sa fermeture complète mais risquée à Dunkerque. Leur analyse repose par ailleurs sur une certitude qui constitue l'autre faute du commandement allemand : aucune évacuation maritime importante des forces alliées n'est envisageable. Rundstedt, pur terrien, ne connaît rien aux choses de la mer et il ne voit pas plus loin que son secteur. Hitler, en revanche, aurait pu avoir un doute sur cette hypothèse. Mais, dès le 23 mai, Göring lui certifie que la Luftwaffe peut, à elle seule, empêcher les troupes alliées de rembarquer à Dunkerque.

Göring s’avance beaucoup, appuyé par Jeschonnek, son chef d’état-major, toujours optimiste. Que la grande victoire qui s’esquisse revienne de droit à la Luftwaffe, l’arme créée de toutes pièces par le régime nazi, n’est pas pour rien dans sa bravade. En réalité, Göring entraîne ses avions dans une bataille qu’ils ne peuvent pas gagner. Après quinze jours d’engagement intense, la Luftwaffe est épuisée. Le 24 mai, elle a déjà perdu plus de 1 000 appareils. La campagne est allée presque trop vite, si l’on peut dire, et ses bases demeurent en Allemagne, à 400 km de Dunkerque. Elle a le plus grand mal à se regrouper et à se ravitailler, et n’a pas de bombes antinavires à sa disposition. Göring sous-estime les Britanniques : les 200 excellents Spitfire – dont les Allemands ignorent l’existence – basés dans le sud de l’Angleterre sont, eux, proches de Dunkerque et pourront s’emparer de la maîtrise du ciel. Enfin, personne dans l’entourage de Hitler ni même à la Kriegsmarine ne croit possible de rembarquer une armée entière si vite et en plein combat. À vrai dire, même les Britanniques n’y croient pas : le 26 mai, quand démarre l’opération « Dynamo », l’état-major espère tirer au maximum 45 000 hommes du guêpier flamand. Ajoutons que, pour les chefs allemands et dans l’immédiat, le rembarquement de Dunkerque apparaît secondaire, tant leurs énergies sont accaparées par la seconde phase de la campagne de France et, notamment, l’enveloppement de la ligne Maginot. Dans son journal de guerre, le 4 juin, Halder note laconiquement : « Dunkerque prise. La côte atteinte. Les Français ont déguerpi[11]. » Bock n’est pas plus disert : « Dunkerque est tombée. 30 000 à 40 000 prisonniers, surtout français. L’Anglais est parti[12] ! » Les conséquences de « Dynamo » apparaîtront deux ans plus tard, notamment à El-Alamein.

Finalement, le « miracle de Dunkerque » s’explique par la conjugaison de la vigoureuse célérité britannique avec une triple erreur d’appréciation allemande : une surestimation des capacités de réaction des Français au sud, une surestimation des moyens de la Luftwaffe, une sous-estimation de la RAF et de la Royal Navy. Le *Haltbefehl* n’est ni une manœuvre politique cachée, ni la manifestation du dilettantisme militaire de Hitler. Il résulte de cette triple erreur d’appréciation, partagée par une bonne partie du commandement sur le terrain, Hitler et Göring. Le plan Jaune, parce qu’il était très risqué, exigeait des nerfs d’acier. Ceux de Hitler et de Rundstedt ont lâché devant Dunkerque par peur d’une seconde bataille de la Marne. Quant aux conséquences de cette erreur opérationnelle sur l’ensemble du conflit, elles sont à relativiser sur les plans politique et militaire. Avec ou sans le BEF derrière les barbelés, Hitler demeure,

à l’été 1940, dans une impasse stratégique : la chute de la France n’était pas le nœud gordien qu’il pensait avoir tranché.

Bibliographie sélective

Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair : la campagne de l’Ouest de 1940*, Paris, Belin, 1995.

Hans-Adolf Jacobsen, *Dünkirchen*, Kurt Vowinckel Verlag, 1958.

Ian Kershaw, *Choix fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, traduit de l’anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2014 [2009].

Jean Vanwelkenhuyzen, *Miracle à Dunkerque : la fin d’un mythe*, Bruxelles, Racine, 1994.

6

L’armistice de 1940

par Olivier WIEVIORKA

Le 22 juin 1940, à 18 h 50, plénipotentiaires français et allemands signaient les conventions d’armistice dans le wagon même où Foch, le 11 novembre 1918, avait accueilli les représentants d’un Reich reconnaissant sa défaite. Les 24 articles de ce texte bien bref ont d’emblée provoqué de furieuses polémiques qui, loin de s’éteindre au fil des ans, se sont ranimées au cours des décennies. Schématiquement, deux thèses s’opposent. La première, défendue par Philippe Pétain, est celle d’un moindre mal. Confrontée à une cuisante déroute, la France n’aurait eu d’autre choix que de déposer les armes. Dans cette logique, les conditions imposées par l’ennemi, si douloureuses fussent-elles, offraient de solides concessions que le vainqueur de Verdun énuméra le 25 juin 1940 : « Du moins l’honneur est-il sauf. Nul ne fera usage de nos avions et de notre flotte. Nous gardons les unités terrestres et navales nécessaires au maintien de l’ordre dans la métropole et dans nos colonies. Le Gouvernement reste libre, la France ne sera administrée que par des Français. » Surtout, ajoutent certains hiérarques vichystes, l’armistice offrait la possibilité de préparer discrètement la Revanche : « Il ouvrait pour les hommes de cœur décidés à rester en France pour la soutenir, pour souffrir avec elle, et préparer des jours meilleurs, une veillée d’armes en attendant le moment de rentrer dans la bataille », précisa le général Weygand dans ses Mémoires ; de ce fait, il aurait contribué à la victoire alliée.

Charles de Gaulle, en revanche, défendait une vision diamétralement opposée. À ses yeux, l'armistice représentait « non seulement une capitulation, mais encore un asservissement ». De fait, la guerre, loin d'être achevée, était mondiale, et la France devait participer à la lutte. « Si les forces de la liberté triomphaient finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ? L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils le pourront », conclut-il dans son discours du 22 juin 1940.

Ce débat, tel que ses termes furent posés dès l'étrange défaite, obscurcit, plutôt qu'il n'éclaire, les donnes de l'an 40. D'une part, il mêle des plans assurément différents : l'honneur, la possibilité de poursuivre la lutte, le maintien d'une souveraineté française ; de l'autre, il omet des paramètres de taille : la stratégie allemande, les objectifs des acteurs français ainsi que les incidences géopolitiques. Autant dire que le dossier mérite d'être rouvert à nouveaux frais.

Que les Français, en 1940, fussent dans l'impossibilité de poursuivre la lutte relève de l'évidence. En quelque six semaines, la Wehrmacht avait balayé leur armée, pourtant considérée comme la première du monde : le pays n'avait les moyens ni militaires ni humains de résister à la tornade – à supposer que la population, dans sa masse, eût accepté de continuer la guerre. Il était, à l'unisson, illusoire de prétendre, en 1940, lutter dans l'Empire : les états-majors n'avaient pas préparé un éventuel transfert des troupes vers les colonies, qui n'avaient, par ailleurs, aucunement les ressources pour combattre. Du coup, l'arrêt des combats s'imposait. Après tout, cette voie avait été empruntée successivement par le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas puis la Belgique. En revanche, il était tout à fait possible d'offrir à ce désastre une autre issue juridique – la capitulation, plutôt que l'armistice.

Acte militaire, la capitulation se serait bornée à une reddition qui n'empêchait pas la France, en tant qu'État, de participer au conflit. Acte de gouvernement, l'armistice, au contraire, la retirait de la guerre. On sait que la seconde option prévalut sur la première en raison de l'acharnement des généraux, Maxime Weygand au premier chef. Le pouvoir politique ayant décidé de déclarer la guerre, il devait porter seul, affirmait-il, la responsabilité de la défaite et exonérer l'armée de ce pesant fardeau. Ses arguments méritent d'être rappelés. « Tandis qu'une capitulation eût été déshonorante, néfaste dans ses conséquences immédiates, et vide de toute garantie concrète d'avenir, l'armistice

tel qu'il fut conclu était le parti, déchirant certes, mais le plus favorable à la France qu'il fût possible de prendre. » Ces arguments surprennent, car on ne voit pas en quoi la capitulation était plus « déshonorante » que l'armistice, ni « vide de toute garantie concrète », mais passons. La Grande Muette, pourtant largement responsable des choix stratégiques opérés durant l'entre-deux-guerres comme de la désastreuse conduite des opérations en 1940, reportait le fardeau de son impéritie sur le pouvoir politique.

Mais ces enjeux symboliques se surimposaient à des calculs plus concrets. Car tous les partisans de l'armistice estimaient alors que la Grande-Bretagne ne tarderait pas à déposer les armes. « Tous les indices de l'époque montrent que l'ensemble du pays tenait pour acquises deux données stratégiques : la guerre était finie et l'Allemagne l'avait gagnée[1]. » Les chefs politiques et militaires espéraient donc négocier un traité de paix dans les meilleurs délais, suivant le précédent créé en 1870. À cette aune, l'armistice ne constituait pas un prélude à la Revanche ; il préludait bien au contraire à une *Pax Germanica* dont les partisans, enthousiastes ou résignés, espéraient au mieux négocier les termes. Ce constat invite à reconsidérer la question. Compte tenu de la situation militaire et géopolitique, l'armistice constituait-il une erreur, sur le court comme sur le moyen terme ?

Les Allemands, en apparence, se montrèrent grands seigneurs. De fait, la France conservait sa souveraineté théorique sur l'ensemble du territoire et échappait, en zone sud, à l'occupation allemande ; elle disposait d'une petite force armée, en métropole comme dans les colonies, ainsi que de sa marine – dont les bâtiments seraient cependant désarmés ; elle continuait à régner sur son empire. Mais ces concessions apparentes servaient en fait le dessein hitlérien. À brève échéance, en effet, comme le Führer l'expliqua au Duce à Munich le 18 juin 1940, l'accord permettait de conserver sur le sol français un pouvoir qui, sinon, aurait pu s'échapper dans l'Empire ou en Grande-Bretagne. Il neutralisait également la flotte, qui, si elle avait traversé la Manche, aurait singulièrement renforcé le potentiel militaire de la perfide Albion[2]. À plus longue échéance, l'Allemagne s'épargnait les frais d'une occupation totale du territoire et, en misant sur la bonne volonté française, évitait de mobiliser des effectifs conséquents dans l'Hexagone. Elle confiait également au maréchal Pétain la garde de ses colonies que la Wehrmacht aurait dû, sinon, protéger. La formule retenue, par ailleurs, enfonçait un coin définitif entre Londres et Vichy. Quelques bénéfices secondaires, enfin, s'ajoutaient à cette liste : le vaincu devait

remettre le gros de son matériel de guerre, payer les frais d’entretien des occupants et livrer au Reich les ressortissants allemands réfugiés sur son sol.

Compte tenu des maigres concessions admises par le Führer, la France aurait pu, il est vrai, préparer la Revanche à l’ombre de la Francisque. Quelques militaires s’empressèrent d’ailleurs de dissimuler du matériel de guerre, mais ils demeurèrent l’exception. Les maîtres de Vichy, Philippe Pétain en tête, entendaient en effet instaurer un ordre nouveau dont la Révolution nationale résumait les promesses. Ils ne souhaitaient aucunement, comme l’avenir le prouva, reprendre les armes. Or, pour se maintenir au pouvoir et réaliser leur programme politique, la protection allemande était indispensable – puisque les Anglo-Américains se seraient empressés de rétablir la démocratie. Bref, l’armistice contenait en germe à la fois le régime vichyste et la Collaboration. De ce fait, la France fut quatre années durant soumise à un régime autoritaire, xénophobe et antisémite qui, loin de protéger les Français contre les rigueurs de l’Occupation, en accentua les douleurs – Vichy, pour ne citer que ce seul exemple, fut le seul État européen à livrer ses propres ressortissants au Moloch hitlérien, au titre du Service du travail obligatoire. De même, le pays fut quatre années durant soumis au pillage allemand, soutenant ainsi directement l’effort de guerre nazi. L’armistice contenait *ab ovo* cette dérive, ce que Winston Churchill, fin observateur, perçut d’emblée. Ce gouvernement est « sous le contrôle allemand. Ils vont allouer toutes leurs ressources et les faire tomber aux mains de l’ennemi pour qu’elles soient utilisées contre leurs anciens alliés […]. Le Gouvernement français sera donc amené tant et plus à faire cause commune avec l’Allemagne[3] ». Une capitulation, à l’inverse, aurait évité l’expérience politique de Vichy ainsi que la collaboration d’État dont les Pays-Bas, la Belgique ou le Danemark s’épargnèrent les méfaits. De plus, le maréchal Pétain, drapé dans son prestige, donnant parfois l’illusion de mener un double jeu, empêcha par sa seule présence une partie de la population de basculer dans la Résistance.

Rarement mentionnées, les conséquences géopolitiques de l’armistice furent tout aussi tragiques. De fait, l’acte rompait avec l’accord franco-britannique du 28 mars 1940 qui imposait à ses deux signataires de « ne négocier ni conclure d’armistice ou de traité de paix durant la présente guerre, si ce n’est de leur commun accord ». En se rendant dans la clairière de Rethondes, les plénipotentiaires français rompaient avec cet engagement solennel, ce qui fut considéré, au premier chef, comme une grave faute morale. Mais les implications géopolitiques étaient plus lourdes encore. Car, ce faisant, la France

adressait un signal de faiblesse qui pouvait inciter les neutres à basculer du côté de Berlin. L’Espagne, la Roumanie, la Bulgarie ou la Suède, échaudées par l’effondrement français et sa volonté de négocier avec le maître de l’heure, pouvaient se ranger sous les plis de la croix gammée. Sans même parler de la Turquie. Ce constat explique que la Grande-Bretagne se soit évertuée à maintenir les pays dans la guerre. Cette volonté n’avait aucune incidence militaire dans le cas de la Belgique, de la Norvège ou des Pays-Bas, mais ses implications diplomatiques étaient lourdes : il fallait à tout prix montrer que l’Angleterre n’était pas seule pour affronter le monstre hitlérien.

L’armistice dévoilait de surcroît la vulnérabilité de la France, ce qui, en liant son sort à celui de l’Allemagne, aliéna ses marges de manœuvre. Deux pays saisirent aussitôt la balle au bond. Dès septembre 1940, les forces du maréchal Graziani cantonnées en Tripolitaine attaquèrent les Britanniques en Égypte. Elles savaient que les troupes françaises déployées en Tunisie ne prêteraient pas main-forte aux divisions du général Wavell. De même, les Japonais envahirent l’Indochine et, après quelques escarmouches, imposèrent leur présence le 26 septembre 1940. Certes, le potentiel militaire français était alors trop faible pour prétendre riposter à l’agresseur nippon, mais, en s’associant à Berlin, Vichy ne pouvait qu’abdiquer et éviter de défier l’empire du Soleil levant : l’Allemagne hitlérienne aurait aussitôt imposé à la France captive de rentrer dans le rang.

À la différence de la capitulation, l’armistice interdisait enfin à la France de participer en tant que telle à la Seconde Guerre mondiale. Sur le plan militaire, les ressortissants français n’avaient pas le droit de « combattre contre l’Allemagne au service d’États avec lesquels l’Allemagne se trouve encore en guerre ». Les hommes et les femmes bravant cet interdit seraient traités « par les troupes allemandes comme francs-tireurs ». Cette disposition drastique ne fut pas toujours appliquée avec rigueur. En Afrique du Nord, les soldats du général de Gaulle bénéficièrent, en règle générale, des conventions de Genève (tout en étant, soulignons-le, particulièrement maltraités par leurs geôliers italiens quand ils étaient capturés). Mais la répression la plus barbare s’appliqua aux résistants et aux maquisards, qui payèrent souvent leur engagement de leur vie. Surtout, en se retirant de la guerre, la France s’interdisait de siéger à la conférence de la paix. Au mépris d’une légende vivace, les Anglo-Américains ne considéraient pas la France comme un pays « ennemi », ce qui l’aurait potentiellement placée sous le régime de l’AMGOT, le gouvernement militaire allié des territoires occupés. Ni Londres ni Washington n’envisagèrent sérieusement cette hypothèse. En revanche, ils la tenaient pour un pays « libéré » qui ne devait pas

jouir de droits supérieurs à ceux du Danemark, tandis que la Belgique ou la Norvège, recouvrant d'emblée leur pleine souveraineté, pouvaient, à bon droit, faire entendre leur voix au soleil de la victoire.

Faute morale et politique, l'armistice le fut assurément. Mais il fut plus encore une erreur diplomatique et stratégique. En retirant précipitamment la France de la guerre, il privait la Grande-Bretagne d'un allié dont les colonies auraient pu, après le choc de la défaite et grâce au soutien anglo-américain, soutenir l'effort de guerre – à l'instar du Congo belge –, et confortait l'isolement de Londres. Il répondait à la stratégie secrète du Führer, qui s'épargnait une coûteuse occupation, confiait à Vichy la garde de ses colonies et faisait miroiter les mirages de la collaboration. Il interdisait à la France, officiellement retirée du conflit, de faire entendre sa voix lors de la conférence de la paix. C'est dire, *a contrario*, la lucidité visionnaire du général de Gaulle qui, sur les rives de la Tamise puis sous les palmiers d'Alger, s'efforça, d'abord et avant tout, de construire un contre-État capable d'incarner la France et de la maintenir dans la guerre. Grâce à son action énergique, il put ainsi rectifier l'erreur commise le 22 juin 1940, sans toutefois en effacer la faute morale, stratégique et diplomatique. Pourtant, l'armistice ne figura pas dans l'acte d'accusation dressé, à la Libération, contre Philippe Pétain. Pour de Gaulle, en revanche, il se situait bien au faîte des crimes commis par le vainqueur de Verdun.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Eberhard JÄCKEL, *La France dans l'Europe de Hitler*, traduit de l'allemand par Denise Meunier, Paris, Fayard, 1968 [1966].

Michel LAUNAY, *L'Armistice de 1940*, Paris, PUF, 1972.

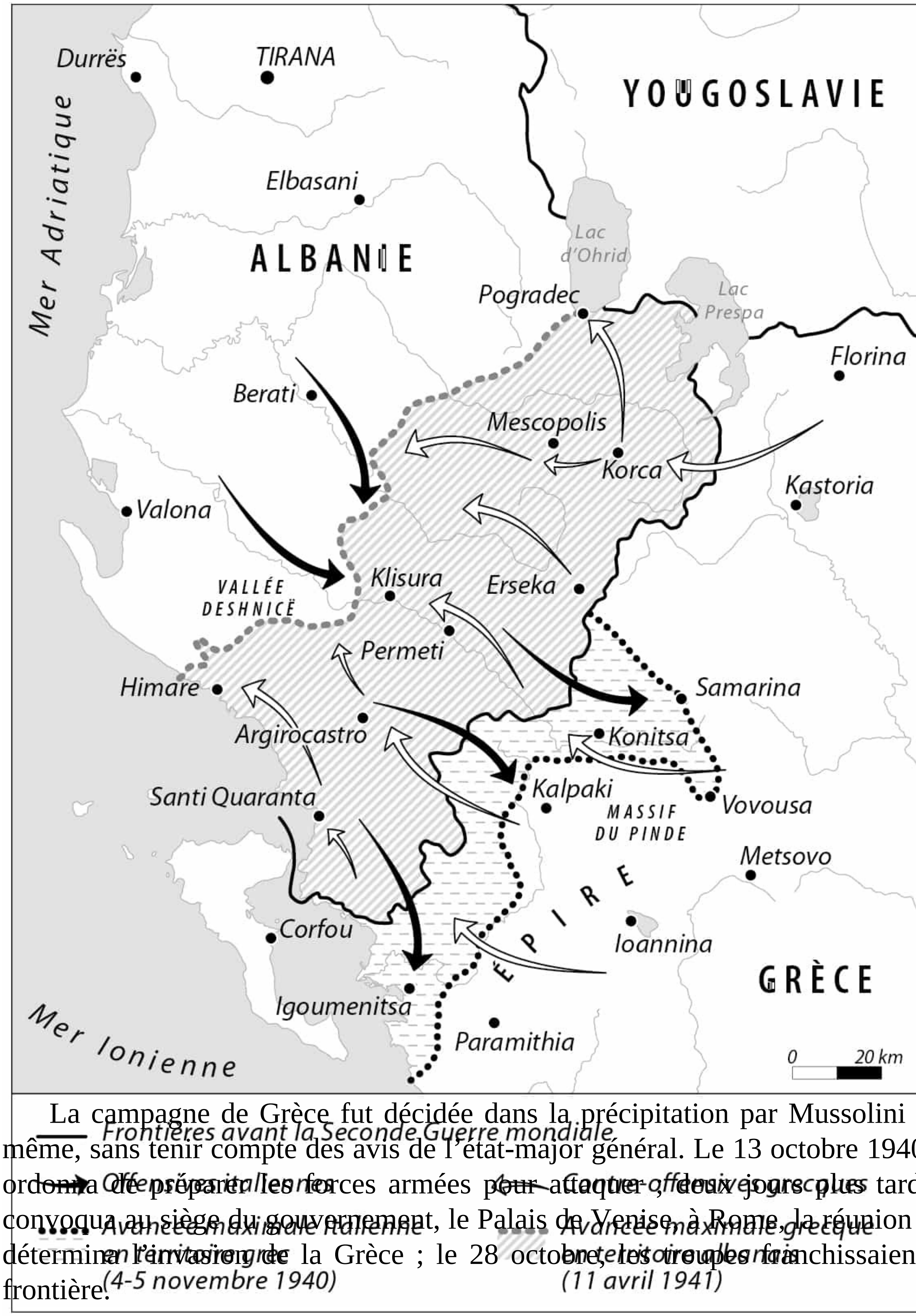
Robert PAXTON, *La France de Vichy. 1940-1944*, traduit de l'américain par Claude Bertrand, Paris, Seuil, 1973 [1972], p. 22.

7

L'intervention italienne en Grèce

par Hubert HEYRIÈS

Le 12 octobre 1940, quelques jours à peine avant d'attaquer la Grèce, Benito Mussolini confia en plaisantant à son gendre et ministre des Affaires étrangères Galeazzo Ciano : « Je renonce à rester italien si quelqu'un trouve difficile de se battre contre les Grecs. » La légèreté, l'inconscience, l'aveuglement du Duce coûtèrent aux Italiens 13 755 morts au combat, 5 000 à 6 000 morts dans les hôpitaux, 50 874 blessés, 25 067 disparus, 52 108 malades, 12 368 soldats victimes de gelures, 21 153 prisonniers, soit plus de 180 000 pertes contre 60 000 à 80 000 du côté grec. De fait, cette intervention italienne qui dura du 28 octobre 1940 au 23 avril 1941 et qui est souvent présentée comme une opération périphérique et marginale de l'Italie au cours de la Seconde Guerre mondiale fut sans doute l'une des plus grandes erreurs du régime fasciste.



La campagne de Grèce fut décidée dans la précipitation par Mussolini lui-même, sans tenir compte des avis de l'état-major général. Le 13 octobre 1940, il ordonna de préparer les forces armées pour attaquer ; deux jours plus tard, il convoqua au siège du gouvernement, le Palais de Venise, à Rome, la réunion qui détermina l'invasion de la Grèce ; le 28 octobre, les troupes franchissaient la frontière.

En octobre 1940, le Duce était euphorique, persuadé d'être un génie militaire depuis les victoires en Éthiopie en 1936, en Espagne et en Albanie en avril 1939. L'Italie était liée par ailleurs par le pacte d'Acier avec l'Allemagne nazie depuis le 22 mai 1939 et par le Pacte tripartite signé avec Berlin et Tokyo le 27 septembre 1940. Alors qu'en septembre 1939, conscient des faiblesses et des lacunes de son armée, il avait choisi la non-belligérance en envisageant une entrée en guerre en 1942, voire en 1943, il était sur le point de réaliser le plan du bureau Opérations de l'état-major de l'armée du 12 novembre 1938. Ce dernier avait déterminé qu'« il [était] de la première importance pour l'Italie, dans le cadre d'un conflit européen […], d'agir sur ses propres objectifs » en menant une guerre parallèle dans les Alpes, en Afrique orientale, en Afrique du Nord, en Méditerranée et dans les Balkans. La France avait été vaincue dans les Alpes du 10 au 25 juin 1940 (même si les Français, « poignardés dans le dos », considérèrent cette victoire italienne comme imméritée) et les Britanniques avaient été chassés du Somaliland début août, en Afrique orientale – une victoire encensée à outrance par le régime. Puis le maréchal Rodolfo Graziani, à la tête des forces italiennes en Libye, avait attaqué l'Égypte le 13 septembre. Certes, il n'avait progressé que de 80 km en quatre jours avant de s'arrêter, mais il promettait la reprise de l'offensive pour la mi-décembre 1940. Mussolini croyait dès lors à une victoire fulgurante, pensant que le Royaume Uni, isolé, soumis au Blitz à partir du 7 septembre 1940, s'effondrerait rapidement. Mais il souffrait aussi de jouer un second rôle vis-à-vis de Hitler, raison pour laquelle il voulait obtenir une victoire indiscutable pour s'asseoir à la table des vainqueurs.

Cette victoire, il rêvait de l'obtenir dans les Balkans, jugés adaptés aux capacités militaires italiennes. Aussi s'était-il tourné en août 1940 vers la Yougoslavie. Mais il avait dû se soumettre au refus du Führer, qui craignait des conséquences désastreuses pour son ravitaillement économique. Or, devant la pénétration soviétique en juin 1940 en Bessarabie et en Bucovine vers les champs pétrolifères, Hitler décida d'envoyer en Roumanie, début octobre, à la demande du général « conducator » Ion Antonescu qui venait de prendre le pouvoir à Bucarest, une importante mission militaire (elle atteignit 20 000 hommes avec des éléments blindés et motorisés), mais sans prévenir Mussolini. Ce dernier l'apprit bientôt, comme il apprit les ouvertures allemandes faites à Franco et à Pétain dans son dos. Ulcéré, il voulut alors rendre la monnaie de sa pièce à Hitler, en se réjouissant à l'avance de le voir apprendre par les journaux qu'il occupait la Grèce.

Telle est du moins l'explication la plus répandue. En réalité, le Duce voulait également réaliser le rêve méditerranéen de l'Italie. En s'emparant du pays de Homère, il assurerait une continuité maritime avec le Dodécanèse (conquis sur la Turquie en 1912), par la Crète et les Cyclades, tout en verrouillant définitivement la mer Adriatique en contrôlant les îles Ioniennes (Corfou avait déjà été envahie brièvement en 1923). Il voulait aussi ancrer le fascisme dans une histoire millénaire, en se présentant comme l'héritier de la Rome antique victorieuse de l'Athènes classique, et le continuateur de la Vénétocratie triomphante (elle avait notamment dominé Corfou et la Crète, l'ancienne Candie défendue contre les Turcs de 1648 à 1669). Et surtout, Benito Mussolini, Galeazzo Ciano et le haut commandement (en particulier le général Sebastiano Visconti Prasca, commandant les troupes en Albanie) pensaient que l'Épire se soulèverait, que la Bulgarie attaquerait de son côté, que les Grecs se débanderaient au premier coup de fusil et que cette campagne serait une promenade militaire. Une considérable erreur d'appréciation qu'amplifia la décision de maintenir la marine à l'écart. D'autant que, pour satisfaire l'opinion publique et alléger les finances du régime, le Duce prit la décision lourde de conséquences de démobiliser, entre juin et novembre 1940, 800 000 soldats sur 1 800 000 ! Seules 20 divisions restaient donc opérationnelles en octobre, mais selon un mode binaire (sur deux régiments), avec peu d'effectifs et peu d'armements, même si les bataillons alpins, en raison de leur recrutement régional, furent relativement épargnés.

Or, le service de renseignements militaire, l'ambassadeur et l'attaché militaire italiens à Athènes jugeaient impossible en octobre 1940 un effondrement grec. Le maréchal Pietro Badoglio, chef de l'état-major général, émit certes des réserves, mais Mussolini resta sourd aux avertissements et porta dès lors la lourde responsabilité d'engager son pays dans ce qui se révéla être une énorme erreur militaire.

De fait, seulement une centaine de milliers de soldats (8 petites divisions) furent engagés le 28 octobre 1940. Quatre divisions, incomplètes sur le plan matériel, attaquèrent : trois au centre, en Épire, vers Ioannina, avec la division « blindée » *Centauro* (dont les petites chenillettes L3, armées seulement de deux mitrailleuses de 8 mm, s'embourbèrent sur les routes détrempées par la pluie), tandis qu'une division alpine, à leur gauche, dans le massif du Pinde, se trouva totalement isolée. À leur droite, un groupement de grenadiers longea la mer. Les quatre autres divisions restèrent en réserve ou en position défensive à la frontière de la Yougoslavie. À la grande surprise des Italiens, les quelque 300 000 Grecs

habilement dirigés par le général Alexandros Papagos opposèrent une résistance farouche et patriotique. Ils enrayèrent cette offensive si mal préparée et engagèrent même une contre-offensive, début novembre, lorsqu'ils acquirent la certitude que la Bulgarie ne les attaquerait pas. Dès lors, l'initiative et la supériorité numérique compensèrent largement l'infériorité de l'armement et permirent aux Hellènes de repousser les forces italiennes, jusqu'à menacer Valona, au cœur de l'Albanie. Au prix d'efforts inouïs et dans des conditions dramatiques, ces dernières battirent en retraite pendant deux mois, sans soutien logistique, avec des moyens de communication déficients et un commandement en crise. Le général Visconti Prasca fut en effet limogé ; début décembre, le maréchal Pietro Badoglio devint un bouc émissaire injustement démissionné, ce qui choqua une bonne partie des officiers. En définitive, le général fasciste Ugo Cavallero, impopulaire mais efficace et optimiste, cumula les fonctions de commandant supérieur en Albanie et de chef d'état-major général. À la mi-janvier 1941, le front put être stabilisé grâce à la réorganisation des forces en deux armées, la 11e à droite vers la mer et la 9e à gauche vers la Macédoine.

Toutefois, à la fin de l'hiver, Mussolini reconnut avec consternation les défaites italiennes en Afrique orientale (le duc d'Aoste, Amédée, fut submergé par l'offensive britannique du 21 janvier 1941 venant du Kenya et du Soudan) et surtout en Libye où les Britanniques avaient déclenché une contre-offensive le 9 décembre 1940. En quelques semaines, les forces du général Wavell refoulèrent les Italiens et obtinrent le 7 février 1941 une victoire éclatante à Beda Fomm, à quelques kilomètres au sud de Benghazi – le Caporetto africain (130 000 prisonniers, 1 300 canons perdus, 400 chars détruits ou capturés, des milliers de véhicules abandonnés). Les images de colonnes interminables de prisonniers firent le tour du monde et ravivèrent celle de l'Italien mauvais soldat, lâche et incapable de se battre. Mussolini, ne pouvant accepter une telle humiliation, déclencha sur le front gréco-albanais une énorme offensive qui devint pour les Britanniques une « divine surprise ».

L'effort militaire était devenu le plus grand jamais produit pendant la guerre. Au total, 30 divisions, 20 800 officiers, 481 000 soldats, plus de 13 000 véhicules ainsi que 11 700 Albanais avaient été massés derrière un « mur » long de 500 km, allant de la mer au lac d'Ohrid, à la frontière de l'Albanie et de la Macédoine. Pourtant, Winston Churchill, contre l'avis de son entourage qui privilégiait le front égyptien, ne voulut pas abandonner Athènes qui lui avait lancé un appel au secours le 8 février 1941. Par philhellénisme et conscient que la perte de la Grèce menacerait tout le Moyen-Orient, le Premier ministre

britannique obtint le transfert de plus de 50 000 hommes de l’Afrique du Nord vers la Grèce à partir du début mars, dans l’espoir d’y établir une tête de pont. La Royal Air Force assurait la défense aérienne – quoique avec parcimonie. Ces transferts contribuèrent sans doute à ce que les Britanniques, épuisés et privés de moyens logistiques, s’arrêtent au bord du désert de Syrte sans pousser jusqu’à Tripoli. Ce pourrait être là le seul intérêt stratégique indirect que les Italiens aient tiré de leur offensive en Grèce… qui échoua. De fait, l’attaque déclenchée le 9 mars 1941 le long de la vallée Deshnicë se heurta aux lignes grecques, bien fortifiées et bien défendues, et se révéla particulièrement sanglante.

Toutefois, le soutien de Londres apporté à Athènes poussa Berlin à intervenir davantage. Déçu par l’échec du Blitz en Angleterre et par l’enlisement de l’offensive italienne en Égypte et en Grèce (qu’il avait soutenue lors de la rencontre du Brenner avec le Duce le 4 octobre 1940), Hitler avait changé ses plans en choisissant une stratégie périphérique menaçant les intérêts de Londres au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale et en attaquant là où cela était possible : en Grèce. Le 12 novembre 1940, par la directive nº 18, il avait confirmé son offensive décidée le 4. Mais il avait fallu du temps pour préparer l’assaut, qui devait passer par la Bulgarie en raison des obstacles logistiques (le franchissement du Danube) et des mauvaises conditions climatiques. Toutefois, la Hongrie et la Bulgarie (qui avaient signé le Pacte tripartite) se déclaraient prêtes à attaquer tandis que la Turquie choisit la non-agression. Aussi, lorsque Hitler apprit le renversement à Belgrade d’un gouvernement germanophile le 27 mars 1941, deux jours après la signature du Pacte tripartite, il décida de passer à l’action, secourant du même coup son allié italien qui devait assurer la protection du flanc sud-méditerranéen. L’offensive allemande dans les Balkans répondit donc à des exigences tactiques et pragmatiques : elle n’imposa nullement le report de l’offensive en URSS le 22 juin 1941 comme il est couramment affirmé. Mais cette intervention servit les intérêts italiens. Le 6 avril 1941, les opérations commencèrent en effet et la Yougoslavie capitula officiellement le 17 avril. Puis, soutenus par les Bulgares et les Hongrois, les Allemands poursuivirent en Grèce dont l’armée, saignée à blanc par les Italiens depuis des mois, ne put résister longtemps. Alors que les Britanniques rembarquaient en catastrophe leurs troupes presque sans combattre, l’occasion devint trop belle pour Mussolini et Cavallero de lancer une offensive timide en Yougoslavie (le 10 avril) et meurtrière en Grèce (6 000 morts et blessés italiens en quinze jours). Ce faisant, le Duce obtint de Hitler le droit de signer l’armistice le 23 avril avec les Grecs. Cela n’alla pas de soi, pourtant, ces derniers ne

voulant en effet se rendre qu'aux Allemands pour dénier aux Italiens le droit de prétendre à une victoire qu'ils jugeaient imméritée, comme les Français en 1940.

Cette victoire imméritée ne put masquer les erreurs du commandement et de la logistique. Au combat, le comportement des soldats fut dans l'ensemble médiocre, même si des unités comme la division *Acqui* et la division alpine se montrèrent souvent exemplaires. Les hommes firent toutefois ce qu'ils purent dans des conditions extrêmes, dépourvus qu'ils étaient de vêtements chauds et de bonnes chaussures, de cuisines mobiles et de ravitaillement, de camions, d'armes et de munitions, de moyens de transmission. Pour remédier à l'insuffisance de mulets, beaucoup s'épuisèrent aussi à transporter eux-mêmes munitions et armements, notamment les mortiers de 81 mm. Ils furent surtout mal commandés. Les officiers de réserve, commandants de bataillons et de compagnies, furent rarement à la hauteur. La plupart envoyèrent leurs hommes en première ligne par petits groupes et dans l'urgence, au mépris du feu ennemi. Beaucoup ne surent pas non plus appliquer le décrochage par échelon : il s'ensuivit des replis désordonnés catastrophiques avec abandon d'armes et de munitions. Les généraux affrontèrent difficilement l'urgence de la situation, suppléés sur le terrain par des colonels qui firent leur possible pour éviter l'effondrement de leur régiment. La Regia Marina remplit toutefois sa mission, escortant 800 convois et transportant en Albanie plus de 500 000 hommes, 15 000 véhicules et près de 600 000 tonnes de matériel tout en déplorant la perte de 2 torpilleurs et 13 navires marchands coulés par les Anglais. Mais elle ne tint pas compte de la capacité des ports albanais. Or ces derniers, trop petits, ne pouvaient absorber les milliers de tonnes de matériels arrivées des Pouilles. Ainsi fallait-il trois jours pour transporter armes et munitions du port de Durrës jusqu'au front tant les routes étaient impraticables. Quant à la Regia Aeronautica, elle ne sut ou ne put remplir correctement sa mission de soutien au sol, faute de coopération réelle avec l'armée de terre. Elle manqua d'appareils et s'en remit souvent à la Luftwaffe. Ses pilotes ne reçurent qu'une formation déficiente pour les bombardements en secteur montagneux, d'autant que les conditions atmosphériques furent souvent défavorables (cent vingt-huit jours de mauvaises conditions sur cent soixante-seize jours de campagne). Par ailleurs, les aérodromes albanais étaient si médiocres que les avions devaient décoller des Pouilles. Au final, avec près de 8 000 missions pour les bombardiers et 14 000 pour les chasseurs, l'aéronautique accumula les erreurs tactiques et perdit une centaine d'appareils et 294 pilotes en action (229 tués et 65 blessés).

Sur un autre plan, la campagne italienne en Grèce acheva le processus qui transforma la guerre parallèle en guerre subalterne. Cette transformation avait été amorcée dès le 28 novembre 1940, lorsque le Comando Supremo avait dû demander aux Allemands l'envoi d'urgence de Ju 52 pour établir un pont aérien. Et le 28 décembre, Mussolini, après avoir refusé une première offre allemande, avait dû subir l'humiliation de quémander à Berlin un soutien militaire. Le 4 février 1941, un accord italo-allemand avait prévu par ailleurs l'envoi en Afrique du Nord de ce qui deviendrait le *Deutsches Afrikakorps*, placé le 6 sous le commandement du prestigieux général Erwin Rommel. L'article 4 donnait au « Renard du Désert » « le droit et le devoir […] de demander la décision du Führer » dans le cas où les ordres italiens pourraient provoquer un « grave échec et ainsi porter atteinte au prestige des troupes allemandes ». Mais l'Italie fasciste conservait encore l'illusion de mener une vaste offensive indépendante en Grèce. L'échec de mars 1941 prouva de manière définitive qu'elle n'était plus en mesure d'assumer sa propre guerre parallèle. Mussolini se retrouva en effet désormais dans une position auxiliaire, subalterne, obligé de suivre les décisions de Hitler en Afrique du Nord et plus tard en URSS – où l'armée italienne en Russie, l'ARMIR, reléguée sur le Don, un théâtre d'opérations secondaire, subit un désastre en février 1943 face à l'Armée rouge.

Quoi qu'il en soit, l'Italie avait commis une erreur stratégique majeure : son intérêt était en effet de défendre son territoire tant sur son limes terrestre, face à la France et face à la Yougoslavie, que sur les frontières maritimes, notamment en Sicile, si proche de la Tunisie (sous contrôle français), et en Adriatique. Or, en octobre 1940, la France était vaincue et la Yougoslavie, neutre, sous surveillance. L'Albanie était unie à l'Italie depuis avril 1939. La Libye devenait donc la seule barrière stratégique capable de bloquer une offensive ennemie venant d'Égypte en direction de la Tunisie d'où une opération de débarquement pouvait être facilement organisée vers la Sicile (ce qui arriva en juillet 1943). L'effort de guerre aurait donc dû privilégier ce front, d'autant que les moyens manquaient pour assumer une guerre globale aux ambitions démesurées. Dans ces conditions, l'offensive en Grèce ne présentait aucun intérêt autre qu'idéologique, et encore ; elle détourna de l'Afrique du Nord les moyens nécessaires pour mener une guerre offensive et défensive.

La propagande fasciste échoua en outre dans sa tentative de la justifier. Le chef du gouvernement grec, le général Ioànnis Metaxas, admirateur du Duce, menait en effet une politique somme toute identique à celle de son mentor. Quant aux soldats italiens, ils n'éprouvaient pas de haine à l'encontre des Grecs,

comme eux des paysans, sans doute plus pauvres encore, mal ravitaillés et mal armés. Et puis, au combat, des unités de la Milice fasciste se révélèrent lamentables. Le général Geloso, commandant la 11e armée, télégraphia ainsi au commandement des forces en Albanie, le 4 décembre 1940 : « J'ai eu une véritable désillusion. Il s'agit d'hommes hâtivement rassemblés et incomplètement armés, peu ou pas entraînés, presque toujours mal commandés. » Aussi la causticité l'emporta-t-elle. À l'académie militaire de Modène, un officier ironisa ainsi sur les bulletins officiels qui disaient que les « troupes, au lieu de toujours avancer grâce à d'habiles manœuvres, se repliaient sur des positions préétablies pour retrouver un tremplin de lancement ».

Les effets psychologiques de cette victoire imméritée se révélèrent aussi délétères. Les Italiens occupèrent en effet une partie de la Grèce, de l'Épire au Péloponnèse et de la Thessalie à l'Attique, ainsi que les îles Ioniennes, les Cyclades et des Sporades (sans la Crète conquise par les Allemands), jusqu'à l'armistice avec les Anglo-Américains signé le 3 septembre 1943 et révélé le 8. Mais l'armée italienne fut rapidement discréditée en étant baptisée *l'armata s'agapò*, littéralement « l'armée je t'aime », tant les hommes jouissaient d'une réputation de séducteurs sympathiques fort peu martiaux. En Thessalie, un paysan raconta ainsi que des soldats de la division *Pinerolo* venaient une heure ou deux dans son village s'amuser avec les filles, puis repartaient. Mais dans le même temps, les forces italiennes d'occupation combattirent sans pitié la Résistance en commettant des crimes de masse. En Thessalie, au début de l'année 1943, des massacres furent perpétrés à Domokos, à Pharsale, à Oxinia et à Domenikon. À Larissa, dans un camp de concentration, plus de 1 000 prisonniers grecs furent fusillés, d'autres furent torturés. Des dizaines de milliers de civils moururent aussi de faim et de maladie, en raison des réquisitions imposées par les troupes d'occupation italiennes et allemandes. Dès lors, la mémoire de cette campagne nourrit un orgueil national pour les Grecs (le 28 octobre devint la fête nationale du pays) et la honte, l'humiliation, la colère pour les Italiens, qui se considérèrent comme les victimes des erreurs du Duce et d'une guerre inutile et meurtrière.

L'intervention italienne en Grèce en 1940-1941 devint ainsi un tournant de la guerre fasciste et une erreur en soi, marquée par la responsabilité du Duce, l'incompétence du commandement, la faillite de la logistique, l'échec de la propagande idéologique, les effets psychologiques négatifs d'une victoire imméritée et d'une occupation coupable de massacres de masse. Elle sonna la fin de l'illusion d'une guerre parallèle, revendiquée au nom d'un fascisme fondé sur

la supériorité de la race latine et sur un désir de puissance démesurée en regard des moyens réels. Les conséquences de cette litanie d'erreurs se révélèrent décisives et tragiques. Elles annoncent le désastre final de juillet-septembre 1943.

Bibliographie sélective

Carlo BAUDINO, *Una guerra assurda. La campagna di Grecia*, Milan-Varèse, Istituto editoriale cisalpino, 1965.

Mario MONTANARI, *L'esercito italiano nella campagna di Grecia*, Rome, SME-US, 1991.

Giorgio ROCHAT, *Le guerre italiane 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, Turin, Einaudi, 2005.

Davide RODOGNO, *Il nuovo ordine mediterraneo. Le politiche di occupazione dell'Italia fascista in Europa (1940-1943)*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.

Martin L. VAN CREVELD, *Hitler's Strategy 1940-1941. The Balkan Clue*, New York, Cambridge University Press, 1973.

8

La surprise de « Barbarossa » : la raison du plus fou

par Jean Lopez

Le 22 juin 1941, à 4 heures du matin, la Wehrmacht envahit l'Union soviétique sans déclaration de guerre préalable. Dans son journal, Franz Halder, chef d'état-major de l'armée de terre (OKH), note par des majuscules sa propre surprise : « Apparemment, l'ennemi est SURPRIS du point de vue tactique sur toute la ligne. Les ponts sur le Boug et autres, non défendus, tombent intacts entre nos mains. La surprise qui saisit l'ennemi se traduit par des unités capturées dans leurs quartiers, les avions sont parqués sous bâche sur les aérodromes, les unités ennemies surprises à l'avant demandent [à leurs chefs] ce qu'elles doivent faire[1]*. » Comment l'Armée rouge a-t-elle pu se laisser surprendre par une attaque dont les préparatifs étaient si évidents que Cyrus Sulzberger, envoyé du* New York Times*, pouvait câbler d'Ankara le 21 juin : « Tout le long de la frontière russe les mouvements de troupes suggèrent que la confrontation est proche*[2] *» ?*

Même si l'effet de surprise n'a pas eu de conséquences aussi durables que le prétendra l'historiographie soviétique, elle n'en demeure pas moins un facteur important de la défaite de l'Armée et, plus encore, de l'aviation rouges dans la bataille des frontières. Elle est responsable en partie de la destruction des Fronts de la Baltique et de l'Ouest, soit cinq armées, environ 500 000 hommes et

6 000 blindés, auxquels s'ajoutent près de 7 000 avions, détruits au sol à 40 %. Une attaque brusquée des Allemands était d'autant plus dommageable – et devait d'autant moins se produire – que le dispositif soviétique en aggravait les conséquences. En effet, depuis les années 1920, la doctrine de l'Armée rouge postulait que toute attaque devait être immédiatement repoussée par une contre-attaque massive. De ce fait, tous les moyens étaient resserrés sur la frontière, troupes, avions, stocks et dépôts, s'offrant aux divisions de panzers comme l'agneau au couteau du boucher. Dès les premières soixante-douze heures, les Allemands s'emparèrent de quantités immenses de munitions, d'effets, de matériels divers. Si les unités et les magasins avaient été échelonnés dans la profondeur, ces moyens auraient été préservés.

Par ailleurs, si Staline avait sonné le branle-bas à temps, l'Allemand serait tombé sur des unités concentrées et alertées sur leurs positions de combat. En aucun cas il n'aurait pu être à Pskov, devant Vitebsk et à Berditchev le 9 juillet. Il lui aurait fallu dépenser plus de sang, de munitions et de temps pour atteindre ces objectifs, trois denrées chichement mesurées au Reich. La physionomie de la campagne en aurait été modifiée, sans pour autant être inversée, la Wehrmacht étant très supérieure à son adversaire par le commandement et l'expérience. Malgré ce bémol, la cécité face aux préparatifs allemands constitue sans le moindre doute une des plus lourdes erreurs de la Seconde Guerre mondiale.

De cette erreur, Staline porte l'entière responsabilité, même si, en s'en remettant à son jugement ou en se taisant, ses subordonnés s'en sortent sans gloire. Joukov l'a expliqué humblement dans ses Mémoires : « En dépit de l'autorité incontestée de Staline, quelque part, au fond de nos cœurs, les doutes existaient, le sentiment de la réalité du danger allemand rôdait en nous. Il faut imaginer ce que pouvait signifier d'aller contre la volonté de Staline dans l'appréciation de la situation internationale. Tous gardaient en mémoire les années récentes. Déclarer à haute voix que Staline a tort, qu'il se trompe, signifiait purement et simplement aller prendre une tasse de café avec Beria avant même d'avoir pu essayer de sortir de l'immeuble. Pour dire l'entière vérité, avant la guerre, je ne sentais pas, je ne pensais pas être plus intelligent que Staline, plus clairvoyant, je ne pensais pas que je pouvais apprécier mieux que lui la situation, en savoir plus que lui. Je n'avais pas d'appréciation propre des faits, que j'aurais pu opposer à celle de Staline […]. L'anxiété rongeait mon âme, mais la foi en Staline, la croyance que tout, finalement, arrivera comme il l'avait prévu, était la plus forte[3]*. » C'est bien Staline, le maître absolu de l'URSS, qui a refusé d'écouter les avertissements, biaisé les analyses, rejeté les*

demandes de mise en alerte, persisté, au-delà des premiers coups de feu, à ne pas croire à la guerre. Dans ces conditions, le responsable étant connu, la tâche principale de l'historien est d'expliquer pareille erreur de jugement.

L'on observera d'abord que Staline n'est pas le seul à s'être laissé surprendre par une attaque de grande ampleur. Les Français dans les Ardennes (1940), les Américains à Pearl Harbor (1941), dans les Ardennes (1944), à deux reprises en Corée (1950), au Sud-Vietnam (offensive du Têt, 1968), les Israéliens sur le canal de Suez (1973), toutes ces armées, certaines bardées de moyens d'observation, ont été victimes d'offensives majeures qu'elles n'ont pas vues venir. S'il est aisé de détecter une concentration de forces, deviner à quoi, où et quand elle va être employée est une affaire beaucoup plus compliquée.

Que Staline ait commis une erreur de cette taille et de cette nature constitue en soi un paradoxe. Comment ce politicien madré, paranoïaque notoire, aussi prudent que méfiant, prompt à renifler partout la trahison, a-t-il pu se laisser tromper à ce point par Hitler ? A-t-il vraiment cru à la solidité de sa relation au Reich, était-il sincère en assurant à Ribbentrop, quelques heures après la signature du pacte de non-agression, le 23 août 1939 : « Le gouvernement soviétique prend le pacte très au sérieux, il [Ribbentrop] peut compter sur sa parole d'honneur que l'Union soviétique ne trahira pas son partenaire[4] » ? Ce serait bien étonnant de la part du signataire du protocole secret qui avait attaqué la Pologne le 17 septembre, au mépris du traité de non-agression signé le 25 juillet 1932. Ou bien faut-il croire ce qu'il dit à Munters, le ministre letton des Affaires étrangères, cinq jours après la signature du traité d'amitié avec le Reich, le 3 octobre 1939 ? « Durant six années, les fascistes allemands et les communistes se sont injuriés. Il se produit maintenant […] un étonnant virage mais on ne doit pas s'y fier. Nous devons nous préparer de longue main[5]. » La réponse est paradoxale. Oui, Staline a cru, dans une certaine mesure, à la solidité du pacte de 1939. Certes, il savait Hitler capable de le trahir. Mais il croyait disposer d'assez de moyens de l'en dissuader et d'être prévenu à l'avance de tout retournement d'attitude.

L'erreur de Staline est le résultat d'un jeu complexe entre l'information qui lui parvient et la grille d'analyse qu'il utilise pour l'interpréter.

Le dictateur soviétique est informé sur le dispositif allemand par deux agences de renseignements, l'une militaire, le GRU (acronyme de Direction principale du renseignement), l'autre civile, le NKGB (ex-branche extérieure du NKVD). Le GRU, désorganisé par les purges de 1937-1938, a connu sept chefs

dans les cinq années qui précèdent la guerre. Son chef en 1941, Filipp Golikov, effrayé par le destin de ses prédécesseurs, fournit à Staline les analyses qu'il veut entendre et non celles qui résulteraient d'une réflexion froide et indépendante. Il le reconnaîtra sans fard en 1965 devant l'historien soviétique Viktor Anfilov : « J'avais peur de lui. Il était d'avis qu'avant la fin de sa guerre contre la Grande-Bretagne, l'Allemagne ne nous attaquerait pas. Nous, qui connaissions son caractère, nous réglions nos conclusions sur son point de vue[6]. » Merkoulov, une créature de Beria, dirige le NKGB, sans avoir l'expérience nécessaire. Sur ordre de son patron, il donne à Staline tous les matériaux qu'il récolte sous forme brute, sans analyse ni mise en perspective. Qu'il provienne du GRU ou du NKVD, Staline n'a aucune confiance dans le renseignement humain – qui fournit presque 100 % de l'information – parce qu'il le juge trop aisément manipulable. Il a donc tendance à s'en remettre à son seul jugement.

De la même façon, toute information venue de Washington ou de Londres lui semble *a priori* uniquement destinée à le brouiller avec Hitler. Le message de Churchill, remis le 12 avril 1941 à Vychinski par l'ambassadeur Cripps, qui le prévient des intentions allemandes est ainsi rejeté comme une provocation grossière. Pour Staline comme pour tous les bolcheviks, le Premier ministre britannique est l'incarnation du diable impérialiste, l'homme qui ne reculera devant aucun coup tordu pour faire disparaître, par Wehrmacht interposée, le « premier État ouvrier de l'histoire ».

Entre janvier et juin 1941, GRU et NKGB reçoivent 267 rapports des résidents étrangers, dont 129 sont envoyés à Staline et Molotov, ainsi, le plus souvent, qu'à Timochenko, commissaire à la Défense, et à Joukov, chef de l'état-major général. Ces rapports peuvent être classés en deux groupes : ceux qui indiquent une concentration croissante de troupes allemandes à la frontière et ceux qui estiment les intentions de la direction nazie. Le premier groupe établit sans erreur possible que le nombre des grandes unités en Prusse, en Pologne et en Roumanie augmente de 70 en mars 1941 à 107 le 5 mai et 120 ou 122 le 31 mai. Golikov maintient Staline dans l'incertitude stratégique en faisant état d'un nombre équivalent d'unités tournées vers l'Angleterre et d'un troisième lot de 44 à 48 divisions demeurant au centre du Reich. Ce qui donne un total d'environ 300 divisions allemandes, soit 120 de plus qu'il n'en existe en réalité. Il y en a 130 à 135 en cours de concentration en Pologne, en Prusse et en Roumanie, et seulement 45 à 50 ailleurs. Une centaine n'a donc aucune existence réelle. Cette erreur énorme du GRU peut avoir deux causes : les opérations d'intoxication des services allemands ou la confusion des sources, qui

traduisent par division ce qui peut n'être qu'une brigade ou un régiment. Staline croit donc qu'il existe deux paquets équivalents de divisions allemandes tournés l'un vers l'ouest, l'autre vers l'est. La menace ne lui paraît donc pas univoque.

Quel dessein sert la concentration de divisions allemandes à la frontière soviétique ? Sur ce plan, Staline reçoit en quantités égales des informations évoquant les unes une feinte allemande préludant à une attaque de la Grande-Bretagne – ce que son adversaire veut lui faire croire –, les autres les préparatifs d'une agression de l'Union soviétique. Le commandement de la Wehrmacht joue à fond le jeu de la désinformation. Il maintient 99,9 % des officiers et des hommes de troupes cantonnés à l'est dans l'ignorance de leurs objectifs réels, tandis que ceux qui campent à l'ouest sont ostensiblement occupés à des simulacres. L'on multiplie les entraînements interarmes aux débarquements sur la côte anglaise, les concentrations de barges, les déplacements d'unités de la Kriegsmarine. Les états-majors travaillent d'arrache-pied à l'élaboration de fausses opérations, « Harpon Nord » (débarquement à Berwick à partir de la Scandinavie), « Harpon Sud » (assaut sur la baie de Lyme à partir de la Bretagne) et « Requin » (débarquement entre Folkestone et Brighton). La Luftwaffe maintient sa pression au-dessus des îles Britanniques, bombarde de nuit, multiplie les vols de reconnaissance de jour. Les forces aéroportées s'entraînent à sauter non loin des côtes de la Manche et de la mer du Nord. À l'inverse, les unités situées sur la frontière avec l'URSS construisent des positions défensives – bunkers, mines, fossés antichars – et si des avions soviétiques viennent à les survoler, ordre est de ne résister que mollement à leur passage. Tout est fait pour maintenir les Soviétiques dans l'indécision. L'habileté suprême consiste à faire avaler à Staline que lui, Hitler, fait croire aux Anglais qu'il va attaquer l'URSS pour, en réalité, mieux attaquer l'Angleterre.

C'est dans l'interprétation des intentions nazies que le Vojd va se tromper et contraindre son armée à demeurer l'arme au pied. Son analyse, absolument rationnelle, s'appuie à la fois sur le précédent de la Première Guerre mondiale et sur les faiblesses de l'économie allemande. Pour lui, il ne fait aucun doute que l'Allemagne de Guillaume II a perdu en 1918 pour avoir dû se battre trop longtemps sur deux fronts et en raison de l'infériorité de ses ressources en matières premières stratégiques et en produits agricoles. Sur le premier point, il dit publiquement sa certitude, le 5 mai 1941, devant les jeunes promus des académies militaires : « En 1870, les Allemands ont battu les Français. Pourquoi ? Parce qu'ils combattaient sur un seul front. Les Allemands ont connu la défaite en 1916-1917. Pourquoi ? Parce qu'ils combattaient sur deux fronts[7]. »

Il se dit certain que Hitler fera tout pour éviter la même situation. Aussi tout le jeu de la diplomatie soviétique depuis l'été 1939 consiste-t-il à réduire ces deux dangers – double front et blocus – pour l'Allemagne nazie, tout en s'assurant pour elle-même des avantages territoriaux et une neutralité propice à toutes les évolutions. Tels sont les objectifs du pacte de non-agression du 23 août 1939, du traité d'amitié du 28 septembre de la même année et des deux accords commerciaux du 11 février 1940 et du 10 janvier 1941.

Sur le plan économique, Staline aide le Reich à contourner le blocus britannique. Sans exiger de devises, il lui livre, en treize mois, 1 million de tonnes de pétrole, 1,6 million de tonnes de céréales, 36 000 tonnes de graisses végétales, 115 000 tonnes de coton, 7 000 tonnes de cuivre, 185 000 tonnes de manganèse, 23 000 tonnes de chrome, 215 000 tonnes de phosphates, livraisons qui assurent entre le tiers et les deux tiers de la consommation du Reich. L'URSS sert aussi de transitaire terrestre pour certains produits venus d'Asie et qui ne peuvent plus emprunter la voie maritime : caoutchouc naturel, soja, wolfram, zinc, laines, etc. Sur le plan militaire, Hitler a pu abattre la Pologne, le Danemark, la Norvège, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce et la Yougoslavie sans avoir à se soucier de sa frontière orientale, c'est-à-dire d'un second front. Staline juge impensable que le Führer se précipite dans une guerre à l'Est sans avoir fait la paix à l'Ouest. Qu'il veuille remettre en cause l'association entre le Reich et l'URSS, si profitable aux deux parties, lui semble défier la saine raison stratégique.

En revanche, il pense possible que le Führer veuille modifier les termes de l'association à son avantage. C'est le sens qu'il prête à la concentration militaire sur sa frontière et à la multiplication des incidents aériens et terrestres : Hitler veut l'effrayer et l'amener à de nouvelles concessions, nullement lui faire la guerre. À Berlin, on a deviné le raisonnement du Kremlin et on l'utilise comme un levier d'intoxication. Le dictateur allemand lui-même est à la manœuvre. Quelques jours avant l'attaque, il déclare à Alfieri, l'ambassadeur italien à Berlin, qu'il a l'intention d'envoyer un ultimatum à Staline dans la première moitié de juillet. Il escompte que l'information fuitera jusqu'à Moscou, ce qui, si l'on en croit Goebbels[8], ne manque pas de se produire. Les diplomates soviétiques à Berlin sont assaillis par des militaires et des diplomates allemands ou étrangers qui expriment leur regret, ou leur étonnement, que Staline ait cédé à bail à Hitler l'Ukraine ou le Caucase, comme si c'était déjà fait. Ces propos remontent jusqu'à Staline[9]. Non seulement le Kremlin, mais aussi une bonne partie du personnel gouvernemental allemand avalent cette désinformation. Le

4 mai, Ulrich von Hassel, diplomate antinazi particulièrement bien informé, y compris sur les activités de l'Abwehr, le service de renseignements militaire, peut ainsi écrire dans son journal : « Il est vrai qu'on cherche, avec l'aide de ceux qui tiennent l'opération ["Barbarossa"] pour insensée, à rendre accommodants, sans avoir à combattre, les bolcheviks en menaçant de leur trancher à tous la gorge s'ils ne font pas ce que Hitler exige d'eux : […] la cession de l'Ukraine et l'accès au pétrole pour notre effort de guerre[10]. »

Que Staline soit maintenu un temps dans l'indécision par les intoxications germaniques et ses propres biais cognitifs peut se comprendre. En revanche, il est étonnant qu'il y ait cru jusqu'à la dernière minute et au-delà. Alors que tout annonce un assaut imminent, il attend 22 heures le 21 juin pour faire donner par Timochenko et Joukov une directive de mise en alerte bien timide : « Une attaque allemande est possible. […] Elle peut commencer par des provocations. […] La tâche de nos troupes est de ne se laisser en aucun cas provoquer, ce qui peut entraîner des complications graves. […] En cas de provocation quelconque de la part des Allemands ou de leurs alliés, éviter d'y être entraîné et prendre toutes les mesures nécessaires pour régler tous les malentendus par voie pacifique[11]. » Est-on déjà entré ainsi en guerre à reculons ?

Les mesures qu'il prend pour parer à la surprise ne sont pas à la hauteur du risque. Entre le 25 mars et le 5 avril 1941, il accepte qu'une demi-classe soit appelée en avance ; le 13 mai, Joukov et Timochenko lui arrachent de faire avancer vers l'ouest 4 armées (500 000 hommes). Toutefois, toujours par crainte de provoquer une réaction allemande, il ordonne que ce déplacement se fasse à couvert et que les formations demeurent loin de la frontière. Elles ne joueront donc aucun rôle le 22 juin. Quand, le 15 mai, Joukov propose de frapper préventivement les concentrations allemandes, le dictateur refuse en poussant des hauts cris. Le 14 juin, il accepte que 800 000 réservistes soient rappelés vers les unités des districts occidentaux, mais à condition que la mesure, bien trop tardive de toute façon, demeure secrète et qu'elle s'exécute avec le maximum de discrétion. Bref, tout indique que Staline, quels que soient ses doutes, demeure fidèle à sa ligne « pas de provocations », pas de mesures qui pourraient donner à l'adversaire le signal de l'attaque. Nous avons révélé plus haut la clé de ce comportement : il pense que Hitler bluffe et ne cherche qu'à lui arracher des concessions. Il croit à une guerre des nerfs. Le 19 juin, sondé par le NKGB, un agent soviétique à Berlin – en réalité un agent double –, Orest Berlinks, sert ce bobard aux Soviétiques : il ne s'agit que d'une « guerre des nerfs et celui qui a les nerfs les plus solides gagnera ». Et le résident à Berlin, Filipov, de rassurer sa

centrale moscovite : « Nous sommes fortement convaincus que l'affaire est très sérieuse. Mais vous ne devez pas vous inquiéter : nous sommes fortement convaincus que Hitler monte un gigantesque bluff. Nous ne croyons pas que la guerre peut commencer demain. Ce processus va continuer. Il est évident que les Allemands exercent sur nous une énorme pression en espérant obtenir de nouveaux gains[12]. »

Comment Staline peut-il jouer un jeu si dangereux ? La réponse est désarmante de simplicité : en cas d'erreur, il croit avoir du temps pour réagir. Weizsäcker, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, analysera parfaitement cette croyance le lendemain de l'attaque allemande : « Les succès militaires des dernières trente-six heures sont peut-être moins étonnants que l'absence de qui-vive côté soviétique. […] Apparemment, Moscou comptait sur la séquence diplomatique normale : "plaintes, répliques, ultimatum, déclaration de guerre", et ne s'est pas même rappelé la façon dont les choses s'étaient passées contre la Yougoslavie[13]. » Pourtant, les avertissements sur la manière qu'a Hitler de conduire sa politique, intérieure et extérieure, n'ont pas manqué. Ses coups ont toujours été inattendus et radicaux. Que ce soit durant la Nuit des longs couteaux (1934), lors du rétablissement de la conscription (1935), de la remilitarisation de la Rhénanie (1936), de l'Anschluss (1938) ou de l'entrée à Prague (mars 1939), il a frappé comme l'éclair, sans prévenir, souvent un dimanche, quand ministères et ambassades sont désertés. Avant de jouer un coup risqué, il a toujours pris soin d'égarer son adversaire par des mensonges, un discours lénifiant ou une manœuvre ambiguë. Conserver l'initiative en plongeant l'autre dans l'indécision quant à ses objectifs réels, voilà son arme principale. Visiblement, Staline n'a pas médité le mode opératoire du chef nazi. Aussi attend-il, jusqu'à l'extrême limite, un émissaire ou des propositions venues de Berlin, comme en août 1939. Il ne cessera de relancer ses diplomates à l'assaut des bureaux de Ribbentrop.

En outre, comme il est certain que Hitler ne peut vouloir une guerre sur deux fronts, il attend aussi des signes de réconciliation anglo-allemande, prélude inévitable, selon lui, à toute attaque à l'est. Le parachutage rocambolesque de Rudolf Hess en Écosse, le 10 mai 1941, lui semble un moment annoncer ce tournant, mais il se rassure à constater que rien n'en sort. Enfin, ses généraux lui ont toujours dessiné, dans leurs différents plans de mobilisation, un début de guerre analogue à celui de 1914. La guerre commencera par des escarmouches, les adversaires se tâteront le long de la frontière à la recherche d'avantages tactiques ; puis il faudra dix à quinze jours pour que, la mobilisation effectuée, les choses sérieuses commencent. Cette description correspond au schéma

auquel obéiront les forces soviétiques, mais pas celles des Allemands. Ces dernières ont montré en Pologne qu'elles étaient capables d'attaquer à pleine puissance dès le premier jour d'une guerre que l'on se garde bien d'annoncer : aucune mesure de mobilisation officielle, pas de déclarations hostiles, continuation du jeu diplomatique normal… Cette façon inédite de commencer une guerre est le résultat conjugué du primat de la vitesse cultivé par les chefs allemands et des méthodes politiques et diplomatiques propres à Hitler : dissimulation, mensonge, attaque brutale.

En définitive, Staline a été roulé par Hitler autant que par lui-même. Il a avalé la désinformation de son futur adversaire, pas complètement certes mais assez pour semer le doute dans son esprit. Il n'a pas compris la personnalité du chef nazi, minimisant son pouvoir, méconnaissant ses méthodes et ses objectifs d'expansion à l'est, pourtant annoncés cent fois. Il lui a prêté ses propres analyses stratégiques : pas de guerre sur deux fronts, préservation des avantages économiques tirés du pacte de Moscou. Il a cru que Hitler était, comme lui-même, un joueur d'échecs, un calculateur patient et prudent, un Bismarck en somme. Il n'a pas su voir en lui à la fois un joueur de casino, capable de tout risquer sur une seule carte, et un prophète pressé par le temps, prêt à tout sacrifier pour réaliser son utopie impérialiste et raciale. Cruel paradoxe d'un bolchevik minimisant le rôle de l'idéologie !

Bibliographie sélective

Gabriel Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 2000.

Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa. 1941. La guerre absolue*, Paris, Passés Composés, 2019.

David E. Murphy, *L'Énigme de l'opération Barberousse*, Paris, Stock, 2006.

Gerd Ueberschär et Lev A. Bezymenskii (dir.), *1941. Der deutsche Angriff auf die Sowjetunion*, Primus Verlag, 2011.

9

Ne pas capturer Malte

par Daniel Feldmann

Parmi les enjeux stratégiques auxquels se confrontent les décideurs de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale, Malte a la particularité de tenir de l'évidence. L'importance de l'île est reconnue par le Comando Supremo *italien depuis 1936, et pendant la guerre un flot continu d'études d'état-major, conduites aussi bien par Rome que par Berlin, en fait le prérequis aux succès des opérations menées en Afrique du Nord*[1]*. Pourtant, malgré de réelles occasions, l'Axe ne tente jamais de s'emparer de Malte. Le commandement estime qu'il a ailleurs des enjeux plus importants, ou que d'autres moyens que la conquête définitive de l'île suffiront à la neutraliser. Et à chaque fois, il se pose à nouveau la question quelques mois plus tard, pour derechef procrastiner.*

Rappelons en quelques mots la situation de Malte. Possession britannique depuis le début du XIXe siècle, l'archipel est équidistant de Gibraltar et de l'embouchure du canal de Suez. Il n'est qu'à 100 km des côtes de Sicile, à 400 km de Tunis, et à 660 km de Benghazi sur la côte libyenne. La principale île, Malte elle-même, dispose d'une baie exceptionnelle : autour de la presqu'île de La Valette se trouvent deux havres qui forment un port naturel à l'abri des intempéries de la Méditerranée. Très bien équipé, ce port peut accueillir les plus grands navires et dispose de cales sèches pour en assurer l'entretien ou la réparation. Les Britanniques ont en outre aménagé des aérodromes à l'intérieur

des terres. Si, stratégiquement, l’île n’est plus comme au temps du charbon une escale obligée pour les bâtiments traversant la Méditerranée d’est en ouest, elle devient une position militaire d’importance dès que la Libye se transforme en théâtre d’opérations et que les communications italiennes reposent sur les convois ralliant Tripoli.

Malte n’a qu’une taille modeste. La principale île couvre 246 km^2 et s’inscrit approximativement dans une ellipse de 27 km dans sa plus grande longueur et de 14 km dans sa plus grande largeur. Son large plateau calcaire, percé de nombreuses caves, est quasiment dénué de végétation. Faute d’agriculture, elle importe plus de 75 % des vivres nourrissant ses 270 000 habitants ; dépourvue de charbon et de bois de chauffage, elle achète aussi son combustible pour la cuisine ou le chauffage. Il n’y a naturellement aucune industrie militaire et l’intégralité des armes et des munitions vient d’Angleterre[2].

De l’entrée en guerre de l’Italie, en juin 1940, à la reddition des forces de l’Axe en Tunisie en mai 1943, quelles sont pour l’Italie et l’Allemagne les conséquences du maintien d’une base ennemie à Malte ? La RAF y dispose tout du long, à l’exception de quelques jours d’avril 1942, d’intercepteurs et de bombardiers. Leur mission est d’abord de défendre l’île elle-même et les flottes de surface circulant en mer. Malte ne sert quasiment jamais de base de départ pour bombarder l’Italie. Ainsi le raid de novembre 1940 sur la baie de Tarente, qui neutralise trois cuirassés de la flotte italienne – *Cavour* coulé, *Littorio* et *Ciao Duilio* endommagés – est-il mené par des appareils embarqués sur un porte-avions qui a appareillé d’Alexandrie. De même, les intercepteurs de la RAF n’interviennent guère contre le trafic aérien entre la Sicile et l’Afrique du Nord, bien que l’essentiel des hommes envoyés par l’Axe en Afrique le soit par avion (seules les marchandises et le matériel lourd sont laissés au trafic maritime, plus risqué). Juste après les débarquements alliés au Maroc et en Algérie, en novembre 1942, les Allemands peuvent ainsi s’installer en Tunisie en toute impunité, leur pont aérien n’étant pas menacé par l’aviation maltaise, que ce soit en vol ou à terre sur les aérodromes de départ.

Les avions britanniques ont en fait comme cible privilégiée les flottes italiennes, qu’elles soient marchande ou de combat. Ces reconnaissances jouent un rôle crucial de détection de l’ennemi, pour l’attaquer ou s’en protéger. Les bombardiers torpilleurs sont, derrière les sous-marins, la deuxième cause du tonnage coulé[3]. Contre les convois italiens interviennent aussi les navires de surface mouillant à Malte. Dès que les conditions le permettent, l’agressif amiral Cunningham, qui dirige l’escadre méditerranéenne jusqu’en mars 1942, base une

flottille à La Valette. Bien renseignés par les interceptions Ultra, dotés de radars performants et dominant l'ennemi dans le combat de nuit, ces navires peuvent obtenir des résultats spectaculaires en détruisant la quasi-totalité d'un convoi – ainsi une nuit d'avril 1941 et un petit matin de novembre 1941. Ces actions d'éclat n'ont toutefois qu'un caractère isolé, d'autant qu'il arrive que les Italiens se défendent vigoureusement et infligent de lourdes pertes à la Royal Navy, comme en décembre 1941 lors de la première bataille du golfe de Syrte ou à l'été 1942 contre le ravitaillement destiné à Malte (opération « Pedestal »).

Quand on additionne les chiffres, il apparaît que le harcèlement des convois en 1941-1942 ne réduit pas significativement le ravitaillement arrivant en Afrique. Notons de plus que les pertes infligées ne peuvent pas être intégralement mises au crédit de Malte, les sous-marins opérant aussi depuis Gibraltar et Alexandrie, et l'aviation depuis l'Afrique même. Au total, bien que la marine marchande de l'Axe perde plus de 500 000 tonneaux bruts, 80 % des véhicules, 88 % des armes et munitions et 82 % du fuel passent. La capacité de transport, dont on pourrait penser qu'elle s'amenuise inexorablement, se maintient au contraire à un bon niveau : 85 000 tonnes par mois sont expédiées en 1941, 79 000 au premier semestre 1942 et 88 000 de juillet à novembre 1942. Le goulet d'étranglement de la logistique de l'Afrikakorps n'est pas la traversée de la Méditerranée mais d'une part la capacité des docks de départ et d'arrivée, et d'autre part le transport terrestre de Tripoli à la ligne de front[4].

Toutefois, maintenir le débit à travers la Méditerranée demande de brider sans cesse la capacité de nuisance de Malte. Les Italiens escortent lourdement leurs convois, en moyenne avec plus d'un bâtiment de ligne par navire marchand, un ratio bien au-delà de celui des communications alliées[5]. Les plus grosses unités italiennes sont parfois en escorte, quand elles ne sont pas carrément chargées de fret. Parallèlement, l'aviation ne cesse de bombarder Malte pour menacer les navires britanniques qui y mouillent et neutraliser la force aérienne qui y est basée. Comme la DCA devient progressivement massive et que les Britanniques parviennent à conserver une chasse active, l'Axe y perd en trois ans plus de 2 500 appareils (détruits et endommagés) – un nombre à comparer au pic de sa puissance, quand il groupe environ 400 appareils contre l'archipel en avril 1942[6]. Malte est davantage un problème par son action indirecte, par les ressources qu'Italiens et Allemands sont obligés de dédier à sa neutralisation, que par les dégâts infligés aux convois. On saisit alors l'intérêt de sa capture définitive : il ne s'agit pas pour l'Axe d'obtenir une base

supplémentaire mais de libérer des forces navales et aériennes pour amplifier les succès obtenus à terre par les attaques de Rommel de 1941 ou 1942.

Quand aurait-il fallu prendre Malte ? Nous entrons ici dans l'analyse contrefactuelle, et l'important est de définir le point de divergence entre la réalité historique et la voie virtuelle. Laissons de côté l'idée d'un raid sur Malte dès l'entrée en guerre de l'Italie en juin 1940. Certes, l'île est peu défendue, avec juste de maigres troupes inexpérimentées, et l'aviation se réduit à trois biplans obsolètes. Certes, elle est bombardée dès le premier jour de la guerre. Mais l'Italie ne dispose alors d'aucune unité parachutiste. Et obtenir la domination aérienne – un prérequis au maintien et au ravitaillement de troupes qui y auraient débarqué – aurait supposé une complète passivité britannique. Or, dès fin juin la RAF renforce l'île avec des chasseurs modernes, ce qui oblitère l'option d'un raid précoce. En réalité, la capture de Malte dès l'entrée en guerre italienne aurait nécessité une préparation qui pouvait d'autant moins se faire que la neutralisation de la puissante flotte française était impossible à anticiper[7].

La première véritable occasion se présente à l'automne 1940. On pourrait même en imaginer la date : le 28 octobre, quand, au lieu d'agresser la Grèce, Mussolini ordonnerait une attaque aéroportée sur Malte. Cette hypothèse pourrait se renforcer d'une autre : que la coopération militaire entre Rome et Berlin, historiquement inexistante, se soit développée après qu'en septembre 1940 Hitler eut repoussé *sine die* l'idée d'un débarquement en Angleterre. Au lieu d'une Italie refusant les propositions d'assistance de l'Allemagne pour l'Afrique du Nord, une collaboration pragmatique aurait permis que l'Italie demande, et que l'Allemagne accorde des troupes et de l'aviation choisies parmi celles qui se sont entraînées pour l'Angleterre. Les Allemands ont alors une division parachutiste et une division aéroportée par planeurs, que pourraient même accompagner les quelque 500 parachutistes italiens entraînés en Libye. Le tout aurait formé une force considérable face à Malte, d'autant que les Italiens auraient pu envoyer, par la mer, une fraction de ce qu'ils ont historiquement placé en Albanie contre la Grèce, sous la couverture de 200 ou 300 avions eux aussi retirés d'Albanie[8]. Ces moyens, historiquement disponibles, plus importants que ceux dépêchés en Crète en mai 1941, auraient été engagés plus près du continent, donc dans des eaux plus faciles à contrôler que la mer Égée : la conquête de Malte aurait sans doute été ardue mais elle aurait *in fine* réussi, sans que les opérations en Afrique du Nord en soient ralenties.

Historiquement, cependant, Malte n'est mentionnée dans les plans stratégiques de la Kriegsmarine ou de la Regia Marina qu'au niveau des généralités. Les Italiens manifestent une fort mauvaise volonté devant les propositions d'aide allemandes dans ce qu'ils considèrent encore comme leur pré carré méditerranéen. Et puis, Malte est alors une base largement passive. En 1940, le trafic marchand entre l'Italie et l'Afrique du Nord est quasiment intouché, avec toutes causes confondues moins de 3 % des marchandises perdues. Les Britanniques, régulièrement bombardés, doivent même abandonner l'île comme base de sous-marins[9] : nous l'avons vu, le bombardement de Tarente en novembre 1940 s'exécute avec une flotte venant d'Alexandrie. Nous n'irons pas, comme l'histoire officielle britannique, jusqu'à prétendre que les forces de Malte manquaient délibérément d'initiative pour ne pas attirer l'attention sur un archipel encore sous-défendu[10], mais du point de vue italien Malte est alors une menace plus potentielle que réelle.

La seconde occasion de prendre Malte aurait pu se présenter au printemps 1941 : une fois la Grèce conquise, et au lieu de se lancer sur la Crète, les Allemands auraient décidé d'en finir avec Malte. Cette idée est d'ailleurs avancée par la marine allemande *via* ses études stratégiques et lors d'une conférence avec Hitler en mars 1941, au moment où la décision de pousser jusqu'en Crète est en débat[11]. Notons qu'attaquer Malte après la Crète, si cela fut peut-être aussi évoqué, n'est plus une possibilité après les importantes pertes allemandes sur le territoire crétois. Dans les faits, de février à avril, les défenses maltaises se sont renforcées, notamment par l'ajout tant attendu de pièces de DCA. De février à avril, plusieurs succès navals touchent durement les convois italiens, si bien qu'une campagne de bombardement frappe l'archipel. Les Britanniques finissent par en évacuer leurs bombardiers, et parviennent juste à y maintenir entre 10 et 40 intercepteurs[12]. Cela est à mettre en regard des moyens aériens historiquement mobilisés contre la Crète, soit, Italiens compris, plus de 500 avions de combat, dont 200 chasseurs[13]. Même si une attaque sur Malte n'avait bénéficié d'aucune surprise tactique et que les parachutistes, comme en Crète, eussent perdu environ un tiers de leurs forces avant de toucher le sol, il est plus que probable qu'ils auraient pu neutraliser les aérodromes de l'île : Malte est trente fois plus petite que la Crète et ses trois aérodromes ne sont distants les uns des autres que de quelques kilomètres. Dès le jour de l'assaut, les Britanniques auraient donc perdu toute présence aérienne, leur base africaine la plus proche n'étant même plus à Benghazi, capturée par Rommel début avril 1941, mais à Tobrouk, hors de portée. Certes, les Allemands n'auraient pas

pu utiliser les pistes, toujours exposées au feu direct des défenseurs, pour leurs propres avions, mais avoir chassé la RAF leur aurait garanti l'arrivée de renforts par la mer. Les importantes distances depuis Gibraltar et Alexandrie impliquent que la Royal Navy, dépêchée dans une mission de secours désespérée, n'aurait tout simplement pas eu le temps d'être sur place avant que les renforts venus d'Italie ne débarquent. Elle aurait aussi, encore plus qu'en Crète, offert une cible de choix à l'aviation. Le siège de La Valette aurait suivi, et prendre d'assaut la forteresse n'aurait même pas été nécessaire : l'Axe ne cherchant pas à disposer d'une base navale supplémentaire mais à neutraliser celle des Britanniques, attendre la reddition de la garnison maltaise, coupée de ravitaillement en vivres et en munitions, aurait suffi.

Au total, les Allemands auraient échangé le contrôle de la Crète contre celui de Malte. Historiquement, la Crète fut un cul-de-sac et non une base d'expansion, puisque aller plus loin en Méditerranée orientale – à Chypre, ou en Syrie – nécessitait la collaboration de la Turquie. Hitler tenait à la Crète car il craignait que n'en décollent des bombardiers stratégiques visant les puits de pétrole de Roumanie. Si les Alliés avaient sans doute monté de telles opérations, on sait que leur résultat n'aurait rien eu de dramatique : le raid d'août 1943 contre les installations de Ploiesti a eu un impact nul tout en restant le plus coûteux de la guerre (30 % d'appareils abattus !). Neutraliser Malte aurait donc été largement plus intéressant que la Crète, sans que cela modifie le planning de l'opération « Barbarossa », mais en facilitant nettement les opérations de Rommel en Libye.

La dernière occasion de prendre Malte survient un an plus tard, en avril 1942. Dès sa prise de poste fin 1941, le feld-maréchal Kesselring, commandant le théâtre d'opérations méditerranéen, reçoit pour mission de la neutraliser. La défense maltaise s'est alors considérablement renforcée : une garnison de plus de 20 000 hommes (soit environ 1,5 division) et plus de 200 pièces de DCA, contre une quarantaine fin 1940[14]. Néanmoins, l'importance de la base, les dégâts infligés au ravitaillement, mais aussi l'insistance de Rommel à neutraliser ce qu'il perçoit comme une menace permanente poussent les Allemands à une attaque aérienne d'ampleur inégalée. L'aviation pilonne Malte avec acharnement. Il s'y déverse une densité de bombes dépassant de loin celle lâchée sur l'Angleterre pendant le Blitz de l'été 1940, avec des pics à 200, voire 300 attaques aériennes en vingt-quatre heures. Les Britanniques évacuent à nouveau leurs sous-marins et leurs navires de surface. Ils envoient à Malte, parfois dans des conditions désespérées, le maximum d'intercepteurs, si bien

qu’il reste toujours une poignée d’appareils en défense de l’île. Mais, fin avril, les Allemands ont une nette domination aérienne[15].

La divergence avec l’histoire serait que les Italiens envahissent alors l’archipel. Cette voie est d’autant plus crédible qu’un plan est en effet développé, l’opération « C3 » (ou « Herkules » pour les Allemands). Les Italiens disposent alors d’unités spécialement entraînées pour cette tâche. Comme dans le cas précédent, il faut imaginer que les troupes aéroportées neutralisent les aérodromes et que les renforts envoyés par mer arrivent sans difficulté jusqu’à Malte. Le ratio de force pourrait alors grimper à 4 ou 5 contre 1, largement de quoi l’emporter. Le point fondamental serait que cette invasion se tienne juste après le pic des bombardements de l’île. Relâcher la pression pendant une dizaine de jours suffit aux Britanniques pour retrouver un contrôle partiel des airs, et donc menacer les avions cargo transportant les parachutistes.

Malgré une certaine effervescence dans l’état-major italien, l’attaque de 1942 n’est jamais lancée. Les Italiens, en nommant le prince Umberto commandant en chef d’un groupe d’armées sud, écartent Kesselring de la responsabilité de l’opération. Leurs états-majors explorent toutes sortes d’options de débarquement sans jamais figer un plan définitif. Et à chaque itération du plan ils estiment qu’il leur faut davantage de moyens pour l’emporter, ce qui a pour conséquence d’allonger les délais pour entraîner les troupes et étendre les infrastructures des bases de départ. Bien que Mussolini avalise le plan, la synchronisation avec l’opération aérienne d’avril 1942 est perdue et la date est reportée progressivement jusqu’à mi-juillet. Les Allemands constatent aussi qu’ils n’ont pas les moyens de soutenir à la fois l’assaut sur Malte et une offensive terrestre vers Tobrouk : Rommel et Kesselring proposent alors que Tobrouk soit visée en premier, ce que Hitler confirme. À Berlin, on se demande aussi si les Italiens ont bien la volonté d’attaquer Malte. Le Führer, directement consulté, refuse d’allouer une assistance au-delà de quelques troupes symboliques : il ne croit pas à un succès, et n’est pas intéressé par une opération dont le prestige rejaillirait surtout sur Mussolini. Fin mai 1942, il éclate de rage quand le général Student, commandant les parachutistes allemands, lui déclare qu’il ira prendre Malte même sans les Italiens : il s’y oppose catégoriquement et lui interdit de retourner à Rome[16]. Enfin, stratégiquement, la prise de Tobrouk en juin 1942 crée une occasion de poursuite vers l’Égypte qui rend un instant Malte secondaire : le canal de Suez atteint, Malte tomberait comme un fruit mûr, estime l’OKW (commandement suprême des forces armées allemandes). Contrairement à ce qui était expliqué un ou deux ans auparavant, Malte n’est

plus considérée comme un prérequis au succès en Afrique du Nord. L'opération « C3 » est finalement annulée à l'été 1942.

Le cas de Malte a donc une spécificité : un objectif toujours considéré dans les plans mais jamais attaqué ; une cible pas trop difficile à capturer mais n'apportant, à première vue, qu'un avantage modeste : augmenter de 10 à 15 % le fret atteignant la Libye. Le gain sur le long terme qu'aurait donné la prise de Malte, à savoir la préservation de centaines d'avions et la possibilité pour la flotte italienne de multiplier les actions offensives, n'a jamais été considéré sérieusement. Au contraire, chaque semaine, ni la perte de quelques appareils dans le ciel de Malte, ni l'envoi de quatre ou cinq navires de ligne en escorte de ravitaillement ne font du problème maltais une priorité. Ni le commandement italien ni le commandement allemand ne sont capables de se concentrer sur ce qui changerait structurellement, mais progressivement, l'équilibre des forces en Méditerranée. Ils espèrent plutôt trouver un moyen de terminer la campagne d'Afrique une fois pour toutes. Ils cherchent la chimère de la bataille décisive.

Bibliographie sélective

Walter Ansel, *Hitler and the Middle Sea*, Durham, Duke University Press, 1972.

Michael J. Budden, « Defending the Indefensible ? The Air Defence of Malta, 1936-1940 », *War in History*, vol. 6, n° 4, octobre 1999.

Mariano Gabriele, *Operazione C3 : Malta*, Rome, Ufficio storico della marina militare, 1995 [1965].

Germany and the Second World War :

—, Gerhard Schreiber *in* vol. III, *The Mediterranean, South-East Europe, and North Africa 1939-1941*, Oxford, Clarendon Press, 1995.

—, Reinhard Stumpf *in* vol. VI, *The Global War*, Oxford, Clarendon Press, 2001.

I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. 1, *The Early Successes against Italy (to May 1941)*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1954 ; vol. 2, *The Germans Come to the Help of Their Ally (1941)*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1956.

10

Dieppe, le nadir des armes britanniques

par Pierre GRUMBERG

Cadavres amoncelés sur la plage, épaves fumantes de chars et de péniches, longues files de prisonniers hagards sous leur casque plat… Les actualités projetées sur les écrans de cinéma du Reich en ce début septembre 1942 se contentent d'un accompagnement en musique : elles se passent de commentaire. En dépit de ce que prétend la BBC, l'opération menée sur Dieppe le 19 août précédent ne s'est pas terminée en victoire mais en fiasco sanglant. Les chiffres de la Croix-Rouge, moins suspects que ceux de Goebbels, le confirment : sur les quelque 5 000 soldats canadiens qui composaient 80 % des troupes jetées sur la côte de Seine-Maritime, près de 58 % ont été tués ou capturés, un taux de pertes digne des plus sanglantes offensives de la guerre précédente.

*À quoi rime donc « Jubilee » – c'est le nom de l'opération – sinon à un suicide de masse ? À l'OKW (*Oberkommando der Wehrmacht, *le commandement suprême des forces armées allemandes), l'on s'interroge. Impossible de croire à l'*Invasionskatastrophe *vendue par la presse de Goebbels : la brigade d'infanterie lancée sur Dieppe n'avait pas la puissance nécessaire pour ouvrir une tête de pont durable en France. Il ne s'agit pas non plus d'un simple coup de main, mission confiée d'ordinaire à quelques centaines de commandos. « Mais qu'est-ce que vous avez bien voulu faire ? », demande un officier allemand au major canadien Brian McCool, un des plus hauts gradés*

capturés à Dieppe. « Si vous pouviez me le dire… Je vous en serais très reconnaissant », répond le prisonnier.

Au Parlement qui s'interroge lui aussi, Churchill explique dès le 8 septembre 1942 que le raid est une « reconnaissance en force » destinée à récolter les informations nécessaires à une invasion « grandeur nature ». En est-il pourtant lui-même convaincu ? Pour les Mémoires qu'il rédige en 1950, il se laisse réécrire, chose peu commune, par Louis Mountbatten, le responsable du désastre en tant que chef de l'état-major des opérations combinées (*Combined Operations Headquarters*, ou COHQ). Lequel consent certes que l'affaire a été « coûteuse », mais « non sans enseignements » : le sacrifice des « braves qui sont tombés » n'a « pas été vain ». En quelque sorte, Dieppe est une répétition planifiée et nécessaire du jour J. « Je n'ai aucun doute sur le fait que la bataille de Normandie a été gagnée sur les plages de Dieppe », résumera Mountbatten en 1963.

La thèse du sacrifice indispensable va peu ou prou s'imposer dans l'historiographie. Mais elle ne convainc guère, ce qui explique la surabondante littérature consacrée au raid depuis les années 1950. D'abord parce qu'elle sent la justification *a posteriori*. Fallait-il donc en effet jeter 6 000 soldats sous les mitrailleuses pour apprendre, vingt-six ans après la Somme, le prix de l'assaut frontal d'un secteur fortifié ? Alors quoi ? Si personne ne croit, y compris Hitler, à l'ouverture ratée d'un second front pour satisfaire Staline, Churchill a-t-il lancé un raid pour l'amour du raid, afin de remonter sa cote et le moral défaillant d'Albion ? Ou a-t-il sacrifié quelques troupes pour éviter la boucherie du débarquement prématuré réclamé par Washington et Moscou ? Les Britanniques ont-ils voulu masquer les préparatifs du débarquement d'Afrique du Nord ? Ou bien encore Mountbatten a-t-il monté l'affaire en secret pour se faire valoir, forçant Churchill à le couvrir ?

Aucune de ces hypothèses n'est satisfaisante, même si chacune contient des éléments de vérité. Ainsi est-il certain que Churchill est soumis au printemps 1942 à des pressions considérables. Appuyé par ses généraux horrifiés, il s'arc-boute en avril à Londres face à Hopkins et Marshall, les patrons de la diplomatie et de la stratégie de Roosevelt, pour éviter l'opération « Sledgehammer » qui doit assurer à l'automne une tête de pont à Brest ou Cherbourg. Il atermoie pareillement face à Molotov, venu réclamer lui aussi le 21 mai l'ouverture d'un second front, alors que l'Armée rouge subit à Kharkov une défaite monumentale. À son Parlement, le numéro un britannique doit en

outre prouver qu'il reste un chef de guerre, malgré les désastres accumulés : chute de Singapour le 15 février puis de Rangoon le 8 mars, raid japonais dans l'océan Indien début avril, victoire de Rommel en Libye fin mai et chute de Tobrouk le 21 juin… Le tout sur fond de massacre dans l'Atlantique : le tonnage coulé par les U-Boote bondit de 327 000 tonnes en janvier à 538 000 en mars, avant de culminer à 700 000 en juin…

C'est dans ce contexte troublé que Mountbatten demande officiellement le 4 avril à ses planificateurs d'envisager un raid sur Dieppe. Pourquoi Dieppe ? Officiellement parce que apprendre à s'emparer d'un port prend du sens en vue de l'invasion à venir et que celui-ci, de taille intermédiaire et frangé de plages bien pratiques pour débarquer, n'est apparemment défendu que par deux mauvais bataillons. Enfin, la zone est à portée des Spitfire, dont l'autonomie est limitée. Est-ce tout ? On le pensait, jusqu'à ce que l'historien canadien David O'Keefe ajoute en 2005 un élément important, sinon capital. À Dieppe, la Kriegsmarine abrite quelques petits bateaux et un QG où la Navy Intelligence Division (NID) de l'amiral Godfrey espère trouver le Graal : une Enigma à quatre rotors, dernier modèle de la machine à crypter dont l'introduction en février 1942 a brutalement aveuglé les casseurs de code de Bletchley Park[1]. Du jour au lendemain, le trafic radio des U-Boote est devenu illisible, ce qui explique l'hécatombe dans l'Atlantique…

Le raid sur Dieppe, explique O'Keefe, n'est donc qu'une coquille destinée à enrober un *pinch* – une saisie à l'insu de l'ennemi. Ce ne serait pas le premier. En 1941, deux opérations déguisées en raids de commandos organisées par le COHQ dans les îles Lofoten et dans le port norvégien de Vågsøy ont permis de récolter un précieux butin sans que les Allemands s'en aperçoivent. Fin 1941, la NID accumule les indices sur l'arrivée d'une nouvelle Enigma : il est temps de réfléchir à un nouveau *pinch*, de préférence dans un port, où la saisie, espère-t-on, sera moins remarquée que sur un navire isolé en mer. Tout cela reste protégé par le secret le plus absolu, ce qui explique pourquoi le *pinch* n'apparaît pas dans les plans et les rapports (l'existence de Bletchley Park et des messages décryptés sous le nom de code Ultra ne sera révélée partiellement qu'en 1970). De la NID, l'idée transite vers le COHQ où justement le *Captain* John « Jock » Hughes-Hallett, conseiller naval de Mountbatten, planche sur les plans de l'année en cours. Le 23 janvier 1942, son chef l'autorise à explorer les prémices d'une opération à Dieppe.

On le voit, Mountbatten prend tôt les choses en main autant qu'à cœur. Riche de la promesse de desserrer le nœud coulant qui étrangle Albion,

l’opération, bientôt baptisée « Rutter », a tout pour séduire le patron des opérations combinées, dont les ambitions considérables sont à la hauteur de sa naissance. Arrière-petit-fils de la reine Victoria, Louis est né le 25 juin 1900 à Windsor, second fils du prince Ludwig von Battenberg, un prince allemand affilié à la famille régnante d’Angleterre devenu *First Sea Lord*[2] en décembre 1912 (il le demeurera jusqu’en octobre 1914). Après une Première Guerre passée, grâce aux relations paternelles, sur les passerelles les mieux fréquentées, « Dickie », comme il est surnommé, est devenu la coqueluche du Tout-Londres : noble, beau, riche, bien marié, le roi est justement son cousin, qui a comme lui anglicisé son nom en 1917. Malheureusement pour lui, sa Seconde Guerre débute en demi-teinte.

Placé en septembre 1939 à la tête d’une flottille de destroyers, le *Captain* (capitaine de vaisseau) Mountbatten, s’il est brave, se révèle également maladroit, imprudent et malchanceux. À l’été 1941, son principal titre de gloire est surtout d’avoir eu trois navires coulés sous lui. Heureusement, sa carrière est renflouée grâce à d’efficaces relais médiatiques et par la bienveillance du Premier ministre, qui a un faible pour les gens (très) bien nés. Plutôt que d’aller « sombrer sur un bateau plus gros et plus cher », Churchill offre ainsi le 27 octobre à son poulain la place de patron des opérations combinées, en remplacement du vieillissant et grognon amiral Keyes.

Promu *Commodore*[3], Mountbatten profite de l’appui de Downing Street pour embaucher en masse et développer le COHQ, non sans succès. Si la réussite de l’opération menée à Vågsøy, le 27 décembre 1941, était surtout à mettre au crédit de son prédécesseur, l’éclatant succès de celle du Bruneval, où les parachutistes s’emparent dans la nuit du 27 au 28 février des pièces maîtresses d’un radar Würzburg, légitime le pouvoir du nouveau venu. Le 8 mars, le voilà propulsé au poste taillé sur mesure de *Chief of Combined Operations* (CCO), avec droit de siéger au *Chiefs of Staff Committee* (CSC) où il discute au coude à coude avec Alan Brooke, le patron de l’*Army*, Dudley Pound, le *First Sea Lord*, et Charles Portal, le chef de la RAF. Et pour bien marquer son rang, « Dickie » coiffe les casquettes de *Vice-Admiral*, *Lieutenant-General* de l’*Army* et *Air Vice-Marshal*[4] de la RAF. Non content d’être à 41 ans le plus jeune vice-amiral de l’histoire navale britannique (devant Nelson), Mountbatten devient ainsi, avec le roi George, le seul officier appartenant aux trois services !

Les mauvaises langues n’ont pas le temps de médire de cette fulgurante promotion. Le 28 mars, marins et commandos coordonnés par le COHQ mettent hors service la grande cale de Saint-Nazaire, ce qui prive le cuirassé *Tirpitz*,

terreur de la Navy, de refuge sur la façade atlantique. Ivre de succès, Mountbatten sait cependant qu'il n'y a plus grand-chose au planning des opérations, et « Rutter » apparaît alors comme l'occasion idéale de ceindre de nouveaux lauriers.

L'idée est d'emblée bien reçue en hauts lieux. À Churchill, le projet offre de « faire quelque chose » tout en flattant son amour immodéré des coups tordus – c'est lui qui, après tout, a inventé les commandos en juin 1940 et le COHQ en juillet pour mener la politique dite *Butcher and Bolt* (« égorge et décampe ») qui doit maintenir le Reich sur les dents. Aux *Chiefs of Staff*, cette opération « Rutter » propose, si le *pinch* réussit, de reprendre l'initiative dans l'Atlantique, tout en adressant un pied de nez spectaculaire à la toute-puissante Wehrmacht. Et l'idée fait même à Ottawa un heureux supplémentaire : le Premier ministre William Mackenzie King, qui réclame en effet à cor et à cri un emploi pour le corps canadien (4 divisions d'infanterie, une brigade blindée, soit 200 000 hommes) se morfondant dans la campagne anglaise depuis 1940. Puisque Dieppe est une proie trop grosse pour les seuls commandos, ces soldats en mal d'action feront parfaitement l'affaire.

Le plan adopté le 18 avril par les *Chiefs of Staff* prévoit l'assaut de Dieppe fin juin en vue de saisir, officiellement, le port, l'aérodrome et le QG de la 302e division allemande chargée du secteur. Un vaste bombardement de la RAF relayé par les gros canons de la Navy se chargera d'abord de matraquer les défenses, présumées faibles. Puis, sous couvert de l'obscurité précédant l'aube, des paras (plus tard remplacés par des commandos) neutraliseront les batteries côtières de Berneval et Varengeville, qui protègent Dieppe à l'est et à l'ouest. Ensuite, toujours de nuit, deux bataillons se chargeront respectivement de saisir les hauteurs de Puys et Pourville, qui encadrent le front de mer dieppois à l'est et à l'ouest. Enfin, on débarquera sur les plages à droite de l'entrée du port 2 bataillons d'infanterie, avec un 3e en réserve, soutenus par un bataillon de 30 Churchill, nouveaux chars dont ce sera le baptême du feu. Sous couverture du commando A des Royal Marines (un bataillon), le *pinch* sera en secret assuré sur les quais et à l'hôtel Moderne, QG présumé de la Kriegsmarine, par une unité *ad hoc* : l'*Intelligence Assault Unit* (IAU) inventée le 20 mars 1942 par le *Commander* Ian Fleming, éminence grise de l'amiral Godfrey et futur père de James Bond. Quinze heures après l'assaut, tout le monde devra avoir rembarqué.

D'évidence, ce plan paraît risqué. Que l'assaut des hauteurs soit retardé ou échoue et la force principale sera cruellement exposée… En outre, ces attaques, prévues trente minutes avant le débarquement principal, vont ruiner l'effet de

surprise. Hughes-Hallett, pourtant téméraire, préférerait saisir Dieppe par une double pince. Mais le général Montgomery, superviseur des plans en tant que chef des forces du sud-est de l'Angleterre, estime l'idée irréaliste et valide l'attaque frontale. C'est lui aussi qui choisit le responsable des opérations à terre parmi les troupes qu'on lui impose : le major général John Roberts, jugé comme le moins mauvais des divisionnaires canadiens. Ce dernier, qui ignore les réserves de « Monty » à son égard, déborde de joie et de fierté, malgré l'inexpérience de ses soldats.

La RAF n'est pas moins enthousiaste : l'*Air Vice-Marshall* Trafford Leigh-Mallory, chargé d'assurer la couverture aérienne de l'opération, y voit l'occasion rêvée de forcer la Luftwaffe à un combat perdu d'avance. Mais c'est surtout à Richmond Terrace, le QG des opérations combinées, que l'euphorie domine, amplifiée par les succès récents et le profil… atypique des officiers : c'est « le seul asile de fous dirigé par ses pensionnaires », *dixit* « Dickie ». Et le CCO connaît bien ses officiers : il les a massivement recrutés dans un entourage où « jeunesse, belle allure et personnalité attachante », selon l'historien Adrian Smith, l'emportent parfois sur la compétence. Comme à la direction du renseignement, poste clé confié au marquis Bobby de Casa Maury, dont le principal titre de gloire est d'avoir lancé à Londres le cinéma d'art et d'essai.

Dans cette préparation jubilatoire se glisse cependant un rabat-joie : le *Rear-Admiral* Harold Baillie-Grohman. Marin expérimenté arrivé début juin pour prendre la barre navale de « Rutter », il s'inquiète des dérives du plan. Non sans raison. Quand l'amiral Pound refuse de risquer ses croiseurs ou ses cuirassés dans la Manche, Mountbatten se contente de 8 petits destroyers armés chacun de 4 faibles canons de 102 mm. Et quand Leigh-Mallory et Roberts demandent le 5 juin d'annuler le raid aérien préalable qui risque d'alerter les défenseurs et dont les dégâts vont freiner la progression des assaillants, les planificateurs misent tout sur l'effet de surprise garanti par la pénombre. Hélas, le fiasco d'une répétition générale, l'exercice « Yukon I » mené le 13 juin sur les côtes du Dorset, démontre que l'obscurité met en péril le minutage très précis de l'opération. Mountbatten n'y assiste pas : il est parti à Washington négocier au nom de Churchill l'abandon de « Sledgehammer ». Mais il demande à son retour de repousser « Rutter » au début juillet, le temps de procéder à un nouvel exercice. « Yukon II », organisé le 23 juin une nouvelle fois dans le Dorset, montre certes quelques progrès, mais payés d'une concession majeure : le débarquement est décalé aux premières lueurs de l'aube, au détriment de l'effet de surprise.

Le 7 juillet, tout est paré pour le départ, mais la Luftwaffe repère et bombarde un des convois au port… L'ennemi étant alerté que quelque chose se trame, Baillie-Grohman fait annuler « Rutter » – à son grand soulagement comme à celui de « Monty », qui embarque pour l'Afrique le cœur tranquille. Mountbatten, pourtant, ne renonce pas. Assurant que jamais les Allemands ne devineront qu'il osera revenir à la charge, il obtient le 22 juillet[5] de rejouer l'opération, rebaptisée « Jubilee ». Baillie-Grohman le Cassandre n'en sera pas : le CCO le remplace par Hughes-Hallett, son bras droit.

Enfin, tout est prêt dans la nuit du 18 au 19 août pour une opération d'une ampleur inédite. Sur les aérodromes, les armuriers préparent quelque 800 avions appartenant à 74 *squadrons*[6], dont 58 de chasse – plus que la RAF n'en compte au plus fort de la bataille d'Angleterre. Partis de cinq ports, 245 navires et péniches convergent, armés par environ 4 000 marins et chargés de 6 100 soldats[7]. À 1 h 55 du matin, le champ de mines qui barre la Manche est franchi sans encombre. Puis, à 3 h 43, coup de théâtre : l'aile gauche de l'armada bute sur un convoi allemand et le combat éclate. Malchance ? On l'a longtemps cru. En fait, selon David O'Keefe, les importuns ont été annoncés à l'avance par Bletchley Park. Mais au lieu de les éviter ou de faire demi-tour, Hughes-Hallett, embarqué avec Roberts sur le destroyer *Calpe*, choisit de saisir l'occasion d'un *pinch* inopiné dans un bateau allemand. Il fait le pari que les Allemands prendront l'engagement pour une banale escarmouche et ne broncheront pas. L'opération est maintenue. *Alea jacta est*.

Incroyablement, les faits donnent raison au chef de l'armada britannique : les Allemands ne sonnent pas l'alerte générale. À 4 h 50, le commando nº 4 met pied à terre à Varengeville sans opposition. Son chef, Lord Lovat, a parfaitement monté son coup, indépendamment d'un COHQ qu'il méprise. Et la chance est avec lui : un obus de mortier léger tiré à 5 h 43, en tout début d'action, explose dans un dépôt de munitions, anéantissant la batterie – mission accomplie ! C'est plus dur pour le commando nº 3, destiné à la batterie de Berneval. Dispersé par le combat naval, il n'a qu'une poignée d'hommes à terre. Si leur feu courageux ne détruit pas les canons, il les empêche toutefois de tirer. Mission accomplie là aussi, mais la liste des succès s'arrête là.

Car à Puys, sur les hauteurs à l'ouest de Dieppe, le Royal Regiment of Canada débarque à 5 h 06 avec seize minutes de retard – assez pour laisser aux Allemands surpris le temps de courir à leurs positions de tir. Le débarquement sur une plage dominée par une falaise aux issues bouchées finit en bain de sang. Sur 554 hommes embarqués, 65 rentreront au bercail, dont 33 blessés. Tous les

autres sont morts (227) ou prisonniers (264 dont 103 blessés) : 94 % de pertes. À Pourville, à l'est de la ville, le South Saskatchewan Regiment prend pied au mauvais endroit, laissant là encore aux Allemands le temps d'armer mitrailleuses et mortiers. Jamais les assaillants ne sortiront de leur étroite tête de pont, malgré le renfort d'un bataillon des Cameron Highlanders. Ainsi les falaises restent-elles aux mains des Allemands quand se présentent les péniches de l'assaut principal…

Immédiatement pris sous le feu depuis les hauteurs ou depuis des emplacements creusés à flanc de falaise que la faible artillerie des destroyers ne peut neutraliser, les Essex Scottish et le Royal Hamilton Light Infantry qui abordent à 5 h 23 restent piégés par les obstacles qui barrent la plage de Dieppe : les spécialistes du génie se font tuer en premier, car les tanks Churchill du Calgary Regiment qui pourraient leur frayer un chemin ont dix minutes de retard. Quand 28 chars abordent enfin, 13 s'engluent dans les galets. Les 15 autres ne vont guère plus loin que la grande esplanade du front de mer : les issues de la ville sont bloquées par des murs de béton. Un par un, les blindés impuissants seront détruits par des antichars ou les Stukas. L'appui aérien de la RAF, inefficace, se heurte en outre à une DCA terrible. La canonnière qui porte l'IAU tente de forcer l'entrée du port, en vain : elle fait demi-tour sous un feu d'enfer.

Côté allemand, une fois la surprise passée, on se rassure. Rundstedt, le commandant à l'Ouest, refuse les renforts que Hitler lui propose : la 302e division, certes mal équipée mais bien retranchée, se débrouille fort bien. Rivalisant de bravoure désespérée, les Canadiens arracheront vers 6 h 15 le casino qui flanque la droite de la plage, mais ils n'iront pas plus loin. En mer, pourtant, les chefs restent aveugles et sourds au désastre. Les transmissions, déjà défaillantes, sont compliquées par le massacre des opérateurs à terre. Ne filtrent que des messages confus – que Roberts veut interpréter comme un encouragement… À respectivement 7 h 04 puis 8 h 30, il envoie les fusiliers Mont-Royal et les Royal Marines au carnage en pure perte. Ce n'est qu'à 9 heures que la vérité apparaît et que l'évacuation est ordonnée. Des péniches surchargées coulent, d'autres sont détruites par les obus ou les bombes des Stukas. À 12 h 40, après avoir constaté que plus rien ne bouge à terre, Hughes-Hallett ordonne à son escadre de retourner au port sous une pluie de projectiles.

Des 6 100 assaillants de Dieppe, 2 078 seulement revoient l'Angleterre ; 980 sont morts (16 %), 635 sont blessés (10,4 %) et 2 010 sont prisonniers (32,9 %) – près de 60 % de pertes ! La Navy subit la destruction de 34 embarcations (dont

un destroyer) et déplore 148 tués, 263 blessés et 112 prisonniers. La Wehrmacht, elle, ne compte que 132 tués et 201 blessés, auxquels s’ajoutent 78 tués et 35 blessés de la Kriegsmarine. Quant à la Luftwaffe que Leigh-Mallory voulait tant étriller, elle relève le gant : ses nouveaux Focke-Wulf Fw 190 surclassent les Spitfire V. La RAF perd 106 appareils (dont 88 chasseurs ; 67 tués) contre 48 en face (dont 23 chasseurs ; 104 tués, personnel au sol compris).

Dieppe est pour les Britanniques une effroyable humiliation. Heureusement que Churchill, parti piteusement expliquer à Staline qu’il ne peut ni ouvrir un second front ni même maintenir les convois vers l’Arctique, a quitté Moscou le 16 août : Dieppe ne sera pas la lie du calice. Le désastre, cependant, reste confidentiel. Afin de préserver sa carrière, Mountbatten a en effet préorchestré une campagne de presse triomphale. « Les Allemands ne peuvent se permettre d’autres Dieppe à terre ou dans les airs », claironne ainsi l’*Evening Standard*. Au Canada, le raid est accueilli par des transports d’allégresse. Ce n’est que début septembre que la vérité finit par filtrer. Avec des effets imprévus : la presse ayant cru bon de distinguer prématurément la bravoure des fusiliers Mont-Royal francophones, les Québécois hurlent au sacrifice prémédité quand ils apprennent qu’un homme sur cinq seulement est rentré en Angleterre…

À Londres, Churchill endosse le désastre au Parlement, on l’a vu, et l’affaire s’arrête là. Trop de personnalités, outre le Premier ministre, sont compromises, Mountbatten et Montgomery en tête. Fouiller le dossier compromettrait en outre le secret du *pinch*. On se contente donc de limoger le pauvre Roberts et d’accepter la démission de Casa Maury. L’éponge est d’autant plus facile à passer que la situation stratégique s’améliore. Le 15 août, un convoi sauve Malte *in extremis*. À la fin du mois, Montgomery stoppe Rommel devant El-Alamein. L’opération « Sledgehammer » est oubliée au profit de « Torch », le débarquement en Afrique du Nord.

Le raid de Dieppe méritait-il d’être tenté ? Le *pinch*, certes, en valait la chandelle. Il a fallu en effet attendre le 30 octobre 1942 pour que la Navy s’empare enfin d’une machine Enigma quatre rotors et ces dix mois de cécité ont coûté un prix astronomique : ramener en 1942 les pertes dues aux sous-marins à leur niveau de 1941 aurait évité la disparition de 3,9 millions de tonnes… Reste que la capture n’avait aucune chance de réussir enrobée dans un plan aussi inepte que celui de « Rutter-Jubilee ».

A-t-on vraiment tiré des leçons du massacre ? Voire. La nécessité d’un appui naval massif, celle d’une coordination impeccable des mouvements, d’un commandement unifié ou d’un entraînement spécialisé au débarquement tiennent

du pur bon sens militaire. Dieppe, en outre, n'est que la première opération amphibie d'envergure, à laquelle succèdent celles d'Afrique du Nord, de Sicile, d'Italie et du Pacifique, toutes beaucoup plus riches d'enseignements. Mountbatten clamera que, grâce à « Jubilee », les Allemands ont renforcé les ports au détriment des plages, permettant le succès en Normandie. C'est douteux : les Allemands ont *tout* renforcé, dans la mesure de leurs moyens. Dieppe n'a pas non plus soulagé l'Armée rouge, au contraire : persuadés que leurs arrières sont bien gardés, les Allemands misent tout à l'Est. Le seul bénéfice tiré de Dieppe est d'avoir mis un peu de plomb dans la cervelle de Mountbatten. Si les Britanniques ont tiré une leçon de toute l'affaire, c'est une leçon de modestie.

Bibliographie sélective

Je remercie David O'Keefe et Adrian Smith pour les entretiens qu'ils ont bien voulu m'accorder.

John Campbell, *Dieppe Revisited, A Documentary Investigation*, Londres, Frank Cass, 1993.

Ken Ford, *Dieppe 1942, Prelude to D-Day*, Oxford, Osprey, 2003.

Robin Neillands, *The Dieppe Raid, An Official History*, Barnsley, Frontline Books, 2019.

David O'Keefe, *One Day in August, Ian Fleming, Enigma and the Deadly Raid on Dieppe*, Cheltenham, Icon Publishing, 2020.

Adrian Smith, *Mountbatten, Apprentice War Lord*, Londres, Tauris, 2010.

Mark Zuehlke, *Tragedy at Dieppe*, Vancouver, Douglas & McIntyre, 2012.

11
La défense de Singapour
par Benoist Bihan

Winston Churchill en parle dans ses Mémoires comme du « pire désastre » de l'histoire militaire britannique. Pour l'Empire « sur lequel le soleil ne se couche jamais », le 15 février 1942 a en effet un avant-goût de crépuscule. Ce jour-là, au terme de deux mois de campagne éclair en Malaisie, l'armée impériale japonaise parachève sa victoire en recevant la reddition du « Gibraltar de l'Orient ». Singapour est livré sans gloire par le commandant en chef britannique en Malaisie, le général Sir Arthur Percival. Les Japonais s'emparent d'une base navale achevée à peine trois ans plus tôt, idéalement située pour leur permettre de tenir la barrière malaise et interdire toute offensive alliée venue de l'océan Indien.

Pas moins de 130 000 soldats, soit la totalité du Malaya[1] Command *(4 divisions complètes – une britannique, une australienne et deux indiennes – et plusieurs unités indépendantes), rejoignent les camps de prisonniers japonais. Plus du tiers d'entre eux n'en reviendront pas. Dix mille hommes supplémentaires sont tombés, victimes des combats. Ces pertes sont supérieures à celles de la campagne de France, en mai-juin 1940, ou à celles de la désastreuse affaire grecque au printemps 1941[2]. Cette fois, il n'y a pas eu d'évacuation maritime pour exfiltrer* in extremis *l'armée battue : les Japonais tiennent les mers, de même qu'ils disposent d'une complète suprématie aérienne. La seule force navale dont disposait Londres, la « Force Z », une petite escadre*

rassemblée autour du croiseur de bataille HMS Repulse *et du moderne cuirassé HMS* Prince of Wales[3]*, a été envoyée par le fond le 10 décembre précédent par les bombardiers de l'aéronavale japonaise partis des bases cédées par Vichy en Indochine. La Royal Air Force, en sous-effectifs, surclassée et partiellement détruite au sol dès les premières heures de combat, n'a rien pu faire. La déconfiture de la puissance britannique est complète : en mer, sur terre et dans les airs. Elle est d'autant plus durement ressentie que c'est une nation asiatique (entendre « non blanche ») qui l'inflige. Cette humiliation supplémentaire sera lourde de conséquences pour l'image de Londres dans ses colonies.*

Ce désastre était pourtant parfaitement évitable. Non pas qu'une meilleure prestation britannique aurait sauvé Singapour : la base était indéfendable au vu de la situation stratégique au début de la guerre du Pacifique. L'erreur de Londres est de ne pas avoir voulu admettre qu'elle ne pouvait jouer en 1941 le rôle conçu pour elle vingt ans auparavant. En persistant à faire d'une position exposée le pivot de sa stratégie face au Japon, le Royaume-Uni a créé les conditions de son humiliante défaite. La défense de Singapour est bien une double faute : de conception et, secondairement, d'exécution.

Avant la Première Guerre mondiale, Singapour ne joue qu'un rôle mineur dans la stratégie navale britannique. L'île et la ville qui s'y développe revêtent certes une importance commerciale – elles servent de station de charbonnage mineure pour la Royal Navy –, mais il n'existe pas alors de raison d'en faire une base militaire : les puissances coloniales voisines, France en Indochine, Pays-Bas dans l'Insulinde, États-Unis aux Philippines, ne constituent pas une menace. L'Allemagne déployait bien une petite escadre en Asie avant 1914, mais elle était basée à Tsingtao, à l'autre extrémité de la mer de Chine. Hong Kong est là pour la tenir en respect. La seule autre puissance navale de la région est le Japon. Depuis 1902, il est l'allié de Londres en Asie, et l'Amirauté compte sur sa consœur nippone pour précisément l'aider à maîtriser les eaux chinoises. Renouvelé une première fois au lendemain de la guerre russo-japonaise en 1905, le traité anglo-japonais l'est à nouveau en 1911 lorsque menace la guerre avec l'Allemagne. La Grande Guerre et ses conséquences tendent toutefois la relation entre Londres et Tokyo. Les ambitions japonaises en Chine se heurtent en effet aux intérêts commerciaux britanniques. Surtout, le Royaume-Uni est gagné au début des années 1920 à l'idée du « péril jaune » : le Japon, qui se pose volontiers en avant-garde d'une Asie émancipée de l'Occident, est dorénavant perçu comme une menace pour l'Empire britannique. Après 1918, il est même la

seule menace potentielle. En 1923, l’alliance expire, sans être renouvelée. C’est désormais à la conception d’un conflit anglo-nippon que s’attellent les planificateurs.

Au vu des distances et des positions des uns et des autres, ce conflit est pensé comme principalement maritime. Le Japon ayant annexé Formose en 1895, Hong Kong apparaît comme trop vulnérable pour servir de base d’opérations, d’autant que la flotte devra avoir le temps d’arriver des eaux européennes où mouille l’essentiel de ses navires. L’autre grande base navale, Sydney, est trop excentrée. En revanche, jugée hors d’atteinte d’une offensive japonaise brusquée, offrant le bénéfice supplémentaire de donner à Londres un point d’appui d’où surveiller les Philippines[4], la position de Singapour apparaît idéale. Sur le plan technique, la rade et le port peuvent aisément accueillir une base navale de premier ordre. Des considérations impériales jouent également : Singapour permet d’interdire l’accès non seulement à l’océan Indien, et donc à l’Inde elle-même, mais aussi aux routes reliant la métropole à l’Australie. Ce dominion particulièrement influent se sent concerné au premier chef par l’élaboration de la stratégie britannique en Asie et dans le Pacifique. C’est d’ailleurs à la demande du gouvernement australien qu’est menée en 1919 la première étude qui définit les contours de la flotte jugée nécessaire[5] pour battre, le cas échéant, la marine impériale, et qui conclut à la nécessité de protéger la base contre tout coup de main. De ce point d’appui, la Royal Navy doit pouvoir faire peser sur les voies d’approvisionnement du Japon une menace suffisante pour contraindre la Flotte combinée au combat – dont l’issue, bien entendu victorieuse pour la Navy, doit permettre d’imposer un blocus qui contraindrait Tokyo à la paix.

Voici donc portée sur les fonts baptismaux la « stratégie de Singapour ». Elle constitue pendant l’entre-deux-guerres la matrice de la planification britannique en Asie : développer Singapour comme point d’appui et y dépêcher, au premier signe de crise grave, une escadre suffisamment puissante. Afin de lui laisser le temps d’arriver, il est prévu de fortifier la base et d’y installer une garnison conséquente. La stratégie britannique vise plus à empêcher une guerre qu’à la livrer. L’idée de l’Amirauté est en effet de positionner ses navires *avant* que n’éclatent les hostilités. Mais les estimations du temps nécessaire aux navires pour parvenir à Singapour ne cessent d’augmenter. D’une quarantaine de jours en 1920, le délai passe à soixante-dix jours en 1938 lorsque la base est enfin prête, deux semaines supplémentaires étant nécessaires pour que la flotte soit opérationnelle. L’année suivante, la perspective d’une attaque brusquée fait

passer le délai à quatre-vingt-dix jours de déploiement, plus quinze de préparatifs. Ces délais supposent une guerre limitée à l'Asie, d'autant que les moyens jugés nécessaires pour faire face à la marine japonaise représentent les deux tiers des grandes unités de la Royal Navy[6], dont, par ailleurs, le déploiement permanent en Asie est inenvisageable. Entre notamment en compte le paiement des primes prévues pour le service outre-mer des équipages, qui ferait peser sur un budget très juste une charge intolérable. Le calcul des délais s'inscrit dans une logique que l'on qualifierait aujourd'hui de « gestion de crise » davantage que de guerre. En relançant et en achevant en 1938 les travaux de la base de Singapour – que la crise économique de 1929 n'avait pas permis de mener à bien –, Londres cherche moins à préparer une guerre contre le Japon qu'à manifester sa résolution… de l'éviter. Cela exclut de déployer trop tôt une escadre qui pourrait alors être perçue comme une menace directe, précipitant l'affrontement au lieu de l'éviter. En somme, Singapour joue le même rôle que Pearl Harbor pour les Américains[7] – une base avancée dont l'occupation par une force importante doit dissuader l'adversaire japonais, mais dont il convient de n'user qu'à bon escient.

Le problème pour les Britanniques est qu'à compter de septembre 1939 le déploiement à Singapour d'une flotte suffisamment puissante pour dissuader une éventuelle attaque nippone, pour ne rien dire de la battre, devient de moins en moins crédible. Car avec le début de la guerre en Europe, l'Amirauté estime qu'il lui faut désormais cent quatre-vingts jours pour déployer ses navires. S'ajoute en effet à la durée du trajet celle de la concentration préalable des escadres et de la maintenance des navires, qui doivent être réarmés et entretenus avant leur départ. Le tout alors que les grandes unités britanniques sont dispersées en Atlantique et en Méditerranée. Il est donc prévu de renforcer les défenses terrestres de l'île et de la péninsule malaise, et surtout d'en accroître les défenses aériennes. La Royal Air Force, cependant, n'a pas les moyens de déployer en Extrême-Orient une force crédible. Il faudrait près de 600 avions modernes ; or en décembre 1941 elle n'en déploie que 164, de modèles obsolètes et aux tactiques inadaptées, que surclasseront de très haut les pilotes nippons. En fait, les exigences de la guerre en Europe, puis en Afrique du Nord après la déclaration de guerre italienne, s'opposeront à tout renforcement d'ampleur des défenses de Singapour avant la fin 1941.

Ces renforts auraient-ils pu être dépêchés qu'ils n'auraient d'ailleurs fait que repousser l'issue. Car le sort de Singapour est scellé en juin 1940, à des milliers de kilomètres, par un autre désastre : l'effondrement de la France. La défaite

française a deux conséquences fatales aux positions du Royaume-Uni en Asie. D’une part, en défalquant la flotte française des effectifs alliés, elle contraint la Royal Navy à se concentrer sur la défense de l’Atlantique et le contrôle de la Méditerranée. Il devient dès lors impossible de dépêcher vers Singapour une escadre suffisante, pas même en six mois. D’autre part, et plus grave encore, en novembre 1940 Vichy cède au Japon des bases aériennes et navales et un droit de passage pour ses troupes en Indochine. Cela rapproche considérablement les bases de départ d’une offensive nippone vers l’Asie du Sud-Est. Le protectorat de fait qu’impose dans la foulée Tokyo à la Thaïlande isole la Malaisie du reste des positions britanniques en Asie, tout en contraignant Londres à se défendre en Birmanie. Autrement dit, un an avant l’attaque japonaise, il aurait dû être évident que la Malaisie et Singapour n’étaient plus défendables : elles devaient être évacuées.

Si Londres s’y refuse, c’est dans l’espoir d’amener Washington à substituer l’US Navy à la Royal Navy. L’idée est comparable à celle qui ouvre aux Américains les bases britanniques des Antilles, et voit l’US Navy prendre à sa charge l’escorte des convois en Atlantique Ouest. Ouvrir Singapour à la marine américaine lui permettrait de rapatrier de Manille les unités trop exposées de son *Asiatic Fleet*. Londres, en réalité, espère encore dissuader Tokyo d’attaquer l’Asie du Sud-Est. Churchill se heurte à une fin de non-recevoir de Roosevelt : Washington veut bien prendre à son compte la défense de l’Atlantique occidental, qui, après tout, borde le littoral *américain*, mais nul ne souhaite se précipiter au secours des *colonies* britanniques. L’opinion, déjà réticente à abandonner son isolationnisme, n’admettrait pas que des marins américains se fassent tuer pour un colonialisme abhorré outre-Atlantique. Roosevelt n’a aucune intention de commettre ce qui s’apparenterait à un suicide politique. Son refus rend définitivement impossible la défense de la Malaisie. Pourtant, la position est renforcée, y compris en rapatriant d’Afrique du Nord une division de vétérans australiens (alors même que l’Afrikakorps y mène la vie dure aux troupes du Commonwealth) et en dépêchant une Force Z manifestement trop faible. Quatre divisions et deux précieux navires de ligne sont ainsi condamnés en pure perte, puisque le calendrier de l’offensive japonaise n’en sera pas même retardé.

Depuis 1945, c’est sur la conduite de la défense de la Malaisie que se concentrent les critiques, qui blâment généralement Churchill d’avoir expédié à la mort la Force Z ou le général Percival d’avoir négligé ses défenses terrestres : point secondaire, nous l’avons dit, rien ne pouvant sauver la base. Sur le fond, la

responsabilité du désastre se partage entre trois acteurs. D'abord Churchill lui-même. S'il est faux d'affirmer que le Premier ministre a envoyé à leur perte le *Repulse* et le *Prince of Wales* – c'est un choix de l'Amirauté –, son obstination à pousser Washington à défendre l'Asie du Sud-Est l'a acculé à un dilemme. En politique, il n'a pas su choisir entre un repli, signe de faiblesse, et un renforcement massif, dont il sait ne pas avoir les moyens. Stratégiquement, c'est une erreur ; politiquement, c'est difficilement blâmable puisqu'il s'agit pour Churchill de démontrer, à Washington mais aussi à sa propre opinion publique, une résolution sans faille. Une part de responsabilité incombe aussi au gouvernement australien, promoteur de la « stratégie de Singapour », qui n'accepte pas en 1941 que celle-ci ne soit plus d'actualité. La perte de la 8e division australienne et le sort tragique de nombre de ses hommes tiennent largement à cette obstination de Canberra, qui s'éloigne d'ailleurs dès cette date de Londres pour se trouver un autre protecteur : Washington. Mais ce sont bien l'état-major impérial et l'Amirauté qui assument ensemble l'essentiel de la faute. Malgré les moyens très insuffisants déployés en Malaisie et la dégradation des positions alliées après l'occupation japonaise de l'Indochine, ils ne recommandent pas le repli et semblent jusqu'au bout croire qu'ils parviendront partout à faire pièce aux Japonais. La cause profonde de leur attitude semble bien être le mépris raciste qu'ils vouent aux « Jaunes », dont ils minimisent les aptitudes militaires. Un dramatique aveuglement qui sera balayé entre décembre 1941 et février 1942 à un prix très élevé.

Bibliographie sélective

Andrew Boyd, *The Royal Navy in Eastern Waters : Linchpin of Victory 1935-1942*, Londres, Seaforth Publishing, 2017.

Brian Farell, *The Defence and Fall of Singapore*, Burrough Court, Monsoon Books, 2018.

James R. Leutze, *Bargaining for Supremacy : Anglo-American Naval Collaboration, 1937-1941*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1977.

Stephen Roskill, *Naval Policy between the Wars*, Londres, Seaforth Publishing, 1968, 2 vol.

Christopher Thorne, *Allies of a Kind : The United States, Britain, and the War against Japan, 1941-1945*, Londres, Hamish Hamilton, 1978.

12

Le débarquement en Afrique du Nord

par Olivier Wieviorka

Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains s'élancèrent sur les côtes de l'Afrique du Nord. Succédant à la victoire d'El-Alamein, remportée en Égypte par le général Montgomery entre le 23 octobre et le 3 novembre 1942, l'opération « Torch » peut à bon droit être présentée comme une victoire majeure : elle ouvrait la voie à la libération intégrale du Maghreb et préludait à la destruction totale des forces italo-allemandes qui se rendirent, le 12 mai 1943, au cap Bon. Rétrospectivement pourtant, cette opération peut être considérée comme une erreur, et ce, à double titre. Sur le plan de la stratégie globale, elle piégea les Anglo-Américains sur le théâtre méditerranéen, et les empêcha d'intervenir en Europe du Nord-Ouest avant le printemps de 1944 ; sur le plan de la stratégie opérationnelle, ensuite, mal conçue et mal menée, elle absorba des moyens considérables en hommes et en matériels pour un résultat in fine *limité.*

Au second semestre de 1942, l'horizon des Alliés s'éclaircit. Alors que le IIIe Reich et le Japon avaient jusqu'alors volé de succès en succès, ils avaient subi de sérieux revers en Union soviétique comme dans le Pacifique. Restait aux Alliés à définir une stratégie pour emporter la victoire sur ces ennemis redoutables. De ce point de vue, trois grandes options se présentaient. Les Anglo-Américains pouvaient concentrer leurs efforts en Asie, un choix que

défendait l’amiral King, patron de l’US Navy, mais qui obligeait à renoncer à l’option *Germany first* entérinée dès 1941 par Franklin Roosevelt et Winston Churchill. Ils pouvaient également intervenir en Afrique du Nord ou choisir de débarquer en Europe du Nord-Ouest.

Alors à la tête de la Division Opérations du ministère de la Guerre, le général Eisenhower préconisait d’intervenir en France. Son plan, présenté en avril 1942, prévoyait deux scénarios. En cas d’effondrement soudain de l’Allemagne ou de l’Union soviétique, un corps expéditionnaire serait lancé sur les côtes françaises, avec 5 à 10 divisions (opération « Sledgehammer ») ; si, en revanche, l’urgence ne commandait pas, le débarquement, mobilisant quelque 48 divisions alliées, interviendrait en 1943 (opération « Roundup »). « Nous devons aller en Europe et nous y battre, martelait Eisenhower, et nous devons cesser de gaspiller des ressources partout sur la planète et – ce qui est pis encore – de gaspiller du temps. » Tout en faisant mine d’acquiescer, les Britanniques, Winston Churchill en tête, militaient en revanche pour un scénario alternatif. À leurs yeux, la Méditerranée s’imposait pour prendre à revers les troupes de Rommel, alors en Égypte, sécuriser le *Mare Nostrum*, afin de faciliter les flux entre le Royaume-Uni et le canal de Suez, et endurcir les troupes américaines, à l’époque fort inexpérimentées. L’opération, par surcroît, apaiserait Joseph Staline, qui, depuis 1942, exigeait l’ouverture d’un second front pour soulager l’intense pression qui s’exerçait sur l’Armée rouge. Faute de débarquement en France, l’Afrique du Nord représenterait, estimait Churchill, un joli lot de consolation. Profitant de la conférence de Washington qui se tint du 20 au 25 juin 1942, il réussit donc, lors de son séjour à Hyde Park, la résidence privée du Président, à en vendre l’idée à celui-ci et le 22 juillet, « le jour le plus sombre de l’histoire » selon Eisenhower, l’intervention en Afrique du Nord fut entérinée, ce qui revenait à ajourner « Roundup ».

Dans cette décision, bien d’autres paramètres que la pure logique stratégique avaient pesé. Roosevelt savait que son opinion publique, scandalisée par l’attaque japonaise contre Pearl Harbor, ne comprenait pas toujours la nécessité de lutter contre l’Allemagne. Il souhaitait donc que les GIs entrent en action contre le Reich pour populariser la lutte contre le nazisme. Il rêvait par ailleurs d’obtenir une victoire avant les *mid-term elections* du 3 novembre 1942 qui s’annonçaient périlleuses pour les démocrates. Si les républicains triomphaient, il pourrait plus difficilement imposer ses vues dans la conduite de la guerre. Cet impératif était si pressant qu’il implora son chef d’état-major, George Marshall, pour que la bataille intervienne avant cette date fatidique. À l’unisson, les

Britanniques escomptaient, de façon totalement irrationnelle, un miracle. « Le fait de combattre en Méditerranée, relève l'historien Simon Ball, eut plus une valeur métaphysique que stratégique. »

Quoi qu'il en soit, « Torch » repoussait aux calendes grecques un débarquement en France. Mais cette opération était-elle possible ? Sans doute en 1943. Car les moyens déployés dans le Pacifique et en Méditerranée égalent les forces qui seront mobilisées pour la Normandie, qu'il s'agisse des bâtiments de combat (6 cuirassés, 23 croiseurs, 80 destroyers, 25 petits destroyers) ou des navires de débarquement. Et il en va de même pour l'aviation puisque 8 000 appareils auraient pu être alignés. De même, les meilleures divisions allemandes combattaient alors en Russie et le dispositif défensif à l'Ouest en juin 1943 (50 divisions) était plus faible qu'en 1944 (une soixantaine) – sans même parler du mur de l'Atlantique, alors bien fragile. Bref, un débarquement en France aurait été sans doute moins ardu en 1943 ; son ajournement ne résulta d'ailleurs pas d'une pénurie en hommes ou en matériels mais plus prosaïquement d'un choix stratégique imposé par Winston Churchill et par l'amiral King, qui, subrepticement, déployait la majeure partie de sa flotte dans le Pacifique.

Cette décision eut surtout un effet d'entraînement délétère. Car sitôt l'Afrique du Nord libérée, l'Italie s'offrit comme une proie tentante. Lors de la conférence de Casablanca, en janvier 1943, les Britanniques parvinrent, ici encore, à vendre à leurs alliés le principe d'une intervention en Sicile, puis sur la péninsule. « Nous sommes venus, nous avons écouté et nous avons été vaincus », conclut, sans joie mais non sans réalisme, le général américain Wedemeyer. Or, ce théâtre d'opérations finit par absorber des moyens considérables. Au 31 décembre 1943, 768 274 Américains cantonnaient dans l'archipel britannique alors qu'ils auraient dû être 1 026 000 hommes ; à l'inverse, 597 658 – en lieu et place des 432 700 prévus – combattaient en Italie. Par une implacable mécanique, la Méditerranée engloutissait hommes et matériels, devenant, selon les termes du général Marshall, une « pompe aspirante », au point de menacer le principe même de l'opération « Overlord » qui, faute de soldats, de navires et d'avions, risquait purement et simplement d'être reportée *sine die*. Pour des gains, faut-il le souligner, limités.

« Dans un mois, l'Afrique du Nord française sera à l'aise et en sécurité entre les mains alliées », s'était exclamé, fort imprudemment, Winston Churchill le 9 novembre 1942. Dans l'esprit des stratèges anglo-américains, le Maghreb tomberait, Tunisie incluse, en quinze jours. Or, il faudrait plus de six mois pour

obtenir, et de haute lutte, la capitulation des forces de l’Axe. De fait, les plans avaient été mal conçus, et leur application se révéla laborieuse. Tunis constituait, on le sait, l’objectif des forces alliées. Placé à la tête du corps expéditionnaire, le général Eisenhower proposa donc de débarquer en Algérie, au plus près de la Régence, une vue que soutenaient les chefs d’état-major britanniques. « Notre priorité doit être de devancer l’arrivée des forces de l’Axe en Tunisie », soulignèrent-ils. Mais le général Marshall, craignant que les Allemands n’interviennent pour prendre Gibraltar, insista pour que les troupes accostent au Maroc également. La prudence l’emporta, ce qui eut pour conséquence d’étaler le débarquement sur neuf sites couvrant une distance totale de 1 400 km, une rupture avec le principe cardinal de la concentration des forces. Il faudrait, en outre, acheminer troupes et matériels en Tunisie. Pour ce faire, les logisticiens tablaient sur le réseau ferré ; mais neuf trains par jour seulement quittaient Alger, dont trois convoyaient vivres et charbon destinés aux civils. La route assumerait donc le gros du fardeau. Or, la pluie détrempa les chaussées, posant d’insurmontables problèmes logistiques. En décembre 1942, 180 000 Américains avaient débarqué, mais 12 000 seulement se trouvaient sur le front, signe patent de ces difficultés.

Comme souvent pendant la Seconde Guerre mondiale, le facteur temps constituait un paramètre essentiel. La victoire appartiendrait au camp qui parviendrait à transporter ses forces sur le champ de bataille avant l’autre. Or, les Allemands remportèrent la première manche. Si l’état-major de la Kriegsmarine avait repéré, dès le 6 novembre, les convois qui voguaient vers l’Algérie, il pensa qu’ils se dirigeaient vers la Crète ou vers Malte. Sitôt cette erreur rectifiée, les chefs allemands réagirent prestement. Dès le 9 novembre, les premiers chasseurs se posaient sur l’aéroport tunisien d’El Aouina, bientôt suivis par des transports de troupes. Le lendemain arrivèrent les parachutistes. Au 25 novembre, le général Nehring disposait de 25 000 hommes. À l’inverse, les Anglo-Américains pâtirent des tergiversations françaises. Présent à Alger, où il était venu veiller son fils malade, l’amiral Darlan, numéro trois du régime vichyste, adopta une attitude dilatoire, tentant de composer avec les Alliés tout en ménageant le maréchal Pétain. Faute d’ordres clairs, l’amiral Derrien, commandant la base de Bizerte, laissa alors les Allemands utiliser le port pour déverser leurs renforts, tandis que le général Barré, chef des troupes françaises, optait pour la neutralité, ce qui permit à la Wehrmacht de consolider ses défenses et d’envoyer des hommes sur la côte est de la Tunisie afin de sécuriser la retraite de Rommel. Notons ce curieux paradoxe : alors que les troupes vichystes avaient

accueilli au son du canon les Anglo-Américains, elles s’abstinrent de contrecarrer les forces allemandes, ce qui en dit long sur la neutralité que l’État français prétendait respecter.

Face à la défense énergiquement conduite par le Reich, les Anglo-Américains manquèrent de mordant. En charge des opérations, le général britannique Anderson se montra très prudent, préférant concentrer ses troupes plutôt que de les lancer prématurément, alors que le rapport de force penchait en sa faveur. Certes, quelques gains furent obtenus : à la mi-novembre, Bougie, Bône et Tabarka étaient tombées. Mais les offensives destinées à prendre Tunis, déclenchées le 25 novembre, puis le 24 décembre, furent stoppées en raison de la vigoureuse opposition de l’ennemi.

Venu d’El-Alamein, Montgomery poursuivait sa (lente) progression vers l’ouest et franchit la frontière tunisienne le 16 février. Pour éviter d’être pris en étau entre son vieil ennemi débouchant de Libye et les forces alliées venues de l’ouest, Rommel décida de frapper d’abord l’US Army. Bousculant ses unités au col de Faïd, à l’ouest, avançant, vers le sud, sur Gafsa, il infligea le 20 février un lourd revers aux forces américaines au col de Kasserine. Prudemment, le « Renard du Désert » s’abstint d’exploiter sa victoire, préférant se tourner aussitôt contre les Britanniques dans la région de Médenine. Prévenu par le système d’interception Ultra, Monty réagit prestement, obligeant les Allemands à battre en retraite. Tandis que Rommel, malade, quittait son commandement le 9 mars, les Anglo-Américains opérèrent leur jonction le 7 avril, sans avoir cependant pu encercler les forces ennemies. Ils reprirent pourtant l’offensive, progressant du sud pour la 8e armée, à l’ouest pour la 1re. Le 6 mai, enfin, le général Horrocks parvint à couper la poche de résistance allemande en deux, ce qui lui ouvrit la porte de Tunis, prélude à la capitulation des forces germano-italiennes du 12 mai.

La libération de la Tunisie s’achevait donc par la victoire des Alliés. Mais elle avait été bien laborieuse. Les plans, on l’a dit, avaient été mal conçus : en fragmentant les forces, ils avaient privé les Anglo-Américains de la concentration nécessaire. La trop grande prudence des chefs, Eisenhower comme Anderson, le mauvais temps, les difficultés logistiques, l’inexpérience des troupes américaines, la forte combativité de la Wehrmacht… expliquent que la promenade promise se soit muée en une campagne rude et mortifère.

Or, le jeu n’en valait sans doute pas la chandelle. Certes, l’Axe fut sévèrement étrillé. Tunis se trouvant à 225 km seulement de la Sicile, la perte de la Tunisie menaçait le flanc sud de l’Italie, ce qui amena Hitler et Mussolini à

envoyer des renforts conséquents sur ce théâtre d'opérations. Quelque 180 000 hommes furent dépêchés sur ce front – une débauche de moyens qui surprend quand on sait que le Führer avait refusé à Rommel l'envoi de contingents supplémentaires. De même, la Luftwaffe ne marchanda pas ses efforts : au printemps 1943, près de 40 % de ses unités de bombardement se déployaient en Méditerranée, dégarnissant dangereusement le front de l'Est. Au total, le Reich perdit plus que des plumes dans l'aventure. Selon les estimations, les Alliés capturèrent de 150 000 à 275 000 hommes et l'aviation allemande fut considérablement affaiblie, amputée de 2 422 appareils qui eussent été sans doute plus utiles sur le front russe ou pour défendre l'Italie. Autre élément positif, « Torch » dissipa les illusions vichystes dont Roosevelt se berçait. L'État français, en effet, n'avait pas basculé dans le camp allié, et la flotte française avait préféré se saborder plutôt que de rejoindre, à quelques exceptions près, la rive sud de la Méditerranée. Roosevelt pouvait enfin tourner les yeux vers d'autres horizons que l'hôtel du Parc.

Mais le passif équilibrait largement l'actif. D'une part, l'investissement en Afrique du Nord d'abord, en Italie ensuite, menaçait le débarquement en Europe du Nord-Ouest qui, pensaient (à juste titre) les Américains, constituait le seul moyen d'abattre le IIIe Reich. Cette réalité, niée par les dirigeants anglo-américains, fut en revanche d'emblée perçue par Staline, qui, pour signe de son courroux, rappela ses ambassadeurs de Londres et de Washington en juillet 1943. L'investissement sur le théâtre méditerranéen avait donc attisé la méfiance du dictateur et jeté le ferment de la duplicité sur les relations américano-soviétiques. Pour apaiser la colère du maître du Kremlin, Roosevelt s'engagea donc, lors de la conférence de Casablanca, à exiger la capitulation sans conditions de l'Allemagne, afin de montrer qu'il excluait toute paix séparée. Mais ce principe contribua peut-être à stimuler la résistance des Allemands, qui se battirent jusqu'au bout dans les rues de Berlin.

Sur un mode plus mineur, l'opération « Torch » conduisit également Hitler à envahir la zone libre le 11 novembre 1942, soumettant désormais l'ensemble de la population française au joug nazi. En confiant le pouvoir à l'amiral Darlan, les Anglo-Américains commirent par ailleurs une faute morale qui révulsa les opinions publiques en jetant la suspicion sur la pureté du combat que les Alliés prétendaient mener. Enfin, la lenteur des opérations permit aux Allemands de préparer leur système défensif en Italie, en édifiant notamment la ligne Gustav.

Le débarquement en Afrique du Nord semble donc bien constituer, rétrospectivement, une erreur. Trop de paramètres autres que militaires étaient

intervenus dans la décision pour qu'elle puisse servir une logique exclusivement et pleinement guerrière. Il en va sans doute de la guerre du désert dans son ensemble, qui fut vraisemblablement, selon David Reynolds, une « suite d'opérations en quête de stratégie ». Dit autrement, les mêmes moyens eussent gagné à être déployés sur d'autres théâtres d'opérations. Ultime paradoxe : hormis l'Italie, aucun belligérant n'avait songé à s'investir sur le théâtre nord-africain qui finit bel et bien par piéger l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni, pour l'improbable mirage d'une victoire.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Rick ATKINSON, *An Army at Dawn*, New York, Henry Holt, 2002.

Simon BALL, « The Mediterranean and North Africa, 1940-1944 », *in* John Ferris et Evan Mawdsley (dir.), *The Cambridge History of the Second World War*, t. 1, *Fighting the War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

Phillips Payson O'BRIEN, *How the War Was Won*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

David REYNOLDS, « Afrique du Nord et stratégie planétaire », *in* Nicola Labanca, David Reynolds et Olivier Wieviorka (dir.), *La Guerre du désert. 1940-1943*, Paris, Perrin/ministère des Armées, 2019.

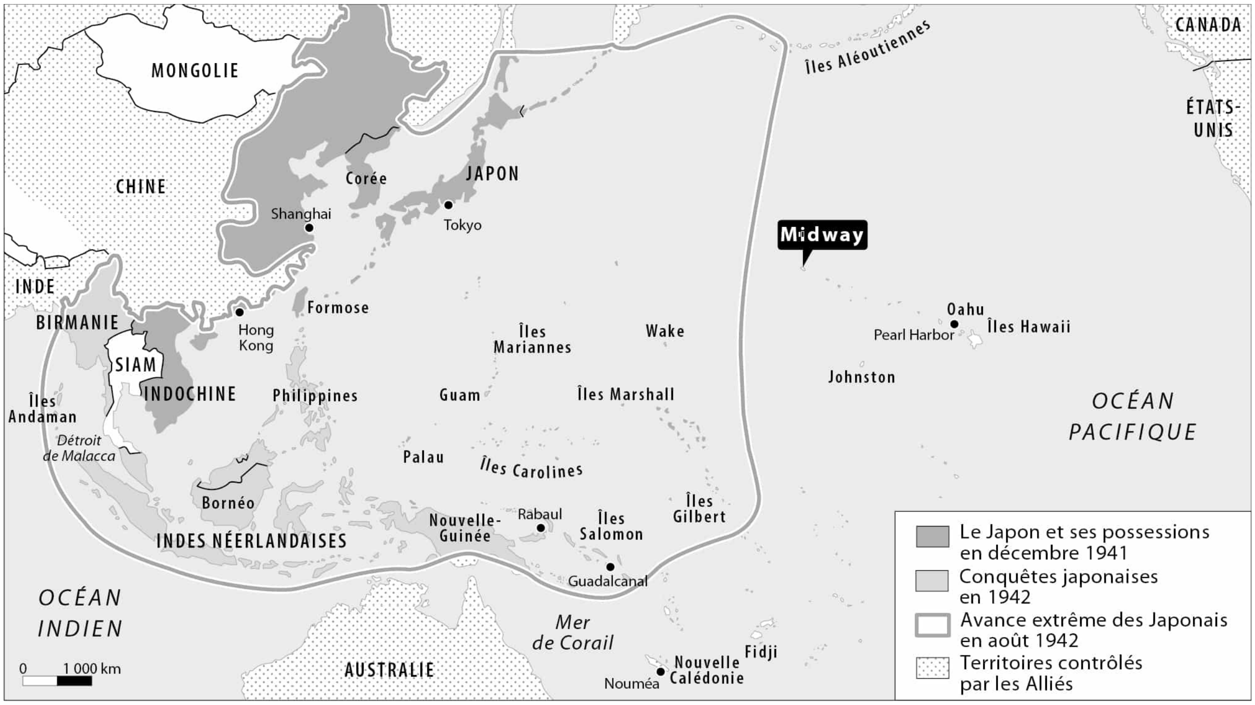
13

Midway : la mauvaise bataille au mauvais endroit

par Benoist BIHAN

Midway est un petit atoll isolé loin à l'ouest d'Hawaï, à mi-chemin de l'Amérique et de l'Asie. Entre le 3 et le 6 juin 1942 se déroule dans ses eaux un affrontement aéronaval décisif pour la guerre du Pacifique. D'un côté, les puissantes escadres de la Flotte combinée[1] *japonaise emmenées par son fer de lance, les quatre porte-avions du* Kido Butai[2] *; de l'autre, 3 porte-avions américains*[3] *et leur mince escorte, renforcés par une escadre aérienne disparate basée à Midway même. Le choc a toutes les apparences d'un combat désespéré pour la* Pacific Fleet *de l'amiral Chester Nimitz. Ce dernier, depuis Pearl Harbor, a d'ailleurs enjoint à ses deux commandants de porte-avions, le vice-amiral Franck « Jack » Fletcher et le contre-amiral Raymond Spruance, de n'agir que dans le strict respect du principe du « risque calculé » – autrement dit avec circonspection. Et pourtant, l'affrontement tourne au désastre pour les Japonais. Le 4 juin, ils perdent les 4 porte-avions engagés. Le lendemain, la Flotte combinée perd encore un croiseur, victime d'une collision puis achevé par les aviateurs américains : cet incident piteux parachève l'humiliation de ceux qui dominaient, depuis le 7 décembre précédent, les eaux et les cieux du Pacifique. Le choc de la défaite est tel que la marine impériale en cachera l'ampleur non seulement à la population japonaise mais également à l'armée de*

terre, qui ne réalisera que plusieurs mois plus tard ce qui s’est joué au large de Midway. Une incroyable dissimulation qui vaut reconnaissance de l’erreur stratégique majeure commise par le Japon et sa marine à Midway.



Pour autant, cette bataille n'est pas le choc de David contre Goliath qu'en a fait la propagande de guerre américaine et qu'a voulu retenir la postérité. Si la disproportion des forces navales engagées est considérable sur le papier – plus d'une centaine de bâtiments de tous types côté japonais, moins d'une trentaine côté américain –, les chiffres sont trompeurs. La bataille, en effet, est d'abord aérienne : les navires de surface des deux camps n'échangeront pas un coup de canon, faute de se trouver à portée. Dans les airs, le rapport de force est équilibré. Aux 248 avions embarqués japonais s'opposent 360 avions américains, 233 sur les porte-avions et 127 basés à Midway même. La qualité n'est pas, il est vrai, au rendez-vous côté américain, mais le différentiel de quantité – une centaine d'appareils tout de même – rétablit un certain équilibre. Cette situation est un signe supplémentaire que le Japon a commis à Midway un grave impair stratégique. Alors qu'il dispose de l'initiative, et d'une supériorité – modérée et temporaire, mais bien réelle – de moyens navals et aériens dans le Pacifique, il a engagé une bataille qu'il souhaitait décisive en situation de quasi-parité tactique.

Certes, les Américains disposent d'un atout important : ils décryptent les codes de la marine japonaise, ce qu'ignore Yamamoto, commandant de la Flotte combinée. Son adversaire connaît donc son plan : attirer la flotte américaine dans un affrontement général *une fois Midway neutralisé*. Nimitz prend les

devants en renforçant l'atoll et en dépêchant ses porte-avions dans la direction présumée de l'ennemi : l'amiral japonais doit donc le combattre *avant* d'avoir obtenu ce préalable. Cependant, dans la mesure où les avions basés à Midway n'ont occasionné aucun dommage aux Japonais, l'on ne peut que relativiser l'avantage que les décryptages ont fourni à Nimitz. D'autant que même après avoir neutralisé l'atoll, les Japonais n'auraient pas combattu en meilleure position : ils n'ont en effet prévu de n'y déployer qu'un nombre d'unités aériennes insuffisantes pour compenser les pertes subies par les groupes aériens du *Kido Butai*. Envoyer davantage de renforts, à l'extrême limite des lignes de communication maritimes japonaises, aurait nécessité plusieurs semaines. Car si les avions se déplacent par leurs propres moyens, tel n'est pas le cas de leur maintenance et de leur logistique. Pour autant, la prise de Midway par les Japonais aurait changé la physionomie de la bataille. D'abord en offrant la possibilité aux amiraux – et notamment à Nagumo, qui commande le *Kido Butai* – de se concentrer exclusivement sur la maîtrise des eaux environnantes et le combat contre l'US Navy ; ensuite en permettant malgré tout de baser à Midway quelques appareils de reconnaissance, bien plus précieux que des bombardiers supplémentaires. La clé du succès d'un combat aéronaval en 1942[4] est de détecter l'adversaire en premier.

Même ce scénario très favorable aux ambitions japonaises n'aurait vraisemblablement pas produit les résultats stratégiques escomptés. Le plan de l'opération « MI », l'attaque sur Midway, naît à l'état-major de la Flotte combinée à l'instigation de son commandant en chef, l'amiral Yamamoto Isoroku[5]. Celui-ci cible Midway dans l'intention, avons-nous dit, d'attirer dans une bataille décisive la flotte américaine du Pacifique. Après avoir éliminé les cuirassés à Pearl Harbor, Yamamoto veut récidiver, cette fois avec les porte-avions, dernières unités capables d'opérations offensives. Leur perte donnerait au Japon le temps de fortifier le vaste espace dont il s'est emparé entre décembre 1941 et avril 1942 : des îles Andaman, qui contrôlent les accès par l'océan Indien, au détroit de Malacca, à Rabaul sur l'île de Nouvelle-Irlande, qui verrouille les accès nord de la mer de Corail, jusqu'à l'atoll de Wake au nord, à 2 000 km de Midway. La mise hors course des porte-avions ennemis permettrait également de parachever les conquêtes en s'emparant de points d'appui tels les Fidji et la Nouvelle-Calédonie, ce qui couperait les voies de communication entre les États-Unis et l'Australie. Le Pacifique et l'océan Indien seraient alors définitivement séparés, l'Australie cantonnée au second et rendue incapable de servir de base à une contre-offensive. Resterait à affronter, fin 1943 ou l'année

suivante, une *Pacific Fleet* reconstituée… mais l'espoir japonais est que Washington, découragé, aurait accepté de signer une paix. C'est beaucoup espérer d'une unique bataille ; c'est surtout trop attendre de la *mauvaise* bataille.

Il était en effet peu crédible d'imaginer que Nimitz, apprenant la chute de Midway, allait se ruer à l'assaut. Non qu'il manque de hardiesse : son plan d'embuscade à Midway le prouve. Mais pourquoi aurait-il risqué sur un coup de poker son unique atout alors même que les Japonais, une fois maîtres de l'atoll, n'auraient rien pu en faire ? Aucun bombardier japonais, même le remarquable Mitsubishi G4M, ne peut en effet atteindre les îles Hawaï, à 2 000 km de Midway : son rayon d'action est de l'ordre du millier de kilomètres[6]. Midway ne peut pas davantage servir de tremplin à une invasion d'Oahu – où se trouve Pearl Harbor. D'une part, la garnison d'Oahu est trop forte : plus de 70 000 hommes régulièrement renforcés et soutenus par plusieurs centaines d'avions et par la *Pacific Fleet* elle-même. D'autre part, l'atoll de Midway est trop exigu pour servir de base de départ à une invasion de cette ampleur : une flotte ne peut s'y installer. À la rigueur, une base sous-marine aurait pu y être aménagée, moyennant des mois de travaux. Baser des avions sur l'atoll, c'est vrai, aurait gêné les mouvements de l'US Navy en obligeant les escadres sorties de Pearl Harbor à piquer plein sud ou à remonter loin au nord avant de mettre le cap à l'ouest. Là encore, la gêne serait supportable, en tout cas assez longtemps pour réunir les moyens nécessaires à une contre-offensive. Celle-ci ne manquerait pas de se produire puisque Nimitz aurait bientôt disposé de 5 porte-avions : les trois de Midway plus le *Wasp* alors en Atlantique et le *Saratoga*, en réparation après avoir été torpillé en janvier et disponible dès le 6 juin à Pearl Harbor. Même en omettant le *Wasp*, une contre-attaque brusquée lancée aux environs de la mi-juin 1942 aurait pu engager autant de porte-avions américains que de japonais, avec de surcroît des groupes aériens plus conséquents. De quoi compenser amplement la perte de Midway. Yamamoto aurait donc combattu dans de pires conditions qu'historiquement ! Les Américains auraient aussi pu attendre quelques jours supplémentaires que la Flotte combinée à court de carburant soit contrainte de faire demi-tour… ou ajoute des cuves vides à ses autres handicaps.

Rien, décidément, ne permet de penser que le plan japonais pouvait pousser l'US Navy à venir se faire étriller par le *Kido Butai*. Pas même la conquête de Midway, pas même l'absence de déchiffrement des codes japonais. Au contraire, tout laisse envisager que Yamamoto ne pouvait espérer mieux que de faire une conquête presque inutile. Le calendrier de la guerre en aurait peut-être été décalé, le temps que les Américains reprennent Midway. Et encore. Car l'atoll

est loin, très loin du reste du périmètre défensif japonais : 2 000 km le séparent de la position la plus proche, Wake, conquise en décembre 1941 ; plus de 4 000 des Mariannes ; près de 2 700 des Marshall. Bref, aucune chance de donner aux défenseurs japonais de Midway un appui extérieur, sauf à mobiliser la Flotte combinée *à chaque sortie américaine*, sachant que les escadres nippones se seraient alors trouvées plus de deux fois plus loin de l'atoll que les américaines. Nimitz aurait à la rigueur pu se contenter d'isoler Midway et de réduire l'île en quelques mois par un blocus sous-marin associé à des raids aéronavals. La gêne représentée aurait sans doute poussé les Américains à entreprendre une reconquête, mais pas nécessairement brusquée, la géographie du Pacifique central laissant encore une marge de manœuvre suffisante à Nimitz pour continuer d'opérer assez librement depuis Hawaï. Pour provoquer une bataille aéronavale décisive selon ses termes, Yamamoto aurait été contraint de rééditer l'opération « MI », en attaquant vraisemblablement l'atoll Johnston, à 1 330 km d'Hawaï et à 1 500 km au sud-est de Midway. Une autre opération risquée, au-delà du soutien des bases japonaises des Marshall et de Midway. Cette bataille aurait été menée en infériorité, puisque, en admettant que l'amiral japonais dispose alors de deux porte-avions supplémentaires, les *Shokaku* et *Zuikaku* historiquement absents à Midway car éprouvés le mois précédent en mer de Corail, les Américains disposeraient eux toujours du *Saratoga* et du *Wasp* en plus de leurs 3 porte-avions… et des avions basés à terre sur l'atoll Johnston, le tout 700 km plus près d'Hawaï. À nouveau, c'est dans le meilleur des cas une bataille incertaine, sans que la Flotte combinée puisse compter sur une véritable supériorité.

Il ne s'agit en rien d'uchronie mais de calculs opérationnels et logistiques que Yamamoto aurait dû entreprendre. Cette absence de supériorité est bien la faute de planification principale que commettent l'amiral japonais et son état-major. À noter cependant qu'elle n'est pas réellement mise au passif de l'état-major de la Flotte combinée par les détracteurs du plan, pourtant nombreux. Si l'état-major général de la marine était vent debout contre l'opération « MI », Yamamoto arracha un accord en mettant sa démission dans la balance. Il s'est contenté de pointer du doigt le cul-de-sac stratégique que représente Midway, sauf à envisager d'envahir Hawaï – mais cet archipel est hors d'atteinte, et de surcroît l'armée de terre refuse de fournir les troupes nécessaires. Il est difficile d'expliquer pourquoi Yamamoto estime être en position de supériorité. Est-ce parce qu'il croit avoir éliminé le *Yorktown* en mer de Corail en mai et coulé le *Saratoga*[7] en janvier, et qu'il sait le *Wasp* dans l'Atlantique ? Mais engage-t-on

tous ses moyens sur des renseignements incertains ? Est-il enivré par six mois de succès ininterrompus et – il faut le reconnaître – spectaculaires ? L'amiral, parce qu'il a vécu un temps aux États-Unis, se gargarise-t-il trop d'être capable de deviner les intentions d'un adversaire qu'il dit bien connaître ? Yamamoto, mort en 1943, n'ayant pas laissé de Mémoires ou d'écrits exploitables, nous n'en saurons jamais rien avec certitude. Toujours est-il que son plan présente le pire des défauts possible : il repose tout entier sur les *intentions* prêtées à l'adversaire, et non sur ses *capacités d'action*. Cette erreur grossière est la principale commise à Midway. Elle aurait mis en péril le plan japonais même s'il s'était déroulé comme prévu. Répétons-le, si le décryptage des codes nippons a fait dérailler la partition de Yamamoto, il n'a en rien changé le fond du problème : l'absence de supériorité japonaise perdue, le mois précédent, en mer de Corail avec la mise hors service des *Shokaku* et *Zuikaku*.

Allons encore plus loin, cette fois dans la veine uchronique. Même avec 6 porte-avions japonais le 4 juin 1942 – en considérant donc que la bataille de la mer de Corail n'a pas eu lieu –, l'opération « MI » reste une erreur. Car, dans ce cas de figure, l'US Navy dispose d'un porte-avions de plus, le *Lexington*. Le rapport des forces théorique passe de 4:3 à 6:4 (soit 3:2), ce qui est mieux pour les Japonais mais encore insuffisant pour garantir une victoire, sauf en cas de destruction simultanée des 4 porte-avions américains, peu probable en 1942 quand chacun opère éloigné des autres, à la différence du *Kido Butai*. Gageons que Yamamoto, sûr de la supériorité tactique de son aéronavale, aurait quand même tenté l'affaire. Le seul problème est que ce raisonnement, qui sous-tend tout le plan japonais, suppose que Nimitz décide de jouer selon les règles du raisonnement japonais, en concentrant au même endroit tous ses navires. Or il n'en aurait vraisemblablement pas été ainsi : le rapport de force sur le théâtre ne se serait pas retrouvé sur le plan tactique.

Pour le comprendre, il faut examiner les objectifs fixés au commandant américain par Washington avant Midway. La défense d'Hawaï est bien sûr primordiale, et il s'agit dans la mesure du possible d'éviter de perdre d'autres positions – dont Midway. Ce deuxième enjeu pèse moins que la défense de l'Australie, que les Britanniques ne peuvent plus assurer. L'île-continent constitue en effet le point de départ évident d'une contre-offensive destinée à libérer l'Asie du Sud-Est et à rétablir les liaisons maritimes avec la Chine assiégée ; elle est en outre un dominion à l'importance politique cruciale pour Londres… et Washington, qui espère en profiter pour détacher l'Australie de sa métropole et s'en faire un proche allié après guerre. Nimitz doit donc maintenir

entre un tiers et la moitié de ses moyens aéronavals dans le Pacifique Sud. S'il peut, en juin 1942, rapatrier en urgence le *Yorktown* de la mer de Corail, c'est parce que la bataille qui vient d'y avoir lieu lève temporairement toute menace sur l'Australie et ses approches. S'il n'avait pas stoppé l'offensive en mer de Corail, il est peu probable que l'Américain aurait eu la possibilité de concentrer toutes ses forces à Midway. Il n'y aurait pas, c'est certain étant donné les instructions de Washington, risqué les seuls *Enterprise* et *Hornet*, qui se seraient trouvés à trois contre un. Midway ne vaut pas ce risque. Une bataille à Midway n'est donc envisageable pour les Américains que si, et seulement si, existe au moins une situation de parité des forces. Vouloir y provoquer un affrontement décisif représente donc une prise de risque excessive pour une Flotte combinée qui devrait au contraire accepter le combat seulement à condition de disposer d'une écrasante supériorité[8].

Quelle autre solution s'offrait, au moment de la planification de l'opération « MI », en mars-avril 1942, à la marine japonaise ? Posons l'hypothèse que le choix d'une offensive soit le bon. C'est en effet la certitude de l'ensemble des acteurs côté nippon, même si cela signifie aller au-delà des buts fixés avant Pearl Harbor. L'ampleur et la rapidité du succès – très supérieures aux anticipations – invitent à maintenir la pression sur des Alliés non remis du choc initial : l'initiative, denrée précieuse mais ressource facile à perdre, doit être conservée. Le tout est d'en user à bon escient. De ce point de vue, au moment où Yamamoto et la Flotte combinée poussent pour une attaque de Midway, l'état-major de la marine penche quant à lui pour un plan élaboré au départ par l'amiral Inoue Shigemi, qui commande la « force des mers du Sud[9] ». Si Inoue prêche pour sa paroisse, il n'en reste pas moins vrai que sa proposition d'une « descente » le long des Salomon vers Fidji et la Nouvelle-Calédonie a du sens. La conquête de ces îles offrirait au Japon des bases de qualité, susceptibles de s'appuyer mutuellement. Elle couperait surtout en deux les Alliés, en séparant l'Australie et la Nouvelle-Zélande du reste du Pacifique et des liaisons transpacifiques avec les États-Unis. Avantage supplémentaire, la géographie insulaire de cette portion de l'Océanie permettrait aux escadres japonaises d'y bénéficier presque constamment de l'appui de leur aviation basée à terre. Cette géographie limitant également les espaces disponibles pour qu'une flotte y manœuvre, il serait plus aisé d'y attirer les marines alliées dans des combats navals de surface, où l'avantage japonais est écrasant. Tout y est donc réuni pour provoquer ce que la Flotte combinée recherche devant Midway : un affrontement décisif dans des conditions tactiques favorisant les Japonais. Défendre

l'Australie est bien un objectif politique susceptible de contraindre les Alliés à l'action, et d'obliger l'US Navy à s'engager en prenant des risques importants ; les atouts réels et conséquents à disposition de la marine impériale pouvaient tous jouer : aviation basée à terre, navires de surface et *Kido Butai* concentré. Une bataille de la mer de Corail, voire de la mer de Tasman livrée dans ces conditions aurait maximisé les chances japonaises de remporter un succès majeur.

Bien sûr, rien ne dit que cela aurait été suffisant pour obtenir ce que Tokyo désirait vraiment, une paix favorable laissant les mains libres au Japon. Il est d'ailleurs probable que non : Roosevelt n'aurait pas davantage négocié à l'été 1942 avec les troupes japonaises en possession de Nouméa que Churchill ne l'avait fait deux ans auparavant avec la Wehrmacht à Calais. Mais l'histoire de la Seconde Guerre mondiale s'en serait trouvée bouleversée. En particulier, la capacité des Alliés à prendre l'offensive à la fois en Europe et dans le Pacifique aurait été mise à mal, chamboulant la stratégie de l'ensemble des belligérants. La défaite du Japon n'aurait plus été aussi évidente. En possession d'une flotte préservée, et en l'absence de capacité des États-Unis à entreprendre la moindre action offensive jusqu'à la seconde moitié de 1943 – faute de navires et d'objectifs atteignables depuis les bases leur restant –, l'intransigeance américaine se serait peut-être atténuée. Rien ne permet dans ce cadre d'exclure une paix négociée. Même sans cela, les Alliés auraient été contraints d'entreprendre leur contre-offensive dans des conditions bien plus défavorables qu'historiquement, face à des défenses plus fortes et probablement appuyées sur la masse de manœuvre préservée du *Kido Butai*. Un succès même partiel dans le Pacifique Sud aurait donc été immensément plus profitable au Japon qu'une victoire nippone à Midway. Rien, décidément, n'aurait dû conduire Yamamoto à attaquer Midway.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Sadao ASADA, *From Mahan to Pearl Harbor : The Imperial Japanese Navy and the United States*, Annapolis, Naval Institute Press, 2006.

David C. EVANS et Mark R. PEATTIE, *Kaigun : Strategy, Tactics and Technology in the Imperial Japanese Navy, 1887-1941*, Annapolis, Naval Institute Press, 1997.

Sean M. JUDGE, *The Turn of the Tide in the Pacific War : Strategic Initiative, Intelligence, and Command, 1941-1943*, Lawrence, University Press of Kansas, 2018.

John B. LUNDSTROM, *The First South Pacific Campaign : Pacific Fleet Strategy December 1941-June 1942*, Annapolis, Naval Institute Press, 1976.

Johnathan PARSHALL, Anthony TULLY, *Shattered Sword : The Untold Story of the Battle of Midway*, Lincoln, Potomac Books, 2005.

Mark R. PEATTIE, *Sunburst : The Rise of Japanese Naval Air Power, 1909-1941*, Annapolis, Naval Institute Press, 2001.

14

Hitler et le Moyen-Orient : une occasion manquée ?

par Christian Destremau

Alors que son règne touchait à sa fin, Hitler, ressassant les occasions manquées, regretta devant Martin Bormann d'avoir négligé le Moyen-Orient : « Tout l'Islam vibrait aux nouvelles de nos victoires. Les Égyptiens, les Irakiens et toute la région étaient prêts à se soulever. Réfléchissez à tout ce que nous aurions pu faire pour les aider, même pour les encourager, ce qui était à la fois de notre devoir et de notre intérêt. » Dans la vision contemporaine de la Seconde Guerre mondiale, les campagnes au Moyen-Orient ont été très largement éclipsées par la grande lutte avec l'Union soviétique. Les combats titanesques, les pertes énormes ont conduit à relativiser l'importance des autres fronts. Faut-il pour autant accepter l'idée que la directive « Barbarossa » du 18 décembre 1940 a fermé la porte, comme l'écrit par exemple Ian Kershaw, à toute autre option stratégique ? Que la guerre à l'Est étant, notamment pour des raisons idéologiques, inéluctable, tout le reste est relativement accessoire ?

C'est d'abord oublier un peu vite que Hitler et ses chefs militaires sont fermement convaincus, comme on le sait, que la destruction des armées soviétiques ne prendra que quelques semaines, trois mois au plus, et que ce sera alors le moment de se tourner à nouveau vers l'ennemi britannique, si celui-ci n'a pas cédé entre-temps devant le spectacle de la déroute des armées de

Staline. Or, au Moyen-Orient, la bataille terrestre a commencé plusieurs mois avant le déclenchement de l'opération « Barbarossa », et, avec peu de moyens, l'Axe – les Allemands surtout – a déjà fait vaciller l'Empire britannique.

Au début du conflit, pour Hitler et ses chefs, une confrontation avec les Alliés au Moyen-Orient est une question très secondaire. La victoire se décidera sur le continent européen. L'armée de terre allemande est par ailleurs très réticente à se laisser entraîner dans des opérations considérées comme « périphériques », dans une zone qu'elle connaît très mal et qui paraît présenter des défis logistiques insurmontables. Hitler, lui, s'est à plusieurs reprises montré plus audacieux et flexible que les militaires et ne se laisse pas entraver par des conceptions trop rigides. Les basses questions de logistique et d'intendance ne le freineront pas. Cependant, lorsque l'amiral Raeder, patron de la Kriegsmarine, soutenu par le général Jodl, lui propose, après la défaite de la France, de poursuivre une stratégie méditerranéenne, avec notamment pour objectif le canal de Suez, il ne cède pas à la tentation, d'autant que la zone est, *a priori*, la chasse gardée de Mussolini. En matière pétrolière, le Reich estime disposer de ressources suffisantes, grâce aux usines de pétrole synthétique, au pétrole en provenance de Roumanie et aux stocks saisis dans les pays occupés. Quant à l'idée de provoquer un soulèvement des populations locales ou de venir en aide à une révolte, même les spécialistes allemands de la région sont très dubitatifs.

Le Führer ne peut cependant négliger le fait que Churchill, son principal et plus dangereux adversaire, compte désormais – la menace d'une invasion des îles Britanniques ayant été écartée – sur l'Empire « informel » du Moyen-Orient pour y regrouper les forces en provenance du Commonwealth, défier l'Axe et préparer la reconquête. Il encourage donc Mussolini à attaquer l'Égypte à plusieurs reprises. Mais lorsque l'armée italienne de Libye se décide à passer à l'offensive, elle connaît un échec retentissant et Hitler se voit contraint de venir au secours de son principal allié. En choisissant Rommel, chef à la légende grandissante, connu pour son esprit offensif et son audace, et en décidant de mettre à sa disposition une force plus importante qu'initialement prévue par le haut commandement, il annonce que si les Allemands s'engagent dans la région, c'est avec des objectifs ambitieux, bien au-delà d'une simple consolidation des positions italiennes.

Les préparatifs en vue de « Barbarossa » sont sans aucun doute prioritaires, mais les possibilités qui se présentent sur les autres fronts ne seront pas négligées pour autant : la guerre à l'Est – prévue comme facile – est une étape

sur le chemin de la victoire qui ne peut être que totale. Hitler, s'il doit faire face à des chefs militaires réticents, peut maintenant s'appuyer sur les diplomates. Dans un mémoire sur la question arabe daté du 7 mars 1941, le directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, Ernst Wörmann, souligne ainsi l'importance que revêtent l'Égypte et le canal de Suez et note qu'une offensive terrestre pourrait porter un coup fatal à l'Empire britannique, ce qui serait désastreux pour l'autorité et la crédibilité de Churchill.

Les premiers succès fulgurants de Rommel, qui s'est lancé à l'assaut avec de très faibles moyens, révèlent d'ailleurs au grand jour les faiblesses de la Grande-Bretagne. Sa progression est certes arrêtée mi-avril en Cyrénaïque, mais les responsables britanniques se montrent très inquiets de l'avènement de ce nouveau dieu de la guerre qui a souligné l'incompétence de leur propre commandement.

Comment réagira le monde arabe, qui a assisté à l'effondrement de la France et qui observe avec attention et parfois jubilation les difficultés du Royaume-Uni ? Les Allemands n'ont pour l'instant pas pris en compte dans leurs calculs la dimension locale. Hitler ne subordonne pas sa stratégie de conquête aux atermoiements des populations locales des pays visés. C'est néanmoins un motif de grande inquiétude pour Londres, qui craint de devoir faire face à des mouvements de révolte motivés par les revendications d'indépendance totale ou, en Palestine, par le refus de toute nouvelle immigration juive. Les dirigeants arabes, qui se sont montrés dans l'ensemble relativement loyaux, restent attentistes et risquent, à l'annonce des victoires allemandes, d'être tentés de se « réassurer » en se rapprochant de l'adversaire. Des mesures économiques d'ampleur sont donc adoptées pour satisfaire les grands propriétaires, une vaste campagne de corruption de dirigeants est lancée et le roi Farouk, en Égypte, est surveillé de très près. Les succès de Rommel fascinent une partie du peuple, et Hitler lui-même est parfois annoncé comme le libérateur du Nil, mais la grande majorité vit dans l'indigence et est surtout préoccupée par sa survie quotidienne, tout en comptant les coups.

Début avril 1941, en Irak, le coup d'État mené par Rashid Ali signale que les craintes britanniques ne sont pas infondées. Un mouvement de libération des peuples arabes, profitant de la précarité des positions du Royaume-Uni, semble en train de prendre forme. Rashid Ali et les conjurés se sont lancés sans en informer l'Axe, mais lorsqu'ils se décident à lancer un appel à l'aide, la réaction allemande ne tarde pas. Mais l'Irak est loin, et ce n'est que le 13 mai qu'un premier détachement aérien atterrit à Mossoul. Trop peu, trop tard, car entre-

temps Churchill a réagi vigoureusement et, bousculant ses généraux enclins à privilégier la diplomatie, a exigé qu'il soit vite mis fin à la révolte. Une colonne volante a été formée et a rapidement progressé à travers le désert irakien en direction de Bagdad, atteinte le 30 mai.

Émise le 23 mai, quatre semaines seulement avant le déclenchement de « Barbarossa », la directive n° 30 signée de Hitler est dans son entièreté consacrée au Moyen-Orient et comprend des instructions extrêmement précises sur le rôle et la composition de la mission de soutien aux insurgés. « Le mouvement de libération arabe est notre allié naturel contre l'Angleterre au Moyen-Orient […]. J'ai par conséquent décidé d'accélérer les développements au Moyen-Orient en soutenant l'Irak. » Cependant, l'initiative est encore limitée dans le temps : la question de savoir si l'on peut – en conjonction avec une offensive contre le canal de Suez – mettre fin aux positions britanniques entre la Méditerranée et le golfe Persique ne sera décidée qu'« après Barbarossa ». Si, pour le moment, une opération militaire majeure au Moyen-Orient n'est pas d'actualité, elle pourra donc théoriquement être déclenchée à l'automne.

Le Moyen-Orient arabe tient également une place de choix dans la directive n° 32 du 11 juin intitulée « Préparatifs pour la période après Barbarossa » – malgré l'échec de Rashid Ali et des conjurés, dont le mufti de Jérusalem, qui ont fui l'Irak. Après « Barbarossa », d'après cette directive, la question européenne sera réglée : l'Allemagne et l'Italie seront les maîtres du continent (à l'exception « temporaire » de la péninsule Ibérique) et le « combat contre les positions britanniques en Méditerranée et en Asie de l'Ouest [*sic*] sera poursuivi par des attaques convergentes lancées de Libye en passant par l'Égypte, de Bulgarie par la Turquie, et si possible de Transcaucasie à travers l'Iran ». La débâcle irakienne, l'absence de réaction des Arabes de Syrie face à l'invasion des forces britanniques et gaullistes ne remettent pas en cause l'idée d'une alliance avec les nationalistes de la région : « La situation des Anglais au Moyen-Orient sera rendue plus précaire, dans l'hypothèse d'opérations allemandes majeures, si une partie des forces britanniques est fixée et occupée au bon moment par des mouvements de la population ou une révolte. »

Au cours des mois qui suivent, la campagne à l'Est prend le pas sur les autres fronts. L'émergence d'un « mouvement de libération arabe » reste très hypothétique, voire de l'ordre du fantasme. Les dirigeants et les populations arabes demeurent dans l'expectative, attentifs cependant à la moindre initiative de Rommel, véritable baromètre des opinions. Que celui-ci soit mis en échec ou que son avance soit simplement ralentie, et aussitôt un rapprochement avec

l’Axe semble moins séduisant et utile. Les Britanniques tiennent la situation bien en main, n’hésitant pas, pour amadouer les populations arabes, à renforcer les mesures déjà drastiques prises afin d’empêcher l’arrivée de réfugiés juifs fuyant les persécutions et les déportations. Les velléités de rapprochement avec l’Allemagne rencontrent un obstacle majeur : les promesses faites à Mussolini concernant le statut futur des pays de la région. Hitler refuse toujours de promettre sans ambiguïté l’indépendance. Lorsque le mufti, devenu le symbole de la lutte contre l’hégémonie britannique, rencontre le Führer à Berlin en novembre 1941, il reçoit certes la promesse que le Foyer national juif de Palestine sera éradiqué, mais ne parvient pas à obtenir la garantie officielle que les peuples arabes, une fois libérés de la tutelle du Royaume-Uni, seront enfin libres de leur destin.

Malgré le coup d’arrêt en Union soviétique, Hitler n’abandonne pas le Moyen-Orient. Au contraire : les deux campagnes vont se poursuivre en même temps et, contrairement à ce qui était prévu par les directives citées plus haut, la reprise de l’offensive contre les positions britanniques n’attendra pas la destruction des armées soviétiques. Fin 1941, Rommel est même renforcé, avec une flotte aérienne en provenance de l’Est et des sous-marins qui faisaient campagne dans l’Atlantique. Cette accélération du tempo est-elle le signe d’une fuite en avant d’un Führer irrité par l’échec ou au contraire une utilisation intelligente des ressources dans une guerre totale ? Il existe, en tout cas, de bonnes raisons pour poursuivre la lutte au Moyen-Orient. D’une part, le problème des approvisionnements en pétrole commence à se poser plus nettement. De l’autre, l’entrée en guerre du Japon ouvre une perspective lointaine mais grandiose : la jonction des forces allemandes et japonaises, quelque part en Inde ou en Mésopotamie. Et puis les images joyeuses des victoires de Rommel dans le désert sont du pain bénit pour la propagande allemande, elles remontent le moral du peuple et rappellent les beaux jours de la *Blitzkrieg*. Enfin, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, l’investissement est peu élevé pour un gain potentiel très important.

Rommel repart à l’offensive au printemps 1942 et prend Tobrouk presque sans avoir à combattre – victoire dont le retentissement est considérable, sans commune mesure avec la destruction d’une armée soviétique ou la capture de centaines de milliers de soldats russes. L’Axe échafaude alors des plans d’occupation de l’Égypte, une administration civile est mise en place, la remise en route des puits de pétrole planifiée. Les autorités britanniques, quant à elles, se préparent à évacuer et planifient une ample campagne de terre brûlée qui

aurait fait reculer le pays de plusieurs décennies. Face à l'avancée de Rommel, certes arrêté à quelque distance d'Alexandrie, elles réagissent en changeant leur commandement. Toutefois, malgré les objurgations de Churchill, la situation reste très incertaine et il est fort possible qu'il n'aurait fallu qu'un modeste effort supplémentaire pour que s'ouvrent les portes de l'Égypte. Pis : la progression allemande dans le Caucase permet d'envisager une immense « pince », qui affole les Britanniques. La conquête de l'Égypte et la prise du canal de Suez auraient porté un coup fatal à l'Empire. Churchill – déjà humilié par Tobrouk – aurait-il pu rester Premier ministre, lui qui a tant misé sur cet Empire ? On peut estimer que les États-Unis auraient alors été très tentés de porter leurs efforts en priorité dans le Pacifique, avec des conséquences incalculables sur le comportement de Staline, peut-être attiré, lui, par la signature d'une paix séparée. Mais Churchill réalise un extraordinaire tour de passe-passe durant l'été 1942, convainquant les Américains réticents de venir à son secours en Égypte et de renoncer au débarquement en Europe en faveur de l'opération « Torch », le débarquement en Afrique du Nord, avant de réussir à vendre à Staline, au terme d'un voyage proprement héroïque, l'idée que « Torch » est le second front que le dictateur soviétique réclame à cor et à cri.

Hitler, en somme, est passé bien près d'une victoire peut-être décisive, pour un coût militaire très supportable. Malgré les belles paroles, la retenue dans le soutien apporté à un hypothétique mouvement de libération arabe est justifiée par les résultats très incertains que les Allemands pouvaient en attendre. La nécessité de prendre en compte constamment les relations avec l'Italie est naturellement explicable, mais cela a eu pour conséquence le refus de s'engager clairement à soutenir l'indépendance des pays arabes, principale revendication des nationalistes. On s'explique encore plus mal les raisons pour lesquelles une politique plus agressive n'a pas été menée vis-à-vis de la Turquie. S'il est de bon ton de louer l'obstination de Franco, la position de neutralité maintenue, envers et contre tout, par les Turcs durant toute la guerre est sans doute plus importante. Une pression diplomatique permettant le passage des forces allemandes, voire l'occupation du pays (la Turquie est, à cette époque, très affaiblie économiquement et militairement) auraient permis de déboucher sur le Moyen-Orient et de mettre en grand danger les positions alliées. L'investissement au Moyen-Orient aurait pu rapporter des dividendes considérables, mais, audacieux sur le plan militaire, le dictateur nazi a été, une fois n'est pas coutume, handicapé par des scrupules politico-diplomatiques dont n'a pas toujours fait preuve son principal adversaire, le Premier ministre britannique.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Christian DESTREMAU, *Le Moyen-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2011.

Lukasz HIRSZOWICZ, *The Third Reich and the Arab East*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1966.

Hugh TREVOR-ROPER, *Hitler's War Directives*, Édimbourg, Birlinn, 2004.

Gerhard WEINBERG, *A World at Arms*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

René WILDANGEL, *Zwischen Achse und Mandatsmacht, Palästina und der Nazionalsozialismus*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 2007.

15

Le bombardement de Monte Cassino, une erreur stratégique et politique

par Julie Le Gac

Le bombardement, le 15 février 1944, de l'abbaye de Monte Cassino, berceau de l'ordre des Bénédictins érigé au VI*e siècle, émeut profondément les opinions publiques européennes. Au sein même des rangs alliés, des voix s'élèvent pour dénoncer ce que le général Juin, commandant le corps expéditionnaire français en Italie, qualifie d'« échec complet*[1] *» et le général Clark, commandant des forces américaines dans la péninsule, de « tragique faute*[2] *». Avec le recul des années, les historiens ne sont guère plus cléments. Fuller considère la destruction de l'abbaye bénédictine « pas tant comme un morceau de vandalisme, mais comme un acte de pure stupidité*[3] *», tandis que Herbert Bloch estime qu'elle représentera toujours une « disgrâce pour notre époque et notre civilisation*[4] *».*

Ce ne sont pas les pertes humaines qui sont déplorées en premier lieu, mais la destruction d'un symbole du patrimoine architectural et religieux européen, ravagé à plusieurs reprises au cours de son histoire mouvementée, alors même que les Alliés s'étaient engagés à plusieurs reprises à le préserver. Comment, dès lors, expliquer ce qui constitue certainement un des raids aériens les plus controversés de la Seconde Guerre mondiale[5] *? La décision, qui divise dès l'origine, reflète à la fois le pragmatisme des libérateurs et la précarité de leur*

situation dans la péninsule. Ses conséquences se révèlent toutefois désastreuses tant sur le plan militaire que sur le plan politique.

Lorsque est discuté le bombardement du monastère au début du mois de février 1944, la situation militaire du 15e groupe d'armées allié est préoccupante. Débarqués dans la péninsule italienne en septembre 1943, les hommes du général britannique Alexander butent dès la mi-novembre sur la stratégie défensive allemande. Arc-boutés sur les solides positions de la ligne Gustav qui s'étend sur les hauteurs des Abruzzes, de Gaète à l'ouest à l'embouchure du Sangro sur l'Adriatique, les troupes du général Kesselring imposent une guerre d'usure. Utilisant astucieusement le relief, elles musellent la supériorité matérielle des Alliés et les contraignent à des assauts répétés et éreintants qui pèsent durement sur le moral des fantassins.

Alors que le théâtre d'opérations italien, d'emblée considéré comme secondaire par rapport aux opérations prévues dans le nord-ouest de l'Europe, est au point mort, le commandement allié cherche par tous les moyens à rompre une inertie jugée « scandaleuse[6] » par Churchill. Le Premier ministre britannique, fervent défenseur de la stratégie méditerranéenne, parvient à imposer à des Américains réticents un débarquement à proximité de Rome destiné à prendre à revers et à isoler les Allemands en coupant les routes essentielles à leur ravitaillement. Les planificateurs espèrent ainsi contraindre la Wehrmacht à disperser ses efforts, affaiblir ses positions sur la ligne Gustav et opérer une percée vers la capitale italienne.

Décidée le 2 janvier 1944, l'opération « Shingle » est préparée dans l'urgence et avec des moyens limités, car elle ne saurait remettre en cause la priorité absolue accordée à « Overlord », le débarquement sur les côtes nord-ouest de la France. En préparation, une première offensive est lancée sur la ligne Gustav dans le secteur de Cassino le 17 janvier. En dépit des efforts du corps expéditionnaire français (CEF) sur le Belvédère, le 10e corps britannique ne parvient qu'à établir une étroite tête de pont sur le Garigliano, tandis que le 2e corps américain, commandé par le général Clark, tente de forcer le passage du Rapido à San Angelo le 21 janvier et essuie des pertes colossales. Le débarquement d'Anzio et Nettuno, le 22 janvier, débute dans un contexte de grande fébrilité. Si les Alliés parviennent à établir une tête de pont, ils demeurent sous la menace constante de contre-attaques allemandes. Début février 1944, la situation semble dès lors plus sombre encore qu'elle ne l'était quinze jours auparavant. La première bataille de Cassino s'est soldée par un échec, le

débarquement d'Anzio n'a pas permis la percée escomptée et, alertés par Ultra, le système de déchiffrage des communications allemandes, les Alliés redoutent une contre-offensive massive susceptible de les rejeter à la mer, dont les conséquences militaires et politiques seraient désastreuses. Il devient dès lors impératif de percer la ligne Gustav afin de desserrer l'étau sur la tête de pont et d'éviter l'enlisement complet en Italie.

La lourde charge de débloquer la situation revient au général néo-zélandais Freyberg, figure de la Grande Guerre et vétéran des combats de Crète et d'Afrique du Nord. Transféré du front de la 8e armée, son corps, composé de la 78e division britannique, de la 4e division indienne et de la 2e division néo-zélandaise qui se sont distinguées dans le désert, relève le 6 février le 2e corps américain, décimé sur le Sangro. Son plan reprend les grandes lignes du schéma général américain qui avait pourtant échoué – un manque d'imagination qui lui sera ultérieurement reproché : attaquer la ligne Gustav en son point fort, le monastère de Monte Cassino, qui, à 500 m d'altitude, domine la ville de Cassino, la rivière Rapido et l'ensemble de la vallée du Liri qui mène à Rome. Selon ce plan, la 4e division indienne doit attaquer frontalement les hauteurs de Monte Cassino, s'emparer de l'abbaye et pénétrer dans la vallée du Liri, tandis que la division néo-zélandaise a pour mission d'établir une tête de pont sur le Rapido au nord de San Angelo, de prendre possession de la ville de Cassino puis d'ouvrir la route de la vallée du Liri à la 1re division blindée américaine, à charge pour celle-ci d'établir le contact avec la tête de pont d'Anzio. La perspective d'une attaque frontale du monastère ne réjouit guère le chef de la 4e division indienne, le général Tuker, qui redoute un sacrifice inutile de ses hommes et qui, comme Juin, préfère une attaque indirecte par une manœuvre plus large dans les montagnes environnantes. Face à l'intransigeance de Freyberg – qualifiée par Tuker de « péché militaire[7] » –, celui-ci réclame, le 11 février, le pilonnage massif des hauteurs de Monte Cassino par l'artillerie et l'aviation, comme préalable indispensable à l'engagement de ses hommes. « Attaquer les défenses du monastère sans les avoir convenablement traitées reviendrait à se précipiter tête baissée contre la portion la plus dure de l'ensemble des positions ennemies[8] », estime-t-il. Freyberg, au départ réticent à l'idée d'un bombardement de l'édifice mais inflexible sur sa tactique, se fait alors l'avocat de la demande de son subordonné auprès du commandement en chef allié en Méditerranée.

La destruction du monastère bénédictin constitue une entorse fondamentale aux principes de préservation du patrimoine architectural, artistique et culturel

revendiqués par les Alliés. Le monastère figure explicitement sur la liste établie à l'automne 1943 des bâtiments qui ne peuvent être utilisés à des fins militaires que sur autorisation spéciale du commandement en chef et à l'égard desquels « la responsabilité et le devoir d'empêcher le pillage, les dommages inconsidérés et les sacrilèges[9] » incombent aux commandants d'unité. Le 29 décembre 1943, Eisenhower, alors commandant en chef du théâtre d'opérations méditerranéen, rappelait encore que les monuments historiques ne doivent être détruits qu'en cas d'« absolue nécessité[10] ». La requête de Freyberg suscite dès lors de vives discussions au sein du commandement allié. D'une part, en dépit des assurances données par le Vatican de l'engagement des Allemands à ne pas occuper le monastère[11], des rapports du renseignement insuffisamment étayés et des rumeurs relayées par la presse[12] accréditent l'idée d'une présence allemande au sein du monastère et plaident dès lors en faveur d'un bombardement afin de faciliter l'attaque des fantassins alors que les précédentes tentatives pour s'emparer de la ligne Gustav se sont soldées par des échecs meurtriers. De nombreux hommes du rang sont en effet convaincus de l'occupation de la forteresse qui incarne les souffrances endurées lors des dernières semaines. « On devait absolument le bombarder ! Il y avait quelque chose de diabolique. J'ignore comment un monastère peut être diabolique, mais c'était ainsi qu'il nous apparaissait. Si vous voulez, sa masse, sinistre et blanche sous le soleil, semblait prête à nous écraser. Sur nous, soldats, elle produisait une terrible impression[13] », affirme par exemple le sergent Evans du 2e régiment des London Irish. D'autre part, nombreux sont ceux qui émettent de sérieux doutes quant à la pertinence stratégique et politique de l'opération. Clark, Keyes et Juin jugent ainsi le bombardement inutile, voire néfaste d'un point de vue opérationnel, car susceptible de favoriser la défense allemande à travers un bon usage des ruines. Ils redoutent en outre la récupération politique par les Allemands de la destruction de ce monument historique. Le 12 février, Alexander abonde dans le sens de Freyberg et, en dépit de son désaccord, Clark ne le contredit pas. Le 14 février, veille de la date prévue pour le bombardement, le général Eaker, chef de l'aviation alliée en Méditerranée, et Devers, adjoint de Wilson, désormais commandant en chef du théâtre d'opérations méditerranéen, survolent le monastère et affirment avoir vu un poste radio et des soldats ennemis dans ses abords, faisant définitivement pencher la balance vers le bombardement, qui est alors entériné[14]. Le pragmatisme militaire l'emporte. La nécessité d'obtenir des résultats rapides, la volonté de justifier les efforts consentis au préalable comme de faire oublier les échecs accumulés et l'embourbement d'une campagne

italienne contestée expliquent en grande partie ce choix controversé. La volonté de rassurer les fantassins avant l'assaut et de ménager leurs souffrances n'y est pas non plus étrangère. Ni Clark ni Alexander ne souhaitent assumer la responsabilité de l'échec de Freyberg et de son coût humain en cas d'absence de bombardement. Les enjeux inhérents aux prises de décision dans le cadre d'une coalition internationale influent enfin : Clark et Alexander entendent ménager le Néo-Zélandais au glorieux passé et Alexander se montre particulièrement attentif au sort des soldats des dominions[15].

Le 14 février 1944, des tracts sont largués invitant les moines et les civils à évacuer le bâtiment. Le 15 février, des bombardiers moyens et lourds déversent 600 tonnes de bombes sur l'abbaye, qu'ils réduisent à un amas de gravats – 230 civils qui s'y étaient réfugiés périssent dans l'opération. Spectaculaire, le bombardement ne produit pas, au-delà de l'impact psychologique, les effets escomptés. Faute de précision en montagne et par mauvais temps, les frappes aériennes qui atteignent accidentellement des positions alliées gênent les Indiens, les obligeant à se replier. Pis encore, comme l'avaient redouté Clark et Juin, l'abbaye démolie fournit aux soldats de la Wehrmacht un point d'appui dominant, précieux pour leur défense. Les Allemands, qui avaient disposé leurs postes d'observation légèrement en contrebas du monastère, purent alors, se souvient le général allemand von Senger und Etterlin, « occuper tranquillement l'abbaye, d'autant plus que des ruines se prêtent mieux à la défense que des bâtiments[16] ». En dépit de nouveaux bombardements dans les jours qui suivent, les offensives menées par le corps de Freyberg se révèlent vaines : à trois reprises, les assauts de la 4e division indienne sont brisés sur les pentes du mont Cassin, tandis que la 2e division néo-zélandaise ne parvient pas à s'emparer de la gare de Cassino. L'échec du corps néo-zélandais fragilise dangereusement la position française et inflige des pertes stériles. Dès le 18 février, l'échec de la manœuvre est patent et le front retourne à l'immobilisme.

Ce revers incite paradoxalement les Alliés à persévérer dans l'erreur, afin de justifier *a posteriori* la pertinence de la décision initiale. Un nouvel assaut frontal de Monte Cassino débute le 15 mars. Cette fois-ci, c'est la ville de Cassino qui est anéantie sous un tapis de bombes, au terme du bombardement le plus massif de la guerre en Méditerranée. Mais, là encore, si le « spectacle [est] écrasant de puissance et de violence[17] », l'opération est contre-productive. Les bombes détruisent des abris et autres positions défensives allemandes, mais les décombres empêchent la circulation des blindés, qui doivent donc s'arrêter aux portes de la ville de Cassino, laquelle devient le théâtre de combats urbains

acharnés[18]. Au soir du 15 mars, la division néo-zélandaise s'est emparée des deux tiers de la ville mais, méthodiquement, les Allemands la repoussent. Une compagnie de Gurkhas parvient certes jusqu'à la colline du Bourreau, en dessous du monastère, mais, isolée, elle doit également reculer. Au terme de ces longs mois pendant lesquels les Alliés se sont efforcés de briser les défenses allemandes et de s'emparer de Monte Cassino, le bilan humain est lourd. Le 15e groupe d'armées déplore plus de 55 000 pertes. Finalement, c'est l'offensive lancée le 11 mai 1944, selon un plan d'inspiration française, qui permet de briser la ligne Gustav. Le 18 mai, les troupes polonaises s'emparent enfin de Monte Cassino, tandis que l'avancée rapide du corps expéditionnaire français à travers les montagnes Aurunci ouvre la route de Rome, dans laquelle les Alliés pénètrent le 4 juin.

Cette erreur stratégique a de graves conséquences politiques. La destruction du monastère fait en effet le jeu de la propagande nazie. Celle-ci moque tout d'abord la lenteur de la progression des Alliés et leur impuissance à briser les résistances allemandes en dépit de la modernité de leur armement. « C'est nous, contre toute vraisemblance, qui avons voué à l'échec les plans de l'ennemi d'une occupation rapide du territoire italien accompagnée d'une poussée décisive sur les flancs étendus de la citadelle Europe. Nous sommes demeurés les maîtres du territoire et avons réduit l'ennemi à une offensive d'escargot [*Schneckenoffensive*][19] », se félicite le général von Vietinghoff le 18 avril 1944. L'image de l'offensive avançant à un rythme d'escargot en Italie est d'ailleurs reprise à l'envi et déclinée sur des affiches placardées en Italie et dans Paris occupé. La propagande allemande s'efforce en outre d'attiser les dissensions au sein de la coalition alliée en insinuant que les Néo-Zélandais et les Indiens serviraient de chair à canon aux impérialistes britanniques.

Dès le lendemain du bombardement, les services de Goebbels saisissent l'occasion de « faire bon usage[20] » de la destruction du monastère au service de leur prétention à incarner la défense de la citadelle Europe et de sa culture, qui seraient menacées par le militarisme allié. Le 16 février, les reporters de la Wehrmacht multiplient les photographies émouvantes de civils et de moines fuyant l'abbaye détruite tandis que le haut commandement allemand contraint Mgr Diamare, abbé de Monte Cassino, à participer à une interview radiophonique orchestrée par Goebbels. En introduction de celle-ci, un lieutenant dénonce un « acte de force insensé de la part de l'aviation anglo-américaine [qui] a dérobé à l'humanité civilisée l'un de ses plus précieux monuments culturels[21] ». Instrumentalisé, Mgr Diamare affirme que jamais les

Allemands n'ont utilisé le monastère à des fins stratégiques et les remercie pour leurs efforts de protection. Le 2 mars 1944 encore, le ministère de la Propagande invite toutes les agences de presse à dénoncer le « caractère terrifiant des attaques aériennes alliées, en raison de leur propension à détruire les biens des civils et les biens culturels[22] ». De nombreuses brochures blâment, images à l'appui, la destruction du célèbre monastère[23], tandis que les services de Goebbels confèrent une grande publicité au sauvetage de ses œuvres d'art par la division Hermann-Göring et à leur transfert au Vatican[24].

Les Alliés peinent à contrer l'efficace propagande allemande. Le 16 février, Roosevelt rappelle les directives alliées en matière de préservation des monuments historiques et les profondes réticences à l'encontre du bombardement[25], tandis que, le 9 mars, Wilson qualifie d'indispensable le bombardement de « l'une des principales positions défensives des Allemands[26] ». L'assurance de la possibilité d'une reconstruction donnée par un expert américain et relayée par le *New York Times* le 20 mai 1944[27] n'éteint pas la polémique. Les Alliés dénoncent enfin les pratiques prédatrices des Allemands dans les territoires occupés, mais ces tentatives comme celle du secrétaire d'État à la Guerre britannique James Grigg, qui fustige à la Chambre des communes le 1er août 1944 l'incendie de la bibliothèque de Naples et le pillage d'une statue de l'abbaye de Monte Cassino au bénéfice personnel de Göring, n'inversent guère la tendance[28].

Après guerre encore, les généraux allemands se défendent d'avoir utilisé le monastère à des fins stratégiques et dénoncent l'erreur commise par les Alliés. « Personne ne prendrait d'un cœur léger la responsabilité, pour un avantage tactique, de voir détruire un tel monument de la civilisation[29] », affirme en ce sens von Senger und Etterlin. Fort habile, la propagande allemande n'est toutefois pas dénuée d'hypocrisie : en incluant l'abbaye de Monte Cassino au cœur de leur dispositif défensif, les généraux de la Wehrmacht savaient pertinemment qu'ils exposaient ce monument historique et tendaient un piège aux Alliés.

Controversée dès l'origine, la décision de bombarder le monastère de Monte Cassino est dénoncée comme une tragique erreur dès les jours qui suivent l'échec de l'offensive menée par les hommes de Freyberg. Si le choix est justifié par un certain pragmatisme et la volonté de préserver des vies, il se révèle contre-productif. Inutile stratégiquement, la destruction de l'édifice provoque plus de pertes humaines qu'elle n'en préserve et devient un symbole de

l'impuissance alliée dans la péninsule. Cette décision est en outre catastrophique politiquement, la propagande nazie héroïsant la résistance allemande et fustigeant un sacrilège (religieux et culturel) de la part des Anglo-Américains.

Signe de la persistance des frustrations générées par la campagne d'Italie, la polémique ne s'éteint pas une fois le conflit achevé. Les Alliés ont beau documenter minutieusement le pillage organisé des œuvres d'art par Hermann Göring[30] et offrir aide matérielle et financière pour la reconstruction, la destruction du monastère de saint Benoît ternit toujours leur victoire, et l'enquête diligentée en 1949 par le ministère de la Guerre britannique confirme l'erreur de jugement en reconnaissant l'absence de preuves d'une quelconque occupation allemande permettant de justifier ces raids[31]. Lors de la consécration de l'abbaye en octobre 1964, près de vingt ans après la pose de la première pierre, le pape Paul VI condamne une nouvelle fois le bombardement de 1944, symbole selon lui de la furie de la guerre, et entend faire de sa résurrection un symbole de paix pour toute l'Europe dont saint Benoît est proclamé le saint patron.

Bibliographie sélective

Peter Caddicks-Adam, *Monte Cassino. Ten Armies in Hell*, Londres, Preface Publishing, 2012.

John Ellis, *Cassino. The Hollow Victory. The Battle for Rome January-June 1944*, Londres, Aurum, 2003 [1984].

Carlo d'Este, *Fatal Decision : Anzio and the Battle for Rome*, New York, Harper, 1991.

Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

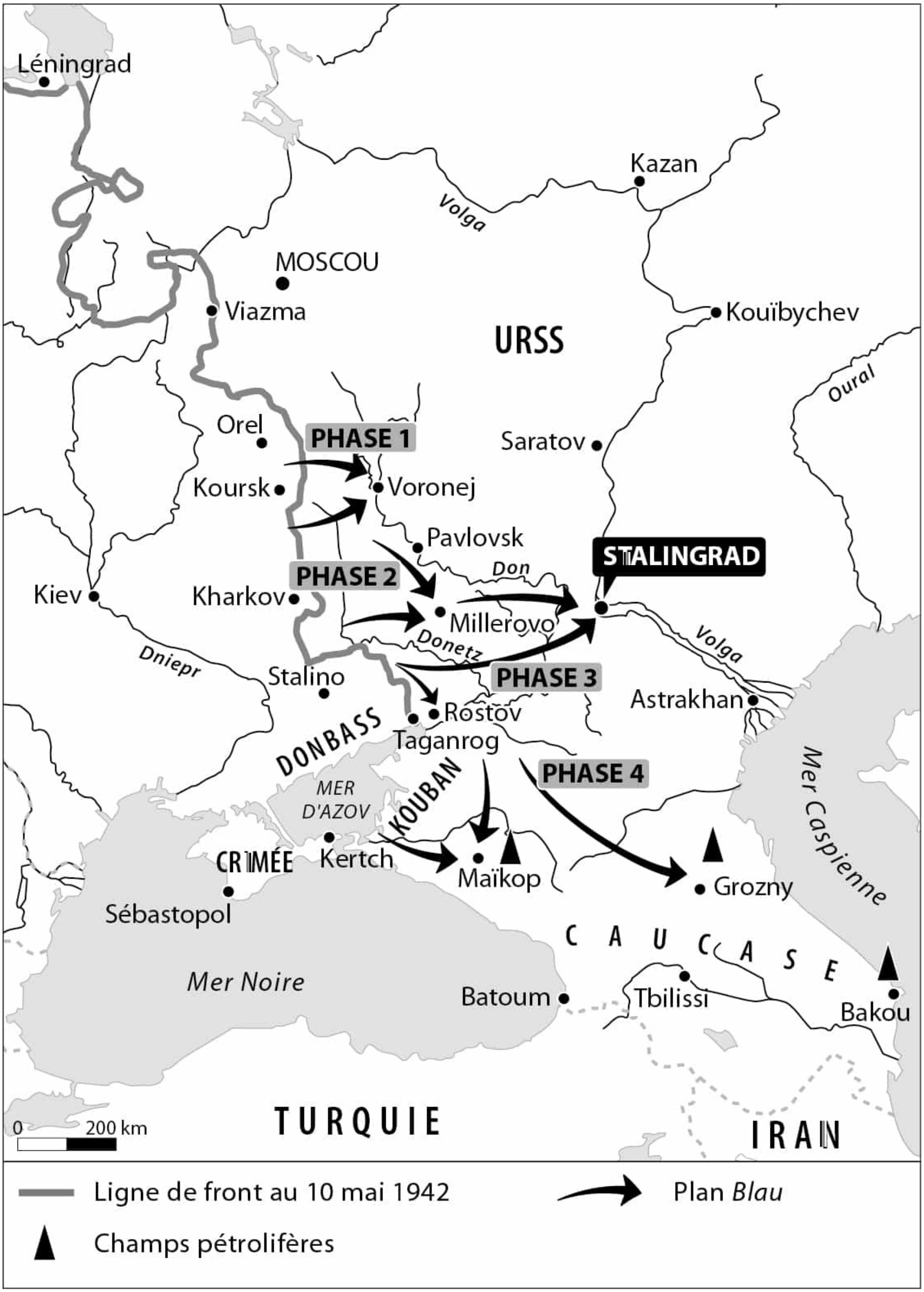
Richard Overy, *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne. 1939-1945*, traduit de l'anglais par Séverine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 [2013].

16

Stalingrad, la bataille qu’il ne fallait pas livrer

par Jean Lopez

Reconnaître quand accepter ou refuser la bataille, savoir rompre le combat si nécessaire a fait partie, à toutes les époques, du bagage du chef de guerre. Halder et Hitler – le premier plus que le second – n’ont pas su arrêter la marche sur Moscou entre le 15 novembre et le 5 décembre 1941 ; ils ont poussé trop loin, trop longtemps, et ont ainsi offert une troupe asthénique aux coups de Joukov. En revanche, devant Koursk, à l’été 1943, Hitler saura imposer l’arrêt de l’opération « Citadelle » à Zeitzler, successeur de Halder à la tête du haut état-major de l’armée de terre (OKH), et au feld-maréchal von Manstein. Celui-ci en tirera argument pour titrer le second volume de ses Mémoires Victoires perdues. *Stalingrad se situe entre ces deux batailles majeures du conflit germano-soviétique et offre un autre exemple du dilemme que constitue l’arrêt d’une bataille mal engagée. En donnant un ordre d’arrêt, ou* Haltbefehl, *Hitler aurait échangé une terrible défaite pour un revers douloureux, certes, mais secondaire. Si le cours de la guerre n’en eût pas été changé, le Reich se serait épargné une lourde épreuve psychologique et aurait conservé plus longtemps la confiance de ses alliés.*


Léningrad
Kazan
Volga
MOSCOU
Viazma
Kouïbychev
URSS
Oural
Orel
PHASE 1
Saratov
Koursk
Voronej
Pavlovsk
STALINGRAD
Don
PHASE 2
Kiev
Kharkov
Millerovo
Donetz
Volga
Dniepr
Stalino
PHASE 3
Astrakhan
Rostov
Taganrog
DONBASS
KOUBAN
PHASE 4
MER D'AZOV
Mer Caspienne
CRIMÉE
Kertch
Maïkop
Grozny
Sébastopol
CAUCASE
Mer Noire
Batoum
Tbilissi
Bakou
0
200 km
TURQUIE
IRAN
Ligne de front au 10 mai 1942
Plan Blau
Champs pétrolifères

Fait paradoxal, Stalingrad ne constituait pas le but majeur de l'offensive allemande de l'été 1942, seulement un objectif intermédiaire. La ville apparaît en effet à un rang secondaire dans la directive nº 41. Ce document signé par Hitler et daté du 5 avril 1942 justifie en trois points la deuxième grande offensive allemande à l'est. Le premier point postule que, dans sa contre-offensive de l'hiver 1941-1942, l'Armée rouge a brûlé une bonne partie de ses réserves humaines. Le deuxième voit dans cet affaiblissement l'occasion de détruire définitivement le gros de cette armée et de « lui enlever les plus importantes sources d'approvisionnement de son industrie de guerre[1] », en l'occurrence les pétroles du Caucase, qui fournissent 95 % du brut soviétique. Il y a là deux objectifs, que Hitler confond mais qui sont en réalité distincts : l'attrition biologique de l'Armée rouge, d'une part, la clé de voûte pétrolière de l'économie soviétique, d'autre part. Troisième point : comme les forces manquent à la Wehrmacht pour attaquer partout, elle doit concentrer ce qu'elle a de meilleur dans la moitié sud du front, et solliciter un effort important de ses alliés roumains, italiens et hongrois.

Cette directive 41 sert de base à l'élaboration d'un plan, bientôt baptisé *Blau* (« Bleu »), qui doit ruiner le front soviétique méridional par quatre opérations successives, chaînées entre elles : *Blau* I, II, III et IV. La première opération vise Voronej, sur le Don moyen ; *Blau* II, partie du sud de Kharkov, doit réaliser un encerclement majeur dans la grande steppe entre Don inférieur et Donetz ; *Blau* III cherche un nouvel encerclement, cette fois dans la direction de Stalingrad. La directive de Hitler prescrit que « dans tous les cas, il faut essayer d'atteindre Stalingrad ou, à tout le moins, de placer cette ville sous l'action de nos armes lourdes, afin de l'éliminer comme centre d'armement et de communications[2] ». La prise de Stalingrad n'est donc pas une fin en soi, elle n'est même pas obligatoire : l'important est de détruire ses usines, de couper le trafic pétrolier sur la Volga et de protéger le flanc nord de la quatrième opération, la marche vers le Caucase. *Blau* IV – la conquête des puits – ne se déclenchera qu'après la destruction des armées soviétiques du sud de la Russie et la neutralisation de Stalingrad. C'est l'occupation des trois zones pétrolières de Maïkop, Grozny et Bakou qui constitue l'objectif stratégique. En interdire l'accès à l'URSS l'empêcherait de motoriser son armée et de développer son aviation ; mettre les puits au service de l'Allemagne permettrait *a contrario* de faire monter en puissance la Luftwaffe et la Kriegsmarine, les deux armes clés pour battre la coalition anglo-américaine. C'est du fait d'une dynamique bien

particulière que Stalingrad va se substituer au pétrole et devenir l'objectif stratégique de l'année 1942.

Comprendre cette dynamique nécessite en premier lieu de relever que le plan *Blau* est très ambitieux. Gagner Stalingrad signifie, à partir de Kharkov, progresser vers l'est de 800 km, et aller à Bakou oblige à en parcourir 1 800, soit la distance entre Paris et Stockholm. Le nombre d'unités mises en jeu est faible pour un front qui s'allonge au départ sur 700 km : 51 divisions d'infanterie, 17 divisions blindées ou motorisées, soit près d'un million de soldats allemands, 1 800 chars et canons d'assaut, ainsi que 1 640 avions, appuyés par 25 divisions hongroises, italiennes, roumaines, croates et slovaques (600 000 hommes). Les problèmes logistiques qui ont étouffé l'opération « Barbarossa » ne manqueront pas de réapparaître dans un espace immense à peu près dépourvu de routes bitumées et équipé d'un réseau ferroviaire très lâche. Enfin, la connaissance des moyens ennemis ne s'est pas améliorée : en 1942 comme en 1941, l'on suppose que l'Armée rouge arrivera vite au bout de ses réserves instruites, pour peu qu'un ou deux encerclements lui enlèvent un million de combattants.

Le plan *Blau* va néanmoins bénéficier d'une énorme erreur de jugement de la direction soviétique. En juin 1941, Staline attendait l'effort principal des Allemands au sud, en Ukraine, il s'est produit au centre ; en juin 1942, il croit la Wehrmacht en route vers le centre (Moscou), ce sera vers le sud. Autre élément en faveur de *Blau*, quatre succès préliminaires rassurent la Wehrmacht sur le maintien de sa supériorité et remplissent déjà à moitié l'objectif attritionnel. L'attaque de Timochenko contre Kharkov, à la mi-mai 1942, se termine par un désastre pour l'Armée rouge (277 000 pertes) ; la conquête de toute la Crimée, Sébastopol inclus, entre le 8 mai et le 4 juillet, est l'occasion d'une nouvelle saignée (268 000 pertes). Deux affaires plus restreintes (*Wilhelm* 10-13 juin et *Fridericus II* 20-25 juin) permettent de faire 45 000 prisonniers supplémentaires. Hitler est donc confiant.

L'offensive commence bien. En deux semaines, du 28 juin au 12 juillet 1942, le temps d'exécuter *Blau* I et II, les unités mobiles du groupe d'armées Sud, commandé par le feld-maréchal von Bock, battent deux Fronts soviétiques, atteignent le Don de Voronej à Pavlovsk et procèdent à deux encerclements. Le coup de filet est cependant plus maigre qu'attendu : 70 000 prisonniers. Le 5 juillet, le groupe d'armées Sud est scindé en deux entités : un groupe A au sud (1re armée panzer, 11e et 17e armées), commandé par le feld-maréchal List, et un groupe B au nord (6e et 2e armées, 4e armée panzer, 2e hongroise), sous Bock. Celui-ci note dans son journal : « Voilà la bataille coupée en deux[3]. » Comme

souvent, Hitler s’est arrangé pour combiner une structure de commandement éclatée, de façon à imposer sa volonté. La mauvaise humeur de Bock ne durera qu’une semaine. Rendu responsable de l’échec des encerclements, il est en effet limogé le 13 et remplacé par Weichs. Le départ du feld-maréchal permet à Hitler d’altérer le plan *Blau*, dont Bock est un des pères, et d’intervenir plus aisément dans les opérations.

Frustré d’un grand encerclement dans la boucle du Don, Hitler le cherche plus au sud, vers Rostov, alors que la phase III du plan *Blau* donnait la priorité à la neutralisation de Stalingrad. C’est un cas flagrant d’opportunisme opérationnel. Le 13 juillet, il envoie la 6e armée seule plein est, vers Stalingrad, et lui enlève sa compagne, la 4e armée panzer, qu’il dirige au sud afin de sceller, espère-t-il, un encerclement avec l’aide du groupe d’armées A. Rostov tombe le 23 juillet 1942, provoquant la consternation à Moscou. Le bilan de *Blau* III donne, comme ceux de *Blau* I et II, peu de prisonniers : 83 000, à peine 150 000 pour l’ensemble des trois phases. Pour ce butin six fois plus faible qu’espéré, le plan a subi une torsion majeure : tous les corps blindés sont au sud, au-delà du Don, alors qu’ils devraient être pour une bonne part à l’est, à Stalingrad. Cette absence permet aux Soviétiques de se ressaisir sur cet axe. Hitler exulte pourtant. Voronej, Rostov, la grande région industrielle du Donbass oriental avec le centre métallurgique de Vorochilovgrad (Lugansk) – au total un territoire vaste comme le tiers de la France – sont tombées entre ses mains en moins d’un mois.

Le 21 juillet, sa directive 44 sonne déjà le grand air de la victoire : « Les opérations contre les armées de Timochenko se déroulent de façon favorable avec une rapidité inattendue, ce qui justifie l’espoir que, sous peu, nous arrivions à couper la Russie soviétique de ses liaisons avec le Caucase, et donc de ses approvisionnements principaux en pétrole, tout en la coupant des livraisons américaines et anglaises de matériels. De ce fait, et en ajoutant la perte de toute l’industrie du Donetz, l’Union soviétique a reçu un coup dont les effets sont imprévisibles[4]. » Comment expliquer autrement que par la déroute l’incapacité des Russes à défendre Rostov, la porte du Caucase, la route du pétrole ? La facilité avec laquelle s’est effondrée la défense de la rive sud du Don n’est-elle pas étonnante ? Les Soviétiques reculent partout, le commandement semble avoir perdu le contrôle des troupes. Les premières reconnaissances vers le Kouban évoquent même le pillage des villages par les soldats rouges. L’effondrement du régime a commencé… C’est le retour du *wishful thinking* déjà à l’œuvre un an plus tôt. Devant ce qu’il juge être un succès majeur, Hitler,

le jour de la chute de Rostov, prend la décision la plus grave de la campagne par sa directive n° 45, qui constitue la cause première de la bataille de Stalingrad.

Cette directive redéfinit les grandes lignes des opérations à venir, globalement baptisées *Brunswick* et qui, *de facto*, remplacent le plan *Blau*. *Brunswick* assigne au groupe d'armées A l'effort principal dans le cadre de l'opération « Edelweiss », la conquête du Caucase. Après avoir anéanti les restes des armées de Timochenko immédiatement au sud du Don, cette formation aura à s'assurer de trois objectifs : la côte de la mer Noire ; les passes du Caucase occidental ; enfin les capitales régionales de Grozny, Tbilissi et Bakou. Le groupe d'armées B est le parent pauvre de la directive 45. Pourtant, ses objectifs demeurent ambitieux : il doit défendre l'immense flanc qui va de Voronej à Stalingrad. Cette mission, d'abord assignée à la 2e armée et à la 2e armée hongroise, se verra affecter quasiment toutes les unités alliées avec l'arrivée en août et septembre de la 8e armée italienne puis de la 3e armée roumaine. Le groupe B doit en outre battre les forces ennemies rassemblées devant Stalingrad, occuper l'isthme entre Don et Volga et Stalingrad elle-même. C'est la première fois que l'ordre de prendre la ville est expressément donné. Enfin, des éléments rapides seront dirigés de Stalingrad vers Astrakhan, sur la mer Caspienne (opération « Fischreiher »).

Le plan *Blau* reposait sur une série d'opérations séquentielles. Une nouvelle séquence ne s'ouvrait qu'à la condition que la précédente ait atteint ses objectifs. Ce canevas prenait en compte les forces limitées engagées par l'Allemagne. Le plan *Brunswick*, quant à lui, remplace les efforts séquentiels par des efforts simultanés. La conquête du Caucase ne suit pas celle de Stalingrad : elle lui est parallèle. De ce fait, les deux objectifs, Stalingrad et Caucase, écartèlent les forces déjà trop justes de la Wehrmacht en deux axes divergents à 90 degrés. Le problème de l'allocation des moyens dans un espace en dilatation constante va devenir central. Tout effort consenti au bénéfice du groupe A se fera au détriment du groupe B, et inversement. Le Reich n'a pas assez de camions et d'avions de transport Ju 52 pour servir simultanément les deux axes. De même, la désignation de deux directions d'effort dépasse les moyens de la Luftwaffe, accaparée par une multitude de tâches. L'éparpillement des forces aériennes est la conséquence directe de la divergence des efforts et de l'énormité des distances : 500 km à vol d'oiseau entre Stalino (tête de ligne ferroviaire) et Stalingrad, 600 km entre Stalino et Maïkop, 1 500 entre Stalino et Bakou, 600 entre Grozny et Stalingrad.

Dès avant la promulgation de la directive 45, Halder demande à Hitler d'en revenir au plan séquentiel de départ : éliminer en priorité les forces russes à Stalingrad, sécuriser ce flanc dangereux à tout prix. De même, il souligne que l'introduction des armées hongroise, roumaine et italienne pour tenir les flancs de la 6e armée en route vers Stalingrad ne peut être viable que si l'ennemi n'attaque pas. Sur le fond, le jugement de Halder diffère totalement de celui de Hitler. Ce dernier apparente la suite des opérations à la poursuite d'un ennemi battu dans les phases I, II et III du plan *Blau*. À l'image de ce qu'avait été la fin de la campagne de France, l'éclatement des directions de la poursuite serait sans conséquences face à un adversaire en déroute. En revanche, Halder croit que la « crise », au sens clauséwitzien, est encore à venir parce que le Russe contrôle toujours des moyens importants, pour l'instant amassés devant Moscou, mais dont il peut disposer à sa guise. En bon détenteur de la tradition du haut état-major prussien, Halder pressent, avec la dilution des forces allemandes, l'arrivée d'une bataille décisive au point le plus faible du dispositif allemand : Stalingrad. Dans son journal, à la date du 23 juillet, jour de la promulgation de la directive 45, il note : « La sous-estimation toujours actuelle des possibilités de l'ennemi prend peu à peu des formes grotesques et devient dangereuse. Cela devient toujours plus insupportable. Il ne peut plus être question de travail sérieux. Cette prétendue conduite des opérations n'est que réactions maladives à des impressions fugitives et défaut complet de jugement et de capacités de la direction[5]. » Keitel ne l'appuie pas dans ses démarches pour amener Hitler à revenir sur cette directive, et Jodl ne le fait qu'avec d'infinies précautions, qui provoqueront malgré tout sa disgrâce. Hitler finit par renvoyer Halder le 24 septembre 1942 et nomme le général Zeitzler à sa place.

Le cadre opérationnel et stratégique étant posé, il convient maintenant de porter notre regard sur le cheminement de la 6e armée jusqu'à Stalingrad. La possibilité de se saisir rapidement de cette dernière s'est présentée entre le 9 et le 18 juillet. Rien, alors, n'aurait pu s'opposer à une avance décidée de Paulus. La ville, sans défense, serait sans doute tombée : l'ensemble de la campagne d'été 1942 aurait pris une autre tournure. Mais, à ce moment, Hitler ne s'intéresse pas en priorité à Stalingrad : il cherche encore sa bataille d'anéantissement sur le Don inférieur. Le 9 juillet, la 6e armée, qui a atteint Rossoh, se voit enlever les 3 divisions blindées du puissant 40e corps panzer. Elle doit donc continuer seule, vers l'est, avec 3 corps d'infanterie, soit 9 divisions dépourvues de moyens de transport modernes, et le seul 14e corps panzer (1 division panzer, 2 motorisées) alloué le 18 juillet par Hitler. Mais ces

éléments rapides sont eux-mêmes cloués sur place, réservoirs à sec : tout le carburant disponible est parti avec le 40e corps panzer. L'armée se traîne donc à petite vitesse vers l'est, à travers la boucle du Don, immense espace steppique écrasé de chaleur.

La lenteur de Paulus laisse aux Soviétiques le temps de rameuter des réserves. L'on notera que les formations préparées pour la défense de Moscou sont lâchées non pour défendre le Caucase, mais pour tenir Stalingrad. C'est bien sûr et d'abord à cause de la moindre distance. Mais, par ailleurs, la STAVKA (le commandement suprême des armées soviétiques) est certaine que, dans les montagnes du Caucase, la Wehrmacht n'ira pas loin, vaincue par le relief, la distance et l'hiver précoce. En revanche, Stalingrad semble une proie facile. Le 12 juillet, une directive de la STAVKA prend les premières mesures pour profiter du répit accordé par l'ennemi. Elle crée un Front de Stalingrad doté de trois armées de réserve et bientôt de deux armées de tanks formées en hâte. Le 20 juillet, ledit Front aligne déjà 187 000 hommes, 7 900 canons et mortiers de tous calibres et 360 chars, ce qui met la ville à l'abri d'un coup de main.

Ce n'est que le 18 juillet 1942 que la 6e armée, enfin ravitaillée en essence, reprend une marche vigoureuse vers l'est. Le 19, elle est renforcée par un corps panzer et un corps d'infanterie. Paulus dispose alors de 18 divisions, soit 250 000 hommes, 7 500 canons et mortiers, 740 chars, le tout appuyé par 600 avions. L'armée va se battre très durement durant un mois entier pour parvenir à border le Don à l'endroit où il s'approche à 60 km de la Volga de Stalingrad. Elle doit notamment parer à des contre-attaques féroces des Soviétiques. Épuisée, elle n'est plus en état de prendre la ville avec ses seuls moyens.

Le 31 juillet, à son QG de Vinnitsa, en Ukraine, en présence de Halder et de Jodl, qui plaident en ce sens depuis une semaine, Hitler révise sa directive 45. Selon lui, la coupure de la liaison ferrée entre Stalingrad et le Caucase aurait « réduit en morceaux » l'ennemi au sud du Don, auquel « aucun renforcement digne de ce nom » ne peut plus parvenir. Aussi décide-t-il de transférer le centre de gravité de son effort vers Stalingrad, au détriment du groupe d'armées A engagé dans le Caucase. En conséquence, la 4e armée panzer (un corps blindé, un corps d'infanterie, un corps roumain) est transférée au groupe B. En partie seulement, puisque le 40e corps blindé reste avec le groupe A. Hitler affaiblit donc la poussée vers le Caucase pour renforcer celle vers Stalingrad, mais il ne prend que des demi-mesures. Les allers-retours auront fait perdre beaucoup de temps et de carburant à la 4e armée panzer du général Hoth, mais enfin la voici

en route vers Stalingrad. La rocade est audacieuse : au lieu de laisser la 6e armée s'user en une attaque solitaire contre Stalingrad, Hitler prend à revers les défenses soviétiques par le sud. Ainsi appuyée, la 6e armée franchit le Don le 21 août et atteint la Volga dans les faubourgs nord de la ville le 24. La 4e armée panzer pénètre quant à elle dans les faubourgs sud et fait sa jonction avec la 6e armée le 3 septembre. La 62e armée soviétique et une partie de la 64e se retrouvent acculées au fleuve, isolées du gros des forces soviétiques.

La chute de Stalingrad semble alors imminente à tous les observateurs. Le 23 août, la ville a été détruite par un bombardement massif de la Luftwaffe qui a fait des milliers de victimes civiles. Les usines de chars sont hors service, le trafic sur la Volga interrompu. Les objectifs de la directive 41 sont atteints, la bataille aurait pu s'arrêter là. C'est d'ailleurs à ce moment que Paulus évoque le problème de la position d'hivernage que son armée devrait d'ores et déjà préparer, tant il sait qu'elle n'a pas la logistique indispensable à l'entretien d'une longue bataille. Dès avant l'encerclement soviétique, on constate en effet une sous-alimentation des hommes et des chevaux, des pannes sèches régulières et des stocks de munitions toujours au plancher. Le quartier-maître de la 6e armée, le colonel Bader, estime que 18 trains par jour sont nécessaires pour couvrir les besoins de l'armée. Il n'en aura jamais plus de 10, voire 14. Aussi la constitution de stocks est-elle très lente, surtout dans la perspective d'un hivernage dans la steppe. Dans cet environnement hostile, tout doit venir de l'ouest : le carburant, les munitions et la nourriture, mais aussi le bois, les ferrailles, les ciments, le fourrage des chevaux et même l'eau pour les unités postées dans la steppe.

Dissipée l'illusion d'une capture de la ville par une « poussée surprise » évoquée par Hitler le 17 juillet[6], la bataille se présente sous un jour incertain. Le temps et l'espace conjuguent leurs contraintes. Il faut s'emparer de la ville avant l'hiver, avant une contre-attaque soviétique qui, personne n'en doute à l'OKH, visera les flancs mal protégés. Pourtant, les Allemands laisseront flamber la bataille jusqu'à rencontrer la catastrophe. Il y a là un paradoxe lorsque l'on sait qu'en général la Wehrmacht privilégie la manœuvre, particulièrement devant les grandes villes. Or, la présence de la Volga, large de 2 000 m et sans le moindre pont, interdit toute manœuvre et tout encerclement. C'est donc bien au pire, à un assaut frontal, qu'il faut se résoudre. La 6e armée et une fraction de la 4e armée panzer entament donc la bataille urbaine le 13 septembre 1942. En quinze jours de combats acharnés, une partie du centre et des quartiers sud sont conquis. Une deuxième phase, du 27 septembre au 7 octobre, donne à Paulus les quartiers ouvriers du nord. Un troisième effort, du 14 octobre au 10 novembre, lui offre

les grandes usines. Malgré de terribles corps à corps, les Soviétiques conservent le contrôle de la moitié de la rive occidentale de la Volga. Une quatrième tentative de Paulus, du 11 au 13 novembre, se solde par une avance dérisoire et de lourdes pertes. Éreintée, la 6e armée obtient une semaine de répit.

Pourquoi Hitler s'entête-t-il à vouloir s'emparer des dernières ruines de Stalingrad ? Concentrer près de 16 divisions, dont 5 blindées ou motorisées, mal ravitaillées, faire combattre une partie de ces forces soixante-dix jours dans un univers urbain où les trois points forts de la Wehrmacht sont neutralisés (blindés, aviation, transmissions), en laissant à la garde d'unités roumaines de second ordre des flancs très étirés, tout cela constitue un cas limite de cécité militaire. Comment Hitler s'est-il mis dans une pareille souricière ?

Le deuxième assaut contre Stalingrad, le 27 septembre, coïncide avec le moment[7] où le Führer réalise qu'il ne pourra prendre Bakou, son principal objectif, dont il renvoie la conquête à 1943. Dès ce moment, son esprit se fixe sur la Volga. Il va chercher dans la conquête de Stalingrad un substitut à son échec caucasien. Une mécanique psycho-politique se met en place qui va lui dicter sa conduite, indépendamment de la saine raison militaire. Les yeux du peuple allemand sont en effet de plus en plus rivés sur Stalingrad. Depuis la fin du mois d'août, les bulletins de la Wehrmacht parlent d'une chute imminente de la ville. La presse du Reich en rajoute, déjà stimulée par la gaffe d'Otto Dietrich, secrétaire général au ministère de la Propagande, qui, le 15 septembre, annonce que la chute de la ville est une question d'heures. Hitler s'inquiète de cette « nervosité impatiente » de son peuple, de même que Goebbels, qui comprend, un peu tard, que sa propagande la nourrit au lieu de l'étouffer. Mais la machine est enclenchée et l'on ne parle plus en Allemagne que de Stalingrad et de sa chute imminente.

Hitler entre à son tour dans le piège des promesses le 30 septembre, jour de l'ouverture de la campagne du « Secours d'hiver ». Au Sportpalast de Berlin, il déclare devant les fidèles du parti nazi : « L'épreuve fatidique pour notre peuple est déjà derrière nous […]. Nos troupes dominent Stalingrad et la prendront […] et aucun être humain ne pourra nous en déloger[8]. » Le 2 octobre, après que le 14e corps panzer vient border la Volga dans les quartiers sud, Zeitzler et Jodl essaient de persuader Hitler que l'essentiel est fait : la 62e armée soviétique ne peut plus être considérée comme une menace. Il serait dès lors judicieux d'ôter sa priorité à Stalingrad et d'allouer les forces libérées à d'autres secteurs du front. Hitler refuse sèchement, pour « raisons politiques ». Le 6 octobre, il fait savoir que l'occupation totale de Stalingrad est désormais l'objectif le plus

important du groupe d'armées B, devant lequel tout le reste doit s'effacer. L'opération « Fischreiher » vers Astrakhan est annulée. Le 10 octobre, devant Zeitzler et Jodl, il déclare pour la première fois que la prise de Stalingrad est motivée par des raisons non seulement opérationnelles, mais aussi « psychologiques[9] ». Il s'agit selon lui de montrer au monde la force de la Wehrmacht et de remonter le moral de ses alliés. Le 8 novembre, à la *Bürgerbräukeller* de Munich, alors qu'il vient d'apprendre le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord et que l'Afrikakorps bat en retraite devant la 8e armée britannique, le Führer fait le matamore devant « ses vieux camarades de combat » : « Je voulais aller jusqu'à la Volga à un certain endroit près d'une certaine ville. Il se trouve que son nom est celui de Staline lui-même. Mais de grâce n'allez pas penser que je vais là-bas pour cette raison – elle pourrait s'appeler tout à fait autrement –, j'y vais parce que c'est un point très important. […] Je voulais l'avoir et, savez-vous, car nous sommes modestes… nous l'avons ! Il reste juste quelques tout petits coins à enlever[10]. » Avec cette déclaration, le piège psychologique et politique de Stalingrad s'est refermé sur Hitler. Il ne pourra plus s'en dégager.

L'année 1942 est celle d'un certain désenchantement de la population allemande, perceptible dans les rapports du SD, le service de renseignements de la SS. Le Führer se tient loin de son peuple, reclus dans son QG de Prusse-Orientale. Il raréfie ses discours pour une raison simple : il n'a pas de nouveaux succès à proclamer, rien qui puisse annoncer la venue de la paix. La population se montre déçue et inquiète[11]. Des rumeurs circulent parlant d'une détérioration de la santé mentale du Führer. Les blagues hostiles au régime se multiplient – « Quand finira la guerre ? Réponse : quand le pantalon de Goebbels ira à Göring ! ». La nécessité de dissiper ce « vent mauvais » explique autant que la situation militaire dégradée les discours aventureux du 30 septembre et du 8 novembre 1942.

Le « piège » dans lequel tombe Hitler est bien sûr celui que Joukov et Vassilevski arment depuis la fin septembre. Mais il est aussi celui que lui tend son propre mythe de leader charismatique, qu'il doit continuellement nourrir de bulletins triomphants. Or, après les échecs en Afrique et dans le Caucase, il n'y a plus qu'une victoire à portée de main, la prise de Stalingrad. Dans son désir de réaffirmer son génie militaire et la « protection » de la Providence, Hitler ne cesse de faire lui-même grandir la valeur symbolique et, de fait, militaire de la ville, qui « est l'heure de vérité dans cette guerre », le lieu « où se forge l'héroïsme allemand ». « Nous ne devons abandonner la ville en aucun cas, dira-

t-il à Zeitzler le 12 décembre 1942 alors que Paulus est encerclé depuis trois semaines. Nous ne pourrions jamais la regagner. […] Si nous l'abandonnons, nous abandonnons aussi toute la signification de cette campagne. S'imaginer que je pourrais y revenir est une folie ! […] C'est pour cela que nous ne devons pas partir. Pour elle, trop de sang a été versé[12]. »

Les Allemands, comme leur Führer, se persuadent que le destin de la guerre se joue sur la Volga. Or, nous l'avons vu, rien n'est plus faux : la Wehrmacht pourrait – et devrait, dans la perspective d'un hivernage – évacuer la ville et même l'isthme Don-Volga, en gardant juste une tête de pont, sans qu'il en découle pour elle de véritables dommages. Bien au contraire, c'était la condition même de la survie de la 6e armée trop avancée vers l'est. La longue et inutile bataille dans la ville n'a fait que donner aux Soviétiques le temps nécessaire à la préparation de l'opération « Uranus », déclenchée les 19 et 20 novembre 1942 : l'encerclement et la destruction des 250 000 hommes de la 6e armée. Le coup porté au prestige de Hitler sera si violent qu'il faudra cacher la vérité au peuple allemand jusqu'à la fin janvier 1943 et trouver des boucs émissaires en la personne des malheureux Roumains préposés à la garde des flancs de Paulus.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, vol. 6, dva, 1990.

Geoffrey JUKES, *Hitler's Stalingrad Decisions*, Berkeley, University of California Press, 1985.

Jean LOPEZ, *Stalingrad, la bataille au bord du gouffre*, Paris, Economica, 2008.

17

Le bombardement stratégique

par Olivier Wieviorka

*Dans ses Mémoires publiés en 1981, l'économiste John Kenneth Galbraith livra un aveu étonnant. À ses yeux, le bombardement stratégique avait été « l'une des plus grandes, peut-être la plus grande erreur de calcul de la guerre ». L'homme parlait en orfèvre. Il avait appartenu à l'équipe américaine chargée, en 1945, de mesurer l'impact des bombardements sur l'Allemagne nazie. Or, les 208 études rassemblées dans l'*United States Bombing Survey *présentaient des conclusions nuancées. Tout en admettant que cette stratégie avait contribué à la victoire, elles soulignaient qu'elle n'avait en rien été décisive ; à l'unisson, elles rappelaient que la population allemande ne s'était pas révoltée contre ses maîtres nazis, au rebours de ce qu'escomptaient certains stratèges britanniques. À cette aune, les rapports américains firent l'effet d'une douche froide. Car tout en admettant l'utilité du bombardement stratégique, ils pointaient l'écart béant qui séparait les chimères caressées par les chefs de l'aviation alliée des résultats modestes auxquels ils étaient parvenus.*

La Première Guerre mondiale avait montré l'importance de l'aviation qui ouvrait l'espace des possibles. Outre les missions de reconnaissance et d'appui aux troupes terrestres, cette arme nouvelle permettrait désormais seule d'emporter la décision. En pilonnant le système défensif et les sites industriels de l'ennemi, les bombardiers briseraient l'adversaire ; en exposant les

populations à des raids aériens, ils anéantiraient leur volonté de résistance. Ainsi, le bombardement stratégique – une doctrine confiant à l'aviation le soin d'anéantir l'adversaire sans s'associer aux forces terrestres – offrait une formule magique : il éviterait les lourdes pertes subies par les contingents de la Première Guerre mondiale en emportant la victoire au moindre coût humain. Développées, sous des modalités diverses, par l'Italien Giulio Douhet ou l'Américain William Mitchell durant l'entre-deux-guerres, ces thèses enflammèrent l'imagination des aviateurs. Elles inspirèrent les jeunes armées de l'air (la Royal Air Force avait été créée en 1918, l'armée de l'air en 1934, la Luftwaffe en 1935…), des forces qui devaient autant définir leur doctrine d'emploi que justifier leur existence à l'égard d'une marine et d'une armée de terre qui regardaient d'un œil torve l'émergence de concurrents parés du prestige de la modernité.

À l'heure où l'Europe s'embrasait, les aviations militaires naviguaient cependant à vue dans la mesure où elles ne pouvaient s'appuyer sur aucune expérience significative. Certes, le raid criminel mené par la légion Condor sur la ville basque de Guernica, le 26 avril 1937, avait suscité l'horreur et la réprobation. De même, le bombardement sur Varsovie, le 25 septembre 1939, puis le raid mené sur Rotterdam le 14 mai 1940 semblaient annoncer l'apocalypse promise par les prophètes de l'entre-deux-guerres. Ces exemples, pourtant, n'avaient aucune valeur démonstrative. L'attaque sur la capitale polonaise visait, fort classiquement, à accélérer sa capitulation, non à terroriser la population ; et la frappe déclenchée sur le port néerlandais fut le fruit d'une erreur et non d'une stratégie préméditée : une partie des aviateurs allemands n'avaient pas compris les signaux de retrait qui leur étaient adressés. Bref, aucune armée de l'air ne disposait, en 1940, d'une doctrine ou d'une expérience significative en matière de bombardement stratégique. Elles devraient donc inventer, au fil du temps, leur mode d'intervention.

Le premier acte se joua, en 1940-1941, dans les cieux britanniques. Face à la résistance inattendue du Royaume-Uni, Hitler, on le sait, envisageait un débarquement dont la directive du 16 juillet 1940 dessinait les contours. Encore fallait-il disposer de la maîtrise aérienne, ce qui incita la Luftwaffe à livrer, entre le 10 juillet et le 31 octobre, la bataille d'Angleterre. L'objectif était d'abord et avant tout de détruire la RAF en frappant les chasseurs, les aérodromes et les industries aéronautiques. La défaite de la Luftwaffe conduisit cependant Hitler à changer son fusil d'épaule. Le 19 septembre, il ajourna l'opération « Otarie », *in fine* annulée le 2 octobre. Mais Göring, le 16 septembre, lança une campagne de bombardement stratégique. Il chargea les ailes allemandes de parachever la

destruction de l’aviation britannique et d’anéantir ports et docks, afin de prévenir l’acheminement de l’aide américaine et de soumettre l’archipel à un blocus rigoureux. Entre janvier et mai 1941, 61 raids importants frappèrent ainsi les ports, 9 les centres d’armement. Dans ce sinistre bilan, Londres se taillait la part du lion. Le 19 avril 1941, par exemple, 712 appareils larguèrent sur la ville 1 026 tonnes de bombes et 4 252 bombes incendiaires.

Au final, pourtant, le bilan côté allemand se révéla décevant. La production industrielle anglaise ne chuta que de 5 % – un déficit que les entreprises rattrapaient dans un délai de trois à huit jours –, surtout, entre janvier et juin 1941, la Luftwaffe perdit 572 bombardiers (496 étant en outre endommagés), ce qui amputa fortement son potentiel. De fait, au 17 mai 1941 elle alignait 759 appareils opérationnels entre l’Europe du Nord et la Méditerranée, soit 30 % de moins qu’à l’orée de la campagne de France. Une amputation qui allait lourdement peser lors de l’opération « Barbarossa ». C’était au total cher payé. Cela posé, cette stratégie ne fut pas totalement inutile : elle contribua à égarer Staline sur les véritables desseins d’un Reich qui, en pilonnant le Royaume-Uni, ne songeait pas, pensait-il, à tourner le regard vers l’Est ; elle mobilisa, côté britannique, des effectifs considérables pour protéger l’archipel (216 000 hommes pour la seule défense passive en juin 1941) ; elle contraignit la RAF à conserver ses chasseurs sur son territoire alors qu’ils auraient été fort utiles en Afrique du Nord. Dans l’ensemble, cependant, la stratégie allemande avait échoué : Londres n’avait pas déposé les armes et sa production industrielle restait intacte. Autant d’éléments dont les chefs britanniques prirent lucidement la mesure. Pourtant, alors qu’ils avaient mesuré les limites du bombardement stratégique, leurs stratèges s’engouffrèrent à partir de 1942 dans cette voie.

Le Royaume-Uni était, il est vrai, placé dans une situation délicate. Sûr, après la bataille d’Angleterre, de ne pas être envahi, il s’interrogeait sur les chemins à emprunter pour obtenir la victoire. Certes, l’entrée en guerre de l’Union soviétique puis des États-Unis bouleversait la donne. Mais il faudrait du temps avant que ces puissants alliés ne donnent leur pleine mesure. En attendant cette échéance, il fallait agir. Disposant de peu de troupes terrestres, Londres privilégia donc une stratégie périphérique, en combattant en Afrique du Nord et au Moyen-Orient plutôt que d’attaquer frontalement en Europe. Elle capitalisa aussi sur la Royal Navy pour contrôler les mers. Dans cette configuration, le bombardement stratégique représentait une option séduisante. Encore fallait-il avoir les moyens de ses ambitions.

Jusqu'en 1942, les Britanniques se contentèrent de monter quelques raids relativement inoffensifs sur l'Europe. Leurs appareils, à l'instar du Halifax ou du Stirling, étaient peu performants, les systèmes de navigation et de guidage rudimentaires ; et les défenses allemandes sur le Vieux Continent étaient d'une efficacité redoutable. La situation cependant s'améliora : le bombardier Lancaster, capable de voler à 450 km/h, à un plafond de 7 500 m, sur un rayon d'action de 1 600 km, entra en service en 1942, comme le système de navigation Gee suivi, l'année suivante, par des systèmes plus élaborés – le Oboe et le H2S. Autant d'atouts que le général Arthur Harris, nommé patron du Bomber Command le 22 février 1942, entendit exploiter. Persuadé que le bombardement stratégique permettrait de triompher, en évitant les affres d'un débarquement, Harris décida de frapper un grand coup. Le 30 mai 1942, 1 047 bombardiers décollèrent vers Cologne et larguèrent 1 455 tonnes de bombes. Mais les dégâts restèrent minimes : 5,2 % des bâtiments détruits et 486 morts.

En janvier 1943, la situation se décanta. À Casablanca, Britanniques et Américains s'accordèrent pour définir leur stratégie, tout en poursuivant des buts divergents. L'USAF plaidait pour des bombardements diurnes visant des cibles industrielles et militaires, tandis que la RAF, fidèle aux raids nocturnes, entendait pilonner les villes, tant pour détruire les usines que pour briser le moral des populations. Le 10 juin 1943, la directive *Pointblank* (« À bout portant ») fut envoyée aux généraux Harris et Eaker, à charge pour le Britannique et l'Américain de la mettre en application.

Les Anglo-Américains disposaient désormais des moyens de leur ambition. Début 1943, le Bomber Command mobilisait 23 000 aviateurs et la 8e Air Force, en janvier 1944, alignait 842 bombardiers opérationnels. L'heure des grands raids avait sonné. Entre le printemps et l'automne de 1943, les Britanniques lancèrent trois offensives majeures qui frappèrent la Ruhr et la Rhénanie, Hambourg puis Berlin. Le raid contre Hambourg, pour ne citer que ce seul exemple, s'étala dix jours durant, du 24 juillet au 3 août, et provoqua, en raison de l'usage de bombes incendiaires, 37 000 morts. Les Américains, pour leur part, préférèrent attaquer des cibles industrielles. Le 17 août 1943, la 8e Air Force frappa ainsi les usines de Schweinfurt, qui fabriquaient des roulements à billes, ainsi que celles de Ratisbonne, qui produisaient des chasseurs Me-109. Mais les résultats restèrent en deçà des attentes. Car si la production de roulements à billes passa de 8 379 000 à 7 600 000 entre juillet et août, les Allemands compensèrent ce déficit en faisant flèche de tout bois. Ils passèrent notamment commande à la Suède et simplifièrent le processus de fabrication en utilisant

désormais la céramique. En misant sur la production de chasseurs et non plus de bombardiers, ils réalisèrent par ailleurs de substantielles économies puisque les premiers ne consommaient que 150 roulements quand les seconds en absorbaient 1 000.

Surtout, les Alliés subirent des pertes importantes. Seuls 55 appareils américains sur 146 revinrent du raid sur Ratisbonne et le taux d'attrition de ces vols (31 % en comptant les avions endommagés) était particulièrement élevé. Les Britanniques n'échappaient pas à cette loi d'airain – en 1943, le Bomber Command perdit 4 026 appareils. Ce bilan particulièrement lourd était dû aux défenses allemandes qui reposaient tant sur l'usage de la chasse que de la DCA. Or, les bombardiers étaient particulièrement vulnérables. Certes, les B-17 américains étaient puissamment armés mais, malgré leurs canons et leurs mitrailleuses, ils restaient vulnérables aux attaques de la Flak et de la Luftwaffe, n'étant pas escortés par des chasseurs. Des causes plus triviales jouaient. Les accidents prélevaient un lourd tribut – ils expliquent 30 % des pertes subies par le Bomber Command en 1943 –, en raison de l'inexpérience ou de la fatigue. Sans parler des conditions météorologiques qui mettaient les équipages à rude épreuve, les exposant aux morsures du froid pendant des vols durant de huit à neuf heures. Le tout pour un résultat décevant. Car les dégâts infligés restaient limités. Dès la fin novembre 1943, par exemple, la production industrielle de Hambourg était revenue à 80 % de son niveau antérieur. Bref, il fallait de toute évidence repenser la stratégie.

Pour ce faire, les Anglo-Américains bénéficièrent de substantiels progrès techniques. Grâce à la mise en service du H2S, la précision de la navigation s'améliora – sans pour autant faire de miracle. Car si les bombes tombèrent à 86 % sur la zone prévue à Cassel, en octobre 1943, elles n'atteignirent leurs cibles qu'à 2,1 % à Berlin, le 31 août de la même année. Surtout, les Américains réussirent à concevoir un chasseur doté d'un long rayon d'action, grâce à des réservoirs supplémentaires. Entré en service en décembre 1943, le P 51 Mustang était en capacité de gagner un objectif situé à 760 km, voire, au printemps 1944, de rejoindre Berlin, sinon Vienne. Mais en 1944, ce chasseur restait encore minoritaire dans la flotte américaine. Quoi qu'il en soit, ce dispositif permit progressivement de réduire les pertes, qui, pour les bombardiers américains, passèrent entre janvier et mai 1944 de 4,2 % à 2,1 %, et pour les chasseurs de 1,5 % à 1 %. Les Anglo-Américains, enfin, révisèrent leurs objectifs, avec une fortune inégale. Toujours persuadé que des bombardements de terreur briseraient le moral de la population allemande, le Britannique Harris s'obstina à frapper les

villes, la capitale du Reich au premier chef, malgré des pertes élevées (de 5 à 9 % pour Berlin en mars 1944). De même, il récidiva en anéantissant Dresde, dans la nuit du 13 au 14 février 1945, sans que cet objectif ait pourtant présenté un grand intérêt stratégique. L'Américain Spaatz, en revanche, suivit un tout autre chemin. Il entendait d'abord détruire la Luftwaffe, en engageant le combat contre ses chasseurs et en détruisant les usines aéronautiques. Il voulait aussi frapper les industries pétrolières. Durant la *Big Week* du 19 au 26 février 1944, la 8e Air Force lança ainsi 6 200 sorties contre 18 usines aéronautiques et 2 usines de roulements à billes. De même, elle frappa le site pétrolifère roumain de Ploiesti en avril 1944, ainsi que les usines produisant de l'essence synthétique de Leuna et de Police. À partir du mois de septembre suivant, l'aviation anglo-américaine se déchaîna : elle déversa jusqu'en mai 1945 les trois quarts des bombes larguées pendant la guerre. Mais le jeu en valait-il la chandelle ?

Globalement parlant, le bombardement stratégique aurait réduit la production allemande de 2,5 % en 1942, de 9 % en 1943, de 17 % en 1944 selon les Américains. Mais ces statistiques cachent de grandes disparités. De fait, la production d'armement crût jusqu'en juillet 1944 et les Allemands, entre janvier et juin 1944, parvinrent à sortir 9 255 chasseurs, un nombre certes en deçà de leurs espérances (12 667), mais respectable. En revanche, les ressources pétrolières du Reich s'effondrèrent – la production chuta, passant de 183 000 tonnes en mars 1944 à 55 000 en juin de la même année – et les réserves s'asséchèrent – 852 000 tonnes en janvier 1944, 294 000 en décembre de la même année. Au total, donc, les raids perturbèrent l'économie allemande mais ne la détruisirent pas. De même, ils ne minèrent en rien la résolution de la population, qui se battit jusqu'en avril 1945. De ce point de vue, si l'on envisage la question en termes militaires et non économiques, les espoirs placés dans le bombardement stratégique furent déçus.

Car pour protéger son sol, ses habitants et ses sites industriels, l'Allemagne dut mobiliser des moyens considérables. Quelque 900 000 personnes, en 1944, œuvraient pour la défense antiaérienne. De même, le régime nazi consacra une énergie considérable pour disperser ses usines. Les établissements Erla, qui à Leipzig produisaient un tiers des chasseurs Me-109, se répartirent en 18 sites – 13 usines de composants et 5 grands lieux d'assemblage. En outre, les alertes perturbaient le travail et ébranlaient les nerfs des ouvriers, ce qui se ressentit sur la qualité comme sur la quantité des heures ouvrées. Enfin, et peut-être surtout, Göring dut déployer la chasse pour protéger le territoire allemand. En janvier 1944, 68 % des chasseurs montaient la garde au-dessus du Reich ; ils ne

purent, par conséquent, servir sur les autres théâtres d'opérations. Pis, sursollicités et mal entraînés, les pilotes de la Luftwaffe subirent une hécatombe. En juin 1944, leur taux de pertes dépassait 48 %, contre environ 17 % pour leurs ennemis des 8e et 9e Forces américaines. En obligeant le Reich à sanctuariser son territoire, le bombardement stratégique a donc conduit à éreinter la chasse allemande, ce qui favorisa, par contrecoup, les offensives terrestres des Alliés, à l'est comme à l'ouest.

Pour compléter ce bilan, deux paramètres doivent cependant être convoqués. Les Alliés, tout d'abord, auraient pu mieux faire. De fait, les Anglo-Américains n'ont jamais véritablement défini les cibles qu'ils visaient, y compris lors de la conférence de Casablanca (janvier 1943). Pis, certains stratèges, Harris en tête, crurent que le bombardement des villes mènerait à une reddition rapide du Reich – une erreur d'appréciation abyssale. Les états-majors auraient plutôt gagné à se focaliser sur le complexe aéronautique, le pétrole, ainsi que les transports, sans s'égarer sur des objectifs secondaires. Près de 3 000 bombardiers frappèrent par exemple des cibles en lien avec les sous-marins (chantiers navals, bases…) entre le 14 janvier et le 6 avril 1943 pour un résultat quasiment nul. À l'unisson, ni Londres ni Washington ne coordonnèrent véritablement leurs efforts, ce qui conduisit à une fâcheuse dispersion des moyens.

Le coût du bombardement stratégique, ensuite, a été colossal. À commencer par les pertes humaines. Le Bomber Command déplora, sur l'ensemble de la guerre, 47 268 hommes morts au combat ou dans les camps, macabre total auquel s'ajoutent 8 195 décès par accident. Les Américains, pour leur part, pleurèrent 30 099 victimes dans la campagne aérienne menée contre le Reich. Et les victimes civiles furent innombrables – sans doute plus de 350 000 côté allemand. Sur un registre plus trivial, le bombardement absorba 12 % des dépenses de guerre américaines : le seul programme de développement du bombardier B-29 coûta de 3 à 3,7 milliards de dollars, soit près du double des 2 milliards engloutis dans le projet « Manhattan » dédié à la bombe atomique !

Le troisième acte s'ouvrit en Asie où les Américains misèrent également sur le bombardement stratégique. Ici encore, cette option présentait l'avantage d'épargner la vie des Marines, en évitant de les lancer dans de coûteuses offensives terrestres. Encore fallait-il disposer d'aérodromes permettant de frapper le Japon. Certes, le 18 avril 1942, le lieutenant-colonel James Doolittle avait mené un raid audacieux : 16 B-25 avaient décollé du porte-avions *Hornet* pour frapper Tokyo, Kobe, Osaka et Nagoya, avant de se poser en Chine continentale. Mais cet exploit était resté sans lendemain : il était vain d'espérer

frapper l’empire du Soleil levant en s’appuyant sur les seuls porte-avions. Du coup, la Chine présentait une option intéressante. En décollant de bases installées sur le continent, les appareils américains disposeraient d’un rayon d’action suffisant pour larguer leurs bombes sur les villes nippones, une option défendue par le général Claire Lee Chennault. L’offensive Ichigô, lancée le 18 avril 1944 par les Japonais, la réduisit à néant.

L’option chinoise tombant, les Américains décidèrent de conquérir des îles proches de l’archipel, les Mariannes. Leur capture, laborieuse, obtenue au prix de rudes combats, permit cependant d’offrir les terrains que l’USAF guignait, sur Saïpan, Tinian et Guam notamment. Mais l’heure, à l’horloge de la guerre, tournait. Les premiers vols ne débutèrent qu’à l’automne 1944 et se soldèrent par des résultats en demi-teinte. À Tokyo, par exemple, les bombes larguées le 24 novembre 1944 manquèrent pour la plupart leur cible. Il fallut donc attendre mars 1945 pour que les raids acquièrent une relative efficacité, grâce à deux changements tactiques : les avions volaient bas et de nuit, ce qui privait les Japonais de leur chasse et offrait le bénéfice d’une plus faible couverture nuageuse rendant le largage des bombes plus précis. Par ailleurs, les Américains adoptèrent le bombardement de zone, qu’ils avaient refusé jusqu’alors. Dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, 334 B-29 frappèrent Tokyo, provoquant la mort de 80 000 à 100 000 Japonais, et les raids continuèrent crescendo jusqu’en août. Au total, 160 000 tonnes de bombes furent larguées (contre 1 360 000 sur le Reich) qui provoquèrent 500 000 morts – plus donc qu’en Allemagne, en raison de la structure des villes japonaises, faites de bois et de papier. Pour un résultat identique : les Japonais, malgré ce déluge de feu, refusèrent de se rendre. Même les deux bombes atomiques larguées sur Hiroshima le 6 août 1945, puis sur Nagasaki trois jours plus tard ne suffirent pas à entamer la résolution des dirigeants nippons. C’est, on le sait, l’offensive soviétique déclenchée le 9 août qui, en ruinant l’espoir d’une médiation soviétique et en brandissant le spectre d’une occupation rouge, les poussa à s’incliner.

Le bombardement stratégique pendant la Seconde Guerre mondiale peut donc être considéré comme une erreur, ce qui ne signifie pas pour autant qu’il fut inutile. L’erreur stratégique a été de croire qu’il permettrait à lui seul de remporter la victoire, et qu’une pluie de bombes suffirait à désolidariser les populations de leurs leaders, deux postulats qui conduisirent les Allemands puis les Anglo-Américains à consacrer des moyens disproportionnés à cette illusion. Une illusion qu’illustre, à son échelle, l’exemple de Malte : malgré les 3 302 raids lancés entre 1940 et août 1944, ainsi que les 7 605 tonnes de bombes

qui s'abattirent entre janvier et avril 1942, l'île ne se rendit pas. L'erreur stratégique se doubla d'une erreur opérationnelle : les stratèges s'abstinrent de définir de façon scientifique les cibles ou en choisirent de mauvaises (Berlin et Dresde par exemple) ; ils procédèrent à une coordination déficiente des efforts. L'historien soulignera enfin que l'Armée rouge, grande triomphatrice du Reich, n'intégra jamais le bombardement stratégique dans l'éventail de ses choix. Ainsi les Soviétiques ne sacrifièrent-ils pas à l'hybris des aviateurs anglo-américains qui entendaient prouver tant la valeur de leur arme que la justesse de leurs raisonnements. Une hybris que les civils, en Allemagne comme au Japon, en France comme en Italie, acquittèrent bien souvent au prix de leur vie.

Bibliographie sélective

Patrick Bishop, *Air Force Blue. The RAF in World War Two*, Glasgow, William Collins, 2018 [2017].

Horst Boog, Gerhard Krebs et Detlef Vogel, *The Strategic Air War in Europe and the War in the West and East Asia. 1943-1944/5*, Oxford, Clarendon Press, 2006.

Thomas Havens, *Valley of Darkness. The Japanese People and World War Two*, Norton, 1978.

Richard Overy, *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne. 1939-1945*, traduit de l'anglais par Séverine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 [2013].

Gerhard Weinberg, *A World at Arms. A Global History of World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

18

La capitulation inconditionnelle : erreur évitable ou condition préalable à la victoire alliée ?

par Nicholas STARGARDT

Plusieurs commentateurs ont critiqué, durant la guerre, la demande alliée de capitulation inconditionnelle de l'Allemagne nazie – et ce débat s'est prolongé depuis. Était-ce une erreur stratégique ? A-t-elle offert à Goebbels un atout, en lui donnant des arguments pour pousser les Allemands à se battre jusqu'au bout ? Certes, il affirmait que la défaite signifierait la destruction totale de l'Allemagne, pour appeler à une résistance désespérée contre les « hordes asiatiques » de l'Armée rouge, mais aussi contre les Anglo-Américains. Mais cet effort de propagande a-t-il rallongé la guerre et accru le nombre de victimes ? Les puissances occidentales ont-elles mené la mauvaise guerre ? La demande de reddition inconditionnelle de l'Allemagne a-t-elle lié les États-Unis et la Grande-Bretagne à l'Union soviétique, faisant de Staline l'arbitre ultime du sort de l'Europe de l'Est et des Balkans ? Ou était-ce le seul ciment possible pour que tienne une alliance improbable unissant des partenaires méfiants ?

En s'interrogeant sur les trajectoires alternatives, sur les voies écartées par les dirigeants lorsqu'ils disposaient d'un choix, les historiens s'obligent à affiner leurs explications. Le risque étant que le « et si » se métamorphose en « si

seulement », c’est-à-dire un catalogue de vœux pieux. Un exercice parfois bien vain. Certains épisodes contrefactuels, toutefois, acquièrent parfois la force vitale de Frankenstein. Durant l’entre-deux-guerres, les nationalistes allemands ont par exemple nié la réalité de la défaite de 1918, attribuée à la couardise des civils. À leurs yeux, la révolution du 9 novembre ne résultait pas de la défaite, mais en était la cause. Juifs et communistes, civils « hystériques » – en général des femmes – devinrent les boucs émissaires dénoncés par ces mêmes commandants qui avaient frénétiquement averti qu’ils ne pouvaient plus freiner l’avance alliée. Leurs « faits alternatifs » sont ainsi devenus le mythe toxique du « coup de poignard dans le dos », qui a nourri toutes les entreprises de délégitimation de la république de Weimar menées par la droite allemande, Hitler inclus. Au cœur du mythe se plaçait la question de savoir ce qui se serait passé si les armées n’avaient pas été « empêchées » de se battre jusqu’au bout. De cette interrogation naquit la conviction que, dans une prochaine guerre, rien ne devrait empêcher les Allemands de résister jusqu’au bout. Ainsi les faits « alternatifs » de novembre 1918 ont-ils directement contribué à forger une mentalité en Allemagne, amenant à rejeter l’idée même d’une seconde « capitulation » et déterminant les actes et les mentalités, bien réels, des longues années 1943-1945.

Après 1945, dans les Balkans et en Europe de l’Est, les nationalistes ont vu les espoirs qu’apportait la libération du joug nazi brisés par les régimes imposés par Moscou. Ils blâmèrent alors Américains et Britanniques pour les décisions prises à Yalta, puis à Potsdam : pourquoi n’avaient-ils pas perçu la menace soviétique, avant de céder la moitié du Vieux Continent à l’ogre du Kremlin ? Pendant une bonne partie de la guerre froide, seuls les faucons et de petits groupes d’émigrés maintinrent ces vues en vie. Mais dans l’Europe de l’Est et l’Europe centrale du XXIe siècle, ces versions de l’histoire, nourries par le climat postlibéral et post-guerre froide, ont attisé les flammes de nouveaux débats, se demandant si les Alliés occidentaux avaient sinon mené une mauvaise guerre, du moins pris de mauvaises décisions sur la façon de l’achever. L’exigence de reddition inconditionnelle formulée par la « Grande Alliance » n’avait-elle été qu’un atout dans le jeu de Staline ? L’idée que la Grande-Bretagne et l’Amérique menaient la « mauvaise guerre » appartenait déjà au registre de la propagande allemande ; elle a donc contribué à dessiner les cadres réflexifs des Allemands, alors qu’ils combattaient encore. Un point de vue qui aide à comprendre le genre de guerre qu’ils pensaient mener.

La formule « capitulation inconditionnelle » est entrée dans le lexique allié le 24 janvier 1943, lorsque Roosevelt présenta les résultats de son sommet avec Churchill à Casablanca. Ni ce dernier (présent) ni Staline (absent) n'avaient été consultés, bien que les deux aient accepté volontiers cette formule. Le président américain, pour sa part, se référait au général Grant, mais étendait la portée de sa formule. Grant se bornait à exiger la reddition d'un fort confédéré, Roosevelt englobait le destin politique de l'Allemagne. En soulignant que la reddition inconditionnelle signifiait aussi la reddition complète de l'autorité souveraine de l'État allemand, les Alliés réécrivaient le droit international. Le caractère absolu de la formule empêchait de donner des garanties préalables aux Allemands ; il signifiait aussi, par extension, que les Alliés pouvaient ajourner les négociations, forcément délicates, sur le futur du pays jusqu'à ce qu'ils l'aient occupé.

Roosevelt a peut-être exigé la reddition inconditionnelle sous le coup d'une impulsion, mais son timing s'inscrivait dans deux cadres plus amples. D'une part, la conférence de Casablanca montra que la guerre en Europe durerait plus longtemps qu'il ne le pensait. Comme Staline, il voulait donc débarquer en Europe dans l'année, ce que Churchill refusa. Le Premier ministre persuada les Américains d'envahir le sud de l'Italie et d'entraîner les Allemands dans une longue campagne, pendant que l'Armée rouge affronterait à l'Est le gros de la Wehrmacht. Moyennant quelques compromis, cette vue l'emporta. Mais le report du « deuxième front » plaça les Anglo-Américains en porte-à-faux avec les Soviétiques. Dans ce contexte, la reddition inconditionnelle visait à montrer à Staline que Churchill et Roosevelt entendaient vraiment détruire la puissance militaire du Reich. Cet ajournement du second front ne resta pas sans conséquences. Lorsque les Anglo-Américains percèrent en Normandie en juillet 1944, l'Armée rouge déboulait aux portes de Varsovie. Si une décision prise à Casablanca a joué un rôle déterminant dans l'incorporation de l'Europe de l'Est au futur bloc soviétique, ce ne fut donc pas la demande de capitulation inconditionnelle, mais la décision de reporter l'opération « Overlord ». Lors de la conférence de Yalta en février 1945, les armées soviétiques campaient sur l'Oder ; leur contrôle sur l'Europe orientale pouvait difficilement leur être contesté.

Cette injonction a *in fine* contribué à maintenir la « Grande Alliance », en raison précisément de son caractère absolu. Les trois puissances n'avaient pas à formuler publiquement d'autres objectifs de guerre ; en produisant un texte et un protocole communs que les Allemands devraient exécuter, elles préservaient donc leur unité. Ce processus fut respecté à la lettre en mai 1945. L'acte de

reddition d'Alfred Jodl à Montgomery, le 7 mai, fut reproduit à Karlshorst, dans la nuit du 8 au 9 mai, sur ordre d'Eisenhower, précisément pour s'assurer que les militaires allemands s'étaient rendus simultanément aux Soviétiques et aux Alliés occidentaux. La volonté de préserver la « Grande Alliance » a donc compté jusqu'au bout. Hindenburg et Ludendorff avaient laissé aux dirigeants civils le soin de signer l'armistice, puis les en blâmèrent. Se souvenant de ce précédent, les Alliés entendaient que le haut commandement allemand signe les actes de capitulation.

La déclaration de Casablanca s'inscrivait dans un second cadre, relatif cette fois aux crimes de guerre. Dès l'ouverture du procès de Nuremberg, en octobre 1945, une nouvelle loi internationale fut promulguée pour couvrir ce que Hersch Lauterpacht appelait « crimes contre l'humanité » et Raphael Lemkin « génocide ». Une première déclaration, publiée le 17 décembre 1942, avait été lue à la Chambre des communes par le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden. Signée par les onze gouvernements alliés et le Comité national français, elle déclarait : « Les autorités allemandes, non contentes de nier aux personnes de race juive dans tous les territoires sur lesquels leur régime barbare a été étendu, les droits humains les plus élémentaires, sont en train de mettre en application l'intention souvent répétée de Hitler d'exterminer le peuple juif en Europe. » Les signataires réaffirmaient « leur résolution solennelle de veiller à ce que les responsables de ces crimes n'échappent pas aux représailles et de prendre les mesures pratiques nécessaires à cette fin ». Durant les six mois précédents, la BBC avait régulièrement évoqué le massacre des Juifs, de sorte que les crimes évoqués n'avaient rien de nouveau – au contraire de la détermination à les châtier. En 1943, Roosevelt, d'ailleurs, lia crimes de guerre et reddition inconditionnelle. « Nous ne voulons pas blesser les gens ordinaires des nations de l'Axe. Mais nous voulons punir et châtier leurs dirigeants, qui sont barbares et coupables », affirma-t-il dans un discours radiodiffusé.

Si bien des proclamations des temps de guerre restent lettre morte, l'exigence de capitulation inconditionnelle comme la volonté de châtier les dirigeants allemands furent toutes deux réalisées. Ce qui amène à un autre constat : ces positions tinrent bon parce qu'elles étaient suffisamment simples et rigides pour résister aux vicissitudes des deux années et demie de guerre totale qui suivirent. Elles fournirent une clarté et une unité que les puissances auraient sapées si elles avaient crûment exprimé les calculs que leur dictaient leurs intérêts. L'application de la double formule fut donc d'autant plus remarquable que la méfiance mutuelle qui opposait les dirigeants alliés était profonde. Pour

bien des citoyens ordinaires, par ailleurs, alliés autant que résistants, les exigences des futurs vainqueurs témoignaient d'une volonté morale : ne pas ternir une guerre juste par une victoire incomplète.

Comment cette déclaration fut-elle accueillie en Allemagne ? Le dimanche 4 octobre 1942, Hermann Göring prononça un important discours au Sportpalast de Berlin, diffusé en direct, pour célébrer la fête des Moissons : « Peuple allemand, tu dois savoir que si la guerre est perdue, tu seras alors anéanti… Cette guerre n'est pas la Seconde Guerre mondiale, cette guerre est la Grande Guerre raciale. Ce qui est en jeu, c'est que les Allemands et les Aryens résistent ou que les Juifs règnent sur le monde. » Il précisa que les Alliés n'avaient aucune intention d'offrir des concessions, parce que leur guerre était conduite par les Juifs : « Que personne ne se leurre et croie qu'il peut tourner casaque et affirmer : J'ai toujours été un bon démocrate sous ces horribles nazis. Le Juif […] traitera les uns comme les autres, parce que sa soif de vengeance est dirigée contre le peuple allemand. Il veut détruire tout ce qui est racialement pur, tout ce qui est germanique, tout ce qui est allemand[1]. »

Ce message allait être continuellement martelé, quoi que fissent les Alliés. Lorsque, en août 1941, Roosevelt et Churchill avaient proclamé de Terre-Neuve la Charte de l'Atlantique, ils avaient pourtant proposé au monde une paix libérale. Qui reconnaissait le droit des peuples à l'autodétermination comme à l'égalité d'accès au commerce international, et rejetait les rudes conditions économiques imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles. La RAF largua d'ailleurs des milliers de tracts sur le Reich, promettant que « l'Allemagne et les autres États pourraient à nouveau parvenir à une paix et une prospérité durables ».

Goebbels répondit en « démasquant » le plan qui se dissimulait derrière ces assurances anodines. Wolfgang Diewerge, son adjoint, avait mis la main sur un tract américain peu connu, « L'Allemagne doit périr », et traduit des passages clés, comme son appel incendiaire pour que 20 000 médecins réalisent la stérilisation de la population allemande, ce qui permettrait l'« élimination du germanisme et de ses vecteurs » en deux générations. Göring l'évoqua dans son discours des Moissons : « Vous avez bien sûr lu ce qui est prévu pour nos enfants, ce qui sera fait à nos hommes. » Afin de souligner l'identité juive de son auteur, la version allemande rebaptisa Theodore *Newman* Kaufman Theodore *Nathan* Kaufman et métamorphosa le vendeur de billets de théâtre : autoproclamé président de l'American Federation of Peace, une organisation qu'il avait fondée, Kaufman devint l'un des principaux conseillers du Président.

Transformé en nouveau « Sage de Sion », il aurait publié un « protocole » actualisé qui révélait la véritable rhétorique annihilatrice qui se dissimulait derrière la prose inoffensive de la Charte de l'Atlantique[2].

Les initiatives ultérieures des Alliés furent plus faciles à intégrer dans ce schéma. La reddition inconditionnelle s'insérait parfaitement dans l'obsession nazie de la défaite de 1918 : le discours public comme les conversations privées de Hitler montrent clairement qu'éviter une autre « capitulation » représentait en soi un objectif de guerre central. « Nous ne nous rendrons jamais » et « Nous gagnerons parce que nous devons gagner » devinrent des slogans omniprésents en 1944-1945 alors que les Alliés ne varièrent pas : le sens que revêtait la capitulation inconditionnelle en termes économiques ne s'écartait pas des principes libéraux posés par la Charte de l'Atlantique.

Cela ne changea pas avant septembre 1944. À cette époque, la Wehrmacht fut contrainte de battre en retraite pour défendre les frontières d'avant guerre. Or, Roosevelt et Churchill, au même moment, se rencontrèrent à Québec et adoptèrent le plan du ministre des Finances américain, Henry Morgenthau, qui prônait la « pastoralisation » complète de l'Allemagne. Ses principales zones industrielles – la Sarre et la Ruhr – devaient être démantelées et la main-d'œuvre qualifiée, dispersée. Winston Churchill, Cordell Hull – le ministre américain des Affaires étrangères – comme Henry Stimson – ministre de la Guerre – s'opposèrent à un règlement de paix aussi sévère. Ils craignaient qu'il ne durcisse la résistance allemande et ne provoque une famine massive dans l'Allemagne d'après guerre, semant peut-être les graines d'une guerre future.

Le plan Morgenthau donna à Goebbels exactement ce dont il avait besoin : il n'avait plus à inventer un grand plan juif tiré de la publication vaniteuse mais confidentielle de Kaufman. Morgenthau était juif et il avait réussi à imposer un plan dictant une « paix carthaginoise » punissant collectivement le peuple allemand. Alors que le régime nazi appelait à une ultime résistance et mobilisait hommes d'âge mûr et adolescents dans le *Volkssturm*, ce plan offrait à Goebbels un argument supplémentaire pour bénéficier du soutien de la population.

Ces réflexions amènent à questionner l'effet des déclarations des Alliés sur le cours de la guerre – une question centrale. Ont-elles pesé sur le moral des populations ? Les Allemands ordinaires croyaient-ils à une autre solution aux demandes de capitulation inconditionnelle, aux procès pour crimes de guerre et à la destruction de leur État-nation ? Bref, les déclarations alliées ont-elles eu un impact ou les Allemands ont-ils simplement accepté la propagande du régime et

pensé qu'ils étaient enfermés dans une guerre d'anéantissement mutuel avec les Juifs ?

Les réponses à ces questions ne sont pas simples, mais elles en disent long sur ce qui constituait le « sens commun » dans l'Allemagne de la guerre. Premier point à noter : ce que les gens croyaient reposait rarement sur les actes des Alliés, mais découlait plutôt d'une projection extérieure des actions commises dans le Reich. À partir du 19 septembre 1941, par exemple, les Juifs allemands furent obligés de porter l'étoile jaune, ce qui fut d'emblée identifié, dans le pays, comme une étape importante, d'ailleurs bientôt suivie par les premiers rapports évoquant déportations et exécutions massives des voisins juifs. La discussion publique de ces événements put conférer un sens à ce qui se passait, en ajoutant le « fait » suivant, évoqué dans un rapport de la police de sécurité de Minden : « La population parle beaucoup du fait que tous les Allemands, en Amérique, doivent porter une croix gammée sur leur poitrine gauche pour les rendre reconnaissables, comme les Juifs sont ici identifiés. On dit que les Allemands en Amérique doivent payer un lourd tribut, parce que les Juifs ont été très mal traités en Allemagne[3]. »

Un Américain qui était encore à Francfort cet automne-là constata que lorsqu'il exprimait sa répugnance pour le port de l'étoile jaune à ses connaissances allemandes, celles-ci « répondaient invariablement en affirmant, pour la justifier, que la mesure n'était en rien inhabituelle. Elle était conforme à la façon dont les autorités américaines traitaient les ressortissants allemands aux États-Unis, les obligeant à porter une grande croix gammée cousue sur leurs manteaux ». Ici, lorsque les Allemands parlaient d'un monde qui se situait au-delà de leur propre expérience, il était beaucoup plus facile pour la propagande nazie de façonner leur image du caractère « juif » de la politique américaine et, avec elle, la notion de « conspiration juive mondiale[4] ».

Lorsque les villes du nord et de l'ouest de l'Allemagne furent visées par les opérations massives de « bombardement stratégique » de la RAF, au printemps et à l'été 1943, baptiser ces raids contre des centres de population civile « bombardements de terreur juifs » alla de soi. En mars 1943, Goebbels était convenu avec Göring que ce n'était pas mauvais que tant de choses fussent déjà connues sur le meurtre des Juifs : « Dans la question juive, nous sommes allés si loin que pour nous, il n'y a pas d'échappatoire. Et c'est tout aussi bien, nota-t-il dans son journal. L'expérience nous apprend qu'un mouvement et un peuple, qui a brûlé les ponts derrière lui, se battent bien mieux que ceux qui peuvent encore battre en retraite[5]. » Cinq mois plus tard, le bombardement de Hambourg

conduisit au départ de 800 000 des 1 200 000 habitants de la ville. Les choses semblèrent alors moins positives. Car dans les localités épargnées par les bombardements, les civils avaient maintenant entendu les récits de ceux qui avaient échappé à l'enfer. À la fin de l'été et à l'automne, des rapports émanant de toutes les régions expliquèrent au régime que les gens craignaient d'être bombardés ; ils ne blâmaient plus l'agression juive, mais le traitement imposé aux Juifs. Ils ne cessaient de répéter qu'ils n'auraient pas été exposés aux raids aériens « si seulement [ils] n'av[aient] pas si mal traité les Juifs ».

Les rumeurs attestées de déportation et de massacre des Juifs aidèrent les individus à affecter un sens à ce qu'ils percevaient de la situation en Allemagne. Elles fournissaient les images d'un cycle ascendant de la guerre totale, qui avait abandonné toute limite morale en menant son entreprise de destruction mutuelle. À la fin de l'été 1943, cette image était devenue effrayante et les civils cherchaient à sortir de cette impasse en envisageant une paix séparée avec l'Ouest. À Braunschweig, deux femmes, au marché, se plaignirent bruyamment de l'échec des représailles allemandes contre les bombardements britanniques. Un groupe de cheminots qui se tenaient à proximité rétorquèrent : « Bien sûr, il y a un moyen : notre régime doit disparaître. Il nous faut un nouveau gouvernement[6]. »

Les six semaines qui suivirent la tempête de Hambourg provoquèrent la crise politique la plus profonde du régime nazi et la seule fois où sa légitimité fut ouvertement discutée sur la place publique. Cette crise fut brève, en partie parce que les craintes d'une catastrophe militaire imminente ne se matérialisèrent pas. Mais cet épisode soulève la question de savoir si la politique des Alliés a empêché l'émergence d'un gouvernement alternatif. En 1970, l'historien britannique Michael Balfour soutint que la demande de capitulation inconditionnelle avait dissuadé « les Allemands – et en particulier les généraux allemands – qui auraient pu être prêts à jeter Hitler par-dessus bord, et qui étaient en mesure de le faire, […] de tenter l'aventure[7] ». Mais cet argument oublie qu'aucun chef militaire n'était alors prêt à se joindre aux hommes qui fomentaient la chute de Hitler, ni au début de la guerre, quand la défaite semblait inévitable, ni à sa fin. Pendant la « drôle de guerre » de l'hiver 1939-1940, bien des commandants furent approchés par l'Abwehr, dont le chef, Wilhelm Canaris, cherchait désespérément une bonne volonté pour mener le complot contre Hitler. Mais aucun n'était prêt à s'engager. De même l'attentat du 20 juillet 1944 fut-il sans suite, parce qu'il fut exécuté par des officiers de rang moyen qui n'avaient

aucune autorité militaire pour ordonner de verrouiller Berlin. Il n’y avait tout simplement pas de leadership alternatif au régime nazi.

Faute d’un autre choix politique, le problème reposait sur le moral, ou plus précisément sur la façon dont la société allemande comprenait la guerre contre les puissances occidentales. La crise de l’été 1943 révèle un type particulier de « pensée double » sur la guerre menée. Même lorsque les bombardements anglo-américains atteignirent leur pic, les Allemands imaginaient encore une paix séparée avec les puissances occidentales, d’une manière qui semblait impensable avec les Soviétiques. Combien de temps cet espoir a-t-il duré ? Et a-t-il été affecté par le plan Morgenthau ? À l’automne 1944, les commandants alliés furent choqués par la résistance exacerbée d’un ennemi qu’ils jugeaient au bord de l’effondrement. En novembre, Eisenhower convoqua à son quartier général un sommet de crise pour demander pourquoi rien n’avait détruit la « volonté de la Wehrmacht de résister ». S’appuyant sur les interrogatoires de prisonniers de guerre, les « experts de la guerre psychologique » constatèrent que la plupart d’entre eux croyaient à la nécessité absolue de la défense nationale et à la justice de leur cause.

Ces affirmations étonnèrent les interrogateurs alliés. Pourtant, ils n’auraient pas dû être surpris : dès septembre 1939, les Allemands avaient considéré que leur pays était une cible, et qu’il menait par conséquent une guerre pour sa survie. Après tout, Londres et Paris avaient déclaré la guerre à Berlin, et non l’inverse. L’invasion de la Pologne n’était qu’une action de police visant à protéger les droits des Allemands de souche, tout comme l’occupation du Danemark et de la Norvège l’année suivante devait empêcher les Britanniques d’intervenir. Le 22 juin 1941, les Allemands apprirent que la Wehrmacht avait reçu l’ordre d’empêcher une invasion soviétique imminente. Dès 1939, même critiques à l’égard du régime nazi, ils voyaient le conflit comme une guerre d’autodéfense, reprenant le thème de l’encerclement que le pouvoir leur avait vendu, au sujet de la Grande-Bretagne, en 1914. Refoulés vers leurs frontières d’avant guerre à l’automne 1944, il semblait évident qu’ils se battent pour défendre leur famille et leur toit ; en fait, c’était ce qu’ils avaient cru d’emblée.

L’insistance des Alliés sur la « reddition inconditionnelle » et la révélation du plan Morgenthau ont pu avoir une influence à la fin de 1944 et au début de 1945. Mais, phénomène plus intéressant, les Allemands continuèrent à espérer qu’ils pourraient forcer les puissances occidentales à changer de camp. Les rumeurs d’une paix séparée qui sauverait l’Allemagne, en s’adjoignant le soutien britannique et américain pour stopper l’Armée rouge, continuèrent à circuler

entre 1943 et 1945. Elles furent alimentées au goutte à goutte par Goebbels, qui les considérait comme un moyen de nourrir l'espoir – y compris le sien – que subsistait encore un étroit chemin vers la victoire. Ces espoirs émergèrent de nouveau à Berlin au début en février et mars 1945, malgré des bombardements américains dévastateurs. Goebbels et l'état-major allemand avouèrent en privé que le franchissement du Rhin par les Anglo-Américains, à la fin de mars 1945, scellait l'illusion d'une paix séparée. Mais, dans les petits villages de Bavière, la rumeur que les Américains et les Russes se battraient fournit l'ultime once d'optimisme, même après la jonction des forces américaines et soviétiques sur l'Elbe, le 25 avril 1945.

Les conversations des Allemands, en public comme en privé, dans la seconde moitié de la guerre suggèrent que ceux-ci se sont sentis piégés par l'escalade de leur camp vers le génocide. Le « ce que nous avons fait aux Juifs » a réémergé, le plus souvent lorsqu'ils se sentaient intensément vulnérables et craignaient les représailles qu'incarnaient les bombardements. Ces images fournirent le matériau qui a conféré au terme de « guerre totale » un nouvel ensemble de sens, effaçant les anciennes limites morales, et donnant une réalité à la rhétorique apocalyptique « de la victoire ou de l'annihilation ». Cette logique avait rendu la défaite effrayante bien avant que le plan Morgenthau ne soit écrit. En novembre 1944, quand Aix-la-Chapelle devint la première ville occupée par les Alliés, les enquêteurs américains rapportèrent que la population s'attendait à être punie pour le meurtre des Juifs. Pourtant, l'espoir d'une paix séparée avec l'Ouest persistait. Même au printemps 1945, il semblait utile de se battre jusqu'à ce que Londres et Washington comprennent qu'elles ne protégeraient l'Europe contre les « hordes » bolcheviques qu'en changeant de camp. Autrement dit, les arguments qui n'eurent un écho en Grande-Bretagne et aux États-Unis qu'au temps de la guerre froide étaient déjà mobilisés.

Au total, il est difficile de considérer que l'exigence de reddition inconditionnelle ou de procès pour crimes de guerre ait été une erreur. Côté allié, elle a donné une orientation politique et morale claire. Côté allemand, elle a eu relativement peu d'impact, parce que les Allemands pensaient déjà être impliqués dans une guerre infiniment plus impitoyable que celle de 1914-1918 et qu'ils ne pouvaient se permettre une nouvelle défaite. Au cours de la seconde moitié du conflit, le génocide et les bombardements alliés fournirent les images – associées dans les perceptions allemandes – d'une nouvelle forme de guerre totale. Dès lors, la Charte de l'Atlantique ou le plan Morgenthau purent être

discutés mais ne comptaient guère. Les Allemands avaient leurs propres raisons de se battre ; elles dépendaient de leur sens de la légitime défense nationale et du désastre qu'ils devaient éviter. Les propagandistes alliés comprirent progressivement que même les prisonniers de guerre restaient sourds à leurs arguments et à leurs appels. Loin d'être un accident, cette réalité découlait de la manière dont la société allemande, dans son ensemble, comprenait la guerre.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Ian KERSHAW, *La Fin. Allemagne 1944-1945*, Paris, Seuil, 2012.

Peter LONGERICH, *« Davon haben wir nichts gewusst ! » Die Deutschen und die Judenverfolgung. 1933-1945*, Berlin, Siedler, 2006.

David REYNOLDS, Warren F. KIMBALL et Alexander O. CHUBARIAN (dir.), *Allies at War : The Soviet, American, and British Experience, 1939-1945*, Basingstoke, Macmillan, 1994.

Nicholas STARGARDT, *La Guerre allemande. Portrait d'un peuple en guerre, 1939-1945*, Paris, Vuibert, 2017 [2015].

Rafael A. ZAGOVEC, « Gespräche mit der "Volksgemeinschaft" : Die deutsche Kriegsgesellschaft im Spiegel westallierter Frontverhöre », *in* Militärgeschichtliche Forschungsamt (dir.), *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, 9/2, Munich, Deutsche Verlags Anstalt, 2005, p. 289-381.

19

L'échec de l'insurrection de Varsovie[1]

par Jacek TEBINKA[2]

La campagne de septembre et octobre 1939 fut le plus grand échec militaire polonais de la Seconde Guerre mondiale. L'invasion de la Pologne par le IIIe Reich le 1er septembre puis par l'URSS le 17 septembre mena à son partage par les deux agresseurs. Elle fut le seul pays allié attaqué et conquis aussi bien par l'Allemagne nazie que par l'URSS communiste, une réalité qui ne fut pas sans conséquences pour les relations entre le gouvernement polonais à Londres et Moscou. Malgré la normalisation intervenue à l'été 1941 après l'opération « Barbarossa », Staline rompit les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais dans la nuit du 25 au 26 avril 1943 en raison de l'affaire des officiers polonais assassinés par le NKVD à Katyń. Il accéléra également l'organisation en URSS des structures communistes, politiques et militaires, qui devraient prendre le pouvoir en Pologne.

*L'un des obstacles sur le chemin de la future soviétisation fut un puissant mouvement de résistance, lié au pouvoir polonais à Londres, qui collaborait étroitement avec les Britanniques. Son activité outrepassait le renseignement, le sabotage et la diversion menés par l'Armée de l'intérieur (*Armia Krajowa*, AK), son bras armé. On s'efforça également de créer des institutions civiles, alternatives et clandestines, dont le Conseil d'aide aux Juifs (*Rada Pomocy Żydom, Żegota*) par exemple. Politiquement, l'État clandestin était composé des représentants des partis les plus importants : paysans, socialistes, démocrates-*

chrétiens et démocrates nationaux – à l'exclusion des communistes et d'une partie du mouvement nationaliste.

La Pologne occupait une place de choix dans les activités du *Special Operations Executive* (SOE), l'organisation clandestine créée par le Premier ministre britannique Winston Churchill afin de soutenir les mouvements de résistance dans les pays européens occupés par Hitler. Le SOE approvisionnait l'Armée de l'intérieur et aidait à former les agents qui seraient parachutés en Pologne, les *Cichociemni* (les « sombres silencieux »). Pendant plusieurs années, l'état-major des forces polonaises à Londres organisa les préparatifs d'une insurrection qui serait lancée en Pologne occupée au moment de l'effondrement allemand. Les premières hypothèses stratégiques étaient optimistes : la libération devait venir des armées des alliés occidentaux et des Forces armées polonaises (*Polskie Siły Zbrojne*, PSZ) qui luttaient à leurs côtés. Mais, avec le temps, les projets insurrectionnels polonais furent accueillis avec de plus en plus de réserves à Washington et à Londres. Ainsi, le 17 septembre 1943, lors de la réunion des *Combined Chiefs of Staff*, la plus haute instance dirigeante militaire anglo-américaine, à la question du représentant polonais, le colonel Leon Mitkiewicz, de l'intégration de l'Armée de l'intérieur dans les plans militaires des alliés occidentaux – une option qui aurait entraîné une augmentation du ravitaillement et de l'armement parachutés –, les chefs d'état-major répondirent que l'AK ne pouvait engager une lutte ouverte contre les Allemands – donc déclencher une insurrection – sans la perspective de lignes de ravitaillement, terrestres ou maritimes, réellement établies avec les Alliés. Dans ce contexte, la perspective d'une éventuelle insurrection sur une partie ou sur l'ensemble du territoire polonais obligeait en pratique l'Armée de l'intérieur à compter sur ses propres forces. Si celles-ci étaient suffisamment nombreuses – plus de 300 000 soldats –, la formation et le manque d'armement, notamment les armes lourdes, demeuraient néanmoins un problème[3].

La répugnance des États-Unis et de la Grande-Bretagne à soutenir ces projets insurrectionnels provenait de la faible probabilité que les armées américaine et britannique se trouvent sur le territoire du pays avant l'Armée rouge. En somme, les puissances occidentales appréciaient les succès de la Résistance polonaise dans le renseignement et le sabotage mais craignaient de la soutenir à grande échelle face à l'opposition du Kremlin.

À cet égard, les résolutions prises par les dirigeants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS à Téhéran, entre le 28 novembre et le

1er décembre 1943, eurent une importance cruciale pour l'avenir de la Pologne. L'accord de Churchill et du président Roosevelt pour déplacer le territoire de la Pologne à l'ouest et fixer sa frontière orientale sur ce qu'on appelait la ligne Curzon (frontière actuelle de la Pologne) et sa frontière occidentale sur l'Oder, sans obtenir en retour que l'URSS renoue ses relations diplomatiques avec le gouvernement polonais, fut en particulier un succès pour Staline. Il confirma en effet aux yeux du Vojd l'incapacité des puissances occidentales à l'empêcher d'imposer un gouvernement communiste. Dans la première moitié de l'année 1944, Churchill essaya de persuader le Premier ministre polonais, Stanisław Mikołajczyk, d'accepter la ligne Curzon en échange d'un agrandissement territorial au détriment de l'Allemagne. Le ministre refusa, craignant que l'objectif de l'URSS ne soit la soviétisation de son pays et pas seulement l'annexion d'une partie de son territoire.

L'insurrection de Varsovie fut le point culminant de l'opération « Tempête » qui devait permettre à l'Armée de l'intérieur de libérer la Pologne du joug allemand et aux représentants du gouvernement polonais en exil de prendre le pouvoir lors de la retraite de la Wehrmacht et de l'intervention de l'Armée rouge. Reposant sur plusieurs actions menées dans les confins orientaux de la Pologne au printemps et à l'été 1944, cette opération se solda par un échec politique. Certes, les unités de l'Armée de l'intérieur participèrent à la libération de Vilnius et de Lviv mais, après un début de collaboration antiallemande, elles furent désarmées par le NKVD, arrêtées et déportées en Union soviétique. Ces actions ouvertement hostiles de Moscou envers une organisation qui était l'alliée des Occidentaux ne provoquèrent pourtant pas de réaction notable à Londres ni à Washington. Ces capitales estimaient que seule l'attitude de l'Armée rouge à l'ouest de la ligne Curzon, c'est-à-dire dans les régions pour lesquelles l'URSS n'avait jamais émis de revendications territoriales, serait significative des véritables intentions soviétiques. Staline n'avait toutefois pas l'intention de permettre le retour des autorités polonaises de Londres. Pour l'empêcher, il créa même un gouvernement fantoche, le Comité polonais de libération nationale (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego*, PKWN), plus connu sous le nom de comité de Lublin, dont il annonça l'instauration le 22 juillet 1944.

Initialement, la Pologne n'avait pas été retenue dans les projets d'insurrection en cas d'effondrement de l'occupation allemande. On craignait les destructions et les pertes humaines – une crainte qui se vérifia lors du soulèvement de Varsovie. La décision préliminaire de l'inclure dans l'opération « Tempête » fut prise les 21 et 22 juillet, à la suite du fiasco de celle-ci sur les

confins orientaux et aux avancées rapides de l’offensive soviétique dans le cadre de l’opération « Bagration ». Une opération qui avait commencé le 22 juin sur le territoire de la Biélorussie et qui mena rapidement au plus grand échec militaire allemand de l’histoire : la destruction du groupe d’armées Centre. La conquête de Varsovie et l’établissement de têtes de pont sur la rive gauche de la Vistule devinrent dès lors l’objectif de l’Armée rouge.

La diplomatie polonaise informa Londres et Washington de projets d’actions insurrectionnelles à Varsovie dans les derniers jours de juillet, mais ces projets ne pouvaient plus entraîner de changement dans les plans militaires des alliés occidentaux, qui considéraient le territoire de la Pologne comme la sphère des activités opérationnelles de l’Armée rouge. Il n’est donc pas étonnant que l’ambassadeur polonais à Londres, Edward Raczyński, ait reçu le 28 juillet une réponse négative à la demande d’aide armée de l’AK qu’il avait présentée la veille à Anthony Eden, chef du Foreign Office. L’armée britannique rejeta les projets polonais, que ce soient le transfert en Pologne de la brigade des parachutistes polonais depuis la Grande-Bretagne, l’envoi d’une escadrille de chasseurs vers les aéroports dont les insurgés auraient pu éventuellement s’emparer ou le bombardement par la RAF des bases aériennes allemandes à proximité de Varsovie[4], projets qu’elle jugeait militairement irréalistes.

Dans la dernière semaine de juillet 1944, les habitants de la capitale polonaise observèrent avec satisfaction la retraite des unités éparpillées de la Wehrmacht et l’évacuation de la population allemande de la ville, prise de panique. Pendant presque cinq ans, Varsovie avait subi l’expérience d’une terreur dont peu de capitales européennes eurent à souffrir. Les Allemands combattaient toute manifestation de la résistance polonaise avec une incroyable cruauté. La terreur ne touchait pas seulement les personnes engagées dans l’activité clandestine ou ses chefs : les rafles, les déportations vers les travaux forcés en Allemagne, les arrestations de masse et les exécutions, parfois en pleine rue, frappaient également les gens ordinaires. Le point culminant fut l’extermination des Juifs de Varsovie et l’insurrection du ghetto en avril 1943.

La plus célèbre des ripostes de l’Armée de l’intérieur à la terreur fut l’assassinat du général Franz Kutschera, chef de la SS et de la police du district de Varsovie, fonction qu’il exerçait depuis l’automne 1943. C’était sur son ordre qu’on procédait quasi quotidiennement à Varsovie à l’exécution publique de plusieurs dizaines de prisonniers polonais. En représailles, les Allemands tuèrent un demi-millier de Polonais, mais les exécutions publiques dans les rues de la capitale cessèrent.

L’insurrection à Varsovie ne devait pourtant pas être une revanche sur un cruel occupant. Il ne s’agissait pas non plus d’une lutte à long terme : les dirigeants de l’Armée de l’intérieur s’attendaient à ce que l’Armée rouge prenne la ville en quelques jours. L’attentat contre Hitler et surtout les informations sur l’arrivée imminente de corps blindés mécanisés soviétiques dans les faubourgs de la rive droite de Varsovie (le quartier de Praga) incitèrent le général Tadeusz Bór-Komorowski, commandant en chef de l’AK, à prendre, le 31 juillet 1944, la décision de commencer le lendemain l’opération « Tempête » à Varsovie. Avec ses collaborateurs les plus proches, le colonel Leopold Okulicki, fervent partisan de l’insurrection, et le général Tadeusz Pełczyński, il ne voulut pas perdre le moment opportun d’engager l’action armée. En donnant l’ordre de déclencher l’insurrection, ces hommes n’imaginaient pas que la ville puisse être condamnée à la destruction et l’Armée de l’intérieur à soixante-trois jours de combats sanglants qui se soldèrent par un échec[5].

La façon dont Bór-Komorowski décida de l’insurrection sans avoir consulté la majorité des officiers expérimentés de l’état-major de l’Armée de l’intérieur a suscité des critiques virulentes jusqu’à nos jours. Bór-Komorowski, n’ayant pas de formation militaire supérieure, céda aux arguments d’Okulicki, diplômé de la Grande École de guerre (*Wyższa Szkoła Wojenna*), pourtant médiocrement noté pour ses capacités de commandement. Toutefois, et paradoxalement, les prémisses qui leur permirent de prendre la décision, et plus particulièrement la conviction qu’ils allaient vaincre, n’étaient pas aussi éloignées de la réalité qu’on pourrait le croire aujourd’hui. La Wehrmacht était dans une position désastreuse. Malgré des informations sur la présence, aux environs de Varsovie, de la division Hermann-Göring, transférée du front italien, les craintes que les Allemands puissent réussir à arrêter l’offensive soviétique étaient infondées. Toutefois, malgré la situation critique de l’armée d’occupation, l’Armée de l’intérieur ne disposait pas de forces suffisantes pour engager le combat. Elle pouvait certes théoriquement disposer de ses 25 000 hommes à Varsovie, mais, le 1er août, seuls 2 500 d’entre eux possédaient une arme, et uniquement légère. Pour combattre les tanks, elle avait à peine 29 fusils antichars et lance-roquettes antichars (PIAT, *Projector Infantry Anti Tank*). De surcroît, après la décision antérieure de ne pas déclencher d’insurrection à Varsovie, de nombreuses armes parachutées par le SOE au mois d’avril avaient été transférées vers les unités résistantes opérant en dehors de la capitale – notamment 600 pistolets-mitrailleurs.

La décision de lancer l'insurrection fut prise le 31 juillet au soir, mais c'est seulement le lendemain que les courriers en informèrent les différentes unités, qui commencèrent à se mobiliser. Au moment de l'attaque, une partie d'entre elles ne put ni se rassembler ni retirer toutes les armes disponibles des caches et des magasins. Le choix de l'heure de l'attaque (dite heure W) fut aussi malheureux. Car le commandement de l'Armée de l'intérieur la fixa à 17 heures, ce qui voulait dire que les insurgés ne disposaient que de quatre heures pour mener l'assaut avant le crépuscule. Enfin, le quartier général fut placé dans le quartier de Wola, et non celui de Mokotów d'où l'on aurait pu commander plus facilement les opérations pendant les premiers jours de l'insurrection. Wola, dans la partie occidentale de la ville, se trouvait sur l'axe des principales routes de communication est-ouest, ce qui en fit la première cible de la contre-attaque allemande. En conséquence, le commandement de l'AK se trouva sur la ligne de front, ce qui rendit la direction de l'insurrection difficile dans la période durant laquelle les insurgés avaient encore l'initiative.

Les Allemands ne furent pas surpris par le déclenchement de l'insurrection : ils savaient par leurs agents qu'elle était possible. Leur renseignement radio avait cassé le code de communication de l'Armée de l'intérieur avec l'état-major polonais à Londres. Le 1er août, l'alerte fut donnée et des positions fortifiées occupées dans des points stratégiques : les ponts sur la Vistule, les gares, les bâtiments officiels et ceux de ce qu'on appelait le « quartier policier ». Les forces allemandes comptaient environ 15 000 soldats et policiers, une force plus importante que celle des insurgés armés.

L'AK prit pourtant le contrôle de la plupart des plus importants quartiers de la rive gauche de la Vistule. Elle ne put en revanche s'emparer des ponts sur le fleuve, même si les insurgés paralysèrent la principale artère de ravitaillement des forces allemandes qui se trouvaient sur l'autre rive. Le quartier de Praga demeura donc aux mains des occupants, de même que les aéroports. Les unités allemandes furent encerclées dans le quartier policier et gouvernemental. En dehors de la défense des positions fortifiées, elles furent initialement incapables d'actions offensives.

L'insurrection débuta le 1er août au moment où la 2e armée blindée soviétique s'approchait des faubourgs de la rive droite de Varsovie et semblait devoir s'en emparer rapidement. Les détonations des canons s'entendaient dans la ville depuis le 28 juillet. Le déclenchement de l'insurrection coïncida cependant avec une contre-attaque allemande que ni le commandement de l'Armée de l'intérieur ni le renseignement de l'Armée rouge n'avaient prévue.

Le commandant du groupe d'armées Centre, le Feldmarschall Walter Model, tout en menant la retraite, jeta dans cette contre-attaque 4 divisions blindées qui détruisirent complètement le corps blindé soviétique le plus avancé à l'ouest, dans la plus grande bataille blindée que les terres polonaises aient connue en 1944. Les autres unités composant la 2e armée essuyèrent des pertes suffisamment importantes pour être retirées de la ligne du front le 5 août[6].

Ne pouvant obtenir d'aide des alliés occidentaux, les insurgés étaient désormais à la merci de la fortune. Car la victoire allemande arrêta l'offensive soviétique, permit à la Wehrmacht de recréer un front sur la ligne de fortifications de Varsovie et surtout décida de l'échec de l'insurrection. En effet, si Staline avait hâte de s'emparer de Vilnius et Lviv, des parties de territoires polonais qui lui avaient été accordées par Roosevelt et Churchill à la conférence de Téhéran, il n'avait aucune raison d'aider ses adversaires politiques.

La nouvelle du déclenchement de l'insurrection à Varsovie parvint à Londres et Washington le 2 août. Aussitôt, le gouvernement polonais en exil chercha à obtenir que des avions britanniques ravitaillent Varsovie. Contrairement à ses espoirs, cependant, l'insurrection ne devint pas un atout utilisable dans les pourparlers avec Staline et le gouvernement fantoche de Lublin (PKWN). Le Premier ministre du gouvernement polonais, Stanisław Mikołajczyk, fut bel et bien contraint de solliciter l'aide soviétique, mais pour une insurrection dont le succès aurait menacé les objectifs politiques du Kremlin. Son séjour à Moscou début août (encouragé par Churchill) et les pourparlers avec les Russes et le comité de Lublin n'aboutirent donc pas, compromis par les revendications soviétiques pour que la Pologne accepte la ligne Curzon et revienne sur sa Constitution d'avant guerre (Constitution d'avril), ce qui aurait privé le gouvernement polonais des bases juridiques de son existence et l'aurait mis au même niveau que le comité de Lublin.

Lors de sa conversation avec Mikołajczyk le 3 août, Staline mit en doute les capacités militaires de l'Armée de l'intérieur à libérer la capitale. Ce jour-là, de surcroît, la météo rendit impossible le parachutage d'armes pour les insurgés par les avions de la RAF, pilotés principalement par des équipages polonais. Le 4 août, Churchill adressa personnellement à Staline une demande d'aide et l'informa que la Grande-Bretagne essayait de soutenir l'insurrection. Le lendemain, le dictateur répondit que les nouvelles apportées par les Polonais étaient sensiblement exagérées et que l'Armée de l'intérieur, en fin de compte, se composait uniquement de quelques unités appelées abusivement « divisions » qui ne seraient pas capables de s'emparer de la ville[7].

Le destin de la capitale polonaise se trouvait entre les mains de Staline. Il restait peu de temps. Les Allemands, luttant sur les deux fronts, ne possédaient pas beaucoup de réserves. Dans les premiers jours d'août, le *Reichsführer* SS, Heinrich Himmler, dépêcha des groupements policiers rassemblés à la hâte pour réprimer l'insurrection : la brigade Dirlewanger, composée de prisonniers allemands de droit commun, et des unités de collaborateurs de toute sorte – ainsi la brigade RONA – qui se distinguèrent par leur cruauté envers les populations civiles. À la tête de cette expédition criminelle, il plaça d'abord le *Gruppenführer* Heinz Reinefarth. Son groupe d'intervention attaqua le quartier de Wola le 5 août et assassina, selon les estimations, environ 40 000 personnes en deux jours, dont une écrasante majorité de civils, enfants et vieillards inclus. Une véritable orgie de meurtres et de viols en des scènes dantesques. Reinefarth posa alors une question rhétorique à ses supérieurs : « Que dois-je faire avec la population civile ? Je possède moins de munitions que d'otages. » Et de donner ensuite son rapport sur les pertes polonaises : « Si on compte les fusillés, cela fait plus de dix mille. » Des années plus tard, lors d'une conversation avec des journalistes polonais, il contestera la possibilité de fusiller autant de personnes en si peu de jours[8].

Quelques jours plus tard, le général de la police Erich von dem Bach-Zelewski arriva à Varsovie et prit définitivement le commandement des forces allemandes pour réprimer l'insurrection. Malgré les injonctions de Hitler et de Himmler, il donna l'ordre d'arrêter les tueries de masse, considérant que les forces placées sous ses ordres devaient combattre les insurgés sans perdre de temps à commettre des meurtres inutiles qui ne faisaient qu'amplifier la résistance de l'adversaire. Cependant, peu de choses changèrent en réalité. L'unité de Bach, soutenue par la Wehrmacht, commença progressivement à prendre le dessus sur les insurgés en profitant du soutien de l'aviation et de l'artillerie dont l'autre partie était privée.

L'offensive de l'Armée rouge en direction de Varsovie s'immobilisa après la défaite infligée par Model. La flotte aérienne soviétique fut absente du ciel de Varsovie pendant tout le mois d'août et les dix premiers jours de septembre, laissant œuvrer impunément les bombardiers allemands qui décollaient de l'aéroport d'Okęcie, à quelques minutes de vol de la ville. En même temps, les équipages polonais, britanniques et sud-africains survolaient la moitié de l'Europe depuis l'Italie en essuyant de lourdes pertes pour parachuter le ravitaillement et les armes aux insurgés. Leurs avions n'avaient pas le droit d'atterrir du côté soviétique de la ligne de front, même en cas de panne.

Le 15 août, Staline refusa en outre d'autoriser un vol-navette de 100 bombardiers américains. Ils devaient décoller depuis leurs bases en Grande-Bretagne pour parachuter les conteneurs d'armes au-dessus de Varsovie et atterrir ensuite en Ukraine. Dans sa lettre du 16 août à Churchill, le Vojd affirma : « Ayant pris connaissance de l'affaire de Varsovie, je suis convaincu que l'action varsovienne constitue une affreuse bagarre irrationnelle qui coûte à l'humanité beaucoup de victimes. » Et d'ajouter : « Le commandement soviétique ne peut pas prendre de responsabilité, directe ou indirecte, dans l'action varsovienne. » Une attitude qui suscita l'indignation de Churchill et du gouvernement britannique[9].

Le 30 août 1944, une déclaration émanant des autorités britanniques et américaines reconnut les insurgés comme des combattants, « partie intégrante des Forces armées polonaises (PSZ) ». Un soutien important mais qui arriva bien tard, aux yeux de Churchill, en raison de l'aboulie américaine[10]. Moscou, dont l'objectif était d'éliminer l'Armée de l'intérieur, n'envisagea naturellement pas de signer ce texte. Cette démarche des puissances occidentales, même très tardive, influença dans une faible mesure l'attitude des Allemands, qui, avec les formations de collaborateurs venus d'URSS qui leur étaient soumises, multipliaient les crimes. L'action des Alliés aida cependant à ce que les insurgés faits prisonniers par les Allemands soient traités comme des combattants, selon la convention de Genève, après leur capitulation définitive.

Les nouvelles de la capitale polonaise contrastaient avec les succès des alliés occidentaux, notamment la rapide libération de la France. Début septembre 1944, ceux-ci ne s'entendaient toujours pas sur la politique à mener vis-à-vis de l'insurrection de Varsovie. Une insurrection qui ne menaça pas pour autant leurs relations avec l'URSS : après presque un mois de refus, le 9 septembre Moscou finit par donner son accord pour les vols-navettes.

Toutefois, Staline mena envers ses alliés occidentaux un jeu de dupes. D'un côté, dans les émissions de Radio Moscou, les insurgés étaient menacés du tribunal et de la peine de mort après l'arrivée de l'Armée rouge dans la ville. De l'autre, Staline ordonna à son armée de prendre Praga, le quartier de la rive droite de Varsovie (cela dura quatre jours), et à l'aviation de parachuter du ravitaillement aux insurgés. Qui avaient déjà reçu, grâce à des avions alliés arrivant d'Italie, près de 100 tonnes d'approvisionnement dont 250 PIAT antichars et 2 500 pistolets-mitrailleurs Sten – au prix de la destruction de 36 avions et de la mort de 250 pilotes.

C’est seulement le 18 septembre après-midi que 107 bombardiers américains Forteresse Volante B17 apparurent au-dessus de Varsovie, parachutant 1 170 conteneurs avec des armes et de la nourriture puis atterrissant sur des aéroports soviétiques en Ukraine (opération « Frantic 7 »). Une aide cependant trop tardive et donc à l’efficacité limitée : le territoire de Varsovie sous le contrôle de l’Armée de l’intérieur ayant considérablement diminué depuis les premiers jours d’août, seuls 226 conteneurs, c’est-à-dire 19,5 % de la totalité, tombèrent ainsi entre les mains des insurgés. Toutefois, la question de la passivité soviétique et du sabotage des vols-navettes cessa d’être une source de tensions dans les relations avec les puissances occidentales.

L’opération « Frantic 7 » et surtout la prise du quartier de Praga par les Soviétiques entretinrent l’espoir au sein du commandement de l’Armée de l’intérieur. Entre le 15 et le 19 septembre 1944, plusieurs bataillons de la 1re armée polonaise (*1 Armia Wojska Polskiego*), créée par l’URSS comme embryon des forces armées de la Pologne communiste, tentèrent de conquérir des têtes de pont sur la rive gauche de Varsovie. Ils essuyèrent de très lourdes pertes, environ 2 000 morts et disparus, et l’opération s’acheva malgré tout sur un fiasco.

Les parachutages organisés par les Soviétiques à destination des insurgés, leur accord pour les vols-navettes ainsi que les tentatives de débarquement sur la rive gauche de Varsovie créèrent à Washington et à Londres l’impression que Staline avait évolué dans sa perception de l’insurrection et souhaitait désormais la soutenir. C’était pourtant loin d’être le cas. Stefan Jędrychowski, le représentant du PKWN à Moscou, ne manqua pas de s’en apercevoir, le 23 septembre, lorsqu’il essaya de négocier avec le chef de la diplomatie soviétique, Viatcheslav Molotov, les lignes directrices de la propagande communiste au sujet de l’insurrection, croyant que le rapport de l’URSS à cet événement avait changé. Il nota : « Le commissaire Molotov demanda tout de suite si je connaissais l’appréciation du gouvernement soviétique sur les événements de Varsovie (comme provocation antisoviétique de l’Armée de l’intérieur). Je répondis que je connaissais cette appréciation et croyais qu’elle s’appliquait à la première phase de l’insurrection. J’obtins pour réponse que l’appréciation n’avait pas évolué[11]. »

La question de l’aide à Varsovie cessa d’être d’actualité le 2 octobre. Ayant perdu tout espoir d’être soutenus, les insurgés signèrent leur capitulation après soixante-trois jours de combat solitaire. Fiasco politique, échec militaire de l’AK et destruction de Varsovie sur l’ordre de Hitler et de Himmler : le bilan de

l'insurrection fut particulièrement lourd. L'Armée de l'intérieur, aux côtés de qui luttaient l'Armée populaire communiste et les Forces armés nationales (*Narodowe Siły Zbrojne*, NZS), perdit 16 000 hommes. Contre 2 000 morts du côté allemand. Le bilan concernant les civils est terrifiant : environ 150 000 habitants succombèrent, victimes des bombardements aériens, des tirs d'artillerie et des exécutions massives. À la fin de la guerre, dans plusieurs endroits de la capitale, on évaluait le nombre des victimes d'après le poids des cendres après l'incinération des corps.

À l'issue du soulèvement, des centaines de milliers d'habitants de Varsovie (qui en comptait un million avant la guerre) furent chassés. Des dizaines de milliers d'entre eux furent déportés en Allemagne, condamnés aux travaux forcés, et d'autres conduits dans les camps de concentration. Dans la ville en ruine restèrent des personnes isolées ; parmi elles, le plus célèbre Robinson varsovien : le compositeur Władysław Szpilman. Hitler donna l'ordre de piller et de brûler méthodiquement, maison après maison, tout ce qui pouvait résister à la destruction. Les bâtiments de la rive gauche de Varsovie furent démolis à 85 %. Les Allemands détruisirent les monuments patrimoniaux avec un acharnement particulier, faisant notamment sauter les ruines du château royal quand l'insurrection durait encore. Les bibliothèques et les archives furent brûlées. Avec elles, une partie de l'histoire polonaise disparut sans retour, car le contenu d'un nombre important de documents ne put être reconstitué.

En revanche, l'insurrection de Varsovie comme l'attitude ouvertement hostile de Staline face à l'allié en lutte n'eurent pas d'influence sur la politique à long terme de la Grande-Bretagne et des États-Unis à l'égard de la cause polonaise. Les règles de collaboration avec Moscou appliquées jusque-là ne furent pas revues. Pendant deux mois, par ailleurs, l'insurrection empêcha les puissances occidentales de décider qui devait gouverner la Pologne. Aussi bien à Londres qu'à Washington, et alors même que l'Armée rouge chassait l'armée allemande du territoire polonais, on se rendait compte de la faiblesse de l'Occident. Churchill considérait que les Britanniques et les Américains devaient, conjointement avec l'URSS, imposer les conditions d'un accord entre le gouvernement polonais et le comité de Lublin (PKWN) si ces deux instances n'y parvenaient pas par elles-mêmes. Une approche qui avait aussi la faveur de Roosevelt. La désintégration par les Allemands du centre polonais de la lutte pour l'indépendance créa une situation avantageuse pour Staline et les communistes polonais dans leur dessein d'imposer leur pouvoir en Pologne. Le sentiment d'isolement, voire de trahison, qui régnait dans une grande partie de la

société polonaise y contribua. Le manque d'aide réelle de l'Occident démontra l'impuissance de la Grande-Bretagne et plus encore des États-Unis.

Winston Churchill, le plus engagé des leaders occidentaux en faveur du soutien à l'insurrection de Varsovie, rendit hommage aux soldats qui tombèrent et promit le 5 octobre à la Chambre des communes qu'« après la victoire définitive des alliés l'héroïsme de Varsovie ne serait pas oublié[12] ». Des paroles qui reflétaient bien l'attitude d'une partie de l'opinion publique en Grande-Bretagne, bienveillante envers la Pologne, ainsi que celle des hommes politiques et des diplomates occidentaux, qui comprenaient le drame de Varsovie isolée et voyaient avec une appréhension croissante la position de l'URSS se renforcer en Europe à chaque victoire.

La défaite de l'insurrection de Varsovie et ses terribles pertes humaines et matérielles sont d'autant plus douloureuses qu'elles se déroulèrent dans la phase finale de la guerre, quand la chute du IIIe Reich n'était plus qu'une question de temps – même si la 1re armée polonaise n'entra dans la ville en ruine avec les unités de l'armée soviétique que le 17 janvier 1945.

Prise par le chef de l'Armée de l'intérieur, le général Tadeusz Bór-Komorowski, la décision de déclencher l'insurrection de Varsovie le 1er août 1944 se révéla être une erreur. Au lieu d'un bref combat mené contre les Allemands en retraite, en effet, elle apporta soixante-trois jours de lutte sanglante, dans laquelle la résistance polonaise n'avait aucune chance de l'emporter. La décision était fondée sur l'espérance hâtive que la Wehrmacht ne serait pas en mesure de contre-attaquer et d'arrêter l'offensive de l'Armée rouge. L'objectif militaire principal du soulèvement était de libérer la capitale de la Pologne, en particulier les quartiers de la rive gauche de la Vistule ; l'objectif politique était d'accueillir l'armée soviétique et d'empêcher l'installation du comité de Lublin à Varsovie comme gouvernement communiste. Le commandement de l'Armée de l'intérieur craignait en effet que les communistes polonais, malgré leur faible soutien dans la société, n'entament une lutte armée au cas où l'Armée rouge entrerait dans la capitale.

Le plan d'action militaire de l'AK fut préparé à la hâte, les forces insurgées n'avaient pas assez d'armes, et les forces allemandes ne furent pas surprises de voir émerger une forte résistance. Stratégiquement, l'insurrection polonaise à Varsovie n'était pas utile aux Anglo-Américains. Elle apporta certes quelques avantages militaires aux Soviétiques, mais Staline n'associa aucun plan de l'Armée rouge à l'Armée de l'intérieur polonaise. Faute d'accord entre le gouvernement polonais et l'Union soviétique, et l'impossibilité d'en conclure en

raison des objectifs politiques divergents que poursuivaient les deux camps, la décision de lancer le soulèvement eut des conséquences dévastatrices pour la ville et sa population. Si la contre-offensive du maréchal Model s'était soldée par une défaite ou si le débarquement des troupes polonaises sur la rive gauche de Varsovie à la mi-septembre avait réussi, le sort de la ville eût probablement été différent. Mais cette histoire alternative ne s'est pas produite. Ainsi la décision de déclencher l'insurrection de Varsovie a-t-elle apporté à la Pologne la plus grande défaite de la Seconde Guerre mondiale après celle de septembre 1939.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Jeffrey BINES, *Poland's SOE. A British Perspective*, Londres, Polish Underground Movement Study Trust, 2018.

Włodzimierz BORODZIEJ, *The Warsaw Uprising of 1944*, Madison, University of Wisconsin Press, 2005.

George BRUCE, *The Warsaw Uprising 1 August-2 October 1944*, Londres, Pan Books Ltd, 1972.

Norman DAVIES, *Rising '44 : The Battle for Warsaw*, Londres, Pan Macmillan, 2003.

J. K. M. HANSON, *The Civilian Population and the Warsaw Uprising of 1944*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Alexandra RICHIE, *Warsaw 1944. Hitler, Himmler and the Warsaw Uprising*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 2013.

20

« Market Garden » (septembre 1944) : les dessous d'un « magnifique désastre »

par Nicolas AUBIN

La tentative de franchir le Rhin à Arnhem est un des événements les plus connus de la libération de l'Europe. Son ampleur, son audace, sa dramaturgie, sa combinaison d'héroïsme et d'incompétence, son suspense et son échec final au pied du dernier pont en font un épisode iconique : un « magnifique désastre » comme aiment à le dire les Britanniques.

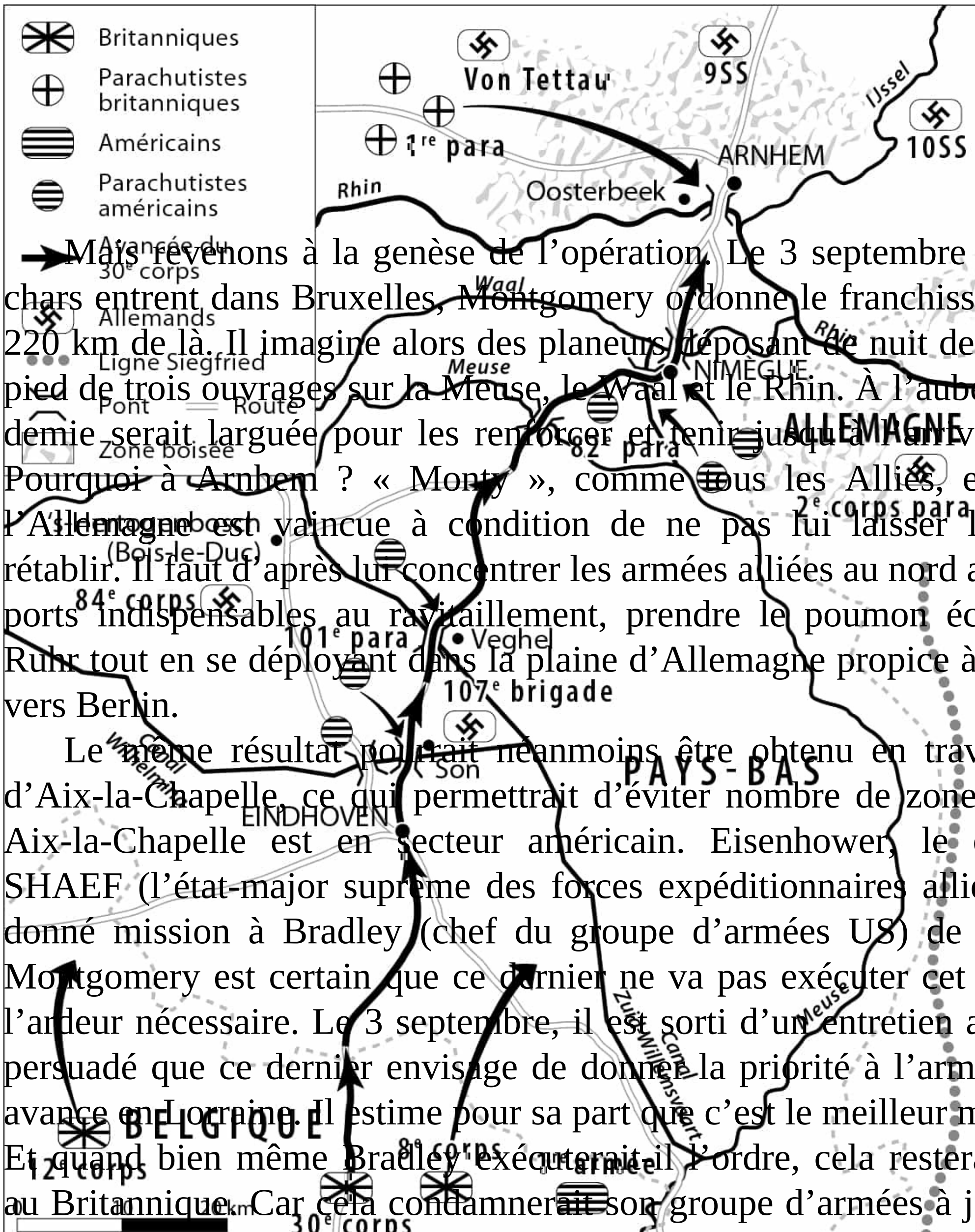
Rappelons le scénario. En août 1944, les Alliés ont déchiré le front allemand en Normandie et filent en direction du Reich à raison d'une cinquantaine de kilomètres par jour. Tous les généraux pensent la fin imminente et chacun s'active pour être le premier à Berlin. Le maréchal britannique Montgomery, qui commande le 21e groupe d'armées[1]*, se voit déjà chevaucher à travers la plaine du nord de l'Allemagne, mais pour cela il doit d'abord traverser une région striée de cours d'eau, de polders et de marais à l'ouest du Rhin. « Monty » pense alors à une opération audacieuse : larguer 3 divisions aéroportées pour sécuriser un corridor de 120 km et 11 ponts au profit du 30e corps qui pourra se projeter en trois jours au-delà de la rive droite du Rhin à Arnhem.*

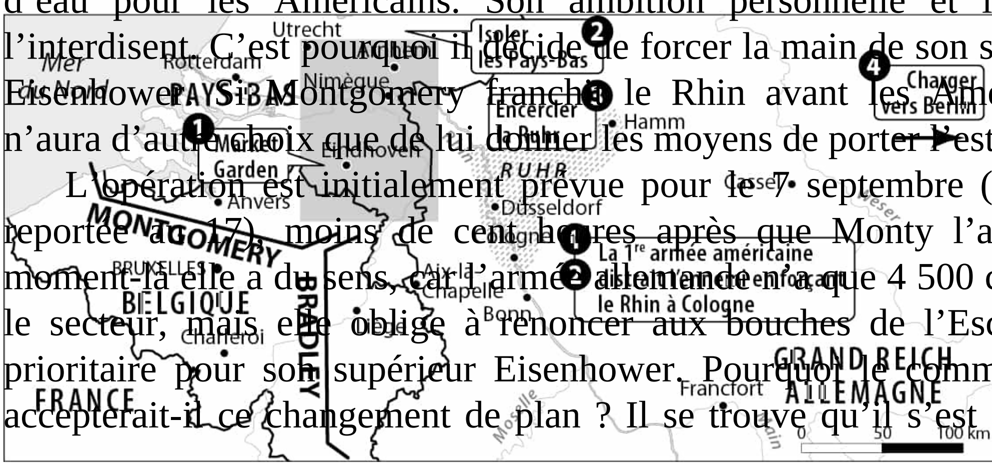
Le 17 septembre en début d'après-midi, le ciel hollandais se piquette de corolles. Un des premiers ponts explose sous les yeux des parachutistes

américains de la 101e division aéroportée. Pourtant, bon an mal an, les chars britanniques couvrent près de 100 km en cinquante heures et se rapprochent de l'avant-dernier pont, celui de Nimègue qui traverse le Waal, un défluent du Rhin. Depuis la veille, les Waffen SS de la Xe SS Panzer-Division se sont retranchés dans la ville et en interdisent l'accès. Il faut une bonne journée et une traversée héroïque en canots par des éléments de la 82e division aéroportée américaine pour prendre l'ouvrage à revers. Montgomery est alors confiant : « Il y a une réelle chance que nous capturions le pont d'Arnhem qui est encore tenu par les Allemands mais intact. Je vais poursuivre mon plan comme prévu[2]. » En réalité, la situation est déjà dramatique. À 17 km au nord, en effet, les Anglais de la 1re division aéroportée vivent un enfer. Le seul bataillon qui avait atteint le pont vient d'être écrasé, le reste de la division est assiégé à 7 km à l'ouest d'Arnhem dans une enclave au nord du Rhin, autour d'Oosterbeek. Au sud, le 30e corps est incapable de sécuriser son corridor trop étroit. À plusieurs endroits, la route est coupée temporairement par les Allemands. Il est difficile d'acheminer le ravitaillement et les renforts. Quand le corps rejoint le Rhin au bout de trois journées interminables, il n'a plus la capacité de s'emparer du pont. Montgomery espère encore conserver l'enclave d'Oosterbeek, mais seuls 450 soldats polonais réussissent à traverser le fleuve pour renforcer les paras – 300 sont massacrés à bord de leurs canots. La division aéroportée est exsangue, il lui reste moins de 2 000 hommes valides. « Monty » jette l'éponge. La tête de pont est évacuée dans la nuit du 25 au 26 septembre. Il peut bien prétendre que l'opération est à 90 % un succès, le 30e corps termine sa chevauchée dans une impasse.

Ce revers d'Arnehm a des répercussions graves tout l'automne. Pour permettre l'opération « Market Garden », Montgomery a en effet renoncé à nettoyer les bouches de l'Escaut des troupes qui l'occupent. De ce fait, le port d'Anvers n'est pas utilisable. Maintenant que les Allemands se sont ressaisis, les Alliés ont un besoin vital du grand port flamand et il faut donc en dégager les bouches. L'échec de « Market Garden » fragilise également l'armée britannique, à qui il revient d'élargir le corridor qui court au Rhin. Le groupe d'armées consacre ainsi les trois mois d'automne à solder les comptes de l'opération. Ce n'est que fin novembre 1944 que le premier Liberty Ship *accoste à Anvers. Pendant ce temps, les forces américaines manquent d'approvisionnement et piétinent. Hitler en profite pour mettre sur pied une réserve, prélude à la contre-offensive des Ardennes. Loin d'avoir raccourci la guerre, l'opération semble bien l'avoir allongée. Depuis lors, Montgomery*

endosse cette erreur stratégique qui a empêché de finir la guerre à Noël. C'est commode : ce fiasco permet d'occulter la faillite de la stratégie alliée en général.





Mais revenons à la genèse de l'opération. Le 3 septembre 1944, quand ses chars entrent dans Bruxelles, Montgomery ordonne le franchissement du Rhin à 220 km de là. Il imagine alors des planeurs déposant de nuit des commandos au pied de trois ouvrages sur la Meuse, le Waal et le Rhin. À l'aube, une division et demie serait larguée pour les renforcer et tenir jusqu'à l'arrivée du 30e corps. Pourquoi à Arnhem ? « Monty », comme tous les Alliés, est persuadé que l'Allemagne est vaincue à condition de ne pas lui laisser l'occasion de se rétablir. Il faut d'après lui concentrer les armées alliées au nord afin de libérer les ports indispensables au ravitaillement, prendre le poumon économique de la Ruhr tout en se déployant dans la plaine d'Allemagne propice à une chevauchée vers Berlin.

Le même résultat pourrait néanmoins être obtenu en traversant la trouée d'Aix-la-Chapelle, ce qui permettrait d'éviter nombre de zones humides, mais Aix-la-Chapelle est en secteur américain. Eisenhower, le commandant du SHAEF (l'état-major suprême des forces expéditionnaires alliées), a d'ailleurs donné mission à Bradley (chef du groupe d'armées US) de s'y engager. Or Montgomery est certain que ce dernier ne va pas exécuter cet ordre avec toute l'ardeur nécessaire. Le 3 septembre, il est sorti d'un entretien avec l'Américain persuadé que ce dernier envisage de donner la priorité à l'armée de Patton qui avance en Lorraine. Il estime pour sa part que c'est le meilleur moyen d'échouer. Et quand bien même Bradley exécuterait-il l'ordre, cela resterait insupportable au Britannique. Car cela condamnerait son groupe d'armées à jouer les porteurs d'eau pour les Américains. Son ambition personnelle et l'intérêt national l'interdisent. C'est pourquoi il décide de forcer la main de son supérieur, « Ike » Eisenhower. Si Montgomery franchit le Rhin avant les Américains, celui-ci n'aura d'autre choix que de lui donner les moyens de porter l'estocade.

L'opération est initialement prévue pour le 7 septembre (elle sera ensuite reportée au 17), moins de cent heures après que Monty l'a évoquée. À ce moment-là elle a du sens, car l'armée allemande n'a que 4 500 combattants dans le secteur, mais elle oblige à renoncer aux bouches de l'Escaut, un objectif prioritaire pour son supérieur Eisenhower. Pourquoi le commandant suprême accepterait-il ce changement de plan ? Il se trouve qu'il s'est accidentellement

blessé le 2 septembre et a été contraint pendant une semaine de rester à son PC en Normandie, mal relié à ses subordonnés. Ce n'est que le 10 qu'il rencontre Montgomery : il est forcé de reconnaître que le flou de ses ordres a laissé une marge d'interprétation dans laquelle le Britannique s'est engouffré[3]. De plus, les ronds-de-cuir de Washington font pression pour tester l'armée aéroportée qui a été mise sur pied en juillet. Réussie, l'opération ouvrirait la voie d'une véritable révolution militaire, celle d'un emploi banalisé de forces aéroportées engagées en masse pour envelopper l'ennemi par le ciel. Les parachutistes ne seraient plus des facilitateurs d'opérations comme en Normandie, mais les acteurs principaux de manœuvres à finalité stratégique. En cette fin de guerre, il est urgent de valider le concept. Enfin, pense-t-il, à l'instant où la bataille d'Aix-la-Chapelle commence, attaquer Arnhem sera une utile diversion. Eisenhower valide donc l'opération. Les deux hommes engagent la bataille mais pas pour les mêmes raisons et jamais pour de bonnes raisons. Il y a ici une première erreur.

Sans surprise, les délais sont trop courts pour organiser les rotations de milliers d'avions et compléter les stocks. « Comet » – nom de code initial de l'opération « Market Garden » – est reportée au 17. Ce délai laisse aux Allemands le temps de rassembler des forces hétéroclites. Montgomery comprend qu'il ne s'agit plus de prendre quelques ponts à la hussarde mais de percer un front et de sauter sur des objectifs mieux défendus. Le 10 septembre, « actant du renforcement des défenses allemandes autour de Nimègue et d'Arnhem[4] », il triple les effectifs aéroportés et transforme l'opération[5]. Au lieu d'utiliser les paras comme des commandos, il va s'en servir pour sécuriser un corridor de 120 km à travers lequel filera le 30e corps. L'opération est rebaptisée « Market Garden » et les planificateurs reprennent leurs calculs. Ainsi le premier effet de l'opération aéroportée est-il d'étouffer la bataille terrestre, d'abord devant Anvers puis sur tout le front du 21e groupe d'armées.

L'opération dans sa nouvelle version est en réalité démesurée. Même l'opulente aviation américaine ne peut larguer tant de monde en une vague : il faut échelonner. Les compromis aussi logiques que funestes se multiplient. Il faudrait enchaîner les sauts rapidement, deux par jour au moins ; mais pas de nuit, les expériences précédentes ayant été désastreuses ; mais pas en début de journée non plus à cause du brouillard matinal en Angleterre. Il faut se résoudre à un seul parachutage quotidien, dans l'après-midi. Par conséquent, les experts estiment que les coups de main nocturnes seront balayés avant l'arrivée des renforts, il est donc préférable de les annuler. Pourrait-on les compenser par un largage au plus près des objectifs ? Non, car l'échelonnement des largages exige

d’économiser les avions et donc d’éviter les zones couvertes par la Flak, à proximité des ponts. Et comme il faut trouver un terrain capable d’accueillir des centaines de planeurs, les sites satisfaisants les éloignent : plus de 10 km pour Arnhem. Non seulement l’effet de surprise est perdu, mais il va falloir progresser – et vite – dans une région où une multitude de canaux cloisonnent un terrain plat. La moindre mitrailleuse pourra bloquer une colonne (ce qui arrivera). Manœuvrer sera un enfer. Le 30e corps empruntera une route unique parfois exposée sur une digue surélevée. De peu d’importance face à un ennemi désemparé, ces contraintes géographiques pèsent de tout leur poids une fois l’ennemi rétabli.

Ces compromis conduisent enfin à une déperdition des moyens. Initialement, 13 000 parachutistes devaient prendre les 3 ponts les plus lointains, mais la nouvelle mouture place 11 ponts au programme. En passant à 35 000 hommes, Montgomery pense compenser. Erreur : le jour J, l’aviation ne pourra larguer que la moitié des effectifs et comme il faudra sécuriser les zones de saut pour les jours suivants, moins de 8 000 hommes marcheront dès le premier jour sur les 11 ponts… soit 750 par objectif, six fois moins que dans le plan initial et sans profiter du coup de main nocturne. L’augmentation des effectifs est un leurre. Dans de telles conditions, et en y ajoutant les radios défaillantes côté anglais et quelques erreurs tactiques à Nimègue et à Arnhem, ce n’est pas l’échec qui doit surprendre mais la performance des Alliés qui sont venus mourir au pied du dernier pont.

L’autre erreur de « Monty » fut ainsi de s’obstiner dans une manœuvre qui devenait chaque jour plus complexe et aléatoire. Rares furent toutefois les voix dissonantes, car l’ivresse de la victoire avait balayé toutes les inquiétudes et l’information circulait mal entre les états-majors éloignés les uns des autres.

Pour les Américains, ce désastre a une vertu : il fait porter la responsabilité du coup d’arrêt sur tout le front sur les seules épaules de Montgomery, masquant ainsi leurs propres défaillances, à commencer par l’incapacité d’Eisenhower à conduire les opérations. Du 6 juin au 31 août 1944, « Ike » avait délégué à Montgomery l’autorité sur toutes les forces terrestres y compris américaines. Le 1er septembre, il a repris la main de la pire des façons. Alors que la poursuite de la Wehrmacht bat son plein, il n’a pas préparé sa prise de fonction. Certes, il a une idée : avancer sur un large front afin de libérer Anvers et envahir les deux grandes régions industrielles de la Ruhr et de la Sarre afin de sécuriser ses approvisionnements, d’en priver l’ennemi tout en l’étirant sur un large front. Il a dès lors bon espoir de finir la guerre avant Noël. Mais « Ike » est incapable

d’exprimer sa pensée, il n’est même pas capable de mettre autour de la même table tous ses subordonnés[6]. Il consulte séparément, change d’avis et, pis que tout, voile ses intentions. Son style de commandement, très politique, abuse de compromis que ses directives tardives, mal priorisées et floues ne tranchent pas. Pour couronner le tout, il est alité du 2 au 9 septembre. Résultat, sa stratégie est incompréhensible pour ses subordonnés, qui n’ont aucune confiance en lui, voire le méprisent[7].

Montgomery se plaint à Londres : « Depuis le 26 août, je n’ai pas vu Ike et n’ai aucun ordre. Dans ces conditions, je bâtis mes propres plans contre la Ruhr[8]. » La situation serait supportable si ses subordonnés coopéraient entre eux, mais ils se détestent. Leur rivalité attisée par l’imminence de la victoire les aveugle et les pousse à désobéir[9]. Montgomery donne priorité à « Market Garden » au détriment d’Anvers ; Bradley donne priorité à l’armée de Patton en Lorraine au détriment de l’avance de l’armée de Hodges vers la Ruhr, l’objectif qu’Eisenhower juge prioritaire. En effet, Patton a convaincu Bradley que la meilleure stratégie serait de filer vers l’Allemagne par la route la plus courte, celle de la Lorraine, avec l’espoir de sidérer le IIIe Reich. Le plan est irréaliste, mais Bradley, à l’encontre des ordres d’Eisenhower, divertit quand même un corps de Hodges pour conserver le contact avec Patton, lui envoie le carburant d’un deuxième corps qu’il immobilise ainsi : au final, il n’en reste qu’un pour l’attaque vers la Ruhr. Ce qui devait être l’axe d’effort principal est devenu la cinquième roue du carrosse et les Allemands parviennent avec deux divisions, dont une seule fraîche, à bloquer les Américains. Et comme Patton avance dispersé sur la Moselle et s’y embourbe, à la veille de « Market Garden » les Américains ont été partout mis en échec. L’opération est devenue la dernière carte dans la main alliée ; une carte de faible valeur car dorénavant les Allemands peuvent y faire converger leurs renforts. Même si le 30e corps passait le Rhin, une exploitation au-delà deviendrait aléatoire. Montgomery ne disposerait plus que de 5 divisions dont une de parachutistes peu mobile, sans réserve à disposition. Pis, il se retrouverait sur un balcon au sommet d’un fragile corridor long de 120 km, davantage menacé que menaçant, éloigné de 600 km de sa base logistique (Dieppe). Séduisant le 3 septembre, le plan est devenu une chimère le 17.

L’échec d’Arnhem clôt une poursuite bien menée tactiquement mais mal conduite opérationnellement. Le plan d’Eisenhower était cohérent, encore fallait-il le suivre. L’orchestre était désaccordé. Les atermoiements lors de la fermeture de la poche de Falaise, l’incapacité à initier un deuxième encerclement le long de

la Seine en étaient les premiers symptômes. Début septembre, tout le monde a joué solo, tiré à hue et à dia et personne n'a vu venir le point culminant cher aux Écoles de guerre ; ce moment qui signale que l'attaquant est à bout de souffle ; ce moment où poursuivre l'offensive exige de faire des choix radicaux pour optimiser la logistique et conserver une supériorité numérique au point focal. Au contraire, « Ike », Bradley, Patton ont trop embrassé et mal étreint. Le 4 septembre, Eisenhower énumérait pas moins de huit objectifs ! « Monty » s'est focalisé sur un neuvième (Arnhem) qui n'était pas la bonne cible : il a lâché la proie (Anvers) pour l'ombre. Prétexter la difficulté à conduire une coalition, se réfugier derrière les difficultés logistiques, la géographie ou pointer la mégalomanie du Britannique pour expliquer le coup d'arrêt revient à s'attarder sur des aspects certes réels, mais finalement supportables à la condition de disposer d'une structure de commandement saine ; une structure où chaque rouage se plie (ou est plié) au collectif, uni par une vision commune, où le chef tient les rênes assez courtes pour éviter l'anarchie mais pas trop pour ne pas paralyser ses subordonnés. C'est cette structure qui a fait défaut aux Alliés en septembre. La plus grave source d'erreurs, parce qu'elle a des répercussions stratégiques, bien plus qu'à Arnhem, se trouve donc au PC du SHAEF, à Jullouville, une bourgade à la base du Cotentin.

Bibliographie sélective

Nicolas Aubin, *La Course au Rhin. Pourquoi la guerre ne s'est pas finie à Noël*, Paris, Economica, 2018.

John Buckley et Peter Preston-Hough (dir.), *Operation Market Garden : The Campaign for the Low Countries, Autumn 1944, Seventy Years On*, Warwick, Helion, 2016.

Charles J. Dick, *From Victory to Stalemate. The Western Front, Summer 1944*, Lawrence, University Press of Kansas, 2016.

Sebastian Ritchie, *Arnhem : Myth & Reality*, Londres, Robert Hale, 2010.

Notices biographiques des auteurs

Agrégé d'histoire, fin connaisseur de l'armée américaine, **Nicolas AUBIN** est membre de l'équipe de *Guerres & Histoire*. Il est l'auteur des *Routes de la liberté : la logistique américaine en France et en Allemagne, 1944-1945*, de *La Course au Rhin. Pourquoi la guerre ne s'est pas finie à Noël* et, en collaboration, de l'*Infographie de la Seconde Guerre mondiale*.

Historien de formation (université Bordeaux-Montaigne) et journaliste depuis vingt ans, **Vincent BERNARD** est spécialiste des guerres de l'ère industrielle. Rédacteur en chef adjoint de *Guerres & Histoire*, il a, parmi de nombreux autres ouvrages, publié chez Perrin les biographies des généraux Lee et Grant et contribué à la remarquée *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*.

Benoist BIHAN est consultant. Il a précédemment travaillé comme chercheur, puis comme cadre dans l'industrie de défense. Stratégiste et historien, expert des questions de défense et ancien rédacteur en chef adjoint du magazine *Défense & Sécurité internationale*, il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs études. Son premier ouvrage, *La Guerre. La penser & la faire*, est paru en juin 2020.

Fin connaisseur du Moyen-Orient, **Christian DESTREMAU** est l'auteur d'un essai, chez Perrin, sur *Le Moyen-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale* salué par la critique. Il a par ailleurs écrit une biographie de Lawrence d'Arabie et *Churchill et la France* (Perrin, 2017).

Daniel FELDMANN est l'auteur d'une biographie de Montgomery et d'une étude innovante sur les combats de 1945, *La Campagne du Rhin. Les Alliés*

entrent en Allemagne. Combinant quinze ans d'expérience dans le conseil aux directions de multinationales et une fine connaissance des archives, il aborde le leadership militaire avec un angle inédit. Il a récemment publié, chez Perrin, *Ils ont conduit les Alliés à la victoire*.

Après des études d'histoire, **Pierre Grumberg** est devenu journaliste scientifique. Longtemps membre de la rédaction de *Science & Vie*, puis rédacteur en chef adjoint du magazine *Guerres & Histoire*, il se consacre aujourd'hui à l'écriture d'ouvrages sur la technologie militaire et la guerre du Pacifique.

Hubert Heyriès est agrégé d'histoire, professeur d'histoire contemporaine à l'université Montpellier 3. Il s'intéresse à l'histoire militaire italienne aux XIXe et XXe siècles et a publié de nombreux articles et ouvrages sur les guerres du Risorgimento, les Italiens et les garibaldiens en France dans les deux conflits mondiaux, l'image et la représentation du soldat italien en France et du soldat français en Italie à l'époque contemporaine.

Maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Paris-Nanterre et membre junior de l'Institut universitaire de France, **Julie Le Gac** s'intéresse à l'histoire des combattants, de la psychiatrie de guerre, des violences et des relations de genre pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle est notamment l'auteure de *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)* (Les Belles Lettres, 2013) et a coordonné avec Raphaëlle Branche le numéro 141 de la revue *20 & 21 Revue d'histoire* (janvier 2019) consacré aux combattants irréguliers.

Jean Lopez, fondateur et directeur du magazine *Guerres & Histoire*, a publié une dizaine d'ouvrages sur le conflit germano-soviétique, dont une biographie de Joukov (Perrin) et *Barbarossa. 1941, la guerre absolue* (Passés Composés). Il a également dirigé *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*, traduit en quinze langues (Perrin).

Nicholas Stargardt est professeur d'histoire européenne contemporaine à l'université d'Oxford. Ses recherches portent sur la façon dont les gens ont vécu la Seconde Guerre mondiale sous le nazisme, en utilisant un riche éventail de sources personnelles. Dans *La Guerre allemande. Portrait d'un peuple en*

guerre, 1939-1945 (Vuibert, 2017), il explore comment les Allemands ordinaires ont compris et vécu la Seconde Guerre mondiale, et pour quoi ils pensaient se battre. Publié en 2005, son ouvrage *Des enfants en guerre. Allemagne, 1939-1945* vient d'être traduit (Vuibert, 2020).

Professeur à l'université de Gdansk, **Jacek TEBINKA** a été professeur invité à l'université hébraïque de Jérusalem. Spécialiste des relations anglo-polonaises au XXe siècle, il s'intéresse à la dimension du renseignement dans la diplomatie, à la question polonaise dans la Seconde Guerre mondiale et à l'histoire de la guerre froide. Il a édité plusieurs collections de documents et prépare actuellement un livre sur le *Special Operations Executive* et la Pologne.

Docteur en histoire, **Roman TÖPPEL** est né à Bautzen, en Allemagne. De 1996 à 2001, il étudie l'histoire et la science politique à l'université de Dresde, avant de soutenir une thèse sur la bataille de Koursk. En raison de sa contribution substantielle à l'étude des guerres napoléoniennes et de la Seconde Guerre mondiale, il a été choisi pour travailler à l'édition critique de *Mein Kampf*, d'Adolf Hitler, du prestigieux *Institut für Zeitgeschichte* de Munich (Institut d'histoire contemporaine). Il est l'un des quatre éditeurs de cette édition internationalement primée. Depuis 2015, ses principaux domaines de recherche sont l'histoire de la Waffen SS et l'idéologie nazie. Son *Koursk, 1943* a été publié en 2018 chez Perrin. **Felix TÖPPEL** est historien à la Europa-Universität Viadrina de Francfort-sur-l'Oder.

Ancienne élève de l'École normale supérieure, **Raphaële ULRICH-PIER**, docteur en histoire contemporaine de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, a notamment publié *René Massigli (1888-1988). Une vie de diplomate* (Peter Lang, 2006). Elle enseigne au lycée et dans les classes préparatoires littéraires de Sainte-Marie-Lyon.

Professeur à l'ENS de Paris-Saclay, **Olivier WIEVIORKA** est spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Il a récemment publié *La Guerre du désert. 1940-1943* (dir., en collab. avec David Reynolds et Nicola Labanca), et codirigé, avec Hervé Drévillon, une *Histoire militaire de la France* (Perrin, 2018). Son *Histoire de la résistance en Europe occidentale* (Perrin, 2017) a reçu le Prix du livre d'histoire de l'Europe 2018.

Notes

1. L’apaisement, une erreur

1. Le front de Stresa désigne le rapprochement temporaire anglo-franco-italien, initié à la conférence éponyme. En décembre 1935, les ministres des Affaires étrangères français Pierre Laval et britannique Samuel Hoare s’entendent sur un plan qui reconnaîtrait à l’Italie les deux tiers de sa conquête en Éthiopie et un protectorat de fait sur le reste. Révélé par la presse, ce plan indigne l’opinion britannique et Hoare doit démissionner. Un rapprochement anglo-italien se produit ultérieurement, marqué par l’accord d’avril 1938, sans les Français.

2. Peter Jackson montre que les services de renseignements français étaient très bien informés sur l’armée allemande et les plans hitlériens, mais qu’ils ont pu surestimer les forces de l’armée allemande et sous-estimer ses faiblesses. Voir *La France face à la menace nazie, 1933-1939*, Paris, Nouveau Monde éditions/ministère des Armées, 2017.

3. Pour une analyse détaillée de la politique française dans la crise tchécoslovaque, voir Yvon Lacaze, *La France et Munich. Étude d’un processus décisionnel en matière de relations internationales*, Berne, Peter Lang, 1992.

2. L’invasion de la Chine

1. Il est frappant de constater que les historiens de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique ne semblent pas toujours au fait des avancées historiographiques relatives au conflit germano-soviétique… exemple parmi d’autres de la fragmentation actuelle de la discipline historique, préjudiciable tant aux historiens eux-mêmes qu’à l’acquisition d’une vision d’ensemble pourtant indispensable, surtout s’agissant d’une guerre planétaire comme la Seconde Guerre mondiale. Il faut noter de ce point de vue que l’émergence de courants « globalisants » comme ceux de la *World History* ne contribuent pas nécessairement à améliorer les choses, puisque la vision d’ensemble devient une spécialité parmi d’autres au lieu d’être une qualité demandée à tous les historiens.

2. Les bilans humains demeurent impossibles à établir avec précision, d’autant qu’ils viennent après un siècle de guerres et de catastrophes diverses en Chine à partir de la guerre de l’Opium en 1839. Au total, la période 1839-1949 a pu coûter à la Chine entre 150 et 300 millions de morts.

3. Cette clause est rejetée par les Britanniques, qui craignent qu’elle n’agite leur empire colonial, notamment en Inde. Par ailleurs, une partie des dominions, l’Australie au premier chef, ne supporte pas cette idée. Les États-Unis l’écartent pour des raisons de politique intérieure : la ségrégation raciale s’en serait trouvée mise à mal. La France, il faut le noter, soutient la proposition japonaise, dont la formulation finale parle d’égalité des races et des nationalités.

4. Du nom de règne de l’empereur dont la « restauration » à la tête effective de l’État en 1868 marque traditionnellement le début de l’histoire contemporaine japonaise.

5. À Pékin, des troupes nippones sont déployées depuis la « révolte des Boxers » en 1900 ; à Shanghai, la marine japonaise entretient une station navale et des troupes qui y protègent censément les intérêts économiques et la diaspora nippons. Dans les deux cas, le Japon s’inscrit dans la droite ligne des puissances occidentales, notamment à Shanghai, ville internationale où Français, Britanniques et Américains disposent de concessions et déploient des troupes.

6. En 1929, une guerre frontalière oppose l’URSS à la Chine nationaliste. La piètre prestation chinoise est l’une des causes directes de la mainmise japonaise sur la Mandchourie deux ans plus tard. En 1937, la crainte d’un effondrement de la Chine et de son basculement dans l’orbite soviétique en cas d’offensive de Moscou en Asie est vive au sein des milieux militaires japonais.

7. Un accroissement, et donc un effort militaire, particulièrement conséquent toutefois depuis 1937, puisque l’armée impériale ne compte à la veille de l’invasion de la Chine que 17 divisions actives et moins de 200 000 hommes, presque dix fois moins que ses effectifs de 1941.

8. Ces facteurs économiques expliquent le soutien accordé par certains officiers de la marine – dont l’amiral Yamamoto Isoroku – aux traités de limitation navale de Washington (1922) et Londres (1930), pourtant vécus comme une humiliation, en ce qu’ils actent une infériorité de la marine japonaise vis-à-vis de l’US Navy et de la Royal Navy. La « faction des traités » sait le Japon incapable de gagner une course aux armements et lui préfère un rapport de force défavorable mais resserré.

9. C’est la thèse notamment défendue par S. C. M. Paine, professeur à l’US Naval War College, en conclusion de son étude au demeurant intéressante de la « grande stratégie » japonaise, *The Japanese Empire : Grand Strategy from the Meiji Restoration to the Pacific War*. Ni Washington ni Londres ne veulent cependant à l’époque considérer le Japon comme un égal, seule condition possible à une alliance durable. Toute alliance de cet ordre est impossible après le traité de Washington en 1922, vécu à Tokyo comme une conspiration anglo-américaine contre la puissance japonaise – à raison. Par ailleurs, cette hypothèse suppose l’absence de menace crédible d’invasion par la route Mandchourie-Corée ou *via* l’Extrême-Orient soviétique : or celle-ci n’est pas un simple fantasme des militaires japonais.

3. L’alliance de Hitler avec l’Italie (1936-1941)

1. Traduit de l’allemand par Jean Lopez.

2. Julius Schaub, *In Hitlers Schatten. Erinnerungen und Aufzeichnungen des Chefadjutanten 1935-1945*, dir. par Olaf Rose, Stegen am Ammersee, Druffel & Vowinckel, 2010, p. 144.

3. Adolf Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen 1905-1924*, dir. par Eberhard Jäckel et Axel Kuhn, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1980, p. 728.

4. Adolf Hitler, *Mein Kampf. Eine kritische Edition*, dir. par Christian Hartmann, Othmar Plöckinger, Thomas Vordermayer et Roman Töppel, Munich, Institut für Zeitgeschichte, vol. 2, 2020, p. 1585.

5. *Ibid.*, p. 1685.

6. Julius Schaub, *In Hitlers Schatten…*, *op. cit.*, p. 43.

7. Ian Kershaw, *Wendepunkte. Schlüsselentscheidungen im Zweiten Weltkrieg*, 2. Aufl., Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2008, p. 184. (Traduction française de l’anglais : *Choix fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, Paris, Seuil, 2009.)

8. Adolf Hitler, *Reden, Schriften, Anordnungen, Februar 1925 bis Januar 1933*, Institut für Zeitgeschichte, 6 Bde. (in 13 Teilbänden), Munich, K. G. Saur, 1992-2003, vol. II A, p. 182.

9. Heeresgruppe Süd, Kriegstagebuch, Abteilung Ia, 12.8.-3.10.1939, National Archives and Records Administration, Archives II, College Park (MD), T-311, Roll 236, Frame 14.

10. Franz Halder, *Kriegstagebuch. Tägliche Aufzeichnungen des Chefs des Generalstabes des Heeres 1939-1942*, 3 Bde., bearb. von Hans-Adolf Jacobsen, Stuttgart, W. Kohlhammer, vol. 1, p. 34.

11. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, dir. par Elke Fröhlich, Teil I, vol. 7, p. 78, entrée du 26 août 1939.

12. *Ibid.*, p. 85, entrée du 31 août 1939.

13. Ian Kershaw, *Wendepunkte…*, *op. cit.*, p. 191.

14. Gerhard Engel, *Heeresadjutant bei Hitler 1938-1943. Aufzeichnungen des Majors Engel*, dir. par Hildegard von Kotze, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1974, p. 98.

15. « Tagebuch Walther Hewel, 1941, vollständige Abschrift », *in* Archiv des Instituts für Zeitgeschichte, Munich, Sammlung Irving, ED 100, Bd. 78, Bl. 46.

16. Joseph Goebbels, *Die Tagebücher…*, *op. cit.*, Teil I, vol. 9, p. 389.

4. La manœuvre « Dyle-Bréda » (10-15 mai 1940) : un plan trop loin ?

1. Le corps de cavalerie est composé des 2e et 3e divisions légères mécaniques (DLM), de véritables divisions blindées dont la composition et l'organisation sont assez proches de celles des divisions de panzers de la Wehrmacht.

2. Unités mixtes regroupant éléments montés, motorisés et blindés légers. En pratique, leur excellente mobilité « tout-terrain » compense mal leur manque de cohésion et de puissance, bien qu'elles eussent combattu vaillamment.

3. Jeffrey Gunsburg, « Coupable ou non ? Le rôle du général Gamelin dans la défaite de 1940 », *Revue historique des armées*, n° 4, 1979, p. 145-163.

4. Bruno Chaix, « Les plans opérationnels de 1940 », dans *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001. Bruno Chaix est l'auteur d'une thèse sur l'intervention franco-britannique en Belgique d'où a été tiré un ouvrage, *Fallait-il entrer en Belgique ?*, Paris, Economica, 2005.

5. L'Allemagne avait mobilisé jusqu'à 250 divisions au cours de la Première Guerre mondiale, et, maîtresse de l'Europe, en mobilisera près de 300 au cœur de la Seconde. En 1940, on lui en prête, à tort, plus de 200. Par comparaison, l'armée française ne peut guère mobiliser plus d'une grosse centaine de divisions, coloniales comprises.

6. Sept des 20 divisions d'infanterie d'active commencent à être motorisées à partir de 1928, et la cavalerie met progressivement sur pied des unités « mécaniques » – c'est-à-dire blindées – à partir de 1931. Elles aboutissent à trois DLM créées respectivement en 1935, 1937 et 1940.

7. À l'instar de celle prônée par Charles de Gaulle dans *Vers l'armée de métier* en 1934.

8. Plan « E » parce que c'est le cinquième plan de l'après-guerre, et non comme on le lit parfois plans « E » pour « Escaut » et « D » pour « Dyle ».

9. Paul de Villelume, *Journal d'une défaite 23 août 1939-16 juin 1940*, Paris, Fayard, 1976.

10. Hitler prévoit d'attaquer le plus rapidement possible après la chute de la Pologne, dès le début de novembre 1939, mais la date est successivement repoussée jusqu'au 10 mai 1940 pour diverses raisons. Ironie du sort, au fil de ces nouveaux délais, le plan offensif allemand, baptisé plan « Jaune » et qui correspond initialement à peu près aux prévisions françaises, voit son centre de gravité basculer progressivement vers le sud jusqu'à la fameuse conception d'une percée massive à travers le Luxembourg et les Ardennes, arrêtée seulement fin février 1940.

11. Cité dans Christine Levisse-Touzé (dir.), *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001.

12. Philippe Garaud, « Le rôle de la "doctrine défensive" dans la défaite de 1940 : une explication trop simple et partielle », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 284, 2004.

5. L'arrêt des panzers devant Dunkerque : une erreur irréparable de Hitler ?

1. Jean Vanwelkenhuyzen, *Miracle à Dunkerque : la fin d'un mythe*, Bruxelles, Racine, 1994.
2. Voir François Kersaudy, *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2015, p. 19.
3. Cité par Ian Kershaw, *Choix fatidiques*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2014, p. 83-84.
4. The National Archives, Catalogue Reference : cab/66/7/48.
5. Cité par Karl-Heinz Frieser, *Blitzkrieg-Legende*, Munich, R. Oldenbourg, 2001, p. 390.
6. David Irving, *Die Tragödie der deutschen Luftwaffe. Aus den Akten und Errinerungen von Feldmarschall Erhard Milch*, Ullstein Verlag GmbH, 1979, p. 150.
7. Rapporté par le général Engel, le 21 mai 1954, *in* Meier-Welcker, *Der Entschluss zum Anhalten*, p. 285.
8. Franz Halder, *Kriegstagebuch…*, *op. cit.*, vol. 1, p. 316. Voir aussi Gerhard Engel, *op. cit.*
9. Franz Halder, *Kriegstagebuch…*, *op. cit.*, vol. 1, p. 309 et 311.
10. *Ibid.*, p. 316.
11. *Ibid.*, p. 332.
12. Fedor von Bock, *Zwischen Pflicht und Verweigerung. Das Kriegstagebuch*, F. A. Herbig Verlagsbuchhandlung, 1995, p. 146.

6. L'armistice de 1940

1. Robert Paxton, *La France de Vichy. 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973, p. 22.
2. Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, p. 56-57.
3. Llewellyn Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, Londres, HM's Stationary Office, 1970, vol. 1, p. 326.

8. La surprise de « Barbarossa » : la raison du plus fou

1. Franz Halder, *Kriegstagebuch…*, *op. cit.*, vol. 3, p. 3.
2. *The New York Times Complete World War Two*, dir. par Richard Overy, New York, Black Dog and Leventhal, 2013, p. 178.
3. *Marshal Zhukov. Kakim my ego pomnim*, Izd-vo polit. lit-ry, 1988, p. 104-106.
4. Note du conseiller de légation Hencke, Moscou, 24.08.1939, *in* ADAP, D VII, Nr 213, p. 191.
5. *Polpredy soobscajut… : Sbornik dokumentov ob otnosenijach SSR s Latviej, Litvoj i Etsoniej. Avgust 1939-Avgust 1940*, Moscou, 1990, doc. 58, p. 80.
6. V. Anfilov, F. Golikov, *Zagadka 1941 goda*, p. 207.
7. Alexandre Yakovlev (dir.), *1941 God. Dokoumenty*, 2 vol., Mejdounarodny Fond « demokratia », Moscou, 1998, vol. 2, p. 160.
8. *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Teil II, Band 1, Juli-September 1941, p. 44.
9. *DVP (Dokoumenty Vnechneï Politiki), 1940-22 juin 1941*, vol. 23, livre 2, 1re partie. (1er novembre 1940-1er mars 1941), Moscou, 1998, p. 705, 717.
10. Ulrich von Hassel, *Vom andern Deutschland*, Atlantis, 1946, p. 199.
11. TSAMO RF, f. 48a, op. 3408, d. 3, p. 257-259.
12. Alexandre Yakovlev (dir.), *1941 God. Dokoumenty*, *op. cit.*, vol. 2, p. 421.
13. Ernst von Weizsäcker et Leonidas E. Hill (dir.), *Weizsäcker Papiere, 1933-1950*, Berlin, Propyläen, 1996, p. 260.

9. Ne pas capturer Malte

1. Gerhard Schreiber, in *Germany and the Second World War*, vol. III, *The Mediterranean, South-East Europe, and North Africa 1939-1941*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 225 ; Mariano Gabriele, in *Operazione C3 : Malta*, Rome, Ufficio storico della marina militare, 1965, rééd. 1995, p. 13.

2. I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. 1, *The Early Successes against Italy (to May 1941)*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1954, p. 29, 120, 219.

3. Reinhard Stumpf, in *Germany and the Second World War*, vol. VI, *The Global War*, Oxford, Clarendon Press, 2001, p. 836.

4. *Ibid.*, p. 834, 838-839.

5. *Ibid.*, p. 836.

6. Michael J. Budden, « Defending the Indefensible ? The Air Defence of Malta, 1936-1940 », *War in History*, vol. 6, n° 4, octobre 1999.

7. Nous suivons ici l'analyse de Mariano Gabriele dans *Operazione C3 : Malta*, *op. cit.*, p. 64.

8. John Carr, *The Defence and Fall of Greece 1940-41*, Barnsley, Pen & Sword, 2013, chap. 2.

9. I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. 1, *op. cit.*, p. 119, 314.

10. I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. 2, *The Germans Come to the Help of Their Ally (1941)*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1956, p. 43.

11. Walter Ansel, *Hitler and the Middle Sea*, Durham, Duke University Press, 1972, p. 121, 197-199.

12. I. S. O. Playfair, *The Mediterranean and the Middle East*, vol. 2, *op. cit.*, p. 55, 58.

13. Gerhard Schreiber, in *Germany and the Second World War…*, *op. cit.*, p. 536.

14. Michael J. Budden, « Defending the Indefensible ?… », art. cité.

15. Reinhard Stumpf, in *Germany and the Second World War…*, *op. cit.*, p. 656.

16. *Ibid.*, p. 657-660. On lit parfois que Hitler, échaudé par les pertes en Crète, ne veut pas à nouveau risquer des troupes allemandes sur Malte. Rien dans les sources primaires ne confirme toutefois cette thèse.

10. Dieppe, le nadir des armes britanniques

1. Basé à Milton Keynes, à 70 km au nord-ouest de Londres, le complexe ultra-secret de Bletchley Park abrite les services de déchiffrage britanniques. Appuyés sur des talents comme le célèbre Alan Turing, leurs membres ont décrypté des millions de messages émis par les forces allemandes et codés par la machine Enigma.

2. Le *First Sea Lord* commande en chef la Royal Navy sous l'autorité du ministre, le *First Lord of the Admiralty*.

3. Sans équivalent en France, *Commodore* est un grade intermédiaire entre *Captain* (capitaine de vaisseau) et *Rear-Admiral* (contre-amiral).

4. Vice-amiral, général de corps d'armée et général de division aérienne.

5. Les conditions confuses de cette autorisation conduiront à affirmer plus tard que Mountbatten a joué dans le dos des *Chiefs of Staff*. Mais comment les préparatifs d'une telle opération auraient-ils pu leur échapper ? Churchill, en tout cas, est au courant puisqu'il demande des nouvelles de l'opération depuis Moscou.

6. Un *squadron* de la RAF équivaut à une escadrille française, avec en principe 12 appareils opérationnels.

7. 4 963 soldats canadiens, 1 075 commandos britanniques, sans oublier 50 rangers américains et 15 Français membres du N° 10 Commando interallié.

11. La défense de Singapour

12. La défense de Singapour

1. La Malaisie coloniale est appelée en anglais « Malaya » et se limite à la péninsule malaise ; « Malaysia » est le nom de la Malaisie indépendante, qui comporte aussi des territoires sur l'île voisine de Bornéo.

2. Un peu plus de 11 000 tués, 14 000 blessés et 41 000 prisonniers ou disparus en France ; 4 500 tués, 3 000 blessés, 26 000 prisonniers en Grèce, dont la moitié en Crète lors de l'assaut aéroporté allemand fin mai 1941.

3. La perte du *Prince of Wales* est particulièrement cruelle pour l'Amirauté britannique : ce cuirassé s'était en effet couvert de gloire en février 1941 en devenant l'un des vainqueurs du *Bismarck*, alors que, tout juste sortie du chantier, l'unité avait encore à son bord des ouvriers opérant réglages et finitions.

4. Dans les années 1920, avant que les traités navals de Washington et Londres ne consacrent une entente anglo-américaine qui ne se démentira plus, une brève période de tensions navales entre les deux marines anglophones se produit. À l'époque, Londres est toujours allié à Tokyo, rival par excellence de l'US Navy… le rapprochement anglo-américain est un motif supplémentaire de rupture de l'alliance avec le Japon.

5. Réalisée par Sir John Jellicoe, l'ancien commandant de la *Grand Fleet* au Jutland en 1916 et devenu depuis Premier Lord de l'Amirauté, l'étude aboutit à une force de 8 cuirassés et autant de croiseurs de bataille, appuyés par 4 porte-avions et protégés par 10 croiseurs et 40 destroyers, le tout soutenu par divers navires auxiliaires. Rappelons qu'en 1941 la « Force Z » se compose d'un cuirassé, un croiseur de bataille, et… de 4 destroyers, sans couverture aérienne sérieuse. Les moyens japonais n'auront pas diminué entre-temps.

6. Au titre du traité de Washington en 1922, la marine impériale japonaise se voit autoriser un tonnage correspondant à 60 % de celui de la Royal Navy (qui bénéficie de la parité avec l'US Navy) pour les cuirassés. La stratégie britannique postule qu'une partie de la marine japonaise devra faire face à l'US Navy, lui offrant une supériorité locale, ou au moins la parité numérique – les Britanniques s'estimant individuellement supérieurs.

7. Pearl Harbor est aménagé en 1939 pour recevoir la flotte du Pacifique de l'US Navy.

13. Midway : la mauvaise bataille au mauvais endroit

1. La « Flotte combinée » est le nom du principal commandement opérationnel de la marine impériale japonaise. Elle absorbe pour cela les structures de temps de paix (1re flotte : cuirassés ; 2e flotte : croiseurs ; 1re flotte aérienne : porte-avions…) et les réorganise pour le temps de guerre.

2. *Kido butai* signifie « force mobile ». Le terme désigne la force opérationnelle constituée en 1942 des porte-avions de la 1re flotte aérienne (*Dai-Ichi Koku Kantai*) et de leur escorte rapprochée de cuirassés rapides, croiseurs et destroyers. Les 4 porte-avions sont les *Akagi*, *Kaga*, *Soryu* et *Hiryu*.

3. *Enterprise*, *Hornet* et *Yorktown* (endommagé en mer de Corail et réparé en un temps record par l'arsenal de Pearl Harbor).

4. Cela n'est plus vrai deux ans plus tard : lors de la bataille de la mer des Philippines, également remportée par Spruance en juin 1944, les Japonais détectent les premiers leurs adversaires. Mais la défense aérienne de la flotte américaine, composée de chasseurs guidés par contrôle radar et d'escorteurs puissamment armés de DCA, lamine les groupes aériens nippons, qui sont détruits en pure perte : la détection devient alors moins cruciale que la capacité à percer les défenses, dont les Japonais ne sont pas capables faute d'une chasse suffisante et d'appareils d'assaut adaptés. C'est ce qui explique le recours ultérieur aux attaques-suicides. À l'ère du missile, la situation tactique navale semble être redevenue celle de 1942 : celui qui détecte le premier prend l'ascendant et un sérieux gage sur la victoire.

5. Dans le sens japonais d'écriture des noms, adopté ici : nom de famille (Yamamoto) en premier, prénom (Isoroku) ensuite.

6. Le G4M, surnommé « Betty » par la classification alliée, dispose d'une distance franchissable, avec armement, de près de 3 000 km (et 5 000 km sans armement). Mais le rayon d'action de combat d'un appareil est généralement considéré comme n'excédant pas le tiers de la distance franchissable : un tiers aller, un tiers retour, plus la consommation accrue lors des phases de combat. Il est possible d'excéder cette règle, mais l'appareil ne peut alors pratiquement pas manœuvrer, rendant l'opération suicidaire face à une opposition adverse. Et 3 000 divisés par 2 ne donnent que 1 500 km : toujours pas assez pour frapper Oahu.

7. Ils pensent en réalité avoir torpillé le *Lexington* et coulé le *Saratoga* en mer de Corail, intervertissant les deux *sister-ships*, sans conséquence pour leur estimation des forces américaines.

8. Ici intervient peut-être un facteur qui pousse les Japonais à ignorer ces rapports de force : la marine s'entraîne depuis vingt ans à combattre l'US Navy en situation d'infériorité numérique, et a bâti sa doctrine autour de ce paradigme. Toutefois, cette doctrine a comme cadre une guerre défensive dans laquelle l'US Navy s'exposerait loin de ses bases aux coups japonais. Exactement l'inverse de la situation à Midway.

9. Ex-4e flotte du temps de paix, ce commandement géographique regroupe les moyens devant défendre le périmètre océanique au sud des Mariannes et à l'est des Philippines, en s'appuyant pour cela sur deux positions principales, la grande base de Truk, dans les Carolines, et le point d'appui de Rabaul conquis au début de la guerre.

15. Le bombardement de Monte Cassino, une erreur stratégique et politique

1. Alphonse Juin, *La Campagne d'Italie*, Paris, Guy Victor, 1962, p. 81.

2. Mark Clark, *Les Alliés jouent et gagnent*, Paris, Berger-Levrault, 1950, p. 256.

3. J. F. C. Fuller, *The Second World War*, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1962, p. 272.

4. Herbert Bloch, *The Bombardment of Monte Cassino (February 14-16, 1944)*, Montecassino, 1979, p. 60.

5. Richard Overy, *The Bombing War. Europe 1939-1945*, Londres, Penguin, [2013] 2014, p. 534.

6. Winston Churchill, *Closing the Ring*, Londres, Houghton Mifflin Company, 1951, p. 429.

7. Francis Tuker, *Approach to Battle. A Commentary : Eigth Army, November 1941 to May 1943*, Londres, Cassell, 1958, cité par Peter Caddicks-Adam, *Monte Cassino. Ten Armies in Hell*, Londres, Preface Publishing, 2012, p. 136.

8. Cité par Dharm Pal, *Official History of the Indian Armed Forces in the Second World War : The Campaign in Italy 1943-1945*, Calcutta, Combined Interservices Historical Section, 1960, p. 98-99.

9. Ordre général 58 du 15e groupe d'armées, le 28 décembre 1943, Service historique de la Défense (SHD) 10P3.

10. Maj F. Jones, Report on the Events Leading to the Bombing of the Abbey of Monte Cassino on 15 February 1944, 14 October 1949, The National Archives (TNA), WO 204/12508.

11. Télégramme du Vatican au Foreign Office, le 7 novembre 1943, TNA, FO 371/37330.

12. « Monastery Used as an Observation Post », *The Times*, 10 février 1944.

13. Témoignage cité par John Ellis, *Cassino. The Hollow Victory. The Battle for Rome January-June 1944*, Londres, Aurum, 2003 [1984], p. 172.

14. Martin Blumenson, *From Salerno to Cassino*, Washington, Office of the Chief Military History, 1969, p. 408.

15. David Hapgood et David Richardson, *Cassino*, Londres, St Martin's Press, 1984, p. 170-171.

16. Frido von Senger und Etterlin, *Panzer sur l'Europe* (traduit par Paul Marie Flécher), Monaco, Éditions du Rocher, 1965 [1960], p. 197.

17. JMO du 3e GTM, entrée du 15 mars 1944, SHD, DAT 3H2507.

18. Jean Mabire, *Les Diables verts de Cassino*, Paris, Presses de la Cité, 1992.

19. Ordre du jour du général von Vietinghoff à la 10e armée, le 18 avril 1944, Bundesarchiv Militärarchiv RH20-10/116.

20. Joseph Goebbels, *Journal 1943-1945*, entrée du 4 mars 1944, Paris, Tallandier, 2009, p. 413.

21. XIV Pz C Gen Kdo, Ic Anlageheft 2 zum Tatisbeitsbericht, File 58200/3, GMDS, cité par Martin Blumenson, *op. cit.*, p. 414-415.

22. Consignes du ministère de la Propagande aux agences de presse, le 2 mars 1944, Bundesarchiv, Berlin Lichterfelde, R 55/736.

23. Brochure de propagande allemande diffusée à la population italienne, TNA, FO 371/4392.

24. Voir en ce sens les photographies prises par les compagnies de propagande de la Wehrmacht et, par exemple, le reportage de l'*Illustrierter Beobachter* du 13 avril 1944, p. 2-3.

25. « The Protection of Historic Monuments », *The Times*, 16 février 1944.

26. Report on the events leading to the bombing of Monte Cassino, TNA, CAB 106/699.

27. « Expert on Visit says Abbey can be rebuilt », *New York Times*, 20 mai 1944, TNA, FO 371/40683/14.

28. « German looting in Italy. Abbey statue carried off for Goering », *The Times*, 2 août 1944.

29. Frido von Senger und Etterlin, *op. cit.*, p. 196.

30. Rapport du comité britannique sur la préservation et la restitution des œuvres d'art, archives et autres matériaux entre les mains ennemies, TNA, T 209/30.

31. Report on the events leading to the bombing of Monte Cassino, TNA, CAB 106/699.

16. Stalingrad, la bataille qu'il ne fallait pas livrer

1. *Hitlers Weisungen für die Kriegführung*, hrsg von Walther Hubatsch, dtv Dokumente, Munich, 1965, p. 213.

2. *Ibid.*, p. 217.

3. Fedor von Bock, *Zwischen Pflicht und Verweigerung. Das Kriegstagebuch*, *op. cit.*, p. 462.

4. *Hitlers Weisungen für die Kriegführung*, *op. cit.*, p. 225.

5. Franz Halder, *Kriegstagebuch…*, *op. cit.*, vol. 3, p. 489.

6. *Richtlinien des Führers vom 17 Juli 1942…*, *KTB des OKW*, 1942 Teilband II, Bernard & Graefe Verlag, Munich, 1982, p. 1284.

7. Cet échec n'est entériné que le 14 octobre 1942 par l'Operationsbefehl N° 1 in *ibid.*, p. 1301. Mais, fin septembre, la décision de bombarder les infrastructures pétrolières soviétiques, en contradiction avec l'ordre de les épargner donné par la directive 45, manifeste que Hitler ne croit déjà plus possible d'atteindre les objectifs assignés au plan *Blau*.

8. Max Domarus, *Hitler. Reden 1932 bis 1945*, Munich, Süddeutscher Verlag, 1965, vol. 4, p. 1916.

9. Hildegard von Kotze (dir.), *Heeresadjutant bei Hitler 1938-1943. Aufzeichnungen des Majors Engel*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Deutsche Verlag-Anstalt, Stuttgart, 1974, p. 129.

10. Max Domarus, *Hitler…*, *op. cit.*, vol. 4, p. 1937.

11. Hans Boberach, *Meldungen aus dem Reich. Die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS 1938-1945*, Manfred Pawlak Verlag, 17 vol., 1985, vol. 11, p. 4259.

12. Helmut Heiber, *Hitlers Lagebesprechungen*, DTV, 1963, p. 53 et 54.

18. La capitulation inconditionnelle : erreur évitable ou condition préalable à la victoire alliée ?

1. Peter Longerich, *« Davon haben wir nichts gewusst ! » Die Deutschen und die Judenverfolgung. 1933-1945*, Berlin, Siedler, 2006, p. 203-204.

2. Wolfgang Benz, « Judenvernichtung aus Notwehr ? Die Legenden um Theodore N. Kaufman », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 29, n° 4 (1981), p. 618.

3. Otto Dov Kulka et Eberhard Jäckel, *Die Juden in den geheimen NS-Stimmungsberichten, 1933-1945*, Düsseldorf, Droste, 2004, p. 3388, SD Außenstelle Minden, 12 décembre 1941.

4. David Bankier, *The Germans and the Final Solution : Public Opinion under Nazism*, Oxford, Blackwell, 1992, p. 28.

5. Peter Longerich, *« Davon haben wir nichts gewusst ! »*…, *op. cit.*, p. 263-267.

6. Nicholas Stargardt, *La Guerre allemande. Portrait d'un peuple en guerre, 1939-1945*, Paris, Vuibert, 2017, p. 447-454.

7. Michael Balfour, « Another Look at "Unconditional Surrender" », *International Affairs*, vol. 4, n° 46 (octobre 1970), p. 719-736.

19. L'échec de l'insurrection de Varsovie

1. Ce texte a été écrit dans le cadre d'une recherche financée par le Centre national de la recherche scientifique (Narodowe Centrum Nauki), projet n° 2015/19/B/HS3/01051.

2. Traduit du polonais par Monika Prochniewicz.

3. Jozef Garlinski, *Poland, SOE and the Allies*, Londres, George Allen and Unwin, 1969, p. 174-178.

4. *Documents on Polish-Soviet Relations 1939-1945*, vol. II, *1943-1945*, Londres, 1967, p. 302-304.

5. Jan M. Ciechanowski, *The Warsaw Rising of 1944*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, p. 224-242.

6. *Germany and the Second World War*, Karl-Heinz Frieser (dir.), vol. VIII : *The Eastern Front 1943-1944 : The War in the East and on the Neighbouring Fronts*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 569-584.

7. *The Great Powers and the Polish Question, 1941-45. A Documentary Study in Cold War Origins*, Londres, London School of Economics, 1976, p. 209-210.

8. N. Sennerteg, *Kat Warszawy*, Varsovie, 2009, p. 328-329 ; K. Kąkolewski, *Co u pana słychać ?*, Varsovie, 1975, p. 94-95.

9. *The Churchill Documents*, vol. 20 : *Normandy and beyond : May-December 1944*, M. Gilbert et L. P. Arnn (dir.), Hillsdale, 2018, p. 1103-1104.

10. *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers 1944*, vol. III, *The British Commonwealth and Europe*, Washington, 1965, p. 1393-1395.

11. Archives du ministère des Affaires étrangères polonais, Varsovie, ambassade de Pologne à Moscou, l'ensemble 27, w. 2, t. 15, rapport de Jędrychowski du 25 septembre 1944.

12. *Poland in the British Parliament 1939-1945*, W. Jędrzejewicz (dir.), vol. III, New York, 1962, p. 31-32.

20. « Market Garden » (septembre 1944) : les dessous d'un « magnifique désastre »

1. Les forces alliées débarquées en Normandie se décomposent en deux groupes d'armées. Un anglo-canadien, le 21e groupe d'armées du maréchal Montgomery – fort de la 2e armée britannique (Dempsey) et de la 1re armée canadienne (Crerar) –, et un américain, le 12e groupe d'armées du général Bradley avec les 1re (Hodges) et 3e (Patton) armées américaines.

2. Lettre de Montgomery à Eisenhower, 20/09/1944.

3. Lire l'instruction FWD 13765, 04/06/44, reproduite dans Nicolas Aubin, *La Course au Rhin*, Paris, Economica, 2018, p. 477-478.

4. Personnal War Diary and Commander 2nd Army, Miles Dempsey, 10/09/44. TNA, WO 285/9.

5. Ce qui tord le cou à la légende voulant qu'il ait méprisé les renseignements. Au contraire, « Monty » tient compte de la présence des lambeaux de deux divisions de panzers SS (6 300 hommes et 40 blindés).

6. Par provocation, Montgomery se fait représenter aux conférences de son supérieur par son chef d'état-major. Pour le voir, « Ike » devra se déplacer à Bruxelles le 10 septembre. Mais il tolère cette insubordination.

7. Patton propose à Bradley de menacer « Ike » de démissionner si ce dernier n'adhère pas à leur plan. Montgomery écrit à plusieurs reprises à Eisenhower pour l'assurer qu'il suit ses consignes alors qu'il n'en est rien. Bradley désobéit à son supérieur en divertissant le 5e corps américain dans les Ardennes.

8. Lettre de Montgomery à Brooke, chef d'état-major de l'armée britannique, 3 septembre 1944.

9. Patton vole de l'essence à Hodges, minore délibérément ses besoins en carburant pour obtenir l'autorisation d'attaquer en Lorraine et rumine toute une journée quand il apprend que « Monty » a été nommé maréchal. Montgomery abandonne d'autant plus facilement les bouches de l'Escaut sachant que les Américains ont un besoin vital du port d'Anvers, ce qui n'est pas son cas puisqu'il compte s'approvisionner auprès des ports du Pas-de-Calais.